

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°170-171

MAI-JUIN 1999

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISBN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

Sommaire :

- **L'UNION EUROPÉENNE ET LE PRÉSIDENT CHIRAC APPELLENT LA TURQUIE À NE PAS EXÉCUTER LA CONDAMNATION À MORT D'ABDULLAH OCALAN**
- **LE COMITÉ DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE BLÂME LA TURQUIE POUR LES " VIOLATIONS RÉPÉTÉES ET GRAVES " DES DROITS DE L'HOMME**
- **LE PRÉSIDENT TURGUT ÖZAL COMPTAIT SUR L'IMPACT DE LA TÉLÉVISION TURQUE POUR FAIRE OUBLIER AUX KURDES LEUR LANGUE MATERNELLE**
- **ANKARA : LE NOUVEAU CABINET CONFIRME LE REPLI NATIONALISTE DE LA TURQUIE**
- **LE MAIRE DE DIYARBAKIR FERIDUN ÇELIK RISQUE 7,5 ANS DE PRISON POUR AVOIR DÉCLARÉ QU'IL Y AVAIT LA GUERRE AU KURDISTAN**
- **PARIS : REMISE DU PRIX NOUREDDINE ZAZA À RAGIP DURAN**
- **AINSI QUE...**

---

## **L'UNION EUROPÉENNE ET LE PRÉSIDENT CHIRAC APPELLENT LA TURQUIE À NE PAS EXÉCUTER LA CONDAMNATION À MORT D'ABDULLAH OCALAN**

**L**A condamnation à mort d'Abdullah Öcalan est tombée sans surprise le 29 juin 1999 après un procès expéditif de 9 audiences. Le président de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara sur l'île-prison d'Imrali, Turgut Okyay, a déclaré le leader du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) coupable d'avoir " créé l'organisation

*terroriste armée du parti des travailleurs du Kurdistan et ordonné des actes ayant fait des milliers de victimes innocentes "* dans le but de " *séparer une partie du territoire sous la souveraineté de la Turquie afin d'y créer un soi-disant Etat kurde "*. Abdullah Öcalan dans sa déclaration finale a affirmé : " *je refuse d'être qualifié de traître. Je ne me suis pas battu*

*pour diviser le pays mais pour vivre dans un pays démocratique "*.

La Cour a rendu sa décision à l'unanimité des trois juges et a refusé les circonstances atténuantes qui auraient permis de commuer la peine en prison à perpétuité. La sentence devra être confirmée par la Cour de cassation turque puis la décision passera au niveau politique puisque le dernier mot revient au Parlement turc qui doit ratifier les exécutions. Plusieurs semaines, voire des mois, seront nécessaires pour arriver au bout de la

procédure turque et les avocats d'Ocalan ont en outre annoncé qu'ils allaient faire appel auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, cependant un tel appel ne sera pas suspensif.

Bien qu'aucune condamnation à mort ne soit exécutée depuis 1984 en Turquie, la plupart des observateurs que le cas d'Ocalan pourrait faire exception. La mise en scène par la police turque des manifestations spectaculaires et très médiatisées des "familles des victimes du PKK" cherchent à préparer les esprits à la pendaison d'Ocalan. L'ancien Président turc, le général Evren, dans une interview accordée à *Hurriyet*, s'est dit prêt à jouer le bourreau et passer la corde au coup d'Ocalan. Un autre chef militaire influent, le général Fusunoglu, ex-commandant de l'armée de terre, demande que "pour des raisons humanitaires la pendaison intervienne très rapidement". Un grand nombre de pays européens ont demandé à la Turquie de ne pas l'exécuter aussitôt après la prononciation du verdict. Le Conseil de l'Europe a d'ores et déjà menacé de suspendre la Turquie de ses rangs si le chef kurde est pendu. L'Europe dans son ensemble a appelé Ankara à la clémence. L'Union européenne par la voix de l'Allemagne, qui assure sa présidence tournante de l'UE, a déclaré "nous disons simplement : si la Turquie veut entrer dans l'Europe, elle doit se rapprocher des critères qui y prévalent". Dans une déclaration rendue publique au sommet économique de Rio, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union ont condamné le verdict et rappelé à la Turquie que la peine de mort ne fait pas partie

des "valeurs communes" de l'Europe. Jacques Chirac a déclaré que "la France, comme les pays européens et bien d'autres, souhaite que la peine ne soit pas exécutée et qu'elle soit commuée en une autre peine". Le Haut commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies, Mary Robinson, a jugé la sentence "inquiétante" étant donné les doutes qui ont pesé sur l'équité du procès. "Certains aspects de la procédure légale (...) ont dévié de la norme internationale" a-t-elle affirmé.

Cependant les Etats-Unis ont pris soin de ne pas critiquer Ankara. "Il y a longtemps que nous pensons qu'Ocalan est un terroriste international qui doit être traduit devant la justice" a déclaré Joe Lockhart, porte-parole de la Maison Blanche.

Dans le passé le régime turc a toujours passé outre aux protestations internationales et au risque d'une crise diplomatique temporaire a fait pendre en 1961 le Premier ministre Menderes et deux de ses ministres démocratiquement élus.

Le procès d'Abdullah Ocalan avait commencé le 31 mai à 10h dans une salle spécialement aménagée de l'île-prison d'Imrali devant la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara qui, pour l'occasion, s'est transportée sur place.

Sur environ 800 journalistes et observateurs venus assister à ce procès, seuls vingt -12 Turcs et 8 étrangers- ont été admis dans la salle d'audience. Les autres ont dû attendre dans la petite ville balnéaire de Mudanya située à 25 km de l'île et se contenter des images sélectives diffusées par la

télévision d'Etat turque TRT.

Les avocats qui ont subi des menaces de mort et des violences physiques par la police (le 30 avril, 6 d'entre eux tabassés par les policiers chargés de leur protection ont dû être hospitalisés) et qui n'ont pu, à aucun moment, s'entretenir en tête à tête avec leur client ni lui communiquer les éléments du dossier, avaient menacé de se retirer pour ne pas légitimer une parodie de justice. À la demande d'Ocalan, qu'ils ont rencontré le 27 mai, et à celle des émissaires gouvernementaux laissant croire que leur demande de report pourrait recevoir une suite favorable à l'ouverture du procès, ils avaient décidé d'y assister. Cependant dès l'ouverture, en rejetant la demande de report, les juges turcs montraient le peu de cas qu'ils faisaient de l'avis du gouvernement civil et que conformément aux souhaits de l'armée, ils allaient poursuivre ce procès ayant pour objet la mise à mort physique et politique d'Ocalan et dissuasio les Kurdes de toute tentative de contestation de leur sort. Les deux principaux avocats, dont Me Kaplan, ont décidé de se retirer de la défense afin de "ne pas légitimer une parodie de justice devant une cour à la légalité contestée et face aux violations massives et grossières des droits de la défense portant gravement atteinte à l'honneur et à la dignité d'avocat".

Dans une déclaration préliminaire faite le premier jour du procès chef du PKK enfermée dans une cage de verre a notamment dit : "Je voudrais déclarer que je n'ai été soumis à aucune sorte de pression et je n'ai subi aucun mauvais



traitement après ma capture (...) Je voudrais vivre pour la paix et la fraternité J'appelle à l'arrêt de la lutte armée. Le PKK ne doit plus s'opposer à l'Etat turc démocratique... Les peuples kurdes et turcs ne doivent pas s'affronter. Je veux arrêter tout cela. J'ai atteint le point où je comprends, même si c'est trop tard, que ma vie peut avoir un sens pour la Turquie (...) Que cette rébellion soit la dernière rébellion du peuple kurde en Turquie (...) Je reconnais entièrement ma responsabilité dans tous les actes qui me sont reprochés dans l'acte d'accusation, le contraire serait inutile " Abdullah Öcalan a également ajouté: " je voudrais m'adresser aux respectables familles des martyres et leur dire que je partage leur douleur ".

Puis, dans un plaidoyer écrit dont de larges extraits ont été diffusés par la presse, A. Öcalan se prononce pour " l'union et la cohabitation démocratique des peuples turc et kurde au sein de la République ". Cela nécessite une refondation de la République afin de reconnaître aux Kurdes des droits culturels et linguistiques ainsi que la possibilité d'avoir leurs propres partis politiques afin de défendre leur revendication dans le cadre de la démocratie. En échange d'une telle solution de paix, Öcalan promet de faire descendre ses partisans des maquis dans un délai de 3 mois et de mettre un terme définitif à la longue période des révoltes armées kurdes. L'Etat-major des armées dans un communiqué publié le 7 juin, a catégoriquement rejeté cette offre de paix car " l'Etat ne négociera jamais avec des terroristes ".

Extraits du plaidoyer d'Öcalan :  
" Au delà d'un exposé éclairé contre

l'acte d'accusation du procureur de la république, la base de ma défense s'appuie sur la question kurde que je considère beaucoup plus importante et sur les moyens de passer de la dernière insurrection kurde conduite par le PKK à un accord historique et à la possibilité d'une solution. J'ai essayé d'exposer les chances d'une solution de paix à cette insurrection qui peut se comprendre comme une guerre d'intensité moyenne. A vrai dire j'avais essayé d'adopter cette ligne de conduite pour la première fois à la demande du président Özal. Le 15 mars 1993 j'avais déclaré ceci au cours d'une conférence de presse : Nous ne sommes pas dans une approche de séparation immédiate de la Turquie. Nous sommes réalistes sur ce point. Il ne faut pas entendre cette orientation comme une simple tactique. Elle repose sur beaucoup de points. Ceux qui comprennent la situation historique, politique et économique des deux peuples s'accorderont à dire qu'il n'y aura pas de scission (...) Comme je l'ai expliqué dans de nombreux reportages, nous voulons que les relations entre ces peuples soient réaménagées. La situation actuelle fait couler le sang des Kurdes et des Turcs et fait disparaître leurs biens "

" En répondant de cette manière à l'acte d'accusation du procureur de la république, j'ai essayé non seulement en mon nom propre mais également au nom du PKK dont je suis le responsable et au nom du peuple qui s'est révolté d'exposer les problèmes. Aussi étayée de documents que puisse être l'accusation, j'ai présenté l'existence des problèmes et les raisons nécessitant nos efforts pour une solution. Pendant la révolte, il a pu avoir des fautes et des erreurs

récioproques. Et j'ai indiqué les erreurs inutiles et la cruauté pour la plupart des opérations (...). Chez tous les peuples il y a de la cruauté et aussi de l'oppression mais notre plus grande consolation est de délivrer notre République de ces maux (...) C'est pourquoi je dis que ce procès devrait être l'occasion d'établir la paix sacrée. La dette à la République ne peut être payée que par l'union démocratique de nos peuples (...) La République ne peut se fonder sur la servitude et la négation (...) "

" L'union démocratique est la nouvelle marche historique de la République. Même si le Parquet de la République, en s'appuyant sur le premier programme de notre parti et mes divers discours, a conclu à la revendication d'un nouvel Etat et traduit mes propos " tout est pour l'indépendance et la liberté " en ce sens, je peux dire qu'en tant qu'un des plus importants responsables de cette expérience historique, j'ai essayé dans ma défense de montrer que mon but est d'avancer vers l'union démocratique. Même si je n'ai pas en ma possession les discours que j'ai prononcés, j'ai précisé au cours de mes cessez-le-feu unilatéraux et dans mes dialogues indirects que les conditions pour l'indépendance et la liberté, tant individuelle que populaire ne pouvaient se réaliser qu'en Turquie prise dans son ensemble et dans la démocratisation de la République "

" Dans une approche scientifique, plaider pour une revendication étatique ne peut être réaliste pour le peuple kurde qui est entravé de quatre côtés par des voisins hostiles, établi dans une géographie montagneuse, divisé aussi bien économiquement et socialement que

culturellement et politiquement, doté de lourdes valeurs féodales, ne disposant même pas encore de son propre alphabet et dont la plus importante majorité travaille dans les grandes métropoles. De plus, l'expérience historique de ces deux derniers siècles et finalement la révolte du PKK ont prouvé que la solution armée en vue d'une division ne peut qu'aggraver la situation. Les deux parties seront par ce moyen en difficulté et feront face à une grande souffrance et à un préjudice. Cela étant, il n'y aura pas de division, mais le problème ne cessera pas d'exister pour autant. Le mal continuera en s'aggravant, il ne peut pas être soigné par l'élimination du malade et ne peut non plus faire l'objet d'un traitement partiel, séparé de son élément fondamental, c'est-à-dire de l'Etat "

" La plus importante des conséquences est qu'historiquement, c'est ou ce sera la fin des périodes de révoltes (...) Dans le système d'une république démocratique, il ne peut y avoir de place pour de la violence. Le langage pour exprimer les problèmes ne peut être la révolte ou encore la révolution mais en temps de paix c'est l'évolution constitutionnelle qui s'impose. C'est cela qu'exige la fin du vingtième siècle (...)"

" Dans ce cadre, il incombe à notre peuple de l'Est de mener son aspiration profonde à la démocratisation avec l'Etat dans une nouvelle unité démocratique

(...) Ceci est un chemin de réforme qui progressera petit à petit mais au bout de compte ce sera un progrès. Nous devons construire et développer notre démocratie ensemble. "

" Reconnaître comme héros tous les martyrs qui ont œuvré pour la création et la protection de la République, célébrer avec respect et gratitude son fondateur, saluer son drapeau avec fierté constitue un principe (...) Nous voulions en fait faire ceci : nous voulions dépasser l'énorme retard, la naïveté, la servitude de l'Est par l'amélioration, le progrès et la liberté. (...) Mais notez ce paradoxe qu'aujourd'hui nous sommes jugés (...) pour le plus grand crime contre la République. C'est une infortune et non l'expression de notre essence (...)"

" (...) Les hommes peuvent, au besoin, prendre des leçons sur les méprises et erreurs passées et atteindre la vérité. L'histoire et la société avancent de toute façon souvent de cette manière. Il appartient seulement à Allah d'avancer sur un chemin droit sans pécher. Les prophètes eux-mêmes ont avoué qu'ils n'étaient pas à l'abri d'erreurs et de fautes. Nous avons et j'ai commis des fautes. Cela a suscité beaucoup de souffrance. J'ai essayé avant tout d'exprimer cela au cours de ma déposition (...)"

" Si nous étions élevées et éduquées dans un cadre démocratique y aurait-il eu une telle révolte ? Il faut s'y attendre de la part d'un homme

dont l'identité même est nié (...) Je voudrais insister sur ce point précisément : si je crains de me reconnaître moi-même comment pourrais-je reconnaître la république et tout son système législatif, comment pourrais-je être un homme de mon temps ? La réalité populaire dans laquelle je vis est celle-ci. De plus si la grande majorité ne s'est pas turquisée, on ne peut pas dire que ce soit de leurs fautes. D'autre part cela démontre également que le système n'est pas moderne et qu'il ne peut s'imposer de force. Ainsi les erreurs ont décuplé réciproquement et son cruel verdict s'est lu au cours de cette dernière révolte "

" Tous mes efforts sont concentrés pour trouver une solution à cette question sans plus jamais recourir au langage des armes (...)"

" Ce procès devrait être la plus importante audience pour la paix de toute histoire de la République (...) Nous démontrons avec force que sans paix honorable et juste la vie n'a de sens ni à l'intérieur et ni à l'extérieur du pays et ce constat a été avant tout le monde proclamé par Mustafa Kemal Atatürk : " la paix dans la patrie et la paix dans le monde ". Nous croyons que la République qu'il a fondée ne peut conduire à la paix que dans un cadre démocratique et que c'est le plus grand service qui puisse être rendu à la paix régionale et mondiale "

## LE COMITÉ DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE BLÂME LA TURQUIE POUR LES "VIOLATIONS RÉPÉTÉES ET GRAVES" DES DROITS DE L'HOMME

**D**ANS une résolution adoptée, le 9 juin 1999, le comité des ministres du Conseil de l'Europe a blâmé pour la première fois la Turquie "pour des violations répétées et graves" des droits de l'homme commises par les forces de sécurité au Kurdistan. Membre du conseil depuis sa création, la Turquie a régulièrement été à l'ordre du jour du Conseil et de son instance juridique - la Cour européenne des droits de l'homme - qui l'a condamnée à plusieurs reprises alors que des dizaines d'autres plaintes kurdes

contre la Turquie sont en cours d'examen devant la Cour européenne. Le comité a d'autre part fait remarquer qu'il n'y a eu "aucune amélioration significative" et a enjoint aux autorités turques de prendre des mesures de manière "pressante" pour faire cesser les actes de torture, de destruction, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions. A ce jour, la Cour européenne des droits de l'homme est saisie par 9 979 requêtes mettant en cause la Turquie. Le président du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, Halldor Asgrimsson, a

appelé la Turquie à prendre acte des décisions de la Cour et a rappelé que ces dernières avaient force exécutoire. "La Turquie doit également honorer sa responsabilité" a annoncé M. Asgrimsson. Contrairement aux autres pays, la quasi totalité des demandes accusant la Turquie a un fondement politique : jugement non équitable, violation de la liberté de pensée, d'association, du droit à la vie, l'insécurité des personnes et la torture. Ankara est d'ores et déjà condamné à des millions de dollars et la seule concession qu'il est fait jusqu'à présent est la démilitarisation des cours de sûreté de l'Etat qui ne change rien au fond du problème car la législation turque liberticide reste, elle, inchangée.

## LE PRÉSIDENT TURGUT ÖZAL COMPTAIT SUR L'IMPACT DE LA TÉLÉVISION TURQUE POUR FAIRE OUBLIER AUX KURDES LEUR LANGUE MATERNELLE

**D**ANS un article publié le 19 juin 1999, Orhan Tokatli, journaliste au quotidien turc *Milliyet*, donne un compte rendu du conseil des ministres réuni le 22 février 1991 sous la présidence de Turgut Özal pour discuter d'un projet de loi sur l'autorisation de la langue kurde en Turquie. Le président Özal, à l'initiative du projet "garantit que la multiplication des émissions de télévision en turc fera oublier la langue kurde". Lorsqu'un ministre, Cemil Çiçek, riposte en soutenant qu'"il n'y a que des Turcs en Turquie", T. Özal rétorque "Regardez-vous. Vous êtes tous différents. Qui pourrait prétendre parmi vous qu'il est arrivé

*d'Asie centrale? Qui a des yeux bridés ici? "*

Persuadé que l'enseignement en turc à l'école et l'influence de la télévision en turc viendraient à bout de la langue kurde, le président Özal argumente ainsi : "Il ne faut pas avoir peur de libéraliser le kurde. De toute façon il est parlé. N'oubliez pas non plus l'influence de la télévision. C'est une pression énorme. Le kurde sera bientôt oublié. Et puis, à cause des différents parlars même les Kurdes ne peuvent pas se comprendre avec une seule langue. Ils utilisent le turc. Abdullah Öcalan, utilise lui-même le turc pour sa propagande du fait de ces différences." Lorsque

certains protestent en soutenant que le kurde n'est pas une langue, T. Özal déclare "l'important est que l'interdiction soit levée. Vous n'avez qu'à marquer la langue et les dialectes dans le projet (...) La nouvelle génération parle en turc. Au bout d'un certain temps le kurde sera oublié."

Finalement, aucune décision n'est prise à la fin de ce conseil très houleux. Plus tard, Turgut Özal, hospitalisé à Houston, décide alors de demander à l'éminent écrivain kurde Yasar Kemal d'élaborer un rapport sur la question kurde. Dès le lendemain Y. Kemal lui renvoie un rapport rédigé à la main. Les Kurdes seront autorisés à parler leur langue en privé mais la langue kurde continuera à être interdite dans l'administration, l'enseignement et l'information.

## ANKARA : LE NOUVEAU CABINET CONFIRME LE REPLI NATIONALISTE DE LA TURQUIE

**L**A formation, le 28 mai, d'une coalition gouvernementale réunissant le parti néo-fasciste de l'Action nationaliste (MHP) et le parti de la Gauche Démocratique (DSP), nationaliste de "gauche", avec l'apport du parti conservateur de la Mère-Patrie (ANAP), confirme le repli nationaliste d'une Turquie accrochée à ses mythes de passé et à un kémalisme pur et dur.

Le MHP y dispose d'autant de portefeuilles ministériels (12), dont ceux de vice-premier ministre et de ministre de la défense, que le DSP du Premier ministre Ecevit qui détiendra les postes "sensibles" des affaires étrangères, de la Justice et de l'Education nationale afin de donner une image plus présentable du gouvernement à l'étranger. L'ANAP disposera de 10 ministères dont ceux de l'Intérieur et des Finances afin de rassurer les milieux économiques. Ce parti avait auparavant obtenu la présidence de l'Assemblée nationale en faisant, le 20 mai, élire son candidat, Yildirim Akbulut, par 332 voix contre 191. M. Ecevit a fait preuve de "résistance" pour que ce poste symbolique et stratégique, très convoité par le MHP, revienne finalement à une personnalité moins extrémiste.

Présentée par les média turcs comme "l'une des coalitions les plus puissantes de l'histoire de la Turquie", ce cabinet, fruit d'un "compromis historique" affirme

inscrire son action dans la durée, sur une période de cinq ans. Disposant d'une majorité

---

## LE MAIRE DE DIYARBAKIR FERIDUN ÇELIK RISQUE 7,5 ANS DE PRISON POUR AVOIR DÉCLARÉ QU'IL Y AVAIT LA GUERRE AU KURDISTAN

**F**eridun Çelik, le maire kurde de Diyarbakir issu des rangs du parti pro-kurde de la Démocratie du Peuple (HADEP) élu avec 65 % des voix le 18 avril 1999 est poursuivi devant la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara pour avoir affirmé qu'il y avait une guerre au Kurdistan. Dans son acte d'accusation, le procureur Dilaver Kahveci lui reproche d'avoir déclaré au cours d'une interview sur la chaîne kurde Med-TV : " nous sommes arrivés jusqu'ici en quittant la guerre. Nous sommes parvenus ici avec joie pour faire avancer la paix et lui donner une voix. Les slogans en faveur de la paix procurent une énorme exaltation auprès du peuple ". Le procureur accuse Feridun Çelik d'"avoir soutenu qu'il y avait une guerre dans le Sud-Est de la Turquie" et réclame à ce titre et sur le fondement de l'article 169 du code pénal turc et l'article 5 de la loi 3713 de la loi anti-terreur de 4,5 à 7,5 ans de prison.

Deux mois avant les élections générales d'avril en Turquie, Feridun Çelik, à l'époque

confortable, il devrait être investi cette semaine par le Parlement turc. Hormis une énième loi sur les repentis le protocole de coalition ne prévoit aucune mesure pour trouver une solution au problème kurde en Turquie. Le retour à la glaciation idéologique des années 1930 est apparemment bien amorcé.

président du HADEP pour la province de Diyarbakir, était jeté en prison par les forces de sécurité turques. Faute d'avoir réussi à étouffer politiquement le HADEP dans l'œuf, les autorités turques continuent à s'acharner par tout moyen sur la formation pro-kurde alors que M. Çelik comme les autres maires kurdes ont choisi une approche plus souple en essayant " d'ouvrir des voies de communication " avec les responsables turcs.

Par ailleurs, un télégramme de solidarité envoyé le 4 mai 1998 au congrès de la fédération d'Ankara du parti Hadep vaut à Leyla Zana et à trois de ses collègues députés kurdes qui depuis mars 1994 purgent une peine de 15 ans de prison pour délit d'opinion, de nouvelles poursuites judiciaires devant la Cour de sûreté de l'Etat n°1 d'Ankara.

Lors de l'audience du 24 mai, en absence des prévenus, le procureur a requis une peine de cinq ans de prison contre Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak accusés de

propagande séparatiste dans le court message télégraphique qu'ils avaient adressé au congrès. Le procureur a également requis des peines de 3 à 5 ans contre 5 musiciens du groupe Mezopotamya accusés d'avoir chanté en kurde au cours de la soirée culturelle organisée à l'issue du congrès. Ces musiciens et un organisateur ont été arrêtés et écroués. Le procès a été reporté à une date ultérieure.

A signaler aussi qu'Akin Birdal, président de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) et vice-président de la Fédération Internationale des droits de l'homme (FIDH), a été incarcéré le 4 juin 1999 à la prison centrale d'Ankara pour purger une peine de 10 mois de prison. M. Birdal a été condamné par la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour le discours qu'il a prononcé à la " Journée Mondiale de la Paix " organisée le premier septembre 1996. Accompagné à la prison par sa famille et des responsables d'organisations humanitaires, il a déclaré : " on nous a demandé de jouer le rôle des trois singes ".

La machine répressive turque touche désormais même les vedettes de la chanson. Engagé pour " *propagande séparatiste* ", le procès d'Ahmet Kaya, chanteur de la " *musique authentique* " qui risque 13,5 ans de prison, est le 16 juin 1999, revenu devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul. L'acte d'accusation établi par le parquet général indique que les poursuites sont ordonnées à la suite de deux discours d'Ahmet Kaya, l'un en Allemagne à Berlin en 1993 au cours d'un concert et l'autre le 10 février 1999 à l'occasion de la cérémonie de remise de prix

organisée par l'Association des journalistes de magazines à l'hôtel Maslak Princess. Sur la base de l'article 169 du code pénal et l'article 5 de la loi 3713 de la loi anti-terreur, l'accusation requiert de 4,5 à 7,5 ans de prison pour

" *soutien à une organisation illégale* " et de 2 à 6 ans de prison pour " *incitation à la haine en ayant évoqué des différences religieuses, linguistiques et ethniques* " en vertu de l'article 312 du code pénal turc.

## PARIS : REMISE DU PRIX NOUREDDINE ZAZA À RAGIP DURAN

**L**E Prix Nouredine Zaza 1999 – le 10<sup>ème</sup> depuis 1989 – a été décerné à Ragip Duran, correspondant en Turquie du quotidien français *Libération*.

Créé en 1989 par la famille de Nouredine Zaza, conjointement avec l'Institut kurde de Paris, " *afin d'encourager les journalistes à ne pas oublier ce peuple méconnu de l'histoire* ", ce prix est attribué chaque année à un journaliste de la presse francophone qui, par son talent et par sa persévérance, aura sensibilisé l'opinion publique à la cause kurde.

Il a aussi pour but de perpétuer la mémoire de Nouredine Zaza, écrivain, homme politique et cofondateur de l'Institut kurde de Paris qui a retracé son combat dans *Ma vie de Kurde* (Ed. Labor et Fidès). Après Antoine Bosshard, du *Journal de Genève*, Bernard Langlois, de *Politis*, Marc Kravetz, de *Libération*, Jean Gueyras, du journal *Le Monde*, Jean-Claude Bühner de *Coopération*, Chris Kutschera, journaliste indépendant, auteur de plusieurs ouvrages sur les Kurdes, Alain Campiotti de *l'Hebdo*, Philippe Dumartheray, de *24 Heures* et Michel Verrier,

du *Monde diplomatique*, le Prix Nouredine Zaza 1999 tient à honorer Ragip Duran, chroniqueur, écrivain et universitaire turc, correspondant de *Libération* en Turquie (sous le pseudonyme de Musa Akdemir) qui vient de passer 7,5 mois dans les prisons turques pour ses courageux reportages sur la guerre du Kurdistan.

La remise du prix a eu lieu le 18 mai, à Paris, au Forum des Images, dans le cadre d'une soirée organisée conjointement par la SCAM (Société civile des auteurs multimédia) et l'Institut kurde en présence de plusieurs centaines d'invités.

C'est Mme. Gilberte Favre-Zaza qui a remis le Prix à Ragip Duran.

Extraits de son intervention :

" *La chaîne de l'amitié fait la ronde autour du monde* ".

*Ces mots sont de Claude Roy, écrivain-humaniste à l'écoute des chants d'oiseaux et de la respiration du monde.*

*Celui qui fut l'ami d'Eluard et de Nazim Hikmet nous a quittés*

voici 18 mois. Il fut de ceux qui dénoncèrent les violations des droits de l'homme où qu'elles fussent perpétrées sur notre planète.

Il éprouva à l'égard des Kurdes une sympathie mêlée d'admiration.

"Etre est un métier bien difficile, m'écrivait-il un jour, mais être Kurde l'est bien davantage".

Cher Ragip Duran, je suis venue de Suisse où coexistent dans l'harmonie pas moins de quatre langues: l'allemand, le français, l'italien et le romanche, pour vous remettre le Prix Nouredine Zaza. (...)

Je n'ignore pas la réalité de votre pays et je sais ce qu'il en coûte à ceux qui contredisent l'idéologie officielle, cet anachroïsme nommé: kémalisme.

Vous auriez pu, comme la plupart de vos confrères, vous laisser anesthésier par la propagande gouvernementale. Mais vous avez eu le courage de ne pas vous taire. Nouredine Zaza le disait: le silence peut tuer.

D'ailleurs, lui-même n'échappa à la mort, à Damas, où il avait fondé le PDKS, que grâce à des pétitions internationales. Donc, vous ne vous êtes pas tu. Et pour cela vous avez passé 7 mois et demi en prison. J'imagine ces sept fois trente jours et trente nuits...

Pour avoir partagé 17 années avec Nouredine Zaza, j'ai une petite idée de ce que peut représenter l'enfer de la prison.

Plus de vingt ans après les tortures qu'il avait endurées, dans les

prisons syriennes, mon mari en subissait encore les séquelles. C'était ces douleurs à l'épaule, à cause des 100 coups de nerfs de boeuf. C'étaient ce cauchemar récurrent où le bourreau de la prison de Damas réapparaissait en lui hurlant:

– Alors, depuis le temps, sale Kurde, tu n'es pas devenu Arabe ? Non, ni Turc.

Cher Ragip Duran, j'ai beaucoup appris avec Nouredine Zaza. J'ai appris à côtoyer la souffrance et à vivre avec l'infini, l'interminable malheur kurde.

Pour mémoire, voici quelques repères:

– Nouredine Zaza avait 3 ans quand ses nuits d'enfant, qui avaient jusqu'alors été accompagnées par les contes que lui récitait sa mère et des conteuses furent déchirées par les cris des Kurdes que l'on torturait dans le quartier, à Maden.

– Il avait 5 ans et demi quand son père et son frère aîné, Nafez, furent emprisonnés sous le prétexte de: nationalisme kurde.

– Il avait 10 ans quand il a dû, quittant le Kurdistan de Turquie, s'arracher à sa famille et prendre le chemin de l'exil, de la Syrie. Alors on disait: il n'y a plus d'avenir pour les Kurdes, en Turquie.

– Il était en train de s'éteindre d'un cancer, à Lausanne, quand les images d'Halabja défilèrent sur le petit écran. Halabja, 5000 civils gazés dans le silence mondial.

– Aujourd'hui, plus de dix ans après sa mort, l'autobiographie de mon mari, qui a été traduite en turc, est toujours interdite en Turquie.

"Qu'avons-nous fait à Dieu, me demanda ce père de famille kurde, pour mériter les bombes de Saddam au sud et celles de la Turquie au nord ? Comment se fait-il qu'à l'heure où l'homme va jusque sur la lune, personne au monde ne se soucie de nous ? Ne sommes-nous pas nous aussi des êtres humains, nous Kurdes ?"

Vous ne m'en voudrez pas si, plus de dix ans après la mort de mon mari, la moitié de mon coeur est restée kurde, tout en étant ouverte à toutes les détresses.

En partageant ces années avec Nouredine Zaza, j'ai aussi été le témoin de son absence totale de ressentiments à l'égard de ceux qui l'avaient fait souffrir, et son peuple. Nouredine Zaza fut solidaire en effet de toutes les souffrances humaines: Tibétains, Cambodgiens, Juifs, Arméniens, Palestiniens...

Toujours il fut du côté du plus faible.

"Tant que l'être humain continuera à être piétiné et persécuté, un peu partout à travers le monde, nous ne pourrons pas rêver de jours meilleurs", écrivait-il en conclusion à son autobiographie (...).

Quand vous retournerez en Turquie, remerciez de notre part les démocrates de votre pays. Aux autres, dites-leur que Turcs et Kurdes, Asiatiques et Européens,

*nous faisons tous partie du même peuple: celui des humains.*

*Dites-leur que la violence est toujours suicidaire. Dites-leur que si nous voulons survivre, nous n'avons pas le choix: nous sommes condamnés à la paix. Et que la paix se construit par le dialogue.*

*Dites-leur que nous en avons tous assez du malheur. Qu'il y a aujourd'hui des mères kurdes emprisonnées – je pense à Leyla Zana – qui voudraient voir grandir leurs enfants. Et des enfants qui voudraient embrasser leur père.*

*Vous êtes le premier journaliste turc à recevoir le Prix Noureddine Zaza. J'espère sincèrement que vous ne serez pas le dernier.*

*“Des jours mauvais aux jours meilleurs, les hommes porteront les hommes”, écrivait votre compatriote Nazim Hikmet. Avec lui, avec vous, en dépit de tout, nous avons confiance. Dans l'avenir de l'humanité et dans celui du peuple kurde.*

Extrait du texte du récipiendaire,  
R. Duran :

*Il y a de cela un peu plus de cent ans que le premier journal kurde, justement «Kurdistan», paraissait, malheureusement pas au Kurdistan, mais au Caire. Mikhdad Bedirhan, fondateur, propriétaire, directeur de la publication, chroniqueur, gérant, comptable, distributeur de ce journal avait enfin réalisé, tout au moins, le premier pas du rêve, de l'idéal de l'ensemble des Kurdes exprimé trois siècles avant par Ehedê Xani: “Les kurdes désiraient également avoir leur*

*propre Sultan, leur propre Prince, enfin leur propre administration, leur propre État, au lieu d'être dirigé, c'est-à-dire réprimé par les Turcs, Persans ou Arabes” ....*

*Un journal, c'est une voix collective. Il reçoit et diffuse des informations, des idées... On peut grâce à un journal, grâce à l'écrit, organiser un débat. Le journal c'est un peu le temple de la réflexion politique, culturelle, sociale quotidienne, hebdomadaire ou bien mensuelle. Le journal c'est l'intellect, c'est la mémoire, c'est le guide pour le futur proche. Le poète Haji Qadiri Koyi, disait dans “La Terre de Bohtan à Cezire”, je cite, “De centaines d'épîtres et d'odes ne valent rien désormais, les journaux et les revues ont plus de valeur et de respectabilité”. Il n'avait probablement pas prévu la férocité des autorités Roum contre la presse kurde... Cent ans après, les Kurdes ont maintenant leurs propres médias quotidiens, hebdomadaires, mensuels, mais également des stations de radio, des chaînes de télévision locales, régionales voire supranationales. Un journal c'est comme un être vivant, un homme, une femme... Un journal a de l'odeur, de la couleur, des attitudes, des états d'âme, enfin un caractère... Et inévitablement, les journaux des Kurdes ressemblent aux Kurdes. Ils sont tristes mais combattants, ils sont en exil, mais paraissent en kurde, ils sont sauvagement reprimés, mais poursuivent la lutte, ils sont intelligents mais en même temps plein d'émotion, ils sont jeunes mais ont accumulé beaucoup d'expériences... Vu l'oppression qui s'abat sur les médias kurdes, le fait même qu'il y a encore des quotidiens qui paraissent à Istanbul, je crois que c'est déjà un bon signe.*

*J'ai fait et je fais encore partie de cette presse kurde déchirée, je dirais même déchiquetée, bannie, interdite, snobée, censurée, détruite, meurtrie. On est malheureusement en situation d'apprendre par le négatif. Pourquoi donc Ankara, et le rapport de Susurluk l'avait bien démontré, attaque mortellement contre la presse kurde? Pourquoi la police, l'armée, la gendarmerie, les forces spéciales, la contre-guérilla turque, tuent nos correspondants, nos chroniqueurs et voire des enfants de 10-15 ans, tués par des coups de haches, alors qu'ils vendaient nos quotidiens dans les rues de Diyarbakir ? Pourquoi donc les tribunaux turcs condamnent depuis 1925 toutes personnes qui défend la réalité kurde? La réponse est à mon avis bien simple: Ils ont peur des réalités, ils ont peur de ceux qui transmettent ces réalités! Ils croient qu'ils peuvent censurer par des balles... Ils ne savent pas que les matraques ne peuvent changer les vérités, ils ne savent pas que les fusils ne peuvent déformer les faits. Nos armes, c'est à dire nos stylos, nos caméras nos micros et nos ordinateurs sont plus forts que leurs bombardiers, que leurs tanks... Musa Anter, à qui je dois beaucoup, l'avait dit un jour très clairement: “L'épée peut couper le crayon, mais ne peut annuler ce que le crayon avait écrit. Mais le crayon peut neutraliser l'épée”.*

*Je voudrais, si vous me permettez, parler un peu également sur nos faiblesses, nos carences: Mes amis et collègues kurdes, c'est à dire nous, nous avons parfois tendance à confondre “Angleterre et Pomme de terre”! Télé-Conférence-monologue sur écran au lieu et place de la télévision; lettres écrites entre militants ou responsables politiques au lieu et place du quotidien, enfin*

du militantisme politico-idéologique au lieu et place du journalisme professionnel... Cette maladie infantile sera sûrement soignée si nous comprenons bien la politique et les efforts journalistiques des Bédirhan, de Khoyboun, des Serif Pacha... Ce passé doit être fiancé avec les besoins politiques et professionnels d'aujourd'hui et du futur. Enfin, Mme Favre-Zaza, Monsieur le Président de l'Institut kurde de Paris, chers collègues et amis, je suis vraiment heureux et honoré de

recevoir le Prix Noureddine Zaza. J'espère et je crois que dans un futur pas très loin, autres collègues, de Turquie, d'Irak, d'Iran, de Syrie, de Russie, peu importe la nationalité, recevront également ce Prix. Et je suis sûr qu'un jour si nous pouvons organiser la cérémonie de remise du Prix Zaza, à Maden, dans la ville natale de celui qui aujourd'hui nous a réunis ici dans cette salle, eh bien, il sera le kurde le plus heureux de la terre! Je vous remercie encore une fois!

que son parti irait "jusqu'au bout" dans cette affaire, le vice-président du parti, Aydin Menderes, a démissionné le 6 mai de son parti.

La justice turque a ouvert une enquête contre la députée pour "incitation à la haine raciale et religieuse" en se fondant sur l'article 312 du code pénal. La presse turque affirme qu'elle est engagée dans le jihad en citant des propos qu'elle aurait tenus lors d'un congrès de l'Union islamique palestinienne basée aux Etats-unis en 1997 où elle aurait affirmé avoir "choisi la politique comme champ d'activité pour mon jihad".

### AINSI QUE...

#### • TURQUERIES: TEMPÊTE AUTOUR D'UN FOULARD.

La séance inaugurale, le 2 mai 1999, du Parlement turc tout fraîchement élu a été très perturbée par Mme Merve Kavakçi, députée islamiste du Parti de la Vertu qui a fait son entrée à l'Assemblée nationale turque la tête couverte d'un foulard. Conspuée par des centaines de députés, notamment du parti de la Gauche Démocratique (DSP) de M. Bulent Ecevit qui ont crié "dehors, dehors!" en tapant dans leurs mains, la députée a été obligée de quitter l'enceinte du Parlement provoquant une suspension de séance pendant laquelle chaque député fait acte d'allégeance à "la république laïque" et "aux principes et réformes de Mustafa Kemal, dit Ataturk". Hors de lui, Bulent Ecevit a demandé à l'un des présidents de séance "Je vous en prie, remettez cette femme à sa place" en ajoutant "nul ne doit

s'immiscer dans la vie privée des personnes, mais ceci n'est pas un endroit privé. Nous sommes ici dans les fondations mêmes de l'Etat... Ce n'est pas le lieu pour défier l'Etat".

Le président turc Suleyman Demirel a, le 5 mai 1999, mis en garde indirectement contre une intervention de l'armée dans la crise provoquée. "Si elle prête serment, cela provoquera la réaction... Je ne peux en dire plus" a-t-il déclaré. Nul doute qu'il s'agit de l'armée turque qui se considère comme la gardienne de la laïcité de l'Etat. Le Conseil de sécurité nationale, véritable exécutif du pays, qui avait évincé le 28 février 1997 le gouvernement islamiste de Necmettin Erbakan, avait, le 1er mai, mis en garde la députée contre toute tentation de se présenter avec un foulard à la séance inaugurale du Parlement. La crise divise également le parti islamiste puisque son président, Recai Kutan, ayant assuré le 4 mai

Une campagne de presse nourrie, orchestrée par la police politique qui a révélé que Mme. Kavakçi avait, durant son séjour aux Etats-Unis, obtenu la nationalité américaine, a contraint cette jeune députée à démissionner de son mandat mettant ainsi un terme à la crise avec les députés islamistes.

• SEPT ÉTUDIANTS KURDES D'IRAN ONT ÉTÉ EXÉCUTÉS PAR LES SOLDATS TURCS. Sept Kurdes iraniens originaires du village de Zargheh situé près de la frontière turque et âgés entre 13 et 25 ans, ont été arrêtés le 6 mai 1999 par les forces de sécurité turques et exécutés sur le champ. Les victimes, tous étudiants en vacances scolaires, s'étaient rendus dans le village Katuna en Turquie, pour le commerce ainsi que pour rendre visite à une partie de leurs familles dans ce village.

Près de 5 000 personnes de la région de Margavar au Kurdistan



iranien ont participé à l'enterrement le 8 mai 1999. Ils ont demandé aux autorités iraniennes de mettre tout en œuvre pour éclaircir cette affaire et punir les auteurs du crime.

• **MME. ECEVIT S'EN PREND VIVEMENT AU MHP ET EXPRIME SES DOUTES SUR LA PERTINENCE DE FORMATION D'UNE COALITION AVEC CE PARTI.** Considérée comme fondatrice et co-présidente du Parti de la gauche démocratique (DSP), l'épouse du Premier ministre turc, dans une interview au quotidien *Milliyet* du 15 mai, a jeté un gros pavé dans la mare politique turque en rappelant le passé peu ragoûtant du Parti de l'action nationaliste (MHP). Extraits : "Un jour nous avons vu émerger des gens disant 'nous sommes des Turcs issus de l'accouplement d'un Turc avec une louve appelée Asena, c'est pourquoi il nous revient de sauvegarder le dernier État turc' (Turquie). Ils ont créé leurs associations et leurs partis fondés sur cette assertion. Ils ont organisé des enfants, des jeunes, exercé des pressions sur eux et les ont même armés. 'Vous serez avec nous ou mort' leur ont-ils dit. Pendant des années il ont fait du mal à d'innombrables personnes ils en ont tué beaucoup. Est-ce facile d'oublier le mal qu'ils ont fait? Ceux qui en prétendent 'Nous descendons de la louve dite Asena, nous sommes venus ici d'Asie centrale, la souveraineté sur ce pays est notre droit' et tentent de faire de la politique, de surcroît par la force brute, ne sauraient être considérés comme un 'parti' au sens démocratique du pays ni renforcer l'union nationaliste (...). De plus, ils ont usé de la

violence pas seulement pour s'organiser politiquement mais pour des intérêts matériels; ils se sont imbriqués avec des mafias et des gangs".

Après ce rappel sans aménité du passé et de la nature du MHP Mme. Rahsan Ecevit se montre sceptique sur l'évolution de ce parti vers plus de modération. "Depuis que l'éventualité d'un gouvernement avec le MHP est venue à l'ordre du jour, certains milieux optimistes affirment que ce parti a désormais changé. Faut-il croire ceux qui pensent comme cela ou bien croire les leaders de ce parti qui disent, eux, 'nous, nous n'avons pas changé' je ne puis le savoir". Mme. Ecevit semble, tout au long de cet entretien, peu enthousiaste de voir son parti s'associer au MHP dans une coalition gouvernementale.

• **L'ARMÉE TURQUE AURAIT UTILISÉ DES ARMES CHIMIQUES CONTRE LE PKK.** Un document interne frappé du sceau "top secret" daté du 27 février 1986 de l'Armée de terre turque, demande de fabriquer et d'utiliser des gaz toxiques à l'encontre de la

rébellion kurde. " *Au besoin des insectes empoisonnés peuvent être élevés spécialement pour être utilisés contre les terroristes* " précisent notamment le texte. Depuis de nombreux cas suspects avaient été signalés sans retenir l'attention des médias ni donner lieu à des enquêtes.

Le quotidien pro-kurde *Ozgur Politika* vient de publier dans son numéro du 26 mai 1999, une liste de 17 combattants kurdes qui auraient été tués par les forces de sécurité turques à l'aide d'armes chimiques le 11 mai 1999 dans le village Ballikaya, district de Silopi, département de Sirnak. Le journal donne une description détaillée des débris de bombes sur lesquelles on trouve la mention en anglais " *le transport de cette arme est prohibé par les lois militaires* ".

• **LE BILAN DU MOIS D'AVRIL 1999 DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE.** L'Association turque des droits de l'homme (IHD) a rendu public son rapport des violations des droits l'homme pour le mois d'avril 1999. Le bilan se présente comme suit :

- Meurtres non élucidés : .....	15
- Nombre d'exécutions extrajudiciaires, morts sous la torture ou en garde-à-vue : .....	24
- Nombre de disparitions : .....	1
- Nombre de personnes torturées : .....	44
- Nombre de placements en garde-à-vue : .....	7 078
- Nombre d'organes de presse et de partis politiques interdits : ..	21
- Nombre de publications saisies ou interdites : .....	19
- Nombre de personnes emprisonnées pour délit d'opinion : ..	148

• **SCANDALE SUR FOND D'ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES : LES PLUS GROS CRIMINELS TURCS SONT EN RELATION AVEC LES PLUS HAUTES INSTANCES TURQUES.** Un nouveau scandale politico-mafieux est en train de secouer la Turquie depuis que des écoutes téléphoniques opérées par les services de sûreté turcs ont révélé que les plus hautes instances de l'Etat entretenaient des contacts réguliers avec les chefs mafieux et des criminels recherchés par la police. En s'appuyant sur ces écoutes, le quotidien turc Milliyet, dans un article publié le 7 juin 99 a publié les destinataires de quelques uns des appels passés par ces gros bonnets de la drogue impliqués aussi dans des crimes politiques.

Les écoutes ont démontré que Yesil, plus connu sous le nom de "Terminateur", organisateur de l'assassinat de plusieurs dizaine d'intellectuels kurdes dont le député Mehmet Sincar, homme de main des services de renseignement turcs et recherché depuis le scandale de Susurluk, a passé plusieurs coups de fil à la présidence de la république, au cabinet du Premier ministre, aux services de renseignements attachés à la présidence, au secrétariat général du conseil de sécurité nationale, à la Direction générale de la Gendarmerie, à la division à Ankara de la direction de la gendarmerie, à la direction de la sûreté des villes de Kocaeli et d'Izmir, à la direction de

l'académie de la guerre et à la présidence du bureau de renseignement de la direction générale de la sûreté.

Toujours d'après les écoutes, Kursat Yilmaz, un des plus gros chefs mafieux qui a réussi à s'enfuir par deux fois des prisons turques, a contacté la présidence, le ministère de la défense, le ministère de la justice, la direction de la sûreté nationale, la direction des affaires agricoles et rurales.

Alors que les autorités interrogées sur la question crient au scandale en insistant sur les écoutes téléphoniques opérées sur les hautes autorités turques - allant de la présidence turque au Premier ministre - des voix s'élèvent pour poser la véritable question qui est de savoir la raison pour laquelle et comment ces criminels sont en relation avec les hautes instances turques ?

Pour le moment les seules personnes inquiétées ne sont que les policiers en charge de ces écoutes : Le directeur de la sûreté nationale d'Ankara, Cevdet Saral et son adjoint Osman Ak ont, le 8 juin 1999, été limogés ainsi que le directeur de la division, le directeur du bureau du service de renseignement et de la sûreté, un directeur adjoint, trois commissaires et trois policiers. Les autorités turques ne semblent nullement enclines à faire une opération mains propres malgré l'ampleur et la gravité des scandales qui secouent le pays.

• **LE TOURISME TURC : DÉJÀ 4,5 MILLIARDS DE DOLLARS DE PERTES.** Le tourisme, un des secteurs clés en Turquie avec plus de 10 milliards de dollars de recettes directes en 1998 et pilier de 34 autres sous secteurs, est très compromis cette année. Depuis l'arrestation d'Abdullah Öcalan, le secteur a d'ores et déjà enregistré 4,5 milliards de dollars de pertes, 600 établissements touristiques sont au bord de la faillite, 50 000 salariés ont été licenciés. Selon le quotidien *Sabah* du 10 juin 1999 qui donne les chiffres, les entreprises n'arrivent plus à honorer les échéances des crédits qu'ils ont contractés et les responsables annoncent que cette année le secteur n'atteindra que 6,5 milliards de dollars.

Malgré les prix défilant toute concurrence, le secteur n'arrive pas à relever la tête. Au delà des risques d'attentats c'est l'image de la Turquie qui s'est beaucoup détériorée aux yeux des 10 millions de touristes qui s'y rendaient les années précédentes.

• **LE BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME POUR LE MOIS DE MAI 1999 SELON MAZLUM-DER.** Mazlum-Der, association de défense des droits de l'homme en Turquie, proche des islamistes, a rendu public son rapport des violations des droits de l'homme pour le mois de mai 1999. Le rapport se présente comme suit :

- Nombre de meurtres non élucidés :	10
- Nombre d'exécutions et morts à la suite de torture :	9
- Nombre de morts à la suite des combats :	266
- Nombre de blessés à la suite des combats :	147
- Nombre de d'enlèvements :	2
- Nombre de disparitions :	4
- Nombre de personnes torturées :	77
- Nombre de personnes violées ou abusées sexuellement :	2
- Nombre de placements en garde-à-vue :	2 100
- Nombre d'arrestations :	248
- Nombre de villages évacués ou incendiés :	7
- Nombre de prisonniers d'opinion :	134
- Nombre de publications interdites :	24
- Nombre de journalistes placés en garde-à-vue :	5

L'association Mazlum-Der est actuellement poursuivie en justice pour activités séparatistes et islamistes.

• EN VISITE EN TURQUIE  
GEORGE SOROS, CÉLEBRE  
F I N A N C I E R  
I N T E R N A T I O N A L ,  
CONSEILLE AUX TURCS DE  
RÉGLER LE PROBLÈME  
KURDE AVANT TOUT.  
George Soros, un des plus grands financiers mondiaux, a déclaré, le 20 juin 1999, au cours d'une conférence à Istanbul à laquelle il était invité que " la Turquie doit résoudre la question kurde pour l'Europe ". Interrogé sur la raison pour laquelle la Turquie ne faisait

pas partie comme les pays de l'Est des candidats sélectionnés pour l'entrée à l'Union européenne, M. Soros a indiqué que la Turquie se devait d'abord trouver une solution culturelle au problème kurde puis il a poursuivi en déclarant " *Entre l'Union européenne et la Turquie il y a la question kurde qui pose problème. Si celle-ci ne trouve pas de solution dès maintenant, il semble qu'elle prendra des proportions plus importantes encore. Comme vous le savez, l'Union européenne a vécu une certaine expérience au Kosovo. Je ne suis pas désespéré de voir trouver une solution à la question. Je constate que des tentatives sont entreprises pour résoudre le problème. Le mouvement terroriste*

*n'a pas été anéanti, mais a reçu un sérieux coup. Le leader du mouvement est aujourd'hui devant la justice. Cela peut créer une opportunité. Une situation permettant aux Kurdes de pouvoir vivre leur héritage culturel peut être une solution à la question. C'est en tout cas l'opinion d'une personne extérieure observant la Turquie "*

• LE PARLEMENT TURC RECONDUIT UNE PERIODE DE SIX MOIS LE MANDAT DE LA FORCE INTERNATIONALE " *NORTHERN WATCH* ". Le Parlement turc a, le 23 juin 1999, reconduit pour six mois, soit jusqu'au 31 décembre 1999, le mandat de la force internationale " *Northern Watch* " déployée sur la base aérienne turque d'Incirlik.

Cette force qui a été créée en décembre 1996 pour remplacer la force multinationale américano-franco-britannique " *Provide Comfort* ", est chargée de protéger les Kurdes d'Irak contre le régime de Saddam Hussein et de surveiller la zone d'interdiction de vol imposée au nord du 36<sup>ème</sup> parallèle depuis la fin d la guerre du Golfe. L'Assemblée turque procède à la reconduction du mandat de cette force tous les six mois.

31 Mai 1999 - INTERNATIONAL

LE WEB DE  
**L'Humanité**

## Entretien avec Kendal Nezan

Parodie internationale de justice

Le directeur de l'Institut kurde de Paris s'indigne de l'hypocrisie de la communauté internationale, qui va laisser ôcalan être condamné à mort et ferme les yeux devant les crimes commis par l'Etat turc contre le peuple kurde.

On évoque l'éventualité d'un report du procès, réclamé par les avocats. Qu'en est-il exactement ?

Kendal Nezan. Mohamed Hassip Kaplan, principal avocat d'ôcalan, qui est venu ici la semaine dernière pour consulter certains collègues français, évoquait en effet cette hypothèse. Le premier ministre turc, Ecevit, lui-même envisageait de répondre aux demandes du Conseil de l'Europe en supprimant le juge militaire pour que le procès ait lieu devant une juridiction " normale ". L'idée a été rejetée par les militaires. Ils ont prié le premier ministre de se mêler de ses affaires et de " respecter l'indépendance de la justice " ! Le procès ne sera donc pas reporté, il n'y aura pas de suspension et il se poursuivra tous les jours pendant quatre ou cinq semaines. Quant à l'idée des avocats de se dessaisir de la défense, il semble qu'ils y aient renoncé à la demande d'ôcalan, que Me Kaplan a rencontré jeudi dans sa prison de l'île d'Imrali, où la Cour de sûreté de l'Etat avait déjà pris ses quartiers.

Le scénario et le dénouement ne sont-ils pas écrits d'avance ?

Kendal Nezan. Bien entendu puisque le procureur militaire a déjà demandé la mort. Le président de la République, Demirel, lui-même a dit que le seul verdict possible était la peine capitale et que dans un cas pareil, cela ne servait à rien d'avoir des défenseurs. La thèse officielle est qu'ôcalan est responsable des 30 000 morts de la guerre entre l'armée turque et le PKK. Parmi ces morts, il y a 25 000 Kurdes, victimes des massacres et des ratissages opérés par l'armée turque. Celle-ci prétend qu'il y a parmi eux 14 000 " terroristes ", terme qui désigne en Turquie la guérilla du PKK. Les quinze premiers jours vont être consacrés au détail de ces " crimes ", puis il y aura l'audition des témoins à charge - familles de victimes et " terroristes " repentis notamment. Il n'y aura pas de témoins à décharge.

Dans de telles conditions, que peut la défense ?

Kendal Nezan. Dès l'ouverture, les avocats vont demander le report du procès en invoquant le fait qu'ils n'ont pas pu préparer la défense dans des conditions normales. Ils n'ont eu accès au dossier que la semaine dernière, ils n'ont pas pu le transmettre à leur client, ni communiquer avec lui normalement : ils n'ont le droit de le voir que pendant une heure deux fois par semaine, sans notes et sans dossiers. Ils vont mettre en avant tout ce qui est irrégulier dans ce procès, à commencer par la cour elle-même, les conditions d'arrestation de leur client, qui a été enlevé et torturé, la longueur de la garde à vue. ôcalan a préparé de son côté une défense de cent dix pages qu'il lira lui-même. Il y insiste sur le fait qu'il s'agit d'une guerre à laquelle il faut trouver une solution politique.

Y a-t-il possibilité de pressions internationales pour éviter, sinon la condamnation, du moins l'exécution ?

Kendal Nezan. Les avocats ont saisi la Cour européenne des droits de l'homme de l'incompatibilité de ce procès avec les exigences d'un procès équitable inscrites dans la Convention européenne. Ils espèrent qu'elle prendra une mesure suspensive pour empêcher l'exécution, en attendant qu'elle se prononce sur le fond. Pour le reste, on ne s'attend pas vraiment à des " pressions ". Les Européens, qui ont de gros intérêts commerciaux en jeu (1), vont demander poliment à Ankara un procès équitable, alors qu'ils savent très bien qu'il s'agit d'une parodie de justice. Quand aux Américains, ils ont d'énormes intérêts stratégiques en Turquie, où se trouve l'une de leurs bases pour bombarder l'Irak. Ils ont aidé les Turcs à s'emparer d'ôcalan dans les conditions que l'on sait, et de toute façon ils appliquent eux-mêmes la peine de mort.

Quel est votre sentiment devant tant d'entorses au droit ?

Kendal Nezan. Mon sentiment est que nous vivons dans un monde où le droit est dit par une superpuissance, les

Etats-Unis, qui s'en sert d'habillage juridique pour la défense de ses intérêts. Et que l'Europe se range à ses verdicts. Ainsi, on inculpe devant un tribunal international un Milosevic qui n'a pas fait le quart au Kosovo de ce que les Turcs ont fait au Kurdistan : il y a eu trois millions de Kurdes déplacés et des milliers de villages détruits. Cela dure depuis des années et l'Europe se tait. J'ai envie de dire à M. Chirac, qui se réjouit du grand progrès pour le droit international que constitue cette inculpation : encore un effort, M. le Président. Pourquoi ne pas faire traduire aussi M. Saddam Hussein et M. Ecevit, qui sont des champions de l'écrasement des minorités ethniques ?

Quels peuvent être les effets du procès sur le peuple kurde ?

Kendal Nezan. Il y a un risque certain de radicalisation. De toute évidence, les Turcs cherchent à humilier le peuple kurde. C'est sa cause qu'ils entendent condamner à mort. Cela risque d'avoir des conséquences négatives durables, alors qu'ôcalan lui-même, avant ces événements, n'attirait aucune sympathie chez la majorité des gens. Les Turcs ont réussi à en faire un symbole et à donner le sentiment aux Kurdes que, de toute façon, quels que soient les moyens qu'ils utilisent pour défendre leurs droits, ils sont humiliés et piétinés.

Françoise Germain-Robin

(1) D'importants contrats de fourniture d'armes, notamment d'hélicoptères, par la France sont actuellement en négociation.

31 Mai 1999 - INTERNATIONAL - Brèves

LE WEB DE  
**L'Humanité**

A lire

Au printemps kurde, d'Ahmed Barmani (éditions Ramsay).

Ce livre retrace le parcours d'un militant et rappelle que le Kurdistan reste une " poudrière " toujours prête à exploser. Il est préfacé par Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner.

L'auteur, né dans le Kurdistan irakien, raconte son itinéraire depuis son engagement à seize ans dans la résistance kurde. Il évoque la tragédie de Halabja, localité kurde bombardée à l'arme chimique par l'aviation de Saddam Hussein. Il fait aussi le récit des luttes intestines et des combats fratricides, attisés par les régime au pouvoir à Bagdad, Téhéran et Ankara, entre les différentes organisations kurdes. Exilé en France en 1975, il est élu en 1992 député au Parlement du Kurdistan d'Irak. Il est aujourd'hui représentant de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) à Bruxelles.

A propos de l'arrestation d'Abdullah ôcalan, il estime que " ceux qui veulent vraiment trouver une solution au problème kurde savent que l'humiliation et la répression ne serviront qu'à renforcer la détermination des combattants et à multiplier les morts, sûrement pas à régler les conflits ".

Memé Alan, une épopée kurde (éditions Gallimard, collection L'Aube des peuples).

L'ouvrage est la traduction réalisée par l'orientaliste Roger Lescot, qui fut ambassadeur de France, d'un des textes les plus connus de la littérature orale kurde, qu'il avait recueilli dans les années trente au Kurdistan même. C'est le récit épique, colporté de villes en villages par des bardes, d'une histoire d'amour très populaire, celle du prince kurde Memé et de la princesse Zin, les Roméo et Juliette kurdes. Le texte, d'une grande beauté, est préfacé par Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris. En 50 pages, il réussit le tour de force de donner un aperçu très éclairant de la richesse d'une littérature méconnue, à la fois dans ses manifestations écrites et orales. Un livre qui montre que l'histoire tourmentée du peuple kurde n'est pas seulement celle de guerriers, mais aussi de poètes, de lettrés, de savants et d'un peuple amoureux de sa terre, de sa langue, de sa culture et de ses traditions.



# Le Monde

édition électronique

## Le procès du chef kurde Abdullah Öcalan s'ouvre dans l'îlot-prison d'Imrali

ISTANBUL de notre correspondante

Mis à jour le mardi 1 juin 1999

La cage de verre dans laquelle le prisonnier sera assis a été installée dans la salle du tribunal. Les trois juges sont arrivés dans l'îlot-prison d'Imrali, où le procès se tient avec des mesures de sécurité sans précédent. Cent trente personnes, préalablement délestées de leurs bijoux, crayons, papier, appareils photo ou téléphones cellulaires, prendront place, chaque jour, dans la salle du tribunal. Douze journalistes locaux et huit journalistes étrangers figurent parmi les spectateurs, aux côtés de parlementaires et de diplomates étrangers. Des représentants des familles des soldats « martyrs » tombés sous les balles de la guérilla kurde suivront aussi les débats.

Pourtant, le procès intenté à Abdullah Öcalan, le chef des rebelles séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Turquie, pourrait très vite s'interrompre. Plusieurs jours avant son ouverture, en effet, la controverse a été relancée à propos de la Cour de sûreté de l'Etat (DGM), le tribunal semi-militaire qui doit le juger et traite les nombreux procès politiques ternissant l'image de la Turquie.

Les trois partis formant la nouvelle coalition gouvernementale -le DSP du premier ministre Bülent Ecevit, le MHP de Devlet Bahçeli (extrême droite) et l'ANAP (centre droit) de Mesut Yilmaz - se sont d'ores et déjà entendus sur la nécessité de réformer cette cour pour en faire une institution réellement civile. Le système actuel, qui prévoit qu'un des trois juges soit un militaire, a été critiqué par les associations de droits de l'homme, qui mettent en doute l'impartialité d'un tel tribunal. Depuis l'arrestation du dirigeant kurde au Kenya, en février, de nombreuses organisations internationales, dont le Conseil de l'Europe, ont fait pression sur la Turquie pour qu'Abdullah Öcalan ait droit à un procès « juste ».

**TOURISME AFFECTÉ** Sibel Ceylan, une jeune interprète de nationalité belge, secrétaire d'un des avocats qui défend Abdullah Öcalan, a été arrêtée le 7 mai à l'aéroport d'Istanbul. Elle était porteuse, selon les autorités turques, de documents destinés à des représentants du PKK en Europe. Ses collègues affirment qu'il s'agissait d'une copie du dossier des charges qui pèsent contre Öcalan, déjà publié dans la presse turque. Son « patron », Niyazi Bulgan, l'un des avocats du chef kurde, a été inculpé le 25 mai pour « aide » au PKK. Les avocats du rebelle kurde, qui n'ont eu que deux semaines pour prendre connaissance des 14 000 pages de l'acte d'accusation, demandent le report.

Une fois n'est pas coutume, les autorités semblent du même avis. Evoquant la Cour de sûreté de l'Etat, le président Suleyman Demirel a lui-même déclaré qu'une « réforme constitutionnelle est indispensable ». « Nous ne perdrons rien à appliquer les principes de l'Union européenne », a-t-il ajouté. Bülent Ecevit prévoit de soumettre immédiatement un projet d'amendement constitutionnel à l'Assemblée. Toutefois la décision d'ajourner le procès reste soumise à l'appréciation de la Cour de sûreté d'Ankara, qui siège dans l'îlot-prison d'Imrali.

La volonté d'accorder au dirigeant du PKK le droit de se défendre dans des conditions acceptables n'est pas la seule considération qui pousse les autorités turques à vouloir agir maintenant. Depuis l'arrestation d'Öcalan, en février, le secteur touristique, une des principales ressources économiques du pays, a subi des pertes considérables. « La situation est catastrophique, la plupart des groupes importants et les conférences ont été annulés », affirme la propriétaire d'une grande agence de voyage. Les organisations touristiques rechignent à fournir des chiffres précis, mais les échoppes désertes au Grand Bazar témoignent des dégâts.

Une réforme de la Cour de sûreté de l'Etat serait certainement bien reçue, mais reste à savoir si un tel amendement risque d'amener des changements profonds. Le code pénal et la loi antiterroriste demeurent très restrictifs. Ainsi, la

semaine dernière, le journaliste Oral Salislar a été condamné à treize mois de prison pour avoir publié un entretien avec "Ocalan. Le président de l'Association des droits de l'homme, Akin Birdal, qui avait échappé à une tentative d'assassinat en 1998, s'apprête à purger une peine d'un an, infligée pour un discours demandant une solution pacifique au conflit kurde. Enfin, la condamnation à mort, le 20 mai, du numéro deux du PKK, Semdin Sakik, et de son frère Arif, augure mal du sort futur du rebelle kurde.

Nicole Pope

*Le Monde daté du mardi 1 juin 1999*



Time Daily - June 1, 1999

## Turkey Puts Itself on Trial in Ocalan Case As NATO bombs Serbia over human rights abuses, a Kurd's trial is set to embarrass his captors

Be careful of what you wish for. Now that NATO member Turkey has Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan where it wants him -- captive and pleading for his life -- it faces unanticipated political dangers. "Capturing Ocalan and putting him on trial has had the unintended consequence of focusing international attention on Turkey's human rights record and its treatment of the Kurds," says TIME U.N. correspondent William Dowell. "NATO's Kosovo campaign also increases pressure on Turkey to conform to the standards of an alliance that is taking military action in defense of human rights."

The Kurdish guerrilla leader's trial entered its second day with Ocalan urging his supporters to lay down their arms and warning of a bloodbath if he's executed. Ocalan's comments confirm suggestions that he is bargaining for his life in court rather than facing a trial in the sense that any of Turkey's NATO allies might use the term. Ocalan's lawyers complain that they've had no unfettered access to their client, and human rights organizations have questioned the credentials of a court in which one of the judges is a military appointee. Although the charges against Ocalan carry a mandatory death penalty, the Turkish government has discretion over whether to actually carry out the execution. "They may decide he is more useful to them alive and in a nebulous position where he's essentially pleading for his life," says Dowell. But with Kosovo firing up NATO members over the human rights of ethnic minorities, Ocalan's trial may also put Turkey itself in the dock.

-- TONY KARON



# Le Monde

édition électronique

## Le chef kurde Abdullah Öcalan se lance dans un plaidoyer pour sa survie

ÎLE D'IMRALI de notre envoyée spéciale

Mis à jour le mardi 1 juin 1999

Quelques millimètres de verre blindé séparent, dans la salle du tribunal, le dirigeant du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), Abdullah Öcalan, des proches des soldats tombés au combat. Tenant sur leurs genoux de grands portraits de leurs fils ou époux décédés, les parents ne quittent pas des yeux l'homme qu'ils considèrent comme responsable de la mort de leurs proches.

À l'issue du premier jour du procès du dirigeant kurde, qui encourt la peine de mort aux termes de l'article 125 du code pénal, les autorités turques avaient de bonnes raisons d'être satisfaites. Un dispositif de sécurité sans précédent a permis à cent trente personnes d'atteindre sans incident l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, pour assister à l'audience. Le dirigeant kurde, ignorant l'avis de ses avocats, a pris en main sa propre défense et a plaidé coupable. Dès l'ouverture de l'audience, il a demandé la parole pour affirmer qu'il n'avait pas été torturé et n'avait pas subi de pressions. En revanche, il s'est plaint de sa capture illégale au Kenya, en février, accusant la Grèce, la Russie et l'Italie d'avoir agi contrairement au droit international.

Après la lecture de l'acte d'accusation par le procureur, le dirigeant du PKK, amaigri mais paraissant en bonne santé, s'est lancé dans un discours animé, de près d'une heure, plaidant pour sa vie. « *Je veux vivre pour servir la paix et la fraternité* », a-t-il déclaré. Reconnaisant sa responsabilité dans de nombreuses attaques lancées par le PKK, il a avoué avoir compris que la lutte armée n'était pas la solution.

### RÉACTIONS INDIGNÉES

« *Je présente mes excuses. Je partage la douleur des familles des martyrs* », a-t-il martelé, s'attirant les réactions indignées des mères des soldats tués. « *Sans honneur!* », a crié l'une d'elles en brandissant la photographie de son fils. Se montrant disposé à coopérer avec l'Etat turc, il a notamment déclaré : « *J'appelle à l'arrêt de la lutte armée. Le PKK ne doit plus s'opposer à l'Etat turc démocratique* ». « *Au cas où le gouvernement me donne une chance, en trois mois je peux faire descendre mes hommes des montagnes* », a-t-il proposé. Si cette chance ne lui est pas donnée, a-t-il expliqué, la Turquie est confrontée à un grave danger, « *le nombre de morts pourrait atteindre les 100 000* » au cas où il serait condamné.

Une vingtaine de journalistes, dont huit étrangers, ainsi qu'un nombre égal de diplomates et d'observateurs se trouvaient dans la salle de la Cour de sûreté de l'Etat pour ce premier jour de procès. Les avocats d'Öcalan ont tenté, sans succès, d'obtenir le renvoi du procès. Le nouveau gouvernement prévoit de réformer la Cour de sûreté de l'Etat pour en faire un tribunal purement civil. Un de ses dix avocats a demandé que le procès soit reporté jusqu'à l'adoption de cette nouvelle loi, alors qu'un collègue affirmait que les conditions de travail et le système mis en place pour ce procès exceptionnel n'avaient pas de bases légales. Tous deux se sont retirés de l'audience pour marquer leur mécontentement.

Le plaidoyer du chef kurde a été essentiellement centré sur une notion vague de « *paix et fraternité* », sans apporter de propositions concrètes. Il a à peine évoqué les revendications culturelles et politiques de la population kurde, si ce n'est pour rappeler que la rébellion kurde dure depuis deux cents ans et qu'il ne souhaite pas la création d'un Etat kurde.

« *Le procès va durer encore plusieurs jours* [de quatre à six semaines selon la Cour], *mais en fait il est terminé* », a affirmé un diplomate occidental après le discours d'Öcalan. « *Ce n'est plus une procédure légale, c'est un débat* »



---

© Dernières Nouvelles D'Alsace, Mardi 1 Juin 1999.

---

## Ocalan veut « déposer les armes »

### Correspondance

---

••• Au premier jour de son procès, Abdullah Ocalan, leader des séparatistes kurdes du PKK, a créé la surprise en appelant les militants du PKK à « déposer les armes » et en affirmant vouloir oeuvrer « pour la paix et la fraternité au sein de la République de Turquie ».

C'est en fourgon cellulaire - sécurité oblige - qu'Abdullah Ocalan a franchi les cinquante mètres à peine qui séparent sa prison du tribunal sur la petite île d'Imrali, au sud de la mer de Marmara. De la cage de verre qui lui sert de box des accusés, il regarde la Cour puis passe rapidement sur ses douze avocats et s'attarde longuement sur la salle qui ne peut accueillir qu'une centaine de personnes.

Aussitôt après l'interrogatoire d'identité, Ocalan dit au président vouloir faire une déclaration « avec votre permission ». C'est alors qu'à trois reprises en trois minutes, il évoque « la paix et la fraternité ». Puis, se tournant vers les familles des victimes, il présente ses excuses pour le sang qui a coulé.

Un peu plus tard il lancera un appel très direct à la fin de la guérilla : « J'appelle à l'arrêt de la lutte armée. le PKK ne doit plus s'opposer à l'Etat turc démocratique ». « Les peuples kurdes et turcs ne doivent plus s'affronter je veux arrêter tout cela ». Il demandera ensuite à la Grèce de ne plus soutenir l'organisation terroriste.

Soudain, il change de ton et se fait véhément. Il « élève une protestation » tout d'abord contre la Grèce, puis contre la Russie et enfin contre l'Italie, accusées de ne pas avoir respecté leurs propres lois, ce qui a eu pour conséquence son arrestation au Kenya.

Le report du procès demandé par les avocats ayant été refusé par le tribunal, deux défenseurs ont quitté la barre. Les autres paraissaient un peu étonnés par la ligne de défense adoptée par leur client.

### Un homme seul

Dans les cafés de Gazi Osmanpacha, le principal quartier kurde d'Istanbul, la télévision est ouverte mais les consommateurs font peu de commentaires. La TRT, chaîne officielle turque dont les caméras ont été seules admises dans la salle du tribunal, ne retransmet pas la totalité des débats en direct mais des extraits en différé. L'attitude d'Ocalan dérouté ses supporters autant que ses avocats.

C'est que l'homme se sent seul. Alors, il lâche tout avec un soulagement visible. « Du côté de mes amis, ils diront que je suis un lâche qui veut sauver sa peau ou que je suis vendu au gouvernement. Ils peuvent dire ce qu'ils veulent (...). Je reconnais mes responsabilités. Je connais la Constitution. Je sais ce qui m'attend ». « Donnez-moi les moyens de m'exprimer. Je peux faire descendre les militants de la montagne pour les réconcilier avec leur patrie et avec la démocratie. S'il faut mourir, je suis prêt à mourir. J'ai cinquante ans, je n'ai ni femme ni enfant... »

Jean A. Pirlot

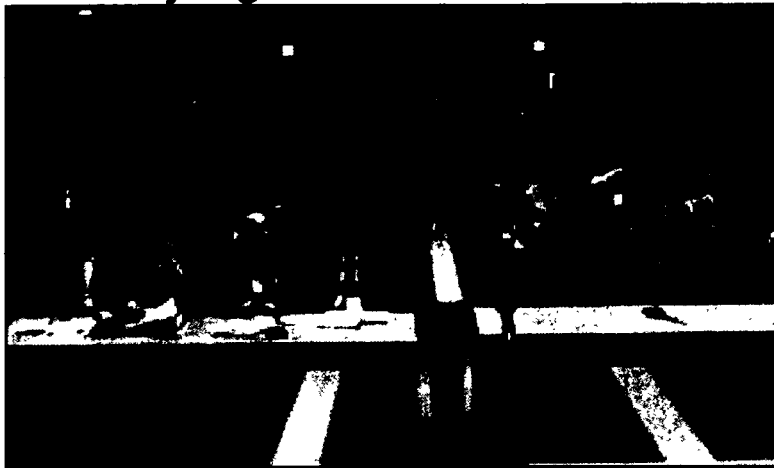
---

Wednesday, June 2, 1999 Published at 23:04 GMT 00:04 UK



## World: Europe

### Ocalan judge moved to tears



Closing arguments in the trial could be heard on Thursday

The widow of a Turkish soldier murdered by Kurdish rebels moved the judge to tears at the third day of the trial of Abdullah Ocalan, leader of the outlawed Kurdish PKK movement.



Yildiz Namdar described how PKK fighters identified her husband at a roadblock, dragged him out of his car and shot him.

"What did we do to you? What did we do to you to deserve this?" she asked Mr Ocalan, who sits in a box of bullet-proof glass.

"I share your pain," Mr Ocalan replied, bowing to her.

Many people in the courtroom were in tears, including one of the judges. Several relatives of those killed by the PKK stood up in the courtroom and shouted "Execute him!"

#### Ocalan denies attacking civilians



Mr Ocalan is on trial on charges of treason and faces a possible death sentence if convicted.

He has denied any responsibility for PKK attacks on civilians, blaming "uncontrollable rebel elements".

He said there had been an internal conflict in the PKK between 1987 and 1996. He also denied ordering

any suicide attacks, and said he worked to prevent them.

However, he admitted that many attacks might have been carried out by PKK members working against his orders.

On Wednesday, a man presumed to be a Kurdish rebel blew himself up near a military garrison in the south-eastern Turkish city of Sirnak. No-one else was hurt in the incident.

The PKK earlier issued a statement supporting Mr Ocalan's call for an end to violence and a "democratic solution" to the long-running war with Turkey. But a PKK spokeswoman in Brussels, Mizgin Sen, added that "it all depends on Turkey now - the PKK has not surrendered".

#### Trial nearing an end

In an apparent sign that Turkey intends the trial to be brief, Judge Turgut Okyay asked both sides to prepare their closing arguments for presentation to the court on Thursday.

Mr Ocalan is charged with treason and faces the death sentence if convicted. At the start of his trial, he said that he could help solve the Kurdish problem peacefully, if he was allowed to live. But public opinion in Turkey is strongly in favour of harsh measures against Mr Ocalan.

**BBC NEWS**

Wednesday, June 2, 1999 Published at 23:01 GMT 00:01 UK

## Face to face with Ocalan

By Ankara Correspondent Chris Morris

Getting to the trial of Abdullah Ocalan isn't easy. There's the retina scan, the fingerprinting, the check for any suspicious trace of explosives.

That's all before you get on a boat to take you to the most heavily-guarded prison in the world.



At four million lira for a return trip, it's a bargain.

Imrali island looks pretty pleasant at this time of year - a rocky outcrop topped with green, sitting pretty in the middle of the Sea of Marmara.

It's usually a relaxed open prison, where inmates spend their time herding sheep or looking after the cattle.

All that changed in February, when Turkey captured its most wanted man. Abdullah Ocalan has been the only inmate on the island for more than three months.

Our boat to the island was accompanied by a Coast Guard cutter and a naval frigate.

Helicopters buzzed overhead and did some fancy low-level manoeuvres to keep themselves busy.

### Soldiers everywhere

As we approached the island I wondered who had placed the strange fence posts at every few metres along the shore and on the hilltops.

Getting closer I realised the fence posts were armed, and they were really Turkish soldiers. Mr Ocalan's prospects of escape were not looking good.

There was another quick check of the retinas - and it took me several journey across the water.

We were then escorted up a fenced-off path and given paper and pencils. We weren't allowed to bring our own.

The courtroom used to be a prison cinema - fairly appropriate for a scene which felt like something out of James Bond. It was hastily converted, with wood panelling and a soothing shade of lilac on the walls.

The turnstiles to get inside would put most football grounds to shame.

### Glass cubicle

Abdullah Ocalan appeared suddenly and without ceremony through a side door. Wearing a grey-green suit and blue shirt, he looked rather well and had clearly lost a bit of weight during his three months in custody.



Ocalan in his glass cell

He was placed in a bullet-proofed glass cubicle apparently designed to withstand the impact of a small bomb.

His is perhaps the most famous face in Turkey, and this was the first time he had been seen in public since his arrest.

He glanced around the courtroom, shuffled on his chair and scratched his head. The small audience looked on, transfixed.

Relatives of soldiers killed fighting against the PKK sat face to face with the man they blame for all their grief. Some of them were

draped in Turkish flags and holding photographs of lost husbands and sons.

And finally it was down to business - the serious business of putting Mr Ocalan on trial for his life. He listened intently but impassively as prosecutors read out a damning indictment against him.

Murder, treason, armed revolt, extortion - it was all there.

The PKK leader didn't look too concerned. He apologised for any suffering he had caused, but declared that his trial had no legal value.

**'Rambling speech'**

Instead, he launched into a political defence - a rambling speech lasting for more than an hour which appeared to take even his own lawyers by surprise.

He called for peace, and an end to armed struggle, but suggested that the Turkish state had to meet the PKK half way.

But neither time nor public opinion are on Mr Ocalan's side. Many people are waiting impatiently for his execution.

Until the Ocalan era, Imrali's most famous resident was the former Turkish Prime Minister, Adnan Menderes, who was incarcerated there with the rest of his cabinet after a military coup in 1960.

For Mr Ocalan, it's not an encouraging precedent. A year later, Mr Menderes and two associates were executed on Imrali just before elections to restore parliamentary rule.

The PKK leader may never leave the island again and most Turks would say good riddance.

---

© Dernières Nouvelles D'Alsace, Jeudi 3 Juin 1999.

## Le PKK au secours de son chef

---

Le PKK a décidé de soutenir l'appel à l'abandon de la lutte armée lancé par Ocalan, qui tente d'échapper à la peine capitale.

---

Le conseil de commandement du PKK, qui dirige le mouvement depuis la capture d'Ocalan au Kenya, a annoncé hier qu'il appelait à son tour à abandonner la lutte armée contre l'Etat turc. « Nous disons que quinze années de guerre, c'est plus qu'assez », explique son communiqué. « Nous appelons notre parti, notre peuple et nos amis (...) à employer tous les moyens pour assurer le succès de la lutte menée par le président Apo (Abdullah) pour une solution démocratique ».

Depuis l'ouverture de son procès lundi, Abdullah Ocalan s'est posé en interlocuteur incontournable pour la paix, se faisant fort d'arrêter en trois mois la rébellion du PKK en se mettant « au service de l'Etat » si l'occasion lui est donnée. « Si vous me pendez », a-t-il lancé, « des événements incontrôlables pourraient se produire ».

Le conseil de commandement du PKK est dans la même logique : « si besoin est, nous sommes prêts et capables de continuer à lutter ». Il ne dit d'ailleurs pas explicitement si, et quand, les rebelles pourraient déposer les armes. Ocalan « doit recevoir une réponse », souligne le PKK, lançant la balle dans le camp de l'Etat turc.

Celui-ci, qui, par le passé, n'a jamais répondu aux cessez-le-feu déclarés unilatéralement par le PKK, ne semble en aucun cas enclin à prendre en considération cette prise de position. De l'avis unanime des observateurs, la Cour de sûreté de l'Etat ne peut que condamner à mort Ocalan, au vu des actes qui lui sont reprochés. Reste à voir si la sentence sera exécutée. Depuis 1984, aucun condamné à mort n'a été pendu en **Turquie**. Mais il pourrait en aller autrement pour l'ennemi public n°1.

Dans une nouvelle tentative d'y échapper, Ocalan a nié hier sa responsabilité dans les attaques du PKK contre les objectifs civils en **Turquie**, la rejetant sur des « éléments rebelles incontrôlables » au sein de l'organisation.



# Le Monde

édition électronique

## Le PKK soutient l'appel d'Abdullah Öcalan à abandonner la lutte armée

Mis à jour le mercredi 2 juin 1999

ALORS que le chef kurde Abdullah "Ocalan entamait, mercredi 2 juin, la troisième journée de son procès devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara sur l'îlot prison d'Imrali, sa formation, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a, le même jour, déclaré qu'elle soutenait l'appel lancé par son dirigeant à abandonner la lutte armée contre l'Etat turc, appelant à une « solution démocratique » dans la guerre au Kurdistan turc.

Cette annonce a été faite par le biais d'une déclaration faxée à l'AFP à Mudanya (le port qui fait face à Imrali) par l'agence d'informations pro-kurde DEM, basée en Allemagne. Lundi 31 mai, à l'ouverture de son procès, le chef du PKK avait laissé entendre qu'il pouvait « en trois mois » stopper la guérilla du PKK si on lui laissait la vie sauve.

Abdullah "Ocalan, accusé de séparatisme et de trahison, risque la peine capitale au terme de l'article 125 du code pénal. Si la peine de mort (par pendaison) n'a pas disparu des textes de loi en Turquie et continue d'être prononcée (le numéro deux du PKK Semdin Sakik et son frère Arif ont été récemment condamnés à mort), aucune exécution n'a eu lieu depuis 1984.

Toutefois, et alors que sa condamnation à mort à l'issue du procès (dans quatre à six semaines) ne fait aucun doute, l'opinion publique y étant largement favorable, le parlement turc - dominé par les nationalistes de droite comme de gauche - votera-t-il en faveur de son application ? Nombre d'analystes le craignent et les militaires - qui contrôlent largement la justice, comme en témoigne la présence d'un juge militaire au sein de chaque Cour de sûreté de l'Etat - semblent être favorables à l'adoption d'une ligne dure sur le sort d'Öcalan. Ainsi, la Cour qui juge "Ocalan a refusé de reporter le procès pour modifier la composition du tribunal et en écarter le juge militaire. De même, une proposition d'amnistie des maquisards repentis du PKK, faite par Bulent Ecevit avant sa renomination au poste de premier ministre, est restée sans suite.

Le PKK, affaibli depuis la rocambolesque capture d'Abdullah "Ocalan au Kenya en février, avait émis des réserves sur les déclarations du *Baskan* (président), évoquant une possible « manipulation » de ce dernier. Mais fidèle à son attachement aveugle pour son chef, l'organisation déclare aujourd'hui soutenir pleinement « ses efforts historiques ». « Si les Turcs pensent que c'est de la faiblesse, ils se trompent gravement », conclut le communiqué diffusé mercredi. De fait, le PKK n'a eu de cesse ces dernières années d'annoncer cessez-le-feu sur cessez-le-feu, autant de tentatives rejetées par les Turcs.

Les déclarations du PKK pourraient cependant fondre comme neige au soleil le jour de l'annonce du verdict de culpabilité. L'organisation, et son chef, ont coutume de souffler le chaud et le froid, et pourraient bien se lancer dans des déclarations contradictoires très prochainement. Des actes isolés (attentats-suicide) ont couramment lieu : à Sirnak, le 2 juin, un porteur de bombe est décédé victime de l'engin qu'il s'appropriait à faire exploser.

Marie Jégo

Le Monde daté du jeudi 3 juin 1999

Thursday, June 3, 1999 Published at 10:28 GMT 11:28 UK

## World: Europe

### Ocalan lawyers boycott trial



Lawyers say guards meant to protect them ignore attacks

Lawyers defending Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan against treason charges boycotted his trial on Thursday, after being thrown out of their hotel the day before.



The lawyers returned to Istanbul, saying they were unable to return to the prison island of Imrali, where the trial is taking place, because no hotel in the area would allow them to stay.

"Since they have no personal security, they are not going today...but they will go tomorrow," a spokesman for the lawyers said.

The defence team said they and relatives of Mr Ocalan had been staying in the nearby city of Bursa but had been forced to leave their hotel after the owner received death threats.



"Facing attacks from a nationalist inspired crowd outside their hotel under the eyes of police, the attorneys and the family members of Mr Ocalan were forced to leave Bursa in a hurry," the lawyers said in a statement.

The court had asked both legal teams to begin wrapping up their cases on Thursday so that the three judges hearing the trial could come to a judgement next week.

The trial began on Monday, and it has been an eventful three days of hearings.

The Kurdish leader offered to abandon the armed struggle, but he warned the Kurdistan Workers Party (PKK), which he leads, could escalate the struggle in which tens of thousands have died since 1985.

Relatives of the victims of PKK attacks have also confronted Mr Ocalan in highly-charged exchanges, moving many in court, including one judge, to tears.

#### Complaints



Mr Ocalan's lawyers have made several complaints before about official obstruction and police harassment.

Before the trial started, they said they were being denied proper access to their client.

And last month, after a hearing in Ankara, they alleged the police detachment that was supposed to protect them had in fact taken them to a remote location and beaten them.

One prominent lawyer, Ahmet Zeki Okcuoglu, has already withdrawn from the team, claiming his client would not get a fair trial.

Mr Ocalan is charged with treason and faces the death sentence if convicted. He has been held on Imrali island since shortly after his capture in Kenya in February.





03 Juin 1999 - INTERNATIONAL

## KURDES : QUINZE ANS DE GUERRE ÇA SUFFIT

Depuis l'ouverture du procès ôcalan dans l'île-prison d'Imrali, la presse turque s'en donne à cœur joie. Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan qui a affirmé, lundi, lors de la première audience de son procès, vouloir se mettre au service de l'Etat turc et a appelé les membres du PKK à rendre les armes - ce qu'a accepté le PKK -, a été traité de " tueur crapuleux " par le journal Sabah. Cependant certains journaux, comme Milliyet, affirment que si elles sont sincères, les déclarations d'ôcalan pourraient constituer un tournant pour la question kurde.

Abdullah ôcalan encourt la peine de mort pour trahison et atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie. Les conditions de son procès violent les règles du droit international, alors qu'une véritable guerre est menée contre le peuple kurde. Il faut exiger le respect des conventions, notamment européennes, et l'application d'une solution négociée.

C'est dans ce contexte que Francis Wurtz, député européen et responsable du département international du PCF, s'est prononcé pour " la reconnaissance des droits politiques, civiques, éducatifs et culturels du peuple kurde dans le cadre d'institutions propres ne remettant pas en cause l'intégrité territoriale de l'Etat turc. Cette voie pacifique de règlement implique la cessation des actions militaires, et le retour des réfugiés et des populations déportées dans leur région d'origine ".

Dans une lettre adressée à Akin Birdal, président de l'Association des droits de l'homme en Turquie (1), Francis Wurtz estime que la comparution du chef du PKK devant un tribunal (d'exception) ne peut se tenir " hors des règles d'un Etat de droit " et rappelle qu'" à plusieurs reprises, les autorités européennes ainsi que l'ONU ont demandé au gouvernement turc de respecter les engagements pris en matière des droits de l'homme et des minorités ".

" Au regard de la Convention européenne des droits de l'homme au Conseil de l'Europe

- dont la Turquie est membre -, la peine capitale ne peut être requise à l'encontre d'ôcalan. De plus, le procès ne pourrait s'ouvrir sans que l'accusé ne puisse être assisté par des avocats libres de toutes pressions, et en présence d'observateurs internationaux " ajoute-t-il.

Francis Wurtz écrit enfin : " La responsabilité de l'Europe est directement engagée dans la recherche d'une solution politique globale à la question kurde, celle-ci pouvant notamment passer par la tenue d'une conférence internationale - avec toutes les parties impliquées - dans l'intérêt des peuples kurde et turc, et dans celui de la paix dans la région. "

(1) Akin Birdal a été condamné, début avril, à un an de prison pour incitation au séparatisme kurde. Sa peine est applicable à compter du 3 juin.

**BBC NEWS**

Friday, June 4, 1999 Published at 17:47 GMT 18:47 UK

## World: Europe

### High drama at Ocalan trial



More than 2,500 Turkish soldiers' families are represented

The trial of rebel Kurdish leader Abdullah Ocalan has been adjourned following a highly emotional courtroom confrontation.



The decision by the chief judge to halt the trial until Tuesday came after a defence lawyer requested that relatives of dead Kurdish militants be allowed to address the court.

The suggestion provoked uproar among the families of dead Turkish soldiers, who have been allowed to sit in on the trial at the high security prison island of Imrali.

During the protests, one veteran soldier brandished his false leg above his head in fury at Mr Ocalan's lawyers while others hurled abuse at the rebel leader in the dock.

Reports said some 20 soldiers had to move in and cordon off a section of the court to prevent angry relatives clashing with the defence team.

Several lawyers representing the soldiers' families were ejected from the room before the chief judge rejected the defence team's request.

#### Ocalan: Give us a chance

Tens of thousands of people have died in the 15-year-old struggle between Turkish security forces and rebels of the Kurdistan Workers Party (PKK), which is lead by Mr Ocalan.

The dramatic scenes on the fifth day of the trial followed a boycott by defence lawyers over security concerns on Thursday.



Mr Ocalan, who is facing charges of treason, addressed the court alone, asking to be spared the death penalty so that he could work for peace.

"This is about Turkey's future. Whatever our mistakes and our sins, give us a chance. Let's unite," he said.

He appears to be concentrating on trying to save his own life and on conciliation with his former enemies. He says now is the time for peace and the state cannot achieve it without him.

Ocalan: Accused of treason

But the BBC's correspondent in Ankara, Chris Morris, says time is running out for the PKK leader to convince the court where the trial is moving faster than expected.

#### 'Show trial'

At the next hearing on Tuesday, state prosecutors will begin presenting their closing arguments. After that there is likely to be a further adjournment before the defence presents its closing remarks.



The trial is on a high security prison island

The PKK has denounced the court proceedings as a show trial designed to belittle their leader in order to satisfy the relatives of dead Turkish soldiers.

A statement carried by the Kurdish DEM news agency said that the trial ignored the suffering inflicted on Kurdish families by the Turkish security forces.

During the trial, which began on Monday, the Kurdish leader has apologised for the deaths of several thousand members of the Turkish security forces in the struggle with the PKK since 1985.

He has also offered to abandon the armed struggle, but warned the PKK, which he leads, could escalate the conflict if necessary.

## AKIN BIRDAL PRIVE DE LIBERTE

Akin Birdal a été incarcéré hier à la prison d'Ankara. Il doit purger une peine de dix mois pour un discours prononcé en 1996 dans lequel il appelait à une solution pacifique de la question kurde. Ce président de l'Association des droits de l'homme de Turquie est traqué sans répit par le pouvoir et ses hommes de main. Le 12 mai 1998, deux hommes ont fait irruption dans son bureau de l'Association, en pleine centre d'Ankara, et ont vidé sur lui leurs chargeurs. Réchappé par miracle, Akin Birdal, après des semaines d'hôpital et plusieurs opérations, souffre toujours: son bras droit est resté à demi paralysé. "En Turquie, la démocratie a un prix élevé, nous avait-il dit il y a quelques jours chez lui à Ankara. Le prix de la liberté de parole est souvent la privation de liberté".

Né à Nijde, en Anatolie, dans une famille modeste de six enfants, Akin Birdal a toujours eu la passion de la justice et de la liberté. Engagé très jeune dans le mouvement étudiant, ce paysagiste, fou de Montaigne et de Rousseau, a connu la prison après le coup d'Etat militaire de 1980. En 1986, avec d'autres intellectuels, il fonde l'Association des droits de l'homme de Turquie. Pour lui, l'avenir des droits de l'homme dans le pays est plus sombre que jamais: "Le nouveau Parlement est dominé par des nationalistes qui se moquent de l'Europe. Alors que les droits de l'homme sont universels, ils défendent des points de vue étroits et chauvins. On peut s'attendre à une aggravation de la situation", prédit-il.

Françoise Germain-Robin

---

**BBC NEWS**

Saturday, June 12, 1999 Published at 03:48 GMT 04:48 UK

### World: Americas Washington talks for Iraqi Kurds

The US government has invited delegations from the two main Iraqi Kurdish parties to Washington next Wednesday for talks aimed at moving the stalled Iraqi Kurdish peace process forward.

In American sponsored talks last September, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party agreed to lay aside their differences and work towards regional elections in July.

But a BBC Middle East analyst says both sides agree that the original timetable is unattainable and Washington will be trying to accelerate the peace process because the Kurdish groups are an essential part of its plan to unite Iraqi opposition groups against President Saddam Hussein.

*From the newsroom of the BBC World Service*

05 Juin 1999 - INTERNATIONAL

LE WER DE  
l'Humanité

## Lettre ouverte à...

### Suleyman Demirel

#### Complice du nettoyage ethnique des Kurdes

Le président turc couvre le procès ôcalan, mené dans des conditions qui n'ont rien à voir avec l'Etat de droit, dans un pays membre attiré de l'OTAN et ami des Etats-Unis

Les hasards du calendrier vous ont joué un drôle de tour. Vous dirigez un pays membre de l'OTAN. Vous participez donc à " l'intervention humanitaire " en Serbie (je plaisante). Selon les professeurs de morale qui dirigent désormais le monde, il s'agit de mettre à la raison la Serbie, accusée de pratiquer le nettoyage ethnique à l'égard des Albanais du Kosovo, ce qui est d'ailleurs vrai, même si le drame des Balkans interdit tous les résumés. Dans cette opération est ainsi embarqué un pays, la Turquie, qui est un champion toutes catégories du nettoyage ethnique à l'égard des Kurdes. Avouez que c'est un beau pied de nez, non ?

Pour qui s'intéresse aux droits de l'homme avec un autre objectif que d'amuser la galerie du parisianisme, il y a matière à réflexion. Vous jugez Abdullah ôcalan pour " séparatisme ". C'est très exactement ce que dit Milosevic des Albanais du Kosovo. Vous l'accusez de " terrorisme ". C'est à la lettre près ce que dit Milosevic de l'UCK. Je ne parle pas de la véracité des accusations portées ici et là. Je me contente de relever qu'il en est des principes de la justice internationale comme de bien d'autres engagements : ils sont à géométrie variable. Et je ne dis rien du fait que votre pays occupe toujours la moitié de l'île de Chypre depuis 1974, en vertu du droit que s'accorde n'importe quel pays colonisateur. Pour un palmarès, c'est un palmarès. L'important, c'est qu'il ne vous perturbe pas trop dans vos amitiés internationales, à commencer par celle que vous entretenez avec Bill Clinton, cet autre défenseur attiré de la veuve et de l'orphelin, qui a pour la Turquie les yeux de Chimène pour Rodrigue.

Pendant que les avions de l'OTAN s'envolent de Turquie pour aller bombarder Belgrade, donc, vous vous occupez à votre manière d'un personnage qui symbolise le problème kurde : Abdullah ôcalan. Je ne dirai rien des conditions dans lesquelles vos sbires l'ont retourné pour en faire un agneau prêt à vendre son âme au diable pour sauver sa tête. Peu importe que vos hommes de main l'aient acheté ou qu'ils l'aient cuisiné. L'important, c'est que le procès ôcalan est à la justice ce que le hamburger est à la cuisine.

Si la justice d'exception n'existait pas, vous l'auriez inventée. ôcalan a été victime d'un rapt réalisé avec la collaboration attirée de la CIA. Depuis, il est embastillé dans l'île-prison d'Imrali, transformée en fort Alamo. L'instruction de son procès a été tenue secrète. Ses avocats n'ont droit qu'à des contacts limités avec lui. Il est jugé par la Cour de sûreté de l'Etat, au sein de laquelle un militaire brille par sa présence, tandis que les observateurs internationaux scintillent de leur absence dans la salle d'audience. Il risque la peine de mort, toujours en vigueur dans votre pays, comme aux Etats-Unis (décidément...)

Reconnaissez que cela fait beaucoup. D'autant qu'ôcalan condamné ou pas, ce n'est pas ce qui réglera les aspirations du peuple kurde à exister. Ce peuple, depuis des décennies, est considéré comme quantité méprisable. Il est humilié, bafoué, rejeté. Ses représentants sont au mieux oubliés, au pire torturés. On a souvent présenté ôcalan comme un " meurtrier sanguinaire ". Il est vrai qu'il n'a pas toujours fait dans la dentelle démocratique. Mais que dire de ceux qui ont voulu régler le problème kurde au lance-flammes ? Vous prétendez aujourd'hui " juger " ôcalan. Un jour, il faudra bien juger les assassins qui parquent à la tête de l'Etat turc. Et ce jour-là, il y aura du (beau) monde dans le prétoire.

Jack Dion

5th June 1999



# Turkey on trial

**The Kurdish separatist leader, Abdullah Ocalan, is in the dock. So is Turkey**

TURKS are generally delighted at the spectacle of their captured chief tormentor, Abdullah Ocalan, trying to save his neck as he faces a catalogue of charges for monstrous crimes. It is quite possible that the leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), whose 15-year-old insurgency in Turkey's south-east has cost about 30,000 lives, will indeed be hanged. If that happens, most Turks will cheer. They would be wiser, however, to set aside the hangman's noose, and think instead about how they can come to terms with those of their Kurdish compatriots still prepared to fight and die for the right to express their Kurdishness.

Mr Ocalan is a ruthless and dogmatic brute. Though his opening speech in self-defence from the dock was conciliatory, even apologetic, PKK men over the years have killed not only Turkish soldiers, but also hundreds, perhaps thousands, of fellow Kurds (including teachers, postmen and so on), dubbing them collaborators for "serving the Turkish state". Mr Ocalan also stands accused of killing dissenting colleagues within his own exiled party; for that, Germany has a warrant for his arrest. Though he is said to have softened his views, Mr Ocalan's avowed Leninism hardly heralds a democrat.

But killing him judicially would still be a mistake. No European state has recently carried out a death sentence; in doing so, Turkey would make a grim spectacle of itself. It would do little for the cause of peace in Turkey—giving many ordinary Turks the illusion that they were winning a war which may be militarily unwinnable. And it would enrage many Kurds, even those not enamoured of the PKK, who have been affronted by the rise of anti-Kurdish Turkish chauvinism, illustrated by the surge of the far-right National Action Party into second place at a general election in April and perhaps into a ruling coalition now being built.

The trial of Mr Ocalan is a diversion. Turkey is still a beacon of comparative stability and tolerance at a delicate pivot between Europe and the Middle East. The European Union should keep its door open to Turkey's membership—provided the country meets the tests of economic and political freedom that apply to all. But too few Turks understand that political pluralism includes the right of minorities peacefully to demand things that the state is loth to give them.

Too often, Turks question why they should be kind to Kurdish terrorists when the Basques' ETA separatists and the Irish Republican Army have been hunted down without much international outcry by Spain and Britain. The answer is that Basque and Irish separatists, not to mention Catalans, Corsicans and Scots, are entirely free to demand the break-up of states, provided they do so peacefully. Yet Kurds who simply ask for Kurdish-language radio stations or education, let alone independence, are liable to be tortured and jailed. So long as that goes on, Mr Ocalan's friends will fight on—and Turkey will not be considered a full democracy.

05. Juni 1999

SPIEGEL ONLINE

PRESSEFREIHEIT

## Kollaterale Medienschäden

## Satellitensperre für den Kurden-Sender Med-TV und das serbische Staatsfernsehen – der Westen gerät unter Zensurverdacht.

Eine Zierde der vierten Gewalt ist das serbische Staatsfernsehen RTS gewiß nicht: Nato-Vertreter werden als "degenerierte Kriminelle" beschimpft. Die (neuerdings) "armen" Albaner haben das Kosovo nur wegen der westlichen Bomben verlassen – von journalistischer Sorgfalt und Objektivität keine Spur.

Auch der kurdische Sender Med-TV verfehlt die Ideale sauberer Pressearbeit: Unverhohlen sind die Sympathien für Abdullah Öcalan und die PKK. Unter dem Titel "Sonntagsgespräch" verherrlichte ein Sprecher kurdische Selbstmordattentäter, die "Dokumentation über das soziale und kulturelle Leben im Nordirak" bestand aus einem 40minütigen, kommentarlosen Mitschnitt eines PKK-Treffens.

So unterschiedlich die Hintergründe für Serben- und PKK-Propaganda sind, RTS und Med-TV, die beide nicht viel auf die Liberalität der Meinung geben, sind selber Opfer von zweifelhaften Restriktionen der Pressefreiheit geworden: Dem Milosevic-Sprachrohr entzog die in Paris ansässige Betreiber-Gesellschaft von Eutelsat vorvergangene Woche die Ausstrahlungsmöglichkeit. Das Kurden-Fernsehen erlitt die Satelliten-Sperre Ende April.

Beide Entscheidungen, die in den unübersichtlichen Gefilden grenzüberschreitender Medienaufsicht zustande gekommen sind, belegen eine Lehrweisheit aus den Nachkriegsjahren in leicht abgewandelter Form: Die Pressefreiheit ist die Freiheit mächtiger Staaten, ihre Interessen durchzusetzen.

Die Abschaltung des Serben-Fernsehens kam durch einen Beschluß der Gesellschafterversammlung von Eutelsat zustande und stellt einen Bruch mit bisherigen Grundsätzen dar. Die 1977 gegründete Satellitengesellschaft ist eine Kooperation der europäischen Telekommunikationsunternehmen, und sie verstand sich bisher als Transporteur von Signalen, der sich im Geist echter Postillons nicht um Inhalte kümmert.

450 Fernsehprogramme laufen über 15 Eutelsat-Satelliten, darunter Sendungen aus dem Irak, dem Iran und Libyen – Ländern, die nicht gerade bekannt sind als Heimstätten liberaler Berichterstattung. Kein Wunder, daß Eutelsat um eine Begründung für die Entscheidung gegen Serbien verlegen war. Man mochte dort nicht zugeben, was jeder annimmt: Die Telekommunikationsgesellschaften hatten sich dem Druck der Nato gebeugt – auch ein Kollateralschaden des Krieges.

Kritik gab es sogleich. Die Organisation "Reporter ohne Grenzen", die für die Informationsfreiheit in aller Welt eintritt, hält die Abschaltung für einen Verstoß gegen Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention. Unter dem Schutz der Pressefreiheit stünden auch Informationen und Ideen, "die verletzen, schockieren oder den Staat bzw. die Bevölkerung beunruhigen".

Auch die vom britischen Handelsminister Stephen Byers nachgelegte Rechtfertigung, Milosevics Sender fordere zu Genozid und Rassenhaß auf, läßt sich nicht halten: Zwar manifestierte sich der Überlegenheitswahn der Serben gegenüber den Albanern auch im serbischen Fernsehen, nicht jedoch in Form offener Propaganda.

Der Eutelsat-Blackout, von dem voreilige Meldungen behauptet hatten, er würde TV-Bilder aus Belgrad unmöglich machen, erschwerte in Wahrheit nur die Beschaffung für westliche Medien. Private Satellitenübertragungswagen sind eingesprungen, in Anrainerstaaten läßt sich das Serbenfernsehen mitschneiden, das nach wie vor terrestrisch ausgestrahlt wird – Milosevics Regime bleibt weltweit auf den Schirmen.

Anders sieht es für die Kurden aus – durch den Eutelsat-Ausschluß bleibt das Volk, dem die Türken jede kulturelle Eigenständigkeit absprechen, in seiner Heimat von eigenen TV-Informationsquellen abgeschnitten. Auch hier war Machtpolitik im Spiel.

Die britische Independent Television Commission (ITC) trägt in diesem Fall die Verantwortung – über deren Lizenz war Med-TV für den Eutelsat-Satelliten zugelassen. Nach wiederholten Verwarnungen "wegen Aufforderungen zur Gewalt und Störung der öffentlichen Ordnung" suspendierte ITC die Sendelizenz. Ein Vertreter der britischen Kontrolleure soll allerdings zugegeben haben, daß Ankara vor der Entscheidung bei ITC vorstellig geworden war.

Daß sich die britischen Kontrolleure mit den Inhalten des Kurden-Senders zu beschäftigen hatten, war Folge eines Urteils des Europäischen Gerichtshofes. Luxemburg hatte die unter Maggie Thatcher eingerichtete Lizenzierung für die Verbreitung außerbritischer Programme über Satelliten für zu lax befunden.

Freilich ging es bei dem Richterspruch von 1996 nicht um Politik, sondern um Porno. Teresa Orłowski hatte das britische Schlupfloch genutzt, um über Eutelsat ihre Sexfilme nach Deutschland zu übertragen. Kurden als Opfer von Pornographie – das Medienrecht ist für Überraschungen gut.

NIKOLAUS VON FESTENBERG, MARIANNE WELLERSHOFF, BERNHARD ZAND

© DER SPIEGEL 23/1999

## Turkey's Kurdish Opening



Monday, June 7, 1999; Page A18

TURKEY MAY HAVE a once-in-a-generation opening to treat its national cancer, the problem of its aggrieved Kurdish minority. The opportunity arises from the sensational turn taken by Abdullah Ocalan, captive leader of the Kurdish separatist movement, at the start of his treason trial. He offered to abandon 15 years of armed struggle in return for a place at the Turkish national political table.

Mr. Ocalan comes into court as the man widely held responsible for the death of thousands in the Kurds' war with the Turks. His conduct will have to be scrutinized to ensure it fits his newly professed conversion to democracy. A man who faces a sure conviction in a "security court" and a possible death sentence may have personal reasons to appease his jailers by offering to "serve the Turkish state."

In its current nationalistic passion, the Turkish establishment may be reluctant to take a "terrorist" at his word. No less on the Turkish than on the Kurdish side, politicians tend to be in thrall to constituencies of their own creating. The Turkish strategy of relentless military and political attack on even the mildest stirrings of Kurdish group feeling enjoys strong army support and considerable public popularity as well.

The trouble is that strategy dooms Turkey to a conflict that sets it at odds with the humane democratic values of the Western nations whose company it most values. Here lies the source of the Kurds' power: not in their military capabilities but in their capacity to draw the NATO-oriented Turkish armed forces into a dirty war against a deeply embedded guerrilla part of the general population.

For the Turks, accommodating the Kurds won't be easy. Kurds will ask first for cultural and linguistic rights, then -- some of them -- for autonomy and then for self-determination. Those who hesitate to set foot on this slippery slope are not being entirely arbitrary. They are, nonetheless, inviting trouble. They must balance the obligations of a sovereign state to its territorial integrity against the self-fulfillment craved by its ethnic elements. So far the Turkish authorities are taking a hard line. Friends of Turkey must hope it can muster the courage to broaden its perspective and to conduct an honest exploration of the Ocalan initiative.

© Copyright 1999 The Washington Post Company



LE QUOTIDIEN  
LIBERATION.COM

## Débats

Si la défense du leader kurde avait vu ses droits respectés, l'Etat turc se serait trouvé coupable de tortures, d'assassinats, de crimes de guerre et de déportations de masse.

## La machine de guerre du procès Öcalan

Par KENDAL NEZAN

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris.

Le lundi 7 juin 1999

Les services spéciaux turcs sont en train de faire dire d'Öcalan ce qu'ils veulent, afin de précéder sa fin physique d'une mise à mort politique le discréditant aux yeux de ses partisans.

Personnage controversé, Adhullah Öcalan a dirigé la plus longue insurrection kurde de l'histoire de la République turque. Durant bientôt quinze ans ses partisans ont tenu tête, dans une douzaine de provinces kurdes à l'armée turque qui passe pour être l'une des meilleures de l'Otan. Les affrontements des derniers jours montrent que cette guérilla quoique politiquement et militairement affaiblie, est loin d'être vaincue malgré la capture de son chef.

On sait à présent que ce sont les Américains qui, par de fortes pressions, ont d'abord poussé l'Italie, la Russie et les autres pays européens à refuser l'asile au chef rebelle kurde, puis forcé les gouvernements grec et kényan à le faire déguerpir de l'ambassade grecque de Nairobi et à le remettre au commando turc dépêché sur place.

Certains ont affirmé qu'en échange de cette bonne manière envers une alliée turque fidèle, Washington aurait obtenu d'Ankara d'amorcer un processus de règlement politique du problème kurde parce que son image fort ternie à l'étranger faisait obstacle à son nécessaire enracinement à l'Europe. Des intellectuels et des hommes politiques turcs proeuropéens, ont voulu voir dans l'affaire Öcalan «une occasion en or» pour changer la fâcheuse réputation de la justice turque et laisser miroiter l'espoir d'un progressif établissement d'un Etat de droit en Turquie. Celle-ci, à les en croire, était désormais suffisamment forte pour respecter les règles d'un procès équitable conforme aux normes occidentales.

Cette petite musique de vœux pieux a été étouffée par le fracas du rouleau compresseur de la machine de guerre habituelle des services spéciaux et des cours de sûreté de l'Etat turc. Pendant les premiers jours de la détention au secret d'Öcalan, les forces spéciales turques l'ont «cuisiné» à leur manière. L'ancien maire de Diyarbakir, Mehdi Zana, qui au total passa quinze ans dans les geôles turques pour délit d'opinion, décrit dans son poignant témoignage *la Prison n°5* certains de ces procédés, en particulier celui consistant à faire subir au prisonnier les pires tortures avant la visite d'une délégation étrangère ou une comparution devant le tribunal, et obtenir qu'il affirme devant eux n'avoir subi aucune pression physique ou psychologique. Au moindre écart, le coupable est châtié avec une extrême sévérité.

Lorsque le 24 février, au neuvième jour de la garde à vue d'Öcalan, un avocat, Me Okçuoglu, a enfin pu lui rendre une brève visite de vingt minutes, ce fut en présence d'un magistrat, d'un greffier et de deux officiers des forces spéciales. «J'ai trouvé mon client hagard, drogué, affaibli. A aucun moment nous n'avons pu parler en tête à tête ni échanger la moindre note. La présence des officiers cagoulés m'a terrorisé», témoigna l'avocat. Ses déclarations lui valurent d'être menacé de mort. Trois autres avocats de la défense furent inculpés et condamnés. Le 30 avril, sous le regard impavide de la cour de sûreté réunie à Ankara en audience préliminaire, les avocats d'Öcalan reçurent une pluie de projectiles divers. A la sortie, les policiers chargés de les protéger de «la vindicte populaire» les éloignent des lieux à bord d'un fourgon et les rouent de coups tout au long du trajet en chantant des chants racistes des Loups gris. Six avocats durent être hospitalisés.

L'intervention de la Cour européenne des droits de l'homme a certes permis de les

faire bénéficier de deux visites hebdomadaires d'une heure maximale chacune. Mais à chaque fois, deux gardiens assistaient à l'entretien enregistré et filmé d'un bout à l'autre, sans aucune possibilité de consultations privées pour préparer la défense, ou de transmettre la moindre pièce d'un dossier d'accusation de 14 000 pages auquel les défenseurs d'Öcalan eux-mêmes ne purent avoir accès que dix jours avant l'audience.

*«Je plaide depuis bientôt vingt ans devant les cours de sûreté. J'ai défendu des affaires politiques difficiles, comme celles des députés du parti de la démocratie (DEP). Jamais je n'ai vu de violations aussi massives et grossières des droits de la défense. A chaque visite, on nous fouille à cinq reprises, on nous fait enlever jusqu'à nos chaussures et nos chaussettes dans le but de nous humilier et de nous dissuader. J'appelle le gouvernement et le Parlement à intervenir d'urgence, sinon nous allons renoncer à la défense »*, avait, fin mai, averti Me Hasip Kaplan, principal animateur du collège d'avocats qui a aussi rappelé la non-conformité des cours de sûreté de l'Etat avec les normes de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de procès équitable.

Le Premier ministre turc Bulent Ecevit laissa croire à la possibilité d'un report du procès afin de réformer ces cours dont la suppression pure et simple est régulièrement demandée par les barreaux turcs. S'accrochant à cette illusion, Me Kaplan et ses collègues se présentèrent à l'audience du 31 mai convaincus que, répondant aux vœux du gouvernement civil, la cour allait décider du report du procès. Illusion qui s'évanouit dès l'ouverture du procès.

Dès lors, plusieurs avocats se retirèrent *«pour ne pas légitimer une parodie de justice »* et rendirent publique une liste de 22 principales violations de droit allant de l'illégalité du lieu et des conditions de détention et des interrogatoires de l'accusé par des forces spéciales et les services de renseignements, hors de tout contrôle judiciaire, jusqu'à l'incompétence territoriale de la cour de sûreté d'Ankara, même en droit turc.

Il est clair que le respect des droits de la défense n'aurait changé en rien le verdict connu d'avance et annoncé par les plus hautes autorités civiles et militaires du pays. Agissant sous le contrôle de ce qu'en Turquie on appelle pudiquement *«l'Etat profond»* - c'est-à-dire un noyau dur regroupant autour de l'état-major des armées la haute bureaucratie des services de renseignements (MIT) -, des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, les cours de sûreté, composées de magistrats ultranationalistes, fonctionnent comme des machines à broyer les dissidents. Depuis le coup d'Etat militaire de 1980, elles ont instruit plus de 400 000 procès, principalement contre les Kurdes, mais aussi contre des islamistes, des communistes et des libéraux turcs contestant l'idéologie officielle de l'Etat: le nationalisme d'Ataturk. De plus, celle qui va juger Öcalan est formée de magistrats qui, en 1994, condamnèrent à quinze ans de prison pour délit d'opinion, Leyla Zana et trois de ses collègues députés.

Dans ce contexte, la défense, si ses droits limités étaient respectés, aurait pu transformer le procès Öcalan en celui de la politique kurde de la Turquie. A côté des proches des cinq mille victimes turques de la guerre, elle aurait évoqué le sort des vingt-six mille Kurdes, militants du PKK ou civils, tués par les forces turques, demandé que toute la lumière soit faite sur les meurtres mystérieux des 4 500 intellectuels kurdes assassinés par les forces paramilitaires turques, sur la disparition de centaines de démocrates turcs et kurdes, sur la destruction de 4 000 villages kurdes par l'armée, sur les trois millions de civils kurdes déplacés. D'accusatrice la Turquie se serait rapidement trouvée dans la position d'un Etat coupable de tortures, d'assassinats, de crimes de guerre et de déportations de masse.

Ankara qui s'opposait déjà farouchement à un procès Öcalan en Europe par crainte de se retrouver dans la posture de l'accusé a tout fait pour éviter un tel *«dérapiage»* sur son sol. L'isolement du chef du PKK sur une petite île inaccessible aux médias et aux avocats, une instruction sommaire de trois mois dans une affaire d'une telle ampleur, tout obéit à cette logique de *«bouclage»* expéditif.

La justice turque, évacuant l'insurrection kurde de tout contenu politique et national, la réduit à son chef «*tueur de bébés et instrument d'un complot international*...» - qu'elle accuse d'être l'unique responsable des 31 000 morts et des 100 milliards de dollars de dégâts de la guerre. Il lui suffit d'enfermer alors symboliquement dans une cage cet ennemi public n° 1, de démolir et d'exorciser ce diable coupable de tous les maux de la société turque au cours du cérémonial d'un procès télévisé pour venger et délivrer la vaillante nation turque de ses peurs, de ses frustrations et de ses humiliations.

Dans cette mise en scène soigneusement préparée, il était impératif qu'Öcalan n'ait aucun instant de communication libre ni avec un autre détenu (d'où son isolement total) ni avec un avocat afin de garder entier le mystère de son étrange comportement et de son effondrement. Les services spéciaux turcs sont en train de faire dire à Öcalan ce qu'ils veulent, afin de précéder sa fin physique d'une mise à mort politique le discréditant aux yeux de ses partisans et visant à convaincre tous les Kurdes qu'il ne sert à rien de contester leur sort face au puissant Etat turc soutenu par de puissants alliés.

Cependant la mort annoncée d'Öcalan à l'issue de cet étrange procès ne réglera en rien la question kurde en Turquie. Elle ne fera que creuser encore le fossé entre Kurdes et Turcs et exacerber la dangereuse montée des nationalismes dans la région.

**BBC NEWS**

Tuesday, June 8, 1999 Published at 09:44 GMT 10:44 UK

## World: Europe

### Ocalan - new execution demand



Mr Ocalan's lawyers - allowed time to prepare final arguments

Turkish prosecutors have renewed their demand that the Kurdish rebel leader, Abdullah Ocalan, be executed for treason.



Following a three day adjournment, the lawyers were summing up their accusations against Mr Ocalan at a top security court on the island of Imrali.

The leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) rebel movement is accused of attempting to divide the country with an armed separatist campaign.

Judges adjourned the case for a further 15 days to allow his lawyers to prepare their defence.

### Focus on future

Mr Ocalan has not disputed many of the charges against him. Instead, he has attempted to focus attention on the future, suggesting that the Turkish government needs him to help bring the Kurdish insurrection to an end.

The PKK has threatened a violent response if Turkey rejects their leader's call for peace negotiations.

It has also warned against the imposition of a death sentence, saying it would "mean suicide for the Turkish state".

But the BBC's Chris Morris in Ankara says Mr Ocalan's call for peace and reconciliation appears to have fallen on deaf ears at the highest levels of the state.

### Question of dialogue



Families of Turkish war dead call for the death sentence

Turkey's powerful military says there has never been any contact with the PKK - nor will there be.

A statement from the head of the Turkish Armed Forces (TAF) on Monday said assertions by Mr Ocalan at the beginning of his trial last week that a high-ranking officer made contact with PKK members in Europe were false and aimed at undermining the TAF.

"The TAF has never considered the PKK as an interlocutor in its struggle against terrorism. Moreover, this is not possible in the future," the statement said.

The armed wing of the PKK, the Kurdistan People's Liberation Army, responded by calling the possibility of Mr Ocalan's execution "crazy". It repeated his call for a peaceful solution to the 14-year conflict which has claimed some 30,000 lives.

### Lawyers face charges

During the three-day adjournment, lawyers representing the families of Turkish soldiers killed by the PKK attempted to open a case against Mr Ocalan's lawyers.

The families accuse the defence team of aiding the PKK, by reading out a PKK statement in court and accusing Turkey of sharing responsibility for the conflict between Turkey and Kurdish separatists in the south-east of the country.

On Monday, parliament debated policy proposals of the new Turkish Government, including one which would demilitarise the judicial system and bring about the removal of a military judge from the three-judge panel hearing the Ocalan case.



Pro-Ocalan demonstrations  
continue outside Turkey

But in parliament, Prime Minister  
Bulent Ecevit rejected accusations  
made by Mr Ocalan's lawyers that they were being treated unfairly in  
court, calling the proceedings "unreproachable and unbiased".

The presence of the military judge  
has been one of the factors which  
have raised fears among human  
rights groups about Mr Ocalan's  
chances of a fair trial.

Ankara's Western allies have called  
on Turkey to ensure the Kurdish  
leader receives a fair trial and say  
they are watching developments  
closely.

On Sunday, defence lawyers  
accused the court, the press and  
the families of Turkish war dead of  
working to foil their defence of Mr  
Ocalan.

**BBC NEWS**

Wednesday, June 16, 1999 Published at 03:33 GMT 04:33 UK

## World: Middle East Iraqi opposition talks in Washington

The United States is bringing together the two main Iraqi Kurdish parties in Washington today Wednesday, to try to get them to end their bitter rivalries.

The Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan agreed in Washington last September to put aside their differences and work towards regional elections.

But the two sides have made little progress towards implementing the agreement and have admitted that the regional elections, proposed for next month, will have to be postponed.

A BBC regional correspondent says the US is keen to unite various Iraqi opposition factions against President Saddam Hussein.

She says Baghdad is strongly opposed to American intervention into what it regards as its internal affairs.

*From the newsroom of the BBC World Service*



# Le Monde

édition électronique

## « Les Turcs n'ont pas d'autres amis que des Turcs »

YOZGAT (Turquie) de notre envoyée spéciale

Mis à jour le mardi 8 juin 1999

Si la géographie a un impact sur les mentalités, la petite ville de Yozgat, en Anatolie centrale, en serait une bonne illustration. Encastée dans une cuvette naturelle, souffrant d'horizons limités par les collines qui l'entourent, Yozgat, qui affiche un taux de chômage élevé, est un bastion légendaire du Parti de l'action nationaliste (MHP), le parti d'extrême-droite au pouvoir, au sein de la coalition. Son succès électoral, le 18 avril, avait pris la Turquie par surprise.

Ici, on cite souvent le dicton : « *les Turcs n'ont pas d'autres amis que des Turcs* ». Si les Loups gris ont tempéré l'agressivité qu'ils affichaient dans les turbulentes années 70, ils expriment toujours leur méfiance face au monde extérieur. Entourée d'ennemis, la Turquie ne peut, selon eux, compter que sur elle-même. « *Des pouvoirs externes veulent détruire la Turquie* », affirme Osman Çitçi, qui dirige l'Association de soutien aux familles des martyrs. « *Ce n'est pas une guerre, c'est juste des affrontements avec des séparatistes* ». Le conflit kurde et l'arrestation, en février, d'Abdullah "Ocalan, le chef du PKK, ont apporté de l'eau au moulin des nationalistes du MHP, qui a obtenu 18 % des voix au niveau national.

Le fils de M. Çitçi est un des 149 soldats originaires de Yozgat tombés au combat au cours de ces dernières années. Pour la population d'Anatolie centrale, le conflit est une réalité quotidienne. C'est ici, et non pas dans les cercles élitistes d'Istanbul ou d'Ankara, qu'on recrute les soldats qui se battent contre le PKK. Bien que l'Association d'Osman Çitçi n'ait officiellement pas d'affiliation politique, la plupart de ses membres soutiennent le MHP et son refus de tout compromis sur la question kurde. « *Les hôpitaux sont pleins de vétérans aveugles, blessés, infirmes, et l'Occident veut empêcher l'exécution d'Ocalan...* » s'insurge un membre du MHP. « *Le HADEP [le parti pro-kurde], l'Association des droits de l'homme, le Parti ouvrier [.....] devraient être fermés, et tous les sympathisants du PKK arrêtés* », renchérit M. Çitçi, montrant avec fierté une photo de son fils, mort en 1995.

Abdullah "Ocalan, le PKK, et même la population kurde cristallisent aujourd'hui les frustrations. Celles-ci découlent du conflit et de la perception du rejet des Européens, mais aussi de la pauvreté, dans cette ville de 70 000 habitants où le revenu annuel par tête est de 1 276 dollars. Dans les années 70, c'était la gauche et la minorité alévie (secte d'origine chiite qui défend la laïcité de l'Etat), qui jouaient un rôle similaire. Encore aujourd'hui, le mot « gauche » est ici presque une insulte. Les nombreux Alévis de la région admettent, en privé, être quelque peu inquiets du succès électoral des ultra-nationalistes. « *Pour l'instant, nous n'avons aucun problème, mais nous nous souvenons du passé* », affirme un villageois de Büyükmahal. L'Etat a bâti une mosquée dans ce hameau de 380 habitants pour tenter de « convertir » les habitants, mais personne ne s'y rend. En revanche, une jeune femme fait fièrement visiter la « *cemevi* » (maison de prières) où les Alévis, hommes et femmes, se réunissent pour prier après avoir partagé un repas communautaire.

A Çorum, ville de 116 000 habitants à 90 kilomètres au nord de Yozgat, les habitants n'ont pas oublié les événements de 1979, lorsqu'une partie de la ville fut « *nettoyée* » de sa population alévie, au cours d'émeutes et d'affrontements entre gauche et extrême droite, qui avaient duré des semaines et fait des dizaines de morts. Gauche-droite, Alevis-Sunnis : personne ne sait vraiment où finit la politique et où commence la religion. Car les ultra-nationalistes du MHP sont également religieux, proches de l'orthodoxie sunnite. Dans les « *foyers d'idéalistes* » où les Loups gris inculquent le sens de la discipline à des adolescents qui trouvent dans ces clubs une famille et un but, les principes de l'Islam sont au programme. « *Nous avons élu un responsable des principes moraux* », explique fièrement Harun, quinze ans, qui ne va plus à l'école et n'a pas de travail. « *Sur le campus de l'université, nous avertissons les étudiants qui se promènent main dans la main. Après trois avertissements, ils sont punis. Nous nettoyons la saleté.* »

Au siège régional du Parti de la vertu (islamiste, FP), le responsable local, Süleyman Bağcı attribue les succès électoraux

du MHP à sa détermination, plus ouverte que celle de son propre parti, de lever l'interdiction sur le foulard islamique dans les universités. « Nous sommes pourtant plus déterminés qu'eux, mais nous voulons défendre nos droits sans recourir à la manière forte », affirme M. Bağcı. Un jeune « idéaliste » de vingt-deux ans, İsmail, explique pourquoi le foulard doit être autorisé : « même dans l'armée, il y a des gens qui sont contre l'interdiction. Ils viennent du peuple, leurs mères, leurs soeurs, portent le foulard. »

Nationalisme et religion sont, sans conteste, des facteurs importants du succès de l'extrême droite. Mais c'est également le travail de terrain et le contact direct avec la population - méthodes utilisées également par les Islamistes du FP - qui leur ont valu leur popularité. « Le MHP a gagné la mairie en 1977. Notre parti recueille maintenant les fruits de vingt-cinq ans d'efforts pour mettre en place une infrastructure », explique Enver Yesilkaya, le responsable provincial du MHP. L'image intègre du dirigeant du parti, Devlet Bahçeli, est importante. « Bahçeli vient du peuple. Son nom n'a été mêlé à aucun scandale. Il est poli, mais il est dur lorsqu'il est attaqué. Sa seule inflexibilité a trait à l'intégrité territoriale du pays. Là, il n'accepte aucun compromis. »

D'anciens Loups gris figurent cependant parmi les personnes impliquées dans divers scandales mafieux, dont l'affaire de Susurluk qui avait révélé, en 1996, les liens entre l'extrême droite, la mafia et la police. Sur ce sujet, les ultra-nationalistes se révèlent très prudents. « Ils étaient nos amis, explique un supporter du MHP, mais comme ils ont eu des activités criminelles par la suite, ils ne sont plus des nôtres. Notre parti insiste sur le respect des lois. » L'épouse du premier ministre, Rahsan Ecevit, qui est également vice présidente de son parti (Gauche Démocratique), a récemment exprimé publiquement sa méfiance à l'égard du MHP. « Comment pouvons-nous oublier ? » avait-elle déclaré.

La violence du passé, les différends sur la religion et la forte personnalité des deux dirigeants sont autant d'obstacles que le nouveau gouvernement devra surmonter. Faute d'alternative, Bülent Ecevit a cependant décidé d'accorder à ses anciens ennemis le bénéfice du doute, et le reste de la Turquie fera de même.

N. P.

*Le Monde daté du mercredi 9 juin 1999*

© Dernières Nouvelles D'Alsace, Mercredi 9 Juin 1999.

## Turquie : peine de mort requise contre Ocalan

Le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat turc a requis hier la peine de mort contre le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan. La cour a ensuite ajourné le procès au 23 juin pour que les avocats de l'accusé préparent sa défense.

Suspendu depuis vendredi, le procès d'Abdullah Ocalan a repris hier sur l'île prison d'Imrali avec la lecture de l'acte d'accusation préparé par les procureurs Cevdet Volkan et Talat Salk. Contestant la « sincérité » des appels à la paix et au règlement pacifique du conflit kurde lancés par l'accusé, ils ont requis la peine de mort en vertu de l'article 125 du code pénal turc, qui sanctionne les délits de trahison et d'atteinte à l'intégrité territoriale du pays.

Le président de la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara, Turgut Okyay, a ensuite ajourné le procès au 23 juin, répondant à la demande des avocats d'Ocalan. Il leur a ainsi accordé le délai supplémentaire maximum prévu par la loi pour préparer leur défense.

### Vains appels à la paix

Le parquet avait déjà requis la peine de mort contre Ocalan dès le début de son procès, le 31 mai. Mais depuis, Ocalan avait à plusieurs reprises appelé le PKK à déposer les armes et offert de se mettre au service de l'Etat turc pour régler le conflit kurde s'il avait la vie sauve.

Aux yeux de l'accusation, c'est apparemment peine perdue. Le parquet n'a pas mentionné une éventuelle application de l'article 59 du code pénal qui prévoit que le verdict à l'encontre d'une personne condamnée à mort soit commué à la prison à vie pour circonstances atténuantes et bonne conduite.

« Dans le passé, il (NDLR : Ocalan) n'a rien fait pour mettre un terme aux tueries perpétrées par son organisation », ont soutenu les magistrats de la Cour de sûreté de l'Etat. Le chef rebelle « tente de se présenter comme un défenseur de la paix depuis 1993 mais les actes de violences et attaques perpétrés par le PKK démontrent le contraire, ont-ils estimé. Les décisions prises lors des congrès du PKK et les instructions données par l'accusé à ses militants armés le démontrent également ».

Le résumé de l'acte d'accusation, lu par le procureur en chef de la DGM d'Ankara Cevdet Volkan, souligne en outre qu'Ocalan a dès la première audience reconnu sa culpabilité dans toutes les actions de son organisation qui lui sont reprochées par la justice turque. Il cite notamment des extraits d'interrogatoires où le leader kurde accepte sa culpabilité.

### Mise en garde kurde

La branche armée du PKK, l'Armée de libération populaire du Kurdistan (ARGK) a mis en garde contre une condamnation à mort de son chef. « Une attitude aussi folle que l'élimination de notre chef serait un suicide pour l'Etat turc, a affirmé l'ARGK. Dans ce cas, tout acte entrepris pour l'honneur national et la fierté du peuple kurde sera légitime », a menacé l'ARGK, tout en soutenant les appels d'Ocalan à une « solution pacifique » au conflit kurde.

« Si la **Turquie** donne la bonne réponse et adopte l'attitude adéquate, nous évaluerons cela dans le cadre posé par notre leader, a ajouté l'ARGK. Sinon, nous les soldats, continuerons à intensifier nos préparatifs avec l'idée qu'une guerre efficace nous sera imposée » par l'Etat turc.

La rébellion du PKK a été lancée en 1984 dans le sud-est anatolien à majorité kurde en vue de créer un Etat indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont déjà fait 31 000 morts.





co/R uters

## Avec Öcalan dans la salle d'audience

L'Express du 01/06/1999 par Nükte V. Ortaç

### Notre correspondante a assisté au procès du leader kurde. Témoignage

© A.A/Sipa Press

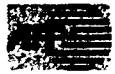
Le voyage tient du parcours initiatique. Seuls un petit nombre d'élus - quelques parlementaires, des représentants d'associations européennes et une vingtaine de journalistes - sont autorisés à pénétrer dans la salle d'audience où se déroule, depuis le 31 mai, sur l'île-prison d'Imrali, le procès du chef kurde Abdullah Öcalan, ajourné entretemps au 23 juin. Il y a d'abord l'embarquement, au petit matin, sur un ferry qui relie la station balnéaire de Mudanya à l'île. Puis, à l'arrivée, chacun est examiné dans les moindres détails: fouille au corps, photographie de la rétine - aussitôt comparée à l'image prise la veille - enregistrement, à l'aide d'un détecteur spécial, de l'odeur corporelle...

Dans la salle d'audience, une ancienne salle de cinéma dont on a conservé les fauteuils de velours bleu, les premières rangées sont occupées par les proches de soldats qui ont perdu la vie en combattant le PKK. Beaucoup portent autour du cou un drapeau turc et tiennent sur leurs genoux la photo du fils ou du mari qui ne reviendra pas. Lorsqu'ils sont appelés à témoigner, certains le font calmement, en lisant une intervention soigneusement préparée. D'autres éclatent en sanglots. Tous demandent la peine de mort.

Abdullah Öcalan leur fait face, enfermé dans une cage de verre blindé. Le président du tribunal s'adresse à lui en le tutoyant. «Je ne suis pas un chat devant une tasse de lait», s'emporte l'accusé. Il s'insurge contre les titres de la presse turque, qui soulignent avec délectation son attitude soumise, preuve de sa défaite. Il faut dire que, depuis le début du procès, le chef du PKK tient un discours très conciliant. «La solution du problème kurde est en bonne voie», affirme-t-il en évoquant les mesures prises dans les années 90 pour permettre l'utilisation de la langue kurde. Sans être apparemment gêné de paraître ainsi cautionner une politique qui s'est aussi traduite, dans ces années-là, par l'évacuation forcée de nombreux villages soupçonnés de sympathie avec le PKK et par des affrontements très meurtriers entre l'armée et la guérilla. Il demande au tribunal de le laisser vivre, afin qu'il puisse convaincre ses combattants de déposer les armes. Et il affirme haut et fort toute son admiration pour Mustafa Kemal Atatürk, le père de la République turque...



Copyright L'Express



jeudi 17 juin 1999, 8h39

## Un maire kurde tente la coexistence pacifique avec les autorités

DIYARBAKIR (Turquie), 17 juin (AFP) - Deux mois avant les élections générales d'avril en Turquie, Feridun Celik était jeté en prison par les forces de sécurité qui tentaient d'étouffer dans l'oeuf les protestations contre l'arrestation du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan à Diyarbakir.

Deux mois après les élections, M. Celik est confortablement installé dans le bureau du maire de cette ville à majorité kurde, sous un grand drapeau turc et un portrait du fondateur de la République, Mustafa Kemal Ataturk.

Elu avec 65% des voix le 18 avril, Feridun Celik est le premier maire d'une grande ville turque issu des rangs du parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (HADEP).

"Les gens nous font confiance, ils croient en nous parce que nous avons toujours partagé leurs problèmes et leurs souffrances", souligne M. Celik pour expliquer ce raz de marée, en allusion à l'opposition de l'Etat turc à une auto-détermination kurde dans la région.

Le procureur général a tenté par deux fois de faire interdire la participation du HADEP aux élections, et demande sa fermeture.

Le plus grand rassemblement électoral du HADEP à Diyarbakir a été interdit par les autorités quelques heures seulement avant sa tenue et des milliers de participants ont été arrêtés à leur arrivée sur les lieux.

Avec 21 des 22 sièges du conseil municipal, le HADEP est en principe en position de s'affirmer et de promouvoir une politique visant la reconnaissance d'une identité kurde.

Mais M. Celik a choisi une approche plus souple, et se concentre sur des questions plus pragmatiques comme la collecte des ordures, tout en essayant d'établir un rapport avec les autorités régionales et nationales.

"Nous essayons d'ouvrir des voies de communications", dit-il de ses relations avec le gouverneur de la province de Diyarbakir, celui de la région sous état d'urgence du sud-est de la Turquie, et le gouvernement d'Ankara.

Jusqu'ici, M. Celik n'a eu qu'un entretien formel avec les gouverneurs pour un "échange d'idées".

Mais il dément les informations de presse selon lesquelles les autorités régionales lui auraient battu froid et affirme qu'il n'y a "pas eu de problème grave ou d'obstruction".

Les tracasseries se sont limitées à des questions comme celle du droit pour sa voiture officielle de se rendre jusque sur le tarmac de l'aéroport de Diyarbakir comme le chef de la police ou le recteur de l'université.

"Il y a eu quelques tensions là-dessus, mais elles ont été réglées", dit-il.

Pour instaurer la confiance en son administration, cet avocat de 33 ans a nommé un conseil d'experts neutres pour l'aider et le conseiller, au lieu de recruter dans les rangs du HADEP.

"Cela montre qu'ils veulent éviter la confrontation et travailler pour la réconciliation", souligne l'un des conseillers, Seyhmus Diken, de la chambre de Commerce de Diyarbakir.

M. Diken et ses collègues --des hommes d'affaires, architectes, techniciens et scientifiques en vue-- s'enthousiasment pour le projet de créer une "culture de paix" dans la région.

"Bien sûr, cela prendra du temps pour dépasser les années de méfiance et de préjugés", souligne-t-il. "Mais je pense qu'ils (l'Etat turc et le parti pro-kurde) s'habitueront l'un à l'autre".

Un enthousiasme que tout le monde ne partage pas.

Au QG du HADEP, dans une petite rue à l'écart, une atmosphère de quasi clandestinité règne encore et les responsables du parti s'étendent plus sur leurs griefs contre l'Etat que sur la politique de conciliation de leur maire.

Et les observateurs à Diyarbakir restent sceptiques sur ses chances de succès. "Il n'y arrivera pas", lâche l'un d'eux.

san/fb/pb eaf

## OCALAN ON TRIAL



# Ocalan's defense re-urges peace for Kurd conflict

**June 17, 1999**

Web posted at: 11:01 p.m. EDT (0301 GMT)

**ANKARA** (Reuters) -- Turkey's captured Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan will repeat in his final defense an offer to end the country's armed Kurdish conflict peacefully, Anatolian news agency said Thursday.

Ocalan's trial, in which he faces the death penalty for treason, adjourned last week to give his defense team time to prepare closing arguments. It is set to reconvene Wednesday.

"(His defense) centers on that what will happen if this conflict is solved with peaceful means and what problems will emerge if not. It is mostly a continuation of his previous defense," the agency quoted his lawyer Mahmut Sakar as saying.

Ocalan has made a courtroom offer to bring down his Kurdistan Workers Party (PKK) guerrill from the mountains if his life is spared. But he has also signaled that his tone could change if sentenced to the gallows.

Turkey refuses any negotiations with the PKK, which it sees as "terrorist." The government say that it is close to defeating the PKK militarily.

The rebel group last week warned of a "total war" if he be executed. Turkey holds Ocalan responsible for more than 29,000 deaths since 1984, when the PKK first took up arms for self-rule in Turkey's mainly Kurdish southeast.

Copyright 1999 Reuters . All rights reserved. This material may not be published, broadcast, rewritten, or redistributed.



**Ocalan's final defense will repeat an offer to end the Kurdish conflict peacefully**

**Yahoo! Actualités**

**vendredi 18 juin 1999, 8h17**

## **Ocalan reste un héros pour de nombreux Kurdes**

DIYARBAKIR (Turquie), 18 juin (AFP) - Alors que le procès du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan entre dans sa phase finale la semaine prochaine, les patrons d'une maison de thé dans une ruelle de Diyarbakir, capitale du sud-est à majorité kurde, sont aussi sûrs du verdict que le reste du pays.

"Je m'attends à un verdict injuste", déclare un vieil homme qui prend le soleil assis sur un petit tabouret devant la maison, entraînant un murmure d'assentiment de ses voisins.

Si l'opinion publique turque est dans sa majorité résolument favorable à la peine de mort pour le chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), rendu responsable des milliers de victimes laissées par la rébellion armée, les sentiments sont à l'opposé à Diyarbakir.

"Nous n'attendons pas de justice", explique Lutfu, un jeune homme de 25 ans. "Mais Ocalan doit vivre. S'ils touchent à lui, nous nous leverons tous pour exprimer notre colère".

A l'instar de la plupart des personnes interrogées dans le labyrinthe de ruelles de la forteresse médiévale de Diyarbakir, Lutfu refuse de donner son nom de famille.

"Tout le monde soutient Ocalan à Diyarbakir", affirme-t-il. "Ce n'est pas seulement lui qu'on juge, mais tout le peuple kurde".

Pour la plupart des Turcs, Ocalan est un terroriste sanguinaire, un "tueur de bébés" instrument de complots fomentés par l'étranger contre la Turquie. Mais à Diyarbakir, le chef du PKK reste un héros.

"Abdullah Ocalan est le chef du peuple kurde", dit Hasan, 42 ans, un barbier dont la boutique à deux sièges fait face à la maison de thé. "Comment voulez-vous que le corps reste tranquille quand vous essayez de couper la tête?"

Pour lui, tout le procès est une injustice à l'égard du peuple kurde.

"S'ils jugent Ocalan pour cette guerre, alors il y a beaucoup de gens au sein de l'Etat turc qui devraient aussi être jugés", estime-t-il.

"Ils parlent de martyrs", enchaîne Adnan, 44 ans, son client, en référence au terme officiel employé pour les soldats tués par le PKK. "Mais dans chaque rue de cette ville, derrière chaque porte, dans chaque famille, nous aussi, nous avons des martyrs".

Hasan et Adnan placent leurs espoirs dans l'Europe.

"La Cour européenne des droits de l'Homme va casser le verdict et empêcher l'exécution", dit Hasan.

"L'Europe doit intervenir", acquiesce Adnan. "C'est ce que nous espérons".

**International**



**Actualités**

**L'actualité**

Le fait qu'Ocalan ait plaidé coupable devant le tribunal et critiqué bon nombre d'actions du PKK ne change rien au point de vue de la plupart des personnes interrogées, qui accusent la presse turque d'avoir déformé ses propos dans ses comptes-rendus.

"Ocalan a bien parlé", dit Lutfu. "Tout ce que nous voulons, c'est vivre comme n'importe qui d'autre dans le monde, en paix, avec nos portes ouvertes".

Mais cela ne risque pas d'arriver, ajoute-t-il. "Ils (l'armée) vont continuer à appliquer la solution militaire" au conflit dans le sud-est, estime-t-il.

Et la plupart affirment qu'ils descendront dans la rue si le chef du PKK devait être exécuté.

"S'ils le tuent, le bilan du conflit va passer de 30.000 à 100.000", dit Lutfu, reprenant une déclaration d'Ocalan à l'ouverture du procès.

"Hommes, femmes et enfants, nous exploserons comme une bombe", dit Adnan. "Pas seulement ici, mais en Allemagne, en Italie, en France, en Angleterre et en Grèce aussi".

san/fb/pb eaf

## Yahoo! Actualités

vendredi 18 juin 1999, 18h31

### Plus de juges militaires dans les cours d'exception en Turquie

International



ANKARA (AP) -- Sous la pression des capitales européennes, le Parlement turc (bien Parlement) a voté par 423 voix contre 40 une révision de la Constitution prévoyant que les juges militaires ne pourront plus siéger dans les tribunaux d'exception du pays.

Cette décision entraîne la révocation du juge militaire de la Cour de sûreté de l'Etat chargée de juger pour trahison le chef séparatiste kurde Abdullah Ocalan. Ce colonel de l'armée turque devrait être remplacé par un magistrat civil à la reprise du procès le 23 juin.

Plusieurs Etats européens organisations de défense des droits de l'homme s'étaient élevés contre la présence d'un juge militaire parmi les trois magistrats de ces tribunaux d'exception. La Cour européenne des droits de l'homme avait pour sa part reconnu l'absence d'indépendance de ces Cours de sûreté.

Le Parti de la gauche démocratique du Premier ministre Bulent Ecevit s'était prononcé pour cette réforme du système judiciaire turc afin de permettre à la Turquie de se conformer aux normes européennes.

Le vote de vendredi a néanmoins été dénoncé comme une "manoeuvre politique" et un "amendement cosmétique" par l'Association des droits de l'homme, basée à Ankara, qui a réclamé l'abolition pure et simple des Cours de sûreté de l'Etat.

Le président de cette association turque, Akin Birdal, a été emprisonné au début du mois pour avoir publiquement appelé à la cessation des hostilités entre l'armée turque et les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la formation d'Abdullah Ocalan, et à l'octroi de droits culturels à la communauté kurde.



# Le Monde

édition électronique

## Irak : les partisans d'un procès contre Saddam Hussein veulent élargir leur mouvement

Mis à jour le samedi 19 juin 1999

APRÈS le président yougoslave, Slobodan Milosevic, le tour du président irakien, Saddam Hussein, viendra-t-il d'être inculqué par un tribunal international pour les crimes qu'il a commis contre son peuple ? C'est en tout cas l'objectif d'Indict (Inculpation), une « campagne internationale visant à l'inculpation des responsables irakiens pour crimes collectifs », lancée en janvier 1997 à Londres par Ann Clwyd, membre de la Chambre des communes, conduite également aux Etats-Unis et que ses organisateurs souhaitent étendre au plus grand nombre possible de pays. Mme Clwyd, ainsi qu'un autre membre du comité exécutif d'Indict, l'ancien ambassadeur américain Peter Woodard Galbraith, sont venus à cet effet à Paris pour tenter de sensibiliser à leur action des parlementaires, des hommes politiques, des juristes, des organisations non gouvernementales, etc.

Parce que l'Irak a été pour le moins occulté par le Kosovo et paradoxalement, grâce en partie à l'affaire kosovare, qui a conduit le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) à inculper Slobodan Milosevic pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, le comité exécutif d'Indict a jugé le moment opportun pour tenter de ratisser large, en Europe notamment, les opinions publiques européennes s'étant remarquablement mobilisées pour le Kosovo. « *La France est un bon terrain. Il y a ici des gens qui ont une longue histoire sur ce sujet, telle Daniele Mitterrand* », présidente de la Fondation France-Libertés, qui, depuis une dizaine d'années, dénonce les abus dont sont victimes les Kurdes, ont déclaré, vendredi 18 juin au *Monde*, Mme Clwyd et M. Galbraith. « *Les Français ont réagi de manière très positive à l'affaire Pinochet, à celles du Kosovo et du Cambodge. Il n'y a pas de raison que l'Irak fasse exception.* »

« DÉLÉGITIMER » LE PRÉSIDENT Bien qu'Indict existe depuis deux ans, qu'elle ait reçu de nombreux témoignages d'appui, Mme Clwyd et M. Galbraith estiment qu'ils sont encore au début du chemin qui garantira un mouvement international en faveur de leur démarche. Indict souhaite que les Nations unies chargent une commission d'enquêter sur les abus du régime irakien.

« *L'inculpation de Saddam Hussein n'est pas une tâche facile* », mais les responsables d'Indict pensent que leur campagne « offre le chaînon essentiel entre le TPIY et la Cour pénale internationale », qui reste à créer. Il faut, d'après eux, séparer gouvernants et gouvernés en Irak, « délégitimer » le président irakien et l'inculper pour « *la répression massive, sans relâche, contre le peuple irakien* » ; tant il est vrai que les violations des droits de l'homme sont antérieures aussi bien à l'invasion du Koweït, qu'à la guerre qui a opposé l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988 et que ces violations perdurent encore aujourd'hui.

Indict vient de bénéficier d'une aide financière américaine de 1 million de dollars (environ autant d'euros), prélevée sur l'enveloppe d'une centaine de millions de dollars que Washington entend consacrer à l'assistance à l'opposition au régime de Bagdad, en vertu de l'Irak Liberation Act, approuvé en novembre 1998 par le président Bill Clinton. Bien que trois représentants de cette opposition soient membres de son comité exécutif - il s'agit d'Ahmad Chalabi, qui fut président du comité exécutif de l'ancien Congrès national irakien, de Latif Rashid, représentant de l'Union patriotique du Kurdistan, et de Hamed El Bayati, délégué du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak - Indict tient à se dissocier des activités politiques de l'opposition.

M. Galbraith, qui entretient de longue date des relations avec l'opposition irakienne et qui fut ambassadeur de son pays en Croatie, estime que les exactions des régimes irakien et yougoslave soutiennent la comparaison : destruction systématique de villages et de petites villes, élimination de tous les emblèmes et institutions culturelles distinctifs des minorités, meurtres et recours à la terreur d'Etat. L'Irak, de surcroît, n'a pas hésité devant l'utilisation d'armes chimiques contre ses populations. Au point que M. Galbraith ne craint pas de parler, à propos du régime de Bagdad, de crimes de

guerre, crimes contre l'humanité, et génocide (200 000 Kurdes, sur une population de 3 à 4 millions, ont été tués entre 1987 et 1990, affirme-t-il à titre d'exemple).

**TÉMOIGNAGES** Les preuves et les témoignages ne manquent pas pour incriminer le régime irakien. Dès 1991, les Kurdes ont saisi dans les bureaux de l'administration officielle irakienne, dans le nord du pays, une quantité impressionnante de documents - 14 tonnes. Transférée aux Etats-Unis pour en garantir la pérennité, cette documentation, à laquelle 4 autres tonnes ont été ajoutées en 1993, est aujourd'hui archivée, indexée sur CD-Rom et accessible aux chercheurs. Elle contiendrait, entre autres, des preuves irréfutables sur les exactions visant les Kurdes, assimilables à une véritable stratégie d'élimination.

Quant aux violations des droits de l'homme dans le sud chiïte de l'Irak, les rapports établis par Max Van der Stoel, rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'homme en Irak, sont éloquentes. Un éventuel tribunal *ad hoc* pour juger Saddam Hussein pourra aussi se baser, indique Indict, sur les témoignages de survivants, et les enquêtes des ONG. Les chefs d'accusation incluraient les invasions de l'Iran et du Koweït, l'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes et l'Iran, « la campagne de génocide contre les Kurdes connue sous le nom d'Anfal », la répression des citoyens par dizaines de milliers, les assassinats politiques, les enlèvements, les détentions...

Mouna Naïm

### Récit vécu d'une tragédie

*Au printemps kurde*, qui vient de paraître aux éditions Ramsay, aurait pu se lire comme un roman, s'il n'était le récit de l'histoire vraie, souvent tragique, des Kurdes d'Irak depuis le début des années 70. Une histoire racontée par Ahmed Bamarni, représentant à Bruxelles de l'Union patriotique du Kurdistan - avec la collaboration de Marie-Michèle Martinet -, et, surtout, par des survivants ou des témoins de la guerre menée par le régime de Bagdad contre la communauté kurde. C'est ce « vécu » qui fait l'originalité de l'ouvrage. Ici, la destruction systématique des villes et villages kurdes, la déportation des populations, leur élimination physique, mais aussi les « erreurs » commises par les chefs kurdes, ne sont pas des concepts froids. L'exode des Kurdes, après la répression de leur soulèvement en 1991, leur a fait gagner la sympathie internationale, mais leur problème n'est pas davantage réglé que celui de l'ensemble du peuple irakien.

*Au printemps kurde*, d'Ahmed Bamarni. Ed. Ramsay. 308 p., 139 francs.

Le Monde daté du dimanche 20 juin 1999



## Britain urges commuting Ocalan death sentence

June 29, 1999  
Web posted at: 4:52 a.m. EST (0952 GMT)

LONDON (Reuters) -- Britain is seeking a statement from the European Union on Tuesday urging Turkey to commute the death sentence on guerrilla leader Abdullah Ocalan to a prison term, a Foreign Office spokesman said.

"We will continue to urge the Turkish authorities to commute any death sentences," a Foreign Office spokesman said. "We will be working within the European Union for some sort of statement along those lines today."

Ocalan, seized by Turkish special forces in Kenya four months ago, was sentenced to hang by a Turkish court on Tuesday. The sentence will be appealed.

But he added that Britain and the European Union "consistently opposes the use of capital punishment under any circumstances."

The verdict came 25 minutes after Ocalan had delivered his last declaration from a bullet-proof glass box in the Imrali Island courtroom.

LE QUOTIDIEN  
LIBERATION.COM

## Saddam sous la menace d'une inculpation

Une campagne réclame la création d'un tribunal international pour l'Irak.

Par MARC SEMO

Le samedi 19 et dimanche 20 juin 1999

Saddam Hussein répondant de ses crimes devant une Cour de justice internationale: pour le moment, c'est encore une utopie, mais la pression s'accroît. L'inculpation de Slobodan Milosevic pour crime de guerre et crime contre l'humanité par le Tribunal pénal international de La Haye, première mise en accusation d'un chef d'Etat en exercice, a créé un précédent. *«Le nettoyage ethnique par des déportations systématiques et des massacres a été le fondement de la mise en accusation contre le président yougoslave, or Saddam Hussein a fait bien pire au nord de l'Irak, utilisant délibérément les armes chimiques contre les populations kurdes»*, souligne Peter Galbraith, ancien ambassadeur américain en Croatie, désormais engagé dans la campagne pour une inculpation pour crimes collectifs des responsables irakiens, à commencer par le dictateur de Bagdad. Il était hier à Paris pour convaincre les autorités françaises de reprendre à leur compte, après Londres et Washington, la bataille pour une cour internationale pour l'Irak. *«Paris a dit clairement qu'une impunité de Milosevic n'était pas négociable. Il doit en être de même aussi pour Saddam Hussein»*, souligne l'ancien diplomate américain.

Le comité Indict, créé en janvier 1997 à Londres, notamment à l'initiative de la députée travailliste Ann Clwyd, avait reçu le soutien de personnalités de premier plan, dont Tony Blair, alors encore dans l'opposition. Cette campagne de sensibilisation des opinions publiques pour faire pression sur leurs gouvernements est montée en puissance depuis l'hiver dernier, quand le Congrès américain, décidé à utiliser les grands moyens pour renverser Saddam, débloqua 97 millions de dollars de crédit pour aider l'opposition irakienne.

Un jugement de Saddam implique la création par le Conseil de sécurité d'un tribunal international *ad hoc*, semblable à ceux créés en 1993 et 1994 pour les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda. Les preuves à même de justifier une inculpation pour crime contre l'humanité sont légion. Il y a l'emploi d'armes chimiques comme à Halabja en 1988 (voir ci-dessous). Il y a aussi 14 tonnes d'archives de la police politique irakienne saisies lors de la grande révolte au Kurdistan d'Irak du printemps 1991 et, depuis, mises à l'abri aux Etats-Unis. On y trouve des ordres de déplacements de populations, des procès-verbaux d'interrogatoires et des bandes vidéo de tortures ou d'exécutions enregistrées par les bourreaux pour prouver leur zèle à Bagdad.

Peter Galbraith est convaincu que dans l'ex-Yougoslavie comme en Irak la justice est une nécessité pour la réconciliation: *«Des crimes horribles ont été commis, et si leurs auteurs ne sont pas punis, c'est toute la communauté qui est tenue pour responsable. Si l'on veut maintenir l'unité de l'Irak, il faut enclencher ce processus»*.



LE QUOTIDIEN  
LIBERATION.COM

## A Halabja, onze ans plus tard, les armes chimiques tuent encore

Dans cette cité kurde, bombardée par Saddam en 1988, les enfants naissent malformés.

Par PIERRE HAZAN

Genève de notre correspondant

«Les habitants souffrent de cancers de la peau, de problèmes respiratoires et neurologiques, la mortalité infantile augmente.»

Christine Gosden,  
médecin.

Le 16 mars 1988, des mirages et des Mig irakiens larguent des bombes chimiques et biologiques sur la ville de Halabja, à l'extrémité sud du Kurdistan irakien. Cette cité de 80 000 habitants qui jouxte la frontière iranienne vient de tomber aux mains des maquisards de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Bilan immédiat du gazage: 5 000 hommes, femmes et enfants sont aussitôt tués par le cocktail d'armes chimiques et biologiques et 250 000 civils directement contaminés. En dépit de la violation manifeste de la convention de Genève de 1925 sur l'interdiction des gaz de combat, et du crime contre l'humanité qui a été commis, jamais Saddam Hussein ni les dizaines de sociétés occidentales qui l'ont aidé à produire ce cocktail de gaz mortels - gaz moutarde, sarin, tabun, VX... - n'ont été poursuivis à ce jour.

**Mutation génétique.** Depuis, onze années ont passé. Pour la première fois, un médecin occidental est parvenu en 1998 à se rendre à Halabja pour évaluer les conséquences à long terme de la plus grande attaque jamais perpétrée avec de telles armes sur une population civile. Christine Gosden, spécialiste en malformations génétiques, a livré les premières conclusions de son étude à la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, après avoir témoigné devant le Sénat américain. *«Les gaz font l'effet d'une bombe à retardement qui aujourd'hui commence à exploser»*, dit-elle. *«Cancers de la peau particulièrement agressifs qui entraînent souvent une mort rapide, problèmes respiratoires, problèmes de cécité, système neurologique dérégulé, mutation génétique chez les nouveau-nés, mortalité infantile de plus en plus élevée due à des leucémies et des lymphopénies ainsi qu'à des dysfonctionnements du cœur, un pourcentage de cancers et de fausses couches quatre fois plus élevé que la ville voisine...»*, énumère-t-elle.

**Obstacles.** Les images ramenées par l'équipe de télévision britannique qui a accompagnée Christine Gosden témoignent de ces vies cassées. On y voit un enfant de 9 ans paralysé, la colonne vertébrale déformée, sa mère devenue aveugle, des bébés ont le visage déformé au point de naître sans palais, des enfants et des adolescents souffrent de déficiences mentales, beaucoup de femmes sont devenues stériles, des hommes exhibent leur peau attaquée et des membres déformés... L'immense majorité des 250 000 victimes des gazages, dont 30 000 à 40 000 sévèrement atteintes, n'a jamais reçu de soins. Le régime irakien dresse tous les obstacles possibles pour dissuader ceux qui veulent se rendre à Halabja. Christine Gosden a reçu de nombreuses menaces.

Le jour où elle s'est rendue à la maternité d'Halabja, trois femmes ont fait des fausses couches. Aucune n'a pu récemment donner naissance à un bébé sans problème. *«Aucun traitement chimiothérapeutique ni radiothérapeutique n'existe dans la région. Le système de santé est embryonnaire. Les médicaments sont rares et de toute manière trop chers pour des gens qui n'ont plus rien. Aucune aide internationale n'est jamais arrivée ici. Les maisons ne sont même pas reconstruites. La terre et l'eau sont polluées par les gaz. Les docteurs n'ont que des stéthoscopes. Que voulez-vous qu'ils fassent ?»*

**Hiroshima.** Selon le docteur Gosden, les armes chimiques et biologiques ont des effets comparables à ceux de la bombe atomique de Hiroshima sur les habitants qui vivaient à un ou deux kilomètres de l'impact : « *Onze ans après l'attaque sur Halabja, les gens souffrent d'un large spectre de problèmes, tous sont la conséquence des dommages causés à l'ADN.* » Averties de la venue d'un spécialiste, 700 personnes de Halabja se sont rendues à l'hôpital. 495 souffraient d'au moins deux problèmes de santé graves. S'ajoutent les conséquences neuropsychiatriques visibles « *à chaque coin de rue* » : dépressions graves, tentatives de suicide, les chirurgiens devant fréquemment extraire les balles de ceux qui se sont manqués...

Pour Christine Gosden, une aide immédiate est nécessaire, avec des spécialistes - notamment des chirurgiens spécialisés en pédiatrie -, accompagnée d'un envoi d'équipements médicaux et de médicaments. L'institut kurde basé à Washington avec lequel elle collabore estime qu'il faudrait un total de 200 millions de dollars répartis sur cinq ans pour venir en aide aux victimes. Mais Christine Gosden ne se fait pas d'illusions : « *Il faut briser le mur de l'indifférence de la communauté internationale qui reste tellement épais.* »

---

© Dernières Nouvelles D'Alsace, Mardi 22 Juin 1999.

---

## Droits de l'homme : la Cour débordée

La Cour européenne des droits de l'Homme croule sous le nombre des requêtes qui s'est accru de 25% au premier semestre 1999 par rapport à la même période de 1998 pour atteindre 10 217 dossiers provisoires, qui s'ajoutent au lourd héritage de l'ancienne Cour.

En présentant les premières statistiques semestrielles de la Cour, qui siège de façon permanente depuis six mois, le président de la Cour, Luzius Wildhaber (Suisse) a souligné que « l'augmentation constante du nombre des requêtes dont est saisie la Cour accentue la pression sur le nouveau système ».

« Aujourd'hui, nous devons faire face à près de 10.000 affaires enregistrées, plus de 47.000 dossiers provisoires et quelque 700 lettres ainsi que 200 appels téléphoniques de l'étranger par jour », a-t-il indiqué.

« Le volume de travail est déjà décourageant, mais il va tenir de la gageure notamment avec les requêtes provenant des pays » de l'ancien bloc communiste, a ajouté le président.

D'après ce premier bilan, c'est la **Turquie** qui a suscité le plus grand nombre de requêtes enregistrées (2 115 sur un total de 10 000), suivie par l'Italie (1 472), la Pologne (943), le Royaume-Uni (706) et la France (667).

Le plus grand nombre de dossiers provisoires (dont un tiers seulement seront enregistrés) concerne l'Italie (8 273), la France (7 767), la Pologne (5 816) et l'Allemagne (4 750). La **Turquie** en compte 760.

---

---

20 June, 1999, Turkish Daily News

---

## Ocalan trial will be concluded by civilianized DGM

- The Parliament is expected to handle the law on DGMs early this week and amend the law to conform with the amendment made in the Constitution
- 

AYLA GANIOGLU

Ankara - Turkish Daily News

Civilianization of the State Security Courts (DGMs) of Turkey, that have been on the agenda of the country ever since these courts were established in 1984 to replace the martial law courts, was accomplished within five days by the Turkish Parliament because of the trial of the country's number-one public enemy, Abdullah Ocalan, on the high security prison island of Imrali.

Thus, the trial of Kurdistan Workers' Party (PKK) chieftain Ocalan has helped Turkey to achieve a major democratization goal. Legislators voted 423 to 40 to amend two articles of the constitution and withdraw military judges from all State Security Courts. A two-thirds majority (367 vote) is required to amend the constitution, which was written following the 1980 military coup. The reform was immediately endorsed by President Suleyman Demirel. The Nationalist Motherleft coalition government of Prime Minister Ecevit enjoys a 350-seat parliamentary strength. The outcome of the vote for constitutional amendment reflected that the ruling parties have managed to establish a consensus on the issue with the opposition parties as well. The constitutional amendment was the first legislation by the Turkish Parliament after the April 18 elections. With the amendment in the constitution the Parliament has opened the way for structural reforms in the composition of the DGMs. Parliament is expected to handle the law on the establishment of the DGMs early this week and complete the structural reform in the DGMs. The State Security Courts were set up in 1984 and replaced martial law courts that had heard cases affecting national security. One military officer sat on each security court tribunal. The security courts concentrated on cases in which the unity or security of the state was deemed to have been threatened. They provided for quicker trials than Turkey's often backlogged civil court system. Many of the officers on the courts were security experts.

Justice Minister Hikmet Sami Turk disclosed that the government would submit the draft amending the law on the establishment of the DGMs to Parliament early this week. He said the draft would have three articles. Although the minister was tight-lipped about the contents of the draft the government would submit to the Parliament, political sources close to the government told the Turkish Daily News that the demand of the Islamist Virtue Party (FP) to remove crimes covered by Article 312 of the Penal Code from the jurisdiction of the DGMs would not be among the changes the Ecevit-led coalition demand to be made in the law.

Amendment of Article 312 of the Penal Code, that prohibits exploitation of religion for political purposes, has been one of the key demands of the FP. According to government sources, the draft amending the law on the establishment of the DGMs was expected to be discussed by the Constitutional and Justice Commission of Parliament on Monday and legislated by the Parliament on Tuesday; before the resumption of the trial of Ocalan on June 23. If the amendment in the law on the establishment of the DGMs could be completed before the June 23 resumption of the Ocalan trial, when the trial of the separatist chieftain resumes the military member of the three-judge panel of the court will be replaced by a civilian judge who has been attending the court sessions as alternate judge ever since the trial started on May 31.

The presence of the military judge on the three-judge panel of the DGMs have been a source of criticism from European Court of Human Rights and human rights groups. European states and human rights groups have been claiming that the presence of a military judge on the three-member panels raises questions as to the impartiality and independence of the courts. Last year, the Strasbourg-based European Court of Human Rights ruled that the courts could be "unduly influenced" by the military and has pressured Turkey to reform them. Prime Minister Ecevit's Democratic Left Party (DSP) and its coalition partners the Nationalist Movement Party (MHP) and the Motherland Party (ANAP) strongly backed Friday's vote, saying that Turkey must reform its court system to reach European standards. But the vote may not be enough to deflect European criticisms of the trial. Critics repeatedly have complained that Ocalan has only been allowed to speak with his lawyers in the presence of soldiers wearing black ski masks.

As part of the State Security Court system, defendants can be held in detention for up to seven days without access to a lawyer. Not everyone were happy in Turkey with the amendment made in the Constitution. The chief prosecutor of the Ankara State Security Court, Nuh Mete Yuksel, called the removal of the military officers a "great loss for Turkey." "They should not have been separated from the security courts," he said. "I do not approve of the change." The Ankara-based Human Rights Association, on the other hand, dismissed the reform in the structure of the DGMs as a "political maneuver." "The courts need to be abolished, the amendment is just cosmetic," said Nazmi Gur, acting head of the rights group. The group's president, Akin Birdal, is currently serving a prison term for calling for an end to the "Kurdish problem" and more cultural rights for Kurds.

## **Iraqi Kurdish talks continue; still hopeful but exhausting**

HARUN KAZAZ

JUNE 21, 1999

Washington - Turkish Daily News

After another long day of meetings at the U.S. State Department on Saturday, two Iraqi Kurdish groups, the Kurdish Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), indicated that the talks would continue on Monday to reach some kind of understanding. Refusing to predict how Monday's and the overall Washington meetings that started last week might end, the groups said that they are still working hard to iron out their differences on a number of serious issues and are moving along.

While political observers are expecting some kind of public statement to the media, they indicate that it is doubtful that any kind of official document will be produced and signed after this round of talks. Sources familiar with the meetings stated that it appeared that the purpose of the talks was to jump-start the badly needed internal negotiation process between the two groups in order to lay the groundwork for the implementation of the Washington accord signed last year. One source indicated that the outcome of these talks will be a road map for the implementation of the Washington accord.

Turkish Daily News sources indicated that the atmosphere of the Saturday meetings was somewhat less stressful but still very businesslike, serious and exhausting. Saturday's talks could be labeled as a day of "a lot of progress," while a number of differences of opinion still remain. The United States, which is playing a facilitator role in the KDP and PUK meetings, gave the parties a five-item package to work on during the Saturday session. While issues relating to the regional administration's parliament were the center of focus, the agenda items again included security, revenue-sharing, the exchange of officers, the parliament's makeup and how to have a joint session in the parliament to create an interim regional government as a part of the Kurdish reconciliation process. TDN sources confirmed that agreement was reached on most of the items but added that the text of some points still needs to be clarified. Target dates were also among the points that the two parties still have to work out on Monday. Among the issues that still need to be worked out is the elections issue.

One observer pointed out that after the complete reconciliation of Kurdish groups, in order to make the Iraqi opposition policy of the U.S. work, they will have to witness a Kurdish-Iraqi opposition reconciliation as well as Arab-to-Arab reconciliation.

الثلاثاء ٢٢ حزيران (يونيو) ١٩٩٩ الموافق ٩ ربيع الاول ١٤٢٠هـ/ العدد ١٣٢٥٤

AL HAYAT TUESDAY 22 JUNE, 1999 ISSUE NO 13254

ALHAYAT الحياة

بغداد تطالب ببحث أربع مسائل... وتعلن انها غير معنية بما لم تستشر به

# العراق : المشروع البريطاني سي طرح على مجلس الأمن

□ نيويورك - راغدة درغام

«الحياة» ان العراق «لم يستشر» في شأن مشاريع القرارات الثلاثة، البريطانية - الهولندية، والفرنسية، والروسية - الصينية - الفرنسية، «ولا نعتقد بناء على ما تسرب الينا من معلومات، ان اياً منها يستجيب للمتطلبات الواردة في قرارات مجلس الأمن». وتابع: «المسألة ليست من قدم المشروع، وانما ما هو مضمون المشروع، ومعظم ما هو مطروح الآن محاولات تسويق وإطالة».

وصرح مندوب العراق لدى الأمم المتحدة السفير سعيد حسن الموسوي ان العراق «غير معني بأي مشاريع أو أفكار لم يستشر بشأنها». وعرض الموسوي اربع نقاط تطالب بغداد مجلس الأمن والأمين العام للأمم المتحدة بالتعاطي معها، وقال انها ليست شروطاً مسبقة «فنحن لا نفرض الشروط المسبقة على مجلس الأمن انما في الوقت نفسه لن نتنازل عن حقوقنا المشروعة». وأكد السفير العراقي في تصريحات الى

توقعت اوساط دبلوماسية بريطانية ان يُطرح مشروع القرار البريطاني - الهولندي المتعلق بالعراق امام مجلس الأمن بصورة رسمية مطلع هذا الاسبوع، ربما اليوم الثلاثاء، فيما استعداد سفراء الدول الخمس دائمة العضوية في مجلس الأمن للاجتماع مساء امس الاثنين بحثاً عن قاعدة مشتركة في مشاريع القرارات المتباعدة.

من خلال توقيع الرئيس الاميركي على ما يسمى بقانون تحرير العراق»، وهذا يتناقض مع قرارات مجلس الأمن. وأضاف الموسوي «اذا أراد مجلس الأمن ان يتعاطي مع موضوع العراق، فعلياً ان يبدأ بهذه الأمور ويحدد مواقفه منها». وشدد على ان موقف العراق هو ان عملية نزع السلاح استكملت «والمطلوب الآن رفع العقوبات».

واستمر اختلاف الولايات المتحدة وبريطانيا وفرنسا وروسيا والصين على منطقتي مشاريع القرارات المطروحة بين الدول الخمس. واعترفت الدبلوماسية البريطانية بأن روسيا وفرنسا والصين لا تزال غير مستعدة للتعامل مع المشروع البريطاني - الهولندي كقاعدة لمشروع قرار. وأشارت الى ان طرح المشروع امام مجلس الأمن لبحثه في جلسة مشاورات مغلقة هو الخطوة التالية من دون الاندفاع الفوري لطرح مشروع القرار الى التصويت في هذه المرحلة.

وقال الموسوي «ان العراق ليس على اطلاع دقيق وواف على ما يجري داخل المشاورات المغلقة للدول الخمس، والعراق اعلن بوضوح وصراحة انه غير معني بأي مشاريع أو أفكار لم يستشر بشأنها ولم يؤخذ رايه فيها».

وتابع: «اذا أراد مجلس الأمن ان يعالج موضوع العراق بموضوعية وإنصاف وعدل والتزام دقيق بمبادئ الميثاق وقراراته ذاتها، عليه ان يتخذ موقفاً من اربع نقاط رئيسية هي: اولاً، ان مجلس الأمن «كمؤسسة لم يتخذ اي موقف تجاه العدوان العسكري الاميركي - البريطاني» الذي ادى الى «استشهاد مئات المدنيين العراقيين وتدمير البنى التحتية المدنية. وإذا أراد ان يطبق المجلس الآن المعايير الصحيحة، يجب ان تدفع الولايات المتحدة الثمن السياسي والمادي لهذا العدوان».

ثانياً، على مجلس الأمن ان «ينشئ» على الأقل، لجنة تحقيق للتحقق مما اذا كانت اللجنة الخاصة «المكلفة ازالة الاسلحة العراقية المحظورة (اونسكوم)، تتجسس حقاً على العراق ام لا، لأن في المسألة خطورة كبيرة، ليس فقط على أمن العراق بل على صدقية الأمم المتحدة ككل». كذلك، حسب السفير العراقي، «فان الأمين العام مطالب بأن يتحقق من الاعترافات بالتجسس ويعطي للمجتمع الدولي صورة حقيقية عن هذا الموضوع. وكل هذا مع الأسف لم يتم بل ان البعض اكتفى فقط بالتضحية برأس ريتشارد نيتلر» الرئيس التنفيذي للجنة «اونسكوم».

ثالثاً، «على مجلس الأمن ان يسأل نفسه: هل الطلعات الجوية الاميركية والبريطانية فوق العراق واستخدام القوة العسكرية لفرض مناطق حظر الطيران مصرح بها منه ام لا. واذا لم يكن مصرحاً بها فهل يجوز لدولة او دولتين ان تستخدموا القوة العسكرية بشكل مستمر ومنذ ١٩٩١ ضد دولة مستقلة؟»

ورابعاً، يوجد مبدأ اساسي في ميثاق الامم المتحدة، وهو مبدأ عدم التدخل في الشؤون الداخلية «والولايات المتحدة داست على هذا المبدأ

## Ocalan trial 'fair' says Council of Europe

June 21, 1999  
Web posted at 6:53 PM EDT (2253 GMT)



STRASBOURG, France (Reuters) -- The trial in Turkey of Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan is being carried out fairly, a report for the Council of Europe said Monday.

Ocalan has been charged with treason and mass murder and is being tried at a top security prison island.

"The procedure used in the trial is correct and conforms with applicable Turkish law," said the report, which was presented to the Council of Europe parliamentary assembly.

The Council, a 40-nation association set up after World War II to foster democracy and human rights across Europe, has been closely monitoring Turkey's treatment of Ocalan since he was seized in Kenya in February.

"The trial is fair," said Andras Barsony, one of seven Council representatives who has followed the trial.

He added that he was very satisfied by a decision last week to remove a military judge from the trial panel.

However, the report warned that the Council would be "seriously" worried if Ocalan were condemned to death.

Ocalan is accused of spearheading a 14-year armed campaign for Kurdish self-rule in southeast Turkey, in which 29,000 people have died. Prosecutors have demanded the death sentence for Ocalan.

The trial adjourned two weeks ago and is due to reconvene on June 23 for the defense summing up. Ocalan founded and headed the Kurdistan Workers Party rebel group until he was captured in Kenya earlier this year.

Copyright 1999 Reuters

Reuters Photo Wednesday 30 June 1999



BERLIN (Reuters) - A young ethnic Kurdish boy flashes the victory sign in front of a portrait of Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan as Kurdish supporters of Kurdistan Workers' Party took part in a protest rally in front of the U.S. embassy in Berlin Wednesday. Several hundred ethnic Kurds gathered to protest against the verdict of Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, who was sentenced to death by a Turkish court on Tuesday. Photo by Fabrizio Bensch



jeudi 24 juin 1999, 19h20

## Verdict attendu mardi pour Ocalan, ses avocats plaident la clémence

IMRALI (Turquie), 24 juin (AFP) - Le verdict dans le procès du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, jugé pour trahison et séparatisme, est attendu mardi, et ses défenseurs ont lancé jeudi un ultime appel à la clémence lors de leur plaidoirie devant la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara.

Le président de la Cour Turgur Okyay a indiqué que le chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) aurait encore la parole pour une dernière intervention à la prochaine audience mardi sur l'île prison d'Imrali (ouest), selon une correspondante de l'AFP. Le verdict est attendu le même jour.

Dans leur plaidoirie lors de la 8-ème audience, les défenseurs d'Ocalan ont contesté l'accusation de trahison portée par le parquet et estimé que leur client ne pouvait être condamné à mort au terme de la loi turque.

Me Kemal Bilginc a souligné que l'article 125 du code pénal, au terme duquel Ocalan est jugé pour trahison et séparatisme, demandait la preuve d'une implication directe dans des attaques armées contre l'Etat turc.

Comme il n'a jamais participé à ces attaques lui-même, le chef rebelle doit être jugé au terme de l'article 168 sur la formation de bande armée, qui prévoit 15 ans de prison minimum, a fait valoir l'avocat.

L'article 125 prévoit, lui, la peine de mort.

L'avocat a également demandé à la Cour d'appliquer l'article 59 du code pénal qui permet de commuer une peine de mort en prison à perpétuité si l'accusé se repent, quel que soit le verdict.

Ocalan a exprimé ses regrets à plusieurs reprises, lors du procès, pour les actes du PKK et s'est excusé auprès des familles des victimes de sa rébellion.

Contestant le parquet, qui a mis en doute la sincérité du repentir d'Ocalan et ses appels à la paix, Me Bilginc, dans un ultime effort pour sauver son client, a produit une interview donnée par le chef du PKK en 1997, dans laquelle il exprimait des vues similaires.

La défense a enfin appelé la Cour à "saisir une chance historique et à ouvrir la porte à la paix" dans le sud-est à majorité kurde, théâtre depuis 1984 de la rébellion du PKK, en épargnant la vie d'Ocalan.

"Nous ne le demandons pas seulement pour notre client et nous-mêmes, mais aussi pour les millions de gens qui attendent ce verdict, en fait, toute l'humanité", a souligné M. Bilginc.

Le PKK, qui a soutenu l'appel de son leader à la réconciliation, a menacé d'intensifier sa lutte s'il est pendu.

Ocalan, interrogé par la Cour, a dit qu'il n'avait aucun commentaire à ajouter aux déclarations de ses avocats.

"J'ai tout dit dans ma propre défense", a-t-il ajouté en allusion à son intervention de la veille.

Mercredi, il avait réitéré son appel à la paix et mis en garde contre une "guerre de Cent ans" s'il n'est pas entendu.

Il a hoché plusieurs fois la tête lorsque ses défenseurs se sont relayés pour lire une partie de leur argumentaire de 350 pages, retraçant l'histoire de la rébellion kurde sur 4.000 ans.

Si Ocalan est condamné à mort comme la plupart des observateurs le prévoient, ses avocats feront immédiatement appel.

Une fois confirmé par la Cour de cassation, le verdict devrait encore être ratifié par le parlement, qui a le dernier mot.

La Turquie n'a exécuté aucun condamné à mort depuis 1984, le parlement ayant refusé de se prononcer.

Le procès, ouvert le 31 mai, avait repris mercredi après une pause de 15 jours accordée à la défense pour qu'elle se prépare.

san/fb/pp eaf



mercredi 23 juin 1999, 19h03

## Abdullah Ocalan met en garde contre une "guerre de 100 ans"

IMRALI (Turquie), 23 juin (AFP) - Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), Abdullah Ocalan, a souligné mercredi que la rébellion de son organisation durerait "une centaine d'années" si l'Etat turc reste "insensible" à son appel à une solution pacifique du conflit kurde.

"Nous voulons être compris par l'Etat démocratique (turc). S'il reste insensible à mon appel, la lutte du PKK pourrait encore durer une centaine d'années avec l'aide de pays étrangers", a déclaré le chef rebelle kurde à la 7ème audience de son procès sur l'île prison d'Imrali (ouest), prenant la parole pour sa défense.

Ocalan est jugé pour trahison et atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie et est passible de la peine capitale.

Le procès devant la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara a repris avec trois juges civils. Le juge militaire, le colonel Abdulkadir Davarcioglu, a été remplacé par le juge suppléant civil Mehmet Maras après l'adoption par le parlement turc vendredi d'un amendement constitutionnel qui supprime le membre militaire des DGM, en réponse aux critiques européennes.

Lisant une défense de 23 pages, Ocalan a précisé que le PKK disposait d'importantes infrastructures dans tous les pays du Proche-Orient, dans les ex-républiques soviétiques et en Europe.

"Tous les moyens existent dans ces pays pour des actions de toute sorte", a-t-il poursuivi sans donner de détails.

Le procès avait été interrompu le 8 juin pour 15 jours, afin de laisser le temps à la défense de se préparer. Les procureurs avaient alors requis la peine de mort, contestant la sincérité des appels à la paix du chef kurde.

"Poursuivre la lutte actuelle à tout prix dépasse notre objectif. Les moyens que nous avons employés pour atteindre notre objectif ne sont plus utiles. Ce conflit n'a plus de raison d'être", a dit Abdullah Ocalan.

Le chef du PKK a ainsi appelé son organisation à déposer les armes, ajoutant que "la rébellion du PKK doit être la dernière".

Il a demandé au gouvernement d'autoriser la population kurde de Turquie à avoir des chaînes de télévision et de radio en langue kurde. "Cela nous conduira vers une plus grande unité et un plus grand Etat", a-t-il dit.

Ocalan a réaffirmé qu'il "assumait la responsabilité des activités du PKK", comme il l'avait fait à l'ouverture du procès le 31 mai.

La rébellion du PKK a été lancée en 1984 dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde en vue de créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait 31.000 morts.

Le chef du PKK s'est exprimé pendant plus de deux heures avant que ses avocats ne commencent à plaider.

Niyazi Bulgan, l'un d'eux, a demandé la remise en liberté de son client, affirmant qu'il avait été amené en Turquie "dans des conditions extrêmement obscures après avoir été capturé au Kenya en violation du droit international".

Ocalan a été capturé le 15 février à Nairobi après un séjour à la résidence de l'ambassadeur de Grèce et amené le lendemain en Turquie par des agents turcs.

Il a mis en garde contre une condamnation à mort de son client, soulignant que la peine de mort avait été abolie dans presque tous les pays d'Europe et "n'est plus considérée comme civilisée".

Me Bulgan a dénoncé l'isolement "total" d'Ocalan, indiquant qu'il était détenu dans une cellule de 10 m2 sans aucun lien avec l'extérieur si ce n'est un poste de radio ne permettant de capter qu'une chaîne FM de la radio et télévision turque (TRT).

Le procès se poursuivra jeudi avec la poursuite du plaidoyer de la défense.

Le verdict devrait intervenir dans les jours suivants.

BA/hc tf



mercredi 23 juin 1999, 18h29

REUTERS

## Turquie - Öcalan demande que la langue kurde soit autorisée

Par *Ufuk Utkan*

MUDANYA, Turquie, 23 juin - A la reprise de son procès, Abdullah Öcalan a estimé mercredi que les autorités turques pouvaient mettre un terme à l'insurrection dans le Sud-Est anatolien en autorisant l'usage de la langue kurde.

Le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) risque la peine de mort par pendaison pour séparatisme et haute trahison.

Le verdict est attendu d'ici la fin du mois sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, où le procès, qui a débuté le 31 mai, a repris après deux semaines d'ajournement.

Le dirigeant kurde, enlevé en février dans des conditions rocambolesques au Kenya par les services secrets turcs, a également invité Ankara à lever les restrictions frappant l'usage du kurde à l'école et dans l'audiovisuel.

"Même le plus petit obstacle peut déclencher semblables soulèvements", a-t-il dit à ses juges, rapporte l'agence anatolienne de presse qui dispose d'un correspondant accrédité à Imrali. "Le plus important d'entre eux est l'interdiction touchant à la langue, qui a provoqué cette insurrection".

L'usage du kurde est banni en Turquie dans les écoles et à la radio. La législation limite aussi l'expression politique de la minorité kurde par le biais de textes interdisant l'incitation à la haine sur une base ethnique.

Et jusqu'à une date récente, les autorités turques allaient jusqu'à nier l'existence légale des Kurdes en tant que minorité nationale.

---

Plus de juge militaire

---

Pour le prévenu, "la voie menant à une solution passe par la mise en valeur du kurde en tant que véhicule linguistique entre individus et à la télévision".

Öcalan a aussi réfuté la thèse d'Ankara voulant que la levée de ces restrictions serait contraire au principe d'égalité de tous les citoyens et conduirait à la création, inacceptable aux yeux des autorités turques, d'un Etat séparé kurde dans le Sud-Est anatolien.

"Ce n'est pas un rêve (...) Les différences de langue et de culture doivent être cultivées sans complexe dans le cadre d'un Etat unitaire. Cela raffermirait l'unité du pays et ferait de la Turquie un grand Etat", a souligné Öcalan.

Lors des audiences précédentes, le chef du PKK avait proposé à ses geôliers d'oeuvrer en faveur d'un règlement du conflit en échange de la vie sauve. Mais son offre était assortie de menaces de nouvelles violences en cas de rejet.

Interrogé par le quotidien italien La Repubblica par l'intermédiaire de ses avocats, Öcalan réitère d'ailleurs ses menaces. "En cas de peine de mort, les conséquences seraient négatives et beaucoup de sang coulera", prévient-il.

Les dirigeants du PKK en liberté ont fait savoir qu'ils approuvaient la prise de position de leur chef emprisonné et

mis à leur tour en garde contre les risques de nouvelles des violences en cas de rejet de son offre.

Cinq jours avant la reprise des audiences, le Parlement a adopté un amendement constitutionnel transformant la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) en tribunal civil pour faire taire les critiques de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Le troisième juge, un militaire, a donc été remplacé mercredi à Imrali par un magistrat civil qui, à titre de suppléant, avait suivi tous les débats depuis le début.  
/JLF

24 June, 1999, Copyright © Turkish Daily News

---

## MGK vows enhanced struggle against anti-secularists

---

Ankara- Turkish Daily News

Amid the ongoing controversy over religious leader Fethullah Gulen, the National Security Council (MGK) declared on Wednesday that the struggle against anti-secularist movements would continue and that the "strategic" aspects of this struggle would be enhanced.

In a five-point statement, the MGK said that "in light of the recent development," the measures taken against secularism would be enhanced and the state would make no concessions against reactionary groups and adversaries of the regime.

The statement said that the "strategic aspect" of this struggle would be strengthened and that the necessary legislation for that should be speedily adopted.

The meeting brought together military and civilian leaders, who are reportedly divided on the nature of Gulen's activities.

Unconfirmed reports say that numerous military briefings and files on Gulen's alleged undercover preparations to destroy the secularist system have failed to convince past governments, in particular that of current Prime Minister Bulent Ecevit, that Gulen and his followers constitute a threat to the system.

All incumbent civilian leaders, including the president, maintained warm relations with Gulen in the past, while the military kept him at arm's length.

The MGK declaration also said that the struggle against organized crime and terrorism would continue in a robust manner.

It also said that the MGK had decided to recommend the government to extend by four months the Emergency Rule Region (OHAL) administration in southeastern Anatolia, starting from July 30.

The Cyprus problem and the Kosovo issue were the major foreign policy items discussed at the meeting.

The MGK meeting continued for more than five hours with the participation of President Suleyman Demirel, Prime Minister Bulent Ecevit and his deputy Devlet Bahceli, the top military brass, including Chief of General Staff Gen. Huseyin Kivrikoglu, Interior Minister Saadettin Tantan, Defense Minister Sabahattin Cakmakoglu and Foreign Minister Ismail Cem. Also present at the meeting were National Intelligence Organization (MIT) chief Senkal Atasagun, Foreign Ministry Undersecretary Korkmaz Haktanir, acting security chief Turan Genc and OHAL Governor Aydin Arslan.

The meeting was the first MGK gathering for the new coalition government. It was also the first time that Deputy Prime Minister Bahceli has participated in a MGK meeting.

---

## Ocalan in last ditch attempt to avoid gallows

- The confessed separatist chieftain asks court for leniency to help end PKK terrorism

NURETTIN OZKOSE

Imrali - Turkish Daily News

Presenting his final statements before the reformed State Security Court (DGM), Turkey's number-one public enemy, Kurdish separatist chieftain Abdullah Ocalan, asked for his acquittal and demanded leniency to help end the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorism.

As Wednesday's hearing opened on the heavily-guarded prison island of Imrali,



Presiding Judge Turgut Okyay asked Ocalan to read out his final statements. Ocalan told the court that "whether you call it '[a] Kurdish uprising or terrorism,' this trial is an important trial." In a last ditch attempt to avoid the gallows, Ocalan argued that the PKK terrorism should have ended back in the early 1990s and offered to help to bring about an end to separatist terrorism if his life is spared.

Ocalan, on trial for charges of treason and separatism for waging a 15-year separatist war in southeastern Turkey, the region where he now wants to play peacemaker, said he was not offering to help end the separatist insurgency in order to save his own life. He is widely expected to be convicted and sentenced to death.

"From now on, what I can do in my life is to create a new peace and brotherhood process," he said.

"Using our losses and sufferings as reasons that will push us towards a solution and peace, instead of vengeance ... carries great importance," he said, adding, "Ending the 'rebellious movement' led by the PKK is possible and necessary."

"This [separatist terrorism] should not be continued. This is the real duty. I am not saying this in order to live, because of personal concerns. ... I have not said I wanted to live. This [separatist terrorism] should be prevented. This threat aimed at the state should be eradicated. The danger is great. We cannot say we have achieved a result with one trial," Ocalan said, adding that he would not make a legal defense. "My defense is not a legal one. ... It's political," he said.

Speaking as if he were talking with his separatists in the mountains, Ocalan said: "For the freedom you would get ... For the goal you would attain, the means [terrorism] you are using is useless. There is no need for this confrontation. This should have finished back in the early 1990s."

Reiterating that he sincerely wanted that the PKK be the "last Kurdish uprising," Ocalan underlined that if the "confrontation" was not ended, "further confrontations will be more dangerous."

Ocalan said that when the "Kurdish uprisings" of the past 200 years are examined, it can be seen that there has always been an external incitement and charged that Britain in particular over the past 150 years supported all Kurdish insurgent movements.

Ocalan claimed that the PKK "uprising" was "justified ... in an atmosphere of oppression which even extended to a ban on [the Kurdish] language."

Turkey does not regard the Kurds as a minority, and it is illegal to broadcast in the Kurdish language. A ban on speaking Kurdish was lifted in 1991. Ocalan said when the PKK started its attacks on Turkish troops, it had only 60 members but now has over 10,000.

Admitting that many things have changed in the country over the past few decades and that the ban on the use of the Kurdish language was lifted in 1991, Ocalan said, "Allowing the use of Kurdish in everyday life, in broadcasting and publication could be the best resolution of the problem."

Two mothers of soldiers killed while fighting Ocalan's separatists fainted in the court as the separatist spoke.

After Ocalan's statements, his lawyers are expected to argue for his acquittal. The judges will then ask Ocalan for his closing words before announcing the verdict, which could come as soon as Thursday, although there is speculation that the judges will order a recess before the verdict.

In earlier hearings, Ocalan called on the government to declare amnesty for his separatists, claiming he could bring his separatists down from their mountain hideouts within three months if he were permitted to contact them.

Prosecutors have dismissed his appeals as "insincere." Turks almost universally blame Ocalan and his PKK for the deaths of over 30,000 people during 15 years of fighting for autonomy. The vast majority of those killed have been Kurdish civilians and separatists.

Ocalan has repeatedly warned that if he is sentenced to death, the PKK will intensify its fight.

Ocalan's brother Osman, a leading PKK commander, echoed that claim, saying that the PKK was ready to step up its struggle if Turkey did not accept the offer for peace. Osman Ocalan spoke with the Brussels-based Kurdish satellite television CTV.

Monday's hearing was the first in which a military judge was not part of the three-member tribunal.

Reacting to European pressure, the Turkish Parliament amended the Constitution last Friday and the law on DGMs on Tuesday to remove military judges from all DGMs. Col. Abdulkadir Davarcioglu, an expert on terrorism, was replaced by a civilian substitute judge who has been observing the case.

The removal of the military judge answers some of the complaints by human rights organizations but is unlikely to satisfy critics who have also complained that Ocalan was held for nine days without legal counsel and has since been allowed to speak with his lawyers only in the presence of masked soldiers.

Ocalan's lawyers have said they will ask the European Court of Human Rights to rule on the fairness of the proceedings.

Ocalan was abducted by Turkish commandos in Nairobi in February, after European states refused to grant him refuge following his expulsion from Syria. His trial began on May 31 and was adjourned for two weeks to give the defense time to prepare its case.

If Ocalan is convicted, the sentence will be automatically appealed and must be endorsed by Parliament and approved by President Suleyman Demirel.

Turkey has not executed anyone since the end of military rule in December 1983.

26 June, 1999, Copyright © Turkish Daily News

## PKK abduction incidents on rise

- German authorities shut down a Kurdish association suspected of planning the abductions

Ankara - Turkish Daily News

Experiencing difficulties in recruiting new militants, the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK) has intensified abductions of teenagers, particularly in Europe, the Anatolia News Agency reported on Friday.

In one of the most recent incidents, 14-year-old Figen Tas and 17-year-old Hafize Tas, both of them of Kurdish origin, were kidnapped in early May on their way to school in the Belgian town of Hamme.

The fathers of the two girls, Kazim Tas and Nazim Tas, reported the incident to the police.

Eventually, the two girls managed to escape and then told the police that there were other teenagers still in the hands of the PKK, who were being kept under constant pressure and intimidation, according to Anatolia.

Belgian police have launched a comprehensive investigation into the incident.

Meanwhile, Kurdish immigrants in Hamme said that the Belgian authorities repeatedly turn a blind eye to their complaints of PKK kidnappings of teenagers and money extortion.

In a similar incident in the German city of Giessen, Sukru Korkmaz reported the disappearance two weeks ago of his daughter Ayse.

"I suspect that my daughter has been kidnapped by the PKK. This sort of activity is planned by their association in the city," he was quoted as saying by Anatolia.

Korkmaz suspects that his daughter was taken to a PKK camp in Germany or the Netherlands to be trained as a suicide bomber and then sent to Turkey to carry out the attack.

Following the incident, German authorities closed down the Giessen Kurdish-German Fellowship Association, which had been widely accused of intimidating youngsters and forcing them to carry out violent activities.

### 11 rebelles kurdes et 2 soldats turcs tués dans le sud-est de la Turquie

DIYARBAKIR (Turquie), 26 juin (AFP) - 14h58 - Onze rebelles kurdes et deux soldats turcs ont été tués lors d'affrontements dans des zones rurales de trois provinces anatoliennes, dans le sud-est de la Turquie, ont indiqué samedi les forces de sécurité locales à Diyarbakir.

Les affrontements ont eu lieu dans la province de Hakkari, près de la frontière de l'Iran et de l'Irak, dans la province de Sirnak près de la frontière avec l'Irak et enfin à Diyarbakir, également dans le sud-est de la Turquie.

Des opérations de sécurité continuaient dans la région pour assurer la paix et la sécurité, ont ajouté ces sources.

La rébellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), menée par Abdullah Ocalan, a été lancée en 1984 dans le sud-est anatolien à majorité kurde en vue de créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait 31.000 morts.

Ocalan est actuellement jugé par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara pour trahison et séparatisme sur l'île-prison d'Imrali (ouest), au terme de l'article 125 qui prévoit la peine de mort.

La Cour rendra son verdict mardi.

### Mise en garde de l'ERNK après la condamnation à mort d'Ocalan

VIENNE, 29 juin (AFP) - 10h53 - La peine de mort prononcée à l'encontre du dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Ocalan risque d'attiser le conflit "en Turquie et dans tout le Proche-Orient", a averti mardi le Front de Libération Nationale du Kurdistan (ERNK), branche politique du PKK.

Dans un communiqué diffusé à Vienne, l'ERNK indique qu'"avec ce jugement, la Turquie a ignoré l'appel kurde pour qu'une solution pacifique soit trouvée à la guerre et que le sang cesse d'être versé". La Turquie a "rejeté l'occasion historique de trouver une solution démocratique au problème kurde", a ajouté le communiqué.

"Nous ne pouvons rester silencieux devant cette attaque", ajoute le mouvement qui indique que "nous allons réagir d'une manière différente que par le passé. C'est une situation complètement nouvelle et différente".

Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a été condamné à mort mardi pour trahison et tentative de diviser la Turquie par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara siégeant sur l'île-prison d'Imrali (ouest).

Le PKK "considérant que ce procès est injuste dès le départ", l'ERNK "ne reconnaît pas naturellement ce verdict", qualifié d'"attaque fasciste et nationaliste contre notre nation".

"Notre parti va maintenant étudier ce nouveau développement, en discuter et décider de notre prochaine stratégie", a ajouté le communiqué.

Associated Press Photo

**AP** Associated  
Press

Tuesday 29 June 1999



Kurdish protesters march down London's Oxford Street Tuesday, June 29, 1999, in support of Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan. Ocalan was sentenced to death in Turkey early Tuesday for treason. (AP Photo/Martin Bureau)

BBC NEWS

World

WORLD  
MEDIAWATCH

in association with BBC Monitoring

Tuesday, June 29, 1999 Published at 09:20 GMT 10:20 UK

**Text of the Ocalan verdict**

Brief appearance: Ocalan stood impassively in the dock

**The following is the text of the death sentence verdict against Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan, read out on Tuesday by presiding judge Mehmet Turgut Okyay. It was broadcast on Turkish TRT television.**

"I am reading out the decision of the court. I am inviting you to stand while you listen to the paragraph on the verdict.

"As a result of this trial, our court has sentenced suspect Abdullah Ocalan to death in accordance with Article 125 of the Turkish Penal Code [TCK] as befitting his action, because we have determined that he undertook actions aimed at separating a portion of the territories that are under the sovereignty of the state from the administration of the state, by guiding and administering the armed terrorist organization PKK [Kurdistan Workers' Party], which he established by means of the decisions he made and the commands and instructions he issued.

In view of the intensity and continuity of the suspect's actions and the fact that thousands of innocent people - regardless of whether they were infants, children, women or elderly - were killed; because hundreds of the crimes that were committed as a vehicle for the intended crime require the death penalty; because the actions constitute a serious, close and great danger to the country; and in order to uphold criminal justice and comply with the rules of justice and propriety, the court has unanimously decided

- That there is no room for the application of Article 59 of the TCK with regard to the suspect
- That the suspect be forever banned from public service in accordance with Article 31 of the TCK
- That the suspect be kept in detention throughout the criminal process in accordance with Article 33 of the TCK
- That the time spent by the suspect in detention during the course of the trial process be reduced from his sentence and that he remain under arrest in accordance with Article 40 of the TCK
- That his personal belongings - namely, one Zenith watch, a glass case, a leather belt, Rayban sunglasses, and a tie - be returned to him
- That the intervenors' right to compensation be preserved
- That according to the official legal fees in effect at the time, the suspect pay 56,350,000 Turkish lira each to the lawyers representing the intervenors
- And that the decision be announced to the intervenors and their representatives who are not in attendance via TRT in accordance with Article 21 of Law 2845.

The decision is subject to appeal by both sides.

Thank you to all.



## Turkish court sentences Kurdish leader Ocalan to death

Families of dead soldiers break into song as verdict announced

June 29, 1999  
Web posted at: 5:30 a.m. EST (10:10 GMT)

In this story:

[Warning of bloodshed](#)

['Sleep well' banners read](#)

[Many Kurds say U.S. aided in capture](#)

[RELATED STORIES, SITES](#)



Abdullah Ocalan was sentenced to death on Tuesday

ALSO:

[Britain urges commuting Ocalan death sentence](#)

[Ocalan final statement](#)

[Beware bloodbath if I'm executed, Ocalan tells newspaper](#)

[Kurdish rebels attack Turkish oil well](#)

**IMRALI ISLAND, Turkey (CNN)** -- A Turkish court sentenced Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan to death Tuesday on charges of treason for leading a 15-year fight for Kurdish autonomy in southeast Turkey.

As Judge Turgut Okyay read the verdict, Ocalan stood silently inside a bomb-proof glass case. Outside, Turkish soldiers were on guard. Turkish police are ready to forestall possible plane hijackings, or attacks at embassies and airports.

As far away as Berlin, police were preparing, in case violent demonstrations erupt following the death sentence. When Ocalan was captured in Kenya in February, demonstrations and violence occurred in several European cities.

The guilty verdict by the three-judge-panel was widely expected.

Earlier, in a final statement, Ocalan appealed Tuesday for a chance to make peace between the state and his rebels. He also said he did not accept the accusations of treason.

### OCALAN ON TRIAL

In the courtroom, families of soldiers killed in the fighting broke out in song -- the Turkish national anthem -- after the verdict was read. Ocalan waved to the courtroom before leaving the glass box.

The death sentence will be appealed, and if the appeals court upholds it, it will go to parliament and then President Suleyman Demirel for approval, a process that could take months.

After meeting with Ocalan on Monday, one of his lawyers, Mahmut Sakar, said the defense would appeal any sentence to the European Court of Human Rights in Strasbourg, France, because his client's capture and trial were illegal.

Turks hold Ocalan responsible for 37,000 deaths which resulted from the fighting, and there is overwhelming support for his execution. Most of the dead were Kurdish guerrillas and civilians.

### Warning of bloodshed

Ocalan, leader of the Kurdistan Workers Party, or PKK, has offered to work for peace if his life is spared but warned of massive bloodshed if he is hanged.

Earlier in the trial, Ocalan had warned that if he is executed "thousands of people will start the terror machine for me."



Turkish soldiers traveled to the port of Mudanya, Turkey, as security was tightened

Austrian and Dutch authorities said before the verdict they were taking special precautions in anticipation of possible protests. In Greece, authorities placed some Kurds under surveillance and increased airport and embassy security.

Turkish soldiers traveled to the port of Mudanya, Turkey, as security was tightened

Ocalan tried to convince the court that he was needed as a peace mediator between Turks and Kurds, who are angered by Turkey's refusal to grant them minority rights.

Broadcasting or teaching in Kurdish is illegal in Turkey, which is home to some 12 million Kurds.

Journalists were allowed to cover the verdict, but only TRT and Anatolia were permitted to report from the island.



A group of Turkish people celebrate Abdullah Ocalan's death sentence

#### 'Sleep well' banners read

Many analysts believe that Ocalan's fighters may refrain from riots or major attacks until the death sentence reaches parliament, where the decision on execution becomes political, not legal.

The ruling is expected to be controversial among Turkey's European allies who abolished capital punishment.

Although no one has been executed in Turkey during the past 15 years, public pressure to hang Ocalan is extremely

strong.

Families of soldiers killed in fighting against the PKK gathered at Mudanya, the port closest to the prison island where the trial is being held, to celebrate the verdict.

Some carried banners that read: "Sleep well my martyr, your murderer is paying for his crime" and "The land cannot be divided."

#### Many Kurds say U.S. aided in capture

Turkish police on Monday reinforced security at embassies, airports, prisons and tourist resorts, a police official said.

Security will be particularly high around U.S. diplomatic missions.

Many Kurds believe the United States helped Turkey during the February abduction of Ocalan.

Turkish authorities hope that Ocalan's sentencing will deal a final blow to the rebel organization, already weakened by military defeats in the southeast.

Hoping to further weaken the rebels, the government has drafted a bill that offers leniency to rebels who surrender and cooperate with authorities.

The Justice Ministry also ordered extra security at prisons, often the scene of violent pro-Kurdish demonstrations.

Many Kurds regard PKK rebels, who are demanding autonomy in the southeast, as freedom fighters.





IMRALI ISLAND, Turkey (Reuters) - A Turkish soldier guards Kurdish PKK rebel leader Abdullah Ocalan standing in his bullet-proof glass cage as the verdict against him is read Tuesday. Ocalan was sentenced to hang by a Turkish court for spearheading a separatist campaign in which over 29,000 people died. Photo by Anatolian  
- Jun 29 8:15 PM EDT



MOSCOW (Reuters) - A woman shouts slogans holding a big portrait of Kurdish PKK rebel leader Abdullah Ocalan at a rally Tuesday. Russia's Foreign Ministry urged Turkey not to execute Ocalan, saying such a move would breach its commitments as a member of the Council of Europe. Photo by Will Webster  
- Jun 29 8:15 PM EDT



A unidentified man shouts slogans as Turkish mothers of soldiers killed by the rebels of Abdullah Ocalan's Kurdistan Workers Party, or PKK, celebrate the death sentence handed down against Ocalan in Mudanya, Turkey, Tuesday, June 29, 1999. (AP Photo/Burhan Ozbilici)  
- Jun 29 2:35 PM EDT



Families of Turkish soldiers killed by the rebels of Abdullah Ocalan's Kurdistan Workers Party, or PKK, celebrate the death sentence handed down against Ocalan in Mudanya, Turkey, Tuesday, June 29, 1999. (AP Photo/Burhan Ozbilici)  
- Jun 29 1:35 PM EDT



Families of Turkish soldiers killed by the rebels of Abdullah Ocalan's Kurdistan Workers Party, or PKK, celebrate the death sentence handed down against Ocalan in Mudanya, Turkey, Tuesday, June 29, 1999. (AP Photo/Burhan Ozbilici)  
- Jun 29 12:55 PM EDT



The Bonn Turkish Embassy is secured, Tuesday June 29, 1999 by German police as precaution against attacks by Kurdish members of the Kurdistan Workers Party, or PKK, after their leader Ocalan was sentenced to death at Imrali Island, Turkey. (AP Photo/Fritz Reiss)  
- Jun 29 6:10 AM EDT



Unidentified shepherd boy herds his animals as he passes a damaged sign of warning drivers of school children near Lice, Turkey on Monday June 21, 1999. Turkish army has forced guerrillas of Abdullah Ocalan's Kurdistan Workers Party or PKK from Lice and almost all the other towns of southeastern Turkey, but the situation has hardly returned to normal. (AP Photo/Burhan Ozbilici)  
- Jun 27 9:40 PM EDT

Tuesday June 29 4:46 AM ET

## Kurd Rebel Leader Ocalan Sentenced To Death

MUDANYA, Turkey (Reuters) - Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan, seized by Turkish special services in Kenya four months ago, was sentenced to hang by a Turkish court Tuesday for spearheading a separatist campaign in which over 29,000

Full Coverage  
Abdullah Ocalan Trial

The verdict came 25 minutes after Ocalan had delivered his last declaration from a bullet-proof glass box in the Imrali Island courtroom. State television showed him, dressed in a brown double-breasted suit, unmoved as the verdict was delivered by chief Judge Turgut Okyay.

Okyay, wearing a traditional black gown with high scarlet collar, said there could be no question of commuting the sentence to life imprisonment because Ocalan was guilty of "murdering thousands of innocent people without regard to babies, children, women or the elderly."

"His activities constitute a serious, immediate and large danger to the country," he said.

The courtroom broke out in singing of the Turkish national anthem after the verdict, approved by all three judges, was read out.

Ocalan, in brief comments made before the verdict was pronounced, said he did not accept the accusations of treason. The case of Ocalan, 50, who led the Kurdistan Workers Party (PKK) for 14 years, will now be considered by the appeals court. The sentence must also be confirmed by parliament.

Prime Minister Bulent Ecevit, who is personally opposed to capital punishment, said "I hope the verdict is auspicious for our people," but declined further comment.

Two of Ecevit's three-party coalition government leaders have spoken out in favor of hanging Ocalan, making it likely that the conservative-led assembly would approve the verdict.

Ocalan could then appeal to the European Court of Human Rights on grounds that his capture, subsequent prison conditions and final trial violated legal procedure. But this process could take years to complete.

### Earlier Stories

---

#### Neuf Kurdes arrêtés avant une manifestation interdite

MAYENCE (Allemagne), 30 juin (AFP) - 22h26 - Neuf Kurde ont été arrêtés mercredi à Mayence (ouest de l'Allemagne) avant une manifestation interdite contre la condamnation à mort du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, a annoncé la police locale.

Deux d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt, deux autres se sont vus signifier une interdiction de revenir sur les lieux de la manifestation, les autres devant faire l'objet de vérifications de leur situation sur le territoire allemand.

En dépit de l'interdiction de manifester prononcée par la municipalité de crainte d'incidents, 200 personnes sont parvenues à se rassembler à Mayence et 280 autres ont été refoulées par la police.

D'autres manifestations, réunissant quelques centaines de Kurdes, ont eu lieu mercredi à Berlin et dans le nord de l'Allemagne, à Hanovre, Salzgitter et Goettingen.

## Un responsable de l'ONU demande un sursis à exécution pour Ocalan

NEW YORK (Nations Unies), 30 juin (AFP) - 21h39 - Un haut responsable des Nations unies a appelé mercredi le gouvernement turc à ordonner un sursis à exécution pour le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, condamné à mort mardi pour trahison et séparatisme.

Asma Jahangir, rapporteur spécial de l'ONU pour les exécutions extra-judiciaires, sommaires ou arbitraires, a lancé cet appel dans une lettre adressée au ministre turc des Affaires étrangères Ismail Cem, rendue publique à New York.

Dans cette lettre, M. Jahangir fait état d'"accusations d'irrégularités dans le procès" et "appelle le gouvernement (turc) à ne pas appliquer la peine de mort".

Il indique notamment que, durant sa détention préventive, Ocalan a été privé de toute communication pendant dix jours, et que son accès à un avocat a été "extrêmement limité" sur l'île-prison de Imrali.

**24heures**

Document de la rubrique 'Les "Une" précédentes' datant du 30.06.99  
Auteur: M. Verrier/ Ph. Dumartheray/ J. Favez

## Condamnation d'Ocalan: les Kurdes de Lausanne attérés

### TURQUIE : VERDICT PRÉVISIBLE AU PROCÈS DU LEADER KURDE

## La pression internationale évitera-t-elle à Ocalan d'être pendu?

**De nombreux pays se sont élevés contre la peine de mort prononcée hier matin. Ils enjoignent Ankara de ne pas procéder à l'exécution et d'entrouvrir une issue politique au conflit turco-kurde.**

MICHEL VERRIER

L'avertissement est coutumier: la Turquie a prévenu hier qu'elle ne tolérerait pas les critiques étrangères en ce qui concerne le verdict du procès Ocalan. Il n'empêche: la plupart des pays membres de l'Union européenne et des pays membres de l'OTAN - la Grande-Bretagne comprise, mais les Etats-Unis exceptés - ont «regretté» aussitôt la condamnation à mort du chef rebelle. Enjoignant Ankara de renoncer à son exécution. La Suisse et la Russie ont fait de même.

Dans les mois à venir, le sort d'Ocalan va donc se jouer en fonction des pressions des capitales étrangères avec lesquelles la Turquie entretient des liens privilégiés. De leur côté, les avocats d'Ocalan vont d'abord faire appel auprès de la Cour suprême d'Ankara, qui peut casser le verdict prononcé hier, et demander que l'accusé soit rejugé. Ils se tourneront également vers la Cour européenne des droits de l'homme. Des procédures qui peuvent durer des mois, voire un an ou deux. L'avis que donnera la Cour de Strasbourg sur le procès instruit par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara n'est pas mineur. La Turquie est normalement tenue en effet de le respecter.

Pont indispensable

La pression européenne, afin d'éviter la pendaison d'Ocalan demeurera donc permanente, tant que ces procédures seront en cours d'instruction. Les gouvernements de l'Union européenne prendront soin sans doute de ne pas endommager outre mesure les liens avec la Turquie, le pont indispensable entre l'Europe et le Proche-Orient, mais la tension peut être vive. Si la condamnation à mort du chef rebelle est enfin confirmée, le verdict devra alors être examiné par la commission appropriée du Parlement d'Ankara qui «instruit» depuis des années des dizaines de verdicts de ce type, sans que les condamnés aient été exécutés depuis 1984.

Si elle fait exception pour le chef rebelle, le Parlement devra voter sa pendaison et le président de République restera alors le dernier recours pour sa grâce. Mais c'est de Washington que viendra l'avis déterminant pour l'avenir d'Ocalan.

Les Etats-Unis soutiennent pleinement la politique turque à l'égard du PKK. Les services secrets américains ont aidé Ankara à capturer Ocalan. Les critiques du département d'Etat concernant la répression constante à laquelle sont soumis les Kurdes sont parfois sévères, mais elles sont restées jusqu'ici de pure forme. Les partisans des Kurdes au sein du Congrès se comptent en effet sur les doigts de la main. Ankara, en revanche, sait gagner habilement de solides supports auprès des élus.

Certains analystes n'en estiment pas moins que la Maison-Blanche pourrait maintenant recommander discrètement à la Turquie d'entrouvrir au moins la porte d'une solution politique au conflit qui ravage depuis quinze ans l'est de la Turquie, faisant plus de 30 000 morts.

Maintenir Ocalan en prison sans l'exécuter serait dès lors l'indice d'un tournant d'Ankara à l'égard de la question kurde et un signal adressé aux rebelles du PKK. Si ce n'est pas le cas, la Turquie entrera dans le XXI<sup>e</sup> siècle en tirant le boulet d'une guerre qui n'en finit pas.

## Ankara après Pristina

COMMENTAIRE par Philippe Dumartheray

Dans les Balkans, l'Europe, flanquée des Etats-Unis, a réussi à faire entendre raison au dictateur de Belgrade. Par les armes certes, et ce, avant tout, pour avoir trop longtemps attendu avant d'exiger le respect, pour les Albanais, du droit à vivre en sécurité et d'une manière autonome dans une province où ils étaient très largement majoritaires.

En Turquie, une similaire oppression s'exerce à l'égard des 15 millions de Kurdes, eux aussi très largement majoritaires dans le sud-est du pays. Dans ces conditions, comment ne pas reconnaître une légitimité à la lutte du PKK même si, sous la conduite d'Abdullah Ocalan, son combat fut sanglant et ses dérives inexcusables.

Reste que la Turquie porte une part écrasante de responsabilité dans ce bain de sang pour n'avoir jamais admis le droit des Kurdes à exister en tant que peuple. En condamnant le chef du PKK à la pendaison, cette même Turquie persiste et signe en s'enfonçant encore davantage dans un nationalisme borné qui risque, si la sentence est exécutée, de lui fermer, durablement, les portes du Vieux-Continent.

Pour l'Europe, la lutte doit dès lors se poursuivre, politiquement et économiquement, pour que la tyrannie ne puisse pas allègrement fleurir à ses portes. Ce combat, exigeant mais pacifique, l'Union européenne doit, par ailleurs, le mener en serrant les rangs pour montrer à Ankara que le respect des droits de l'homme n'a pas été qu'un masque qui n'aurait servi qu'une fois dans les Balkans pour déstabiliser la Serbie de Slobodan Milosevic.

Voilà pourquoi, il est primordial que tout soit mis en oeuvre pour empêcher la pendaison d'Ocalan. Pour la Turquie, le chemin vers une démocratie qui ne serait pas uniquement formelle, passe, en effet, par cette «clémence». Car il s'agirait également d'un signal politique fort qu'Ankara adresserait, pour la première fois, à sa minorité kurde.

### 24 heures

Document de la rubrique 'Les "Une" précédentes' datant du 30.06.99  
Auteur: M. Verrier/ Ph. Dumartheray/ J. Favez

#### INTERVIEW EXPRESS de Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris

- En tant que Kurde, qu'avez-vous ressenti à l'annonce de la condamnation à mort d'Ocalan?

- Je n'ai pas été surpris. N'oublions pas que cette Turquie a déjà condamné un intellectuel à deux cents ans de prison pour ses écrits, un député à quinze ans de prison pour ses prises de position. Alors pour un chef d'insurrection, la peine de mort c'est presque normal. Non, ce qui m'a choqué, ce sont les scènes de joie à l'annonce du verdict et les slogans nationalistes. Si j'étais un jeune Kurde, je ne pourrai que réagir par la révolte à cette réalité turque.

- Ce sont les députés turcs qui prendront certainement la décision de pendre ou non Ocalan. Vont-ils saisir cette chance d'aboutir à une solution pacifique du conflit kurde?

- Le Parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement. En réalité, ce sont les dirigeants militaires qui prendront la décision. Ensuite, ils trouveront facilement une majorité.

»En fin de compte, il y a deux options. S'ils estiment que le coût économique et politique de la guerre au Kurdistan est trop élevé et qu'une solution politique peut être raisonnablement obtenue (en fait Ocalan ne demande plus grand-chose), alors ils n'exécuteront pas le chef du PKK.

»Par contre, si l'armée veut un exemple pour assurer sa mainmise sur l'Etat et poursuivre la dispersion du peuple kurde, alors on peut craindre qu'Ocalan soit exécuté. La décision sera politique et elle appartient aux membres du Conseil de sécurité militaire.

- Pour être efficace, c'est-à-dire pour empêcher la mise à mort du leader kurde, quelle attitude devraient adopter les pays membres de l'Union européenne?

- Les relations entre la Turquie et l'Europe sont comparables à celles d'un vieux couple. Il est à craindre que les Européens, en rangs dispersés, n'iront pas au-delà de pressions de pure forme. En fait, seules des pressions efficaces et conjointes provenant des Etats-Unis et de l'Union européenne, parlant d'une même voix, pourraient être efficaces. Et il ne s'agit même pas, comme au Kosovo pour 1,8 million d'habitants, d'obtenir une large autonomie pour les 15 millions de Kurdes de Turquie. L'ETA et l'IRA sont en train d'abandonner la lutte armée. Il ne faut pas que la Turquie reste le seul trou noir en Europe.

- Comment la lutte des Kurdes peut-elle ou va-t-elle se poursuivre?

- Dans les mois à venir, la lutte armée va se poursuivre d'une manière un peu routinière. La véritable radicalisation du combat aura lieu si Ocalan est pendu. Sans espoir de compromis, les partisans du PKK seront tentés d'étendre le conflit aux villes turques. Et il y a fort à parier que les Etats voisins ne demanderont pas mieux que d'attiser ce foyer.

Philippe Dumartheray

24 heures

Document de la rubrique 'Les "Une" précédentes' datant du 30.06.99  
Auteur: M. Verrier/ Ph. Dumartheray/ J. Favez

## «Cette condamnation est une négation de notre peuple

LAUSANNE Hier au centre culturel de la communauté, les Kurdes ont réagi dans le calme.

Ils sont une vingtaine, réunis autour des tables du centre culturel du Kurdistan, en plein centre-ville de Lausanne. Ils lisent les journaux, sirotent un café ou discutent. L'ambiance est très calme: personne n'esquisse de mouvement d'humeur ni ne hausse le ton. «Vous savez, nous nous y attendions, explique le président du comité qui gère le centre culturel. Nous savions qu'avec ce gouvernement, il n'y aurait pas d'alternative possible. C'est dans les habitudes du Gouvernement turc de ne pas voir les réalités ou, plutôt, la réalité du peuple kurde.»

«Tous des martyrs»

Ils ont appris la condamnation d'Abdullah Ocalan par la télévision. Aux murs de la petite salle sont accrochées des dizaines de photos du leader kurde, ainsi que des articles de journaux. Il y a aussi un tableau, comportant toute une série de noms, surmontés de portraits. «Tous des martyrs», nous précise-t-on.

Vont-ils manifester leur colère dans les rues lausannoises? «Non, je ne pense pas», répond notre jeune interprète, avant de demander confirmation au président du comité. Celui-ci relève que la voie démocratique est la seule qui ait un sens, même si, au pays, on craint de violentes réactions. «Mais cette condamnation d'Ocalan est une négation du peuple kurde. Il est normal que les gens mènent campagne, que ce soit de manière radicale ou pacifiste, pour se faire reconnaître.»

L'avenir, ces Kurdes exilés à Lausanne l'espèrent international. Ils aimeraient tellement que les Nations Unies ou l'Union européenne se mêlent de la question kurde, que «le monde commence à s'apercevoir que, derrière, il y a l'oppression d'êtres humains». Ils espèrent que les politiques prennent position, clairement, sans réclamer pour autant une intervention musclée du type de ce que le Kosovo vient de vivre, «parce que l'histoire a montré qu'un problème résolu par la force n'est jamais réglé».

J. Fz

Associated Press Photo

AP Associated Press

Wednesday 23 June 1999



Protesters from the Washington Activist Group gather outside the Turkish Embassy in Washington, Wednesday, June 23, 1999, during a demonstration against the trial of Kurdish rebel Abdullah Ocalan in Turkey. Ocalan made his final statements Wednesday before a Turkish court trying him for treason, arguing that he must be spared the gallows for there to be peace in Turkey. (AP Photo/Kamenko Pajic)

---

Tuesday June 29, 4:33 am Eastern Time

REUTERS 

## FOCUS-Kurd rebel leader Ocalan sentenced to death

*(adds background, PM comment)*

MUDANYA, Turkey, June 29 (Reuters) - Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan, seized by Turkish special services in Kenya four months ago, was sentenced to hang by a Turkish court on Tuesday for spearheading a separatist campaign in which over 29,000 people have died.

The verdict came 25 minutes after Ocalan had delivered his last declaration from a bullet-proof glass box in the Imrali Island courtroom. State television showed him, dressed in a brown double-breasted suit, unmoved as the verdict was delivered by chief Judge Turgut Okyay.

Okyay, wearing a traditional black gown with high scarlet collar, said there could be no question of commuting the sentence to life imprisonment because Ocalan was guilty of "murdering thousands of innocent people without regard to babies, children, women or the elderly."

"His activities constitute a serious, immediate and large danger to the country," he said.

The courtroom broke out in singing of the Turkish national anthem after the verdict, approved by all three judges, was read out.

Ocalan, in brief comments made before the verdict was pronounced, said he did not accept the accusations of treason. The case of Ocalan, 50, who led the Kurdistan Workers Party (PKK) for 14 years, will now be considered by the appeals court. The sentence must also be confirmed by parliament.

Prime Minister Bulent Ecevit, who is personally opposed to capital punishment, said "I hope the verdict is auspicious for our people," but declined further comment.

Two of Ecevit's three-party coalition government leaders have spoken out in favour of hanging Ocalan, making it likely that the conservative-led assembly would approve the verdict.

Ocalan could then appeal to the European Court of Human Rights on grounds that his capture, subsequent prison conditions and final trial violated legal procedure. But this process could take years to complete.

---

Monday June 28 5:50 PM ET

## Kurd Rivals Make Headway in Talks



By GEORGE GEDDA Associated Press Writer

WASHINGTON (AP) - Leaders of the two Iraqi Kurdish groups, trying to overcome deep differences, reached agreement on key areas during lengthy talks but were unable to resolve a longstanding conflict over revenue sharing, an administration official said Monday.

The negotiations were carried out over nine days between senior officials of the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party. The State Department served as mediator.

The United States has tried to unify the two groups for years so they could devote their energies to toppling Iraqi President Saddam Hussein.

The senior U.S. official, who asked not to be identified, said the two sides agreed to open party and branch offices in each other's jurisdiction. They also agreed to refrain from negative press statements about each other, to return internally displaced persons and to share information regarding their joint goal of evicting Turkish Kurd rebels from Northern Iraq.

The breadth of the agreements exceeded what the administration had anticipated, the official said.

But, the official added, agreement eluded the two sides on sharing revenue derived from customs receipts along the Iraqi-Turkish border and on the formation of both a joint regional assembly and a joint regional administration.

According to the official, the KDP and PUK are close to reaching an agreement on revenue sharing.

The meeting was aimed at resolving differences over implementing a U.S.-brokered agreement signed in September.

Optimism over reconciliation ran high last September. At the time, Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, called the agreement "historic."

But implementation of the agreement has been spotty at best, and the two sides made accusatory statements about one another in the days leading up to the latest round of discussions.

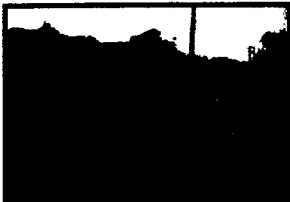
In a bid to avoid recriminations, the two parties sides agreed to remain silent after the talks and to allow the State Department to brief reporters on the outcome.

Shortly after the end of the Gulf War eight years ago, Saddam unleashed his forces against the northern-based Kurds, creating a humanitarian catastrophe. Since then, the United States and allied countries have enforced a "no-fly zone" in the Kurdish area to prevent Saddam from carrying out renewed military strikes against the Kurds.

Sunday June 27 7:01 PM ET

## Kurd Rebels Largely Defeated

By LOUIS MEIXLER Associated Press Writer



AP Photo

LICE, Turkey (AP) - Bullet holes ring the windows of the municipal building in the overwhelmingly Kurdish town of Lice, evidence of the fierce street fighting that once blazed between guerrillas and Turkish soldiers.

Government troops have forced rebels of Abdullah Ocalan's Kurdistan Workers Party, or PKK, from this southeastern Turkish town but fears of violence still linger in the embattled region.

Combat soldiers patrol the streets. Residents are warned not to travel at night. Officials even limit the amount of food that shoppers can buy, fearing they will pass it to guerrillas waiting in the nearby mountains.

While a Turkish court is expected on Tuesday to sentence Ocalan to death, the demands for Kurdish rights have not subsided. The Kurds who populate Lice and nearby towns are still wary of the government, if not hostile.

"The PKK has been militarily defeated," said Baskin Oran, a political scientist at Ankara University. But he added "the state has not won over the population."

The rebels' losses are clear.

Besides Ocalan's arrest, his top field commander, Semdin Sakik, was captured by Turkey last year and is on death row. The number of rebel forces has fallen to about 4,500 from a peak of 10,000 in 1993.

That was the year when PKK guerrillas controlled much of the countryside and were so confident that they stormed into Lice (LEE-jay), a dusty town of 10,000 in the foothills of the mountains of southern Turkey.

By the time the army forced the rebels from the town, a general lay dead, the highest-ranking Turkish soldier killed fighting the rebels. It is not clear how many other soldiers or rebels were killed in the fighting.

Parts of the town were reduced to ruins, including the town's whitewashed stone mosque, where bullet holes of different sizes still scar the outer walls.

Realizing that the rebels were gaining the upper hand, the military adopted a far more aggressive strategy the next year.

Some 50,000 soldiers were sent to reinforce the 100,000 troops already in the southeast. Soldiers were ordered into the mountains to seize guerrilla bases.

Troops who once fled to their bases at night were trained to fight in the dark. New helicopter gunships began raining bullets and shells on the rebels. Fighter-bombers pounded rebel strongholds.



The army also moved to cut the rebel supply lines. According to human rights groups, soldiers destroyed thousands of villages believed to have aided the guerrillas or that refused to set up pro-Turkish village guards.

About half of the 56 villages near Lice have been abandoned or destroyed.

"The people once supported (Ocalan) but now they have abandoned him," Mehmet Kuzu said as he sipped sweet tea with a friend in his grocery store in the center of Lice. "They know he has lost."

But he quickly added that Turkey should "recognize everyone's rights."

That demand for government concessions to the Kurds is echoed throughout the Kurdish areas.

Turkey does not recognize Turkey's 12 million Kurds as a minority group. They are overwhelmingly Muslim, and the government's no-recognition policy stems from Ottoman times, when only non-Muslims were considered minorities.

Broadcasting or teaching in Kurdish also is illegal. Speaking the language was only legalized in 1991.

"We have a history, a language and a culture," said Salih Tekin, a spokesman for the mayor of Diyarbakir, the main city in the southeast. "No one has the right to ask us to deny our own language."

That resentment of Turkish policy helped propel the People's Democracy Party, a pro-Kurdish political party, to power in April elections in Diyarbakir, Lice and dozens of other towns and villages in southeastern Turkey.

But there is little evidence that Turks are willing to compromise. A court case that could close down the pro-Kurdish party is pending, and prosecutors say the party has links with the PKK, which is demanding autonomy for the southeast.

Turks were euphoric after Ocalan's February capture and many say his guerrilla group is on the verge of collapse. They say that any compromise with Kurdish aspirations will lead to the breakup of Turkey along ethnic lines.

Rebel bands, Turkish officials say, are isolated in the remote mountains and able to carry out only a few, sporadic attacks, killing an occasional soldier or mining the highway between Diyarbakir and Lice.

In the courthouse on the prison island where Ocalan is kept, Ocalan's lawyer, Mahmut Sakar, said the uncompromising attitude would only lead to more violence and resentment.

"The state can kill thousands of more militants," Sakar told the court. "But in that way, it is certain that new PKKs will emerge."

---

Yahoo! Actualités

mercredi 30 juin 1999, 10h53

International



## La presse turque s'interroge sur l'intérêt de pendre Ocalan

ANKARA, 30 juin (AFP) - La presse turque exaltait mercredi la condamnation à mort du chef rebelle kurde Abdulah Ocalan, mais les éditorialistes s'interrogeaient sur l'opportunité de le pendre, la plupart appelant à prendre une décision de sang froid et dans l'intérêt du pays.

Les gros titres, sans nuance, louaient la condamnation à mort pour trahison et séparatisme du chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

"La peine de mort: Le bourreau livré au bourreau", titrait le quotidien populaire Sabah sur une photo pleine page d'Ocalan, en arrière-fond, accompagné d'une corde déjà nouée pour la pendaison et d'une photo figurant la joie des familles des soldats tués dans les combats avec la guérilla.

"Apo (diminutif d'Abdullah Ocalan) sera pendu", assurait un éditorialiste du quotidien à grand tirage Hurriyet, avec une photo de bébé tué dans une attaque du PKK. "Est-il possible pour une nation qui a exécuté plusieurs sultans et pendu son propre Premier ministre (NDLR: Adnan Menderes en 1961) de laisser échapper un meurtrier qui a tué nos enfants?"

Bon nombre d'éditorialistes relevaient le risque qu'une exécution ne détériore encore les relations entre Turcs et Kurdes, et avec l'étranger.

"Qu'Ocalan soit pendu ou pas, l'important est de calculer ce que rapportera cette décision", estimait le quotidien libéral Milliyet, en appelant le gouvernement à fournir une aide financière au sud-est sous-développé, théâtre de la rébellion du PKK, et à accorder des droits culturels à la population kurde.

"La Turquie est à un croisement", soulignait un autre éditorialiste. "Serons nous capables de traiter les identités ethniques au niveau privé et culturel et de les amalgamer sur la base d'une "nation turque" ou bien allons-nous tomber dans la balkanisation?"

Pour le quotidien libéral Radikal, "le terrorisme du PKK finira-t-il si Ocalan est pendu? Si oui, il devrait être pendu. Sinon, personne n'a le droit de procéder à un exécution qui exposerait la Turquie sans défense dans l'arène internationale".

Le quotidien islamiste Zaman soulignait que "la vraie question n'est pas de savoir si Ocalan sera exécuté, mais si la Turquie sera capable de prendre des mesures historiques pour résoudre un problème dont elle n'a pu s'extraire dans les 15 dernières années", en allusion à la rébellion kurde.

"N'oublions pas qu'un jour après l'exécution (d'Ocalan), les relations étrangères de la Turquie pourraient être dans une impasse et, plus important, cela pourrait empêcher la paix sociale et détériorer les sentiments mutuels de confiance" entre Kurdes et Turcs, soulignait un autre quotidien islamiste, Yeni Safak.

Pour le quotidien de langue anglaise Turkish Daily News, il faut "éviter la discussion oiseuse de savoir si nous devons pendre ou pas Ocalan. Concentrons nous plutôt sur les moyens de faire de la Turquie un pays plus démocratique où les libertés existent pleinement et qui croie à la suprématie de la loi".

fb-han/mb eaf

Yahoo! Actualités

mardi 29 juin 1999, 23h54

International



## Les Etats-Unis ferment deux consulats en Turquie

WASHINGTON (AP) -- Préoccupés par les risques d'attentats terroristes après la condamnation à mort du leader kurde Abdullah Ocalan, les Etats-Unis ont décidé mardi de fermer temporairement leurs consulats à Istanbul et Adana.

"Nous prenons une série de mesures pour gérer cette situation potentielle de sécurité après cette décision", a déclaré le porte-parole du département d'Etat James Rubin.

James Rubin a précisé que les deux consulats seront fermés jusqu'à jeudi. En revanche, l'ambassade américaine à Ankara restera ouverte, de même que le consulat d'Izmir.

Le département d'Etat a pris cette décision par précaution, selon son porte-parole. Aucune menace spécifique n'a été reçue.

Toutes les représentations diplomatiques américaines en Europe ont été mises en état d'alerte après l'arrestation en février du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le personnel diplomatique avait été invité avant le verdict à renforcer ces mesures de sécurité.

Yahoo! Actualités

mardi 29 juin 1999, 23h54

International



## Les Etats-Unis ferment deux consulats en Turquie

WASHINGTON (AP) -- Préoccupés par les risques d'attentats terroristes après la condamnation à mort du leader kurde Abdullah Ocalan, les Etats-Unis ont décidé mardi de fermer temporairement leurs consulats à Istanbul et Adana.

"Nous prenons une série de mesures pour gérer cette situation potentielle de sécurité après cette décision", a déclaré le porte-parole du département d'Etat James Rubin.

James Rubin a précisé que les deux consulats seront fermés jusqu'à jeudi. En revanche, l'ambassade américaine à Ankara restera ouverte, de même que le consulat d'Izmir.

Le département d'Etat a pris cette décision par précaution, selon son porte-parole. Aucune menace spécifique n'a été reçue.

Toutes les représentations diplomatiques américaines en Europe ont été mises en état d'alerte après l'arrestation en février du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le personnel diplomatique avait été invité avant le verdict à renforcer ces mesures de sécurité.

Associated Press Photo

Thursday 1 July 1999



Young Kurds read a newspaper Wednesday June 30 1999, announcing the death sentence for Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan in Istanbul at a pro-Kurdish People's Democracy Party office. A Turkish court sentenced Abdullah Ocalan to hang for leading a 15-year fight for Kurdish autonomy that left thousands dead. Many Kurds still hope that Ocalan will be spared the gallows, and that the Turkish court's death sentence will be overturned. Pro-Kurdish daily newspaper Bakis, on the table, carries a headline reads that "Freedom will win." (AP Photo/Murad Sezer)

## Ocalan sentenced to death

Source: AP | Published: Tuesday, June 29 5:36:20 PM

**The Sydney Morning Herald**

Imrali, Turkey: A Turkish State Security Court today sentenced Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan to death on charges of treason, separatism and murder, the Anatolia news agency reported.

The court pronounced the sentence on the leader of the Kurdistan Workers Party (PKK) after a break following Ocalan's final statement to the court, the report said.

'I do not accept the treason charges,' the rebel leader said, according to the official news agency.

'I am trying to correct historical mistakes.'

In previous hearings of the trial, which started on May 31, Ocalan had called on the Ankara government to negotiate with the PKK for a peaceful and democratic solution to the Kurdish problem.

Turkish authorities have snubbed his call and refused to negotiate with what they call a 'terrorist organisation'.

The verdict has come amid heightened security measures by Turkish troops and threats of retaliatory attacks by the PKK if their leader was given a death sentence.

The PKK, founded by Ocalan in 1978, has been fighting for Kurdish self-rule in southeastern Turkey since 1984.

Violence connected to the conflict has claimed 31,000 lives.



30. Juni 1999

## Kurden-Proteste nach Öcalan-Urteil

Polizei löste Versammlung innerhalb der Rathaus-Bannmeile auf

Von André Zand-Vakili

und Jörn Lauterbach

Nach dem Todesurteil gegen PKK-Führer Abdullah Öcalan ist es auch in Hamburg zu Demonstrationen gekommen. Kurz nach Urteilsverkündung hatten sich zunächst 90 Kurden vor dem Generalkonsulat der USA versammelt. Gegen Mittag zogen rund 120 Kurden und

eine Handvoll Sympathisanten durch die Innenstadt. Dort blockierten sie für fast eine Stunde die Mö. Anschließend sickerten noch etwa 60 Personen in die Bannmeile, um direkt vor dem Rathaus zu demonstrieren. Die Polizei, die sich mit einem Großaufgebot auf den gestrigen Tag vorbereitet hatte, schritt ein und löste die Versammlung auf. Am Nachmittag kam es zu einer weiteren Demonstration, an der sich mehr als 200 Personen beteiligten.

Die Polizei hat nach dem Urteil wieder starke Objektschutzmaßnahmen eingeleitet. Neben den türkischen und amerikanischen Generalkonsulaten werden auch die Niederlassungen Griechenlands und Großbritanniens sowie die SPD-Zentrale an der Kurt-Schumacher-Allee bis auf weiteres verstärkt geschützt.

Nach Einschätzung des Deutschen Orientinstituts in Hamburg sind auch nach dem Todesurteil gegen Öcalan in den kommenden Tagen keine größeren gewalttätigen Ausschreitungen der hier lebenden Kurden zu erwarten. Türkei-Experte Erhard Franz sieht in den gewalttätigen Aktionen, die nach der Festnahme Öcalans im Februar zur Besetzung der Hamburger SPD-Zentrale führten, „Spontanaktionen, die in einem Machtvakuum entstanden“. Jetzt seien die Führungsstrukturen in der PKK wiederhergestellt, „und da hat sich die Einsicht durchgesetzt, daß Gewalt im Ausland nichts bringt“. Das Urteil werde voraussichtlich nicht vollstreckt werden: „Das Parlament ist mehrheitlich gegen die Todesstrafe.“

Auch der Hamburger Sprecher des Kurdisch-Deutschen Freundschaftsvereins glaubt nicht an neue Gewalt: „Das Urteil hat niemanden überrascht, deswegen gibt es weniger Wut. Wir hoffen jetzt, daß die europäischen Politiker Druck auf die türkische Regierung ausüben und so die Strafe in eine lebenslange Haft umgewandelt wird.“

Bei den Hamburger Parteien ist das Todesurteil auf breite Ablehnung gestoßen. GAL-Fraktionsvorsitzende Antje Möller sieht in dem Urteil ein „falsches Signal“ für die Verständigung der Türken und Kurden. Die Aufgabe der Politik sei jetzt, Druck auszuüben: „Einige der Kurden, mit denen ich gesprochen habe, halten Gewalt sonst wieder als Mittel zur Durchsetzung ihrer Interessen für möglich.“

Beim bundesweit größten Anbieter von Türkei-Reisen, Öger Tours, wurde am Dienstag kein Anstieg der Stornierungen verzeichnet. Pressesprecher Ingo Thiel: „Direkt nach der Festnahme im Frühjahr hatten wir bedeutend mehr Umbuchungen als jetzt.“

POURSUITE DE LA RÉPRESSION, REFUS DE L'AUTONOMIE

## En Turquie, procès au peuple kurde

LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUIN 1999 - Page 3

SUR l'île-prison d'Imrali s'est ouvert, le 31 mai, le procès de M. Abdullah Öcalan, dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Enlevé par les services secrets turcs au Kenya, avec l'aide de la CIA, il risque la peine capitale. Ses propres avocats sont menacés de mort, pourchassés, insultés par des manifestants rassemblés par le Parti d'action nationaliste (MHP), qui est sorti renforcé des élections législatives d'avril dernier. L'Union européenne, qui défend dans les Balkans le droit des Kosovars à l'autonomie, restera-t-elle silencieuse devant le déni des droits des Kurdes ?

Par MICHEL VERRIER

« Je suis turc et kurde à la fois. » M. Ahmet Zeki Okcuoglu a cinquante ans, et quatre années de prison à son actif. Il anime l'équipe d'avocats constituée pour défendre M. Abdullah Öcalan, dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), enlevé en janvier 1999 par les services secrets turcs avec l'aide de la Central Intelligence Agency (CIA) américaine. Démocrate et libéral, connu pour ses sévères critiques de la politique du PKK et de M. Abdullah Öcalan, il résume l'enjeu du procès : « Les autorités veulent traduire le peuple kurde en justice. Je ne pouvais me cantonner dans un rôle d'observateur. »

A Diyarbakir, dans un petit bureau des quartiers modernes et gris de la « capitale » kurde, à l'extérieur des remparts de pierres noires qui cernent la vieille ville, Me Osman Baydemir effleure ses moustaches : « La torture existe certes dans l'ensemble du pays, mais ici elle est systématique. Venues d'Urfa, de Mardin, les victimes s'adressent régulièrement à nous. » Elles ont été torturées dans l'obscurité ou les yeux bandés, et ignorent l'identité de leurs bourreaux. On les menace, au cas où elles oseraient porter plainte. Certaines d'entre elles ont rapporté cette phrase terrible prononcée par leurs tortionnaires : « Il n'y a pas de Dieu, Dieu c'est nous. »

« Ici c'est la guerre, poursuit Me Baydemir. Nous ne pouvons pas faire grand-chose, nous aidons les victimes dans leurs démarches juridiques. » Fondée en 1988, la branche locale de l'Association turque des droits humains (ATDH) a été fermée par les autorités le 22 mai 1997 à la suite d'une perquisition. Des documents interdits, des publications du PKK, entre autres, ont été saisis. Selon Me Baydemir, qui est également vice-président de l'ATDH, « en fait, la branche locale a été fermée parce qu'elle informait systématiquement les instances européennes ». Deux mille sept cents dossiers ont été déposés auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Celle-ci a déjà rendu plusieurs verdicts en faveur des plaignants.

### Le poids des militaires

DIYARBAKIR est plus calme qu'il y a quelques années. Plus pauvre aussi. Des centaines de milliers de personnes sont venues y trouver refuge, après avoir été chassées de leurs villages détruits par l'armée pour isoler la guérilla du PKK. Une volée d'enfants font la chasse au client.

Les échecs militaires enregistrés par la guérilla, l'emprisonnement de l'un de ses commandants régionaux, le populaire Semdin Sakik (condamné à la peine capitale, le 20 mai dernier, par la cour de sûreté de Diyarbakir), en rupture avec M. Abdullah Öcalan, la capture de ce dernier ont mis le moral des partisans du PKK à rude épreuve. Pourtant, la fin de la guérilla, annoncée par les militaires, semble relever davantage de la guerre psychologique que de la réalité. Les affrontements, les embuscades, meurtrières pour les soldats, restent quasi quotidiens. La revendication kurde ne faiblit pas.

Au soir des élections législatives et municipales du 18 avril 1999, on pavait au siège du Parti démocratique du peuple (Hadep), noir de monde, défiant les voitures de police et un véhicule blindé en faction devant l'immeuble. Avec plus de 62 % des voix, le parti pro-kurde a remporté haut la main la mairie de Diyarbakir. Il a triomphé également dans plusieurs des chefs-lieux de la région, dont Agri, Batman, Bingol, Hakkari, Siirt, Van, Sirmak et dans une quarantaine de petites villes. Selon les résultats officiels, il a recueilli 4,7 % des suffrages sur l'ensemble du pays.

Il rassemble 1,5 million d'électeurs et progresse d'un demi-point par rapport aux élections de décembre 1995. « Impossible pourtant de qualifier ces élections de libres et démocratiques, assure M. Ali Ozcan, secrétaire général du parti. Dans de multiples villages, l'armée a prévenu les villageois que s'ils votaient Hadep leur village serait brûlé. Notre président, M. Murat Bozlak, et plusieurs membres de la direction sont en prison depuis novembre 1998. Cent seize responsables et plus de 5 000 militants ont été emprisonnés au moins une semaine pendant la campagne électorale. Dans d'autres conditions, notre parti aurait sans doute franchi la barre des 10 % des suffrages, ce qui nous aurait permis d'avoir des députés au Parlement d'Ankara. » Le Hadep, cependant, ne semble pas parvenir à agréger les voix des communautés kurdes des grandes villes de l'Ouest, notamment Istanbul et Ankara.

Le nouveau maire de Diyarbakir, M. Feridun Celik, trente-quatre ans, grand gaillard au sourire malicieux, pourra-t-il exercer durablement ses fonctions, sous la triple surveillance d'Ankara, qui tient les cordons des finances régionales, du « super-gouverneur » régional, investi des pleins pouvoirs, et de la Cour de sûreté de l'Etat, dont le procureur général, M. Vural Savas, réclame l'interdiction du Hadep, accusé de « liens avec le PKK » ? Si cette thèse prévaut, M. Celik risque la prison. Il connaîtrait alors le même sort que ses prédécesseurs : Mme Leyla Zahna et M. Hatip Dicle, élus députés de Diyarbakir en 1991 et emprisonnés depuis 1994 ; M. Mehdi Zahna, élu maire de Diyarbakir en 1977, emprisonné lors du coup d'Etat militaire de 1980 et détenu onze ans, dans des conditions « atroces et barbares », selon les termes d'Elie Wiesel (1).

Avocat, conseiller du Hadep, Me Vedat Cetin garde espoir, en dépit du bond électoral du parti d'extrême droite MHP, l'auxiliaire des militaires, depuis le début des années 70, dans la répression des Kurdes et des militants de gauche. « Si le nouveau gouvernement accepte l'existence du Hadep, insiste-t-il, la solution du problème kurde est possible. Le Parti démocratique du peuple veut avant tout la paix, le respect de la démocratie. L'Etat d'exception devrait être aboli dans les provinces kurdes, les milices paramilitaires dissoutes, et les villageois devraient pouvoir regagner leurs villages détruits, les reconstruire et s'y établir à nouveau. »

Au siège local du Parti démocratique de gauche (DSP) du premier ministre Bulent Ecevit, M. Serif Yildirim assure de son côté : « Il faut respecter le Hadep. Le DSP est à 100 % pour la démocratie, mais la région ici n'est pas développée, comme à l'ouest du pays. Il faut donc avant tout faire venir les industriels, créer des emplois, soutenir l'agriculture, ouvrir des écoles. Ce sera la politique du nouveau gouvernement de Bulent Ecevit. » Mais qu'attendre, en ce qui concerne les libertés, de l'alliance de son parti et des « loups gris » du MHP, autrefois ennemis mortels ?

Une étiquette crayonnée à côté d'une sonnette : le siège de l'Association turque des droits humains, à Ankara, est presque clandestin. La porte du bureau de M. Akin Birdal, son président, est criblée d'impacts de balles encadrés au feutre bleu (2). Ce sont les traces de l'attentat qui a failli lui coûter la vie, le 12 mai 1998. Il est, depuis, sous protection policière. Il n'en rejoindra pas moins la prison pour un an, ce mois de juin, condamné pour « incitation à la haine raciale ». « Dans le discours qui m'est reproché, je soulignais, au contraire, la nécessité de résoudre pacifiquement la question kurde. »

M. Birdal n'attend rien de positif du nouveau Parlement, en ce qui concerne les droits de l'homme. « La Turquie n'est pas une démocratie au sens où on l'entend en Europe. L'Etat de droit, le respect des droits humains y font défaut. Ceux qui s'opposent au système actuel ne peuvent agir librement. Qu'il s'agisse du Hadep, des islamistes du Fazilet Partisi (le Parti de la vertu), du Parti socialiste ou des organisations non gouvernementales, humanitaires, qui ne peuvent opérer librement. Moi-même je me censure, je ne peux pas dire tout ce que je pense. »

Pour se préserver, le pouvoir joue sur la crainte de l'ennemi. « Avant la chute du mur, c'était le communisme, l'URSS. Puis ce fut l'islamisme. Demain ce sera peut-être la Grèce. Le parti islamiste n'est pas un danger réel pour la République. Le vrai danger, c'est l'Etat, ses bandes, cette puissance qui échappe à tout contrôle civil. » C'est-à-dire ce « système », ces liaisons de l'ombre dévoilées par le fameux scandale de Susurluk, qui unissent l'armée, la caste politique, les milices paramilitaires et la mafia (3). A Ankara, on mesure visuellement le poids des militaires. L'avenue Inonu barre horizontalement l'une des collines qui dominent la ville. Elle s'ouvre par les bâtiments de la Grande Assemblée et se termine par le mausolée d'Atatürk gardé par les soldats. Entre les deux, sur des kilomètres, les immeubles militaires des trois armées, ceux de la police et de la gendarmerie, sous la garde des soldats bottés, casqués, fringants, mitraillettes au poing. Mustapha Kemal, le père fondateur de la République, est partout. Ses portraits, ses bustes et ses statues ornent maisons, magasins, rues et jardins publics. Il monopolise même les effigies des billets de banque, dans des poses qui évoquent les images du socialisme réel.

La Turquie est la République d'un culte, dont l'armée définit les rites. La fameuse laïcité dont elle s'affirme être le garant fait la chasse au foulard, mais ignore la liberté de conscience. Pourtant, ce sont les militaires, défenseurs de la « laïcité kémaliste », qui ont dicté, en 1982, les termes de la Constitution actuelle et réintroduit les cours d'enseignement religieux obligatoires dispensés à l'école publique, que Mustapha Kemal avait supprimés en son temps (4).

L'image d'une Turquie laïque, moderne, en voie de démocratisation, qui sert très souvent en Europe et aux Etats-Unis à faire passer la répression contre les Kurdes et les islamistes ou la signature de contrats d'armement, est surfaite. « La liberté de religion n'existe pas ici, reprend M. Akin Birdal. La très officielle direction des affaires religieuses consacre les deniers du citoyen turc aux seules oeuvres des musulmans sunnites. » Encore faut-il parler d'un sunnisme officiel, dont les « dissidents » du Fazilet sont exclus. Les alevis, considérés généralement comme les meilleurs promoteurs de la fraternité, de la tolérance et de la laïcité, sont mis à l'écart. Ils ne peuvent accéder aux postes dirigeants de l'appareil d'Etat, bien qu'ils représentent un quart, voire un tiers de la population (5). Ils constituent pourtant un rempart contre l'intégrisme plus efficace que les tribunaux militaires.

### Une cour juge et partie

SELON le professeur Izettin Dogan, membre écouté de la communauté alevie, « la première des choses à faire en Turquie serait d'établir l'égalité de tous les citoyens, de leur accorder leurs libertés sans distinction de religion, de race ou de langue ». Selon lui, l'islam politique devrait être considéré comme une manière de penser, et les partis politiques qui s'en réclament comme des forces auxquelles il faut savoir se confronter (6). Une tout autre conception de la laïcité que celle professée par le procureur Vural Savas, qui revendique avec la même vigueur l'interdiction du Hadep, la condamnation de ses nouveaux élus et l'interdiction du Parti de la vertu, dont l'une des députées, Mme Merve Kavakçi, trente et un ans, a tenté de siéger sur les bancs de la Grande Assemblée, un foulard sur la tête, et s'est vu retirer la nationalité turque par le président Suleiman Demirel. Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat réclame l'éviction du Parlement des cent dix députés du Fazilet.

M. Ahmet Zeki Okcuoglu s'insurge : « La Cour européenne de Strasbourg estime que la présence de juges militaires au sein de la Cour de sûreté de l'Etat obère la légitimité du tribunal. Ses décisions concernant Abdullah Öcalan sont donc invalides, mais la Turquie n'en a cure. » Le tribunal d'exception fait partie du « système ». Comme le Conseil national de sécurité, organe constitutionnel qui joue un rôle déterminant dans les choix politiques du pays, où la voix des militaires l'emporte sur celle des politiques (7). Ce sont les stigmates du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, dont la Constitution actuelle est le rejeton. « Elle ressemble plus à un code de droit criminel qu'à une Constitution, remarque M. Okcuoglu. Une Constitution vise d'abord à la protection des libertés. Ce n'est pas le cas de la nôtre. »

La cour d'Ankara va juger M. Öcalan pour le déclenchement de la guérilla kurde en 1984. Elle lui fera sans doute endosser la responsabilité des 30 000 morts, voire celle des millions de personnes déplacées et des milliers de villages détruits, et dont l'armée est pour une bonne part responsable. La cour sera donc juge et partie, et l'accusé sera probablement condamné à mort. Or un tribunal équitable devrait remonter aux sources de l'affrontement actuel et juger, au même titre que M. Öcalan, les auteurs du coup d'Etat du 12 septembre 1980. Il visait déjà à écraser la revendication kurde et convainquit les fondateurs du PKK que la violence armée restait la seule issue. La prise du pouvoir par les militaires fit des milliers de morts et de disparus dans les rangs des Kurdes et des militants de la gauche. Mais la Turquie, qui bénéficie de l'appui intangible des Etats-Unis et de l'OTAN, n'a pas encore entamé l'examen de son passé, à l'exemple du Chili.

Si tel était le cas, les démêlés judiciaires auxquels est confronté le général Pinochet pourraient inspirer quelques craintes à certains généraux turcs. Mais, sous le sceau de l'anonymat, l'un de nos interlocuteurs notera : « Nous n'en sommes pas là, hélas, sinon nous nous serions cotisés volontiers pour offrir un voyage à Londres au général Kenan Evren (8).

Faute de crever cet abcès, le procès Öcalan ne sera pour les Kurdes que le procès de leur peuple, et son exécution éventuelle une destruction d'une partie d'eux-mêmes. A Diyarbakir, où l'on partage la souffrance des Kosovars, on espère, sans trop y croire, que l'Union européenne et les Etats-Unis feront pression sur Ankara pour que les Kurdes aussi accèdent un jour à cette autonomie à laquelle ils ont droit.

MICHEL VERRIER.

- (1) Lire Mehdi Zana, *La Prison no 5*, Arléa, Paris, 1995.  
 (2) M. Akin Birdal est également vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).  
 (3) Lire Kendal Nezan, « La Turquie, plaque tournante du trafic de drogue », *Le Monde diplomatique*, juillet 1998.  
 (4) Lire Nur Dolay, « L'armée entre héritage kémaliste et alliance américaine », *Le Monde diplomatique*, juin 1996.  
 (5) Lire Jean-François Pérouse, « Colère et humiliation des alévis », *Le Monde diplomatique*, juin 1996.  
 (6) *Turkish Daily News*, Ankara, 13 avril 1999.  
 (7) Lire Wendy Kristianasen, « La gauche entre militaires et islamistes », *Le Monde diplomatique*, février 1999.  
 (8) Instigateur du coup d'Etat de 1980.

LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUIN 1999 - Page 20

UN ENJEU POUR LE MONDE MUSULMAN

## En Iran, islam contre islam

Deux ans après son élection à la présidence, M. Mohamed Khatami a effectué une tournée dans le monde arabe, notamment en Arabie saoudite, une monarchie à laquelle l'Iran révolutionnaire s'était heurté à plusieurs reprises. Le dirigeant islamique a ainsi confirmé sa volonté d'imprimer un cours nouveau à la politique extérieure de son pays. Mais c'est sur la scène intérieure, autour de la place de l'islam et de ses relations avec le politique, que se joue l'essentiel du combat qui oppose les réformateurs aux conservateurs. L'issue de cette lutte très rude déterminera l'avenir de l'Iran, mais aura aussi de profondes répercussions sur l'ensemble du monde musulman.

Par ERIC ROULEAU

SE faire refouler au seuil de la résidence d'un grand ayatollah, en plein centre de la ville sainte de Qom, est un événement insolite en soi. D'autant que ce prélat, le plus influent du haut clergé de l'islam chiite, qui fut pendant de longues années le dauphin désigné de l'imam Khomeiny à la tête de la République islamique, recevait généralement ses visiteurs étrangers avec grande cordialité. M. Hossein Ali Montazeri, âgé de soixante-dix-sept ans, était tombé en disgrâce en 1989 après avoir critiqué, entre autres, les exécutions massives de prisonniers politiques. Il a été mis en détention il y a dix-huit mois, après avoir remis en cause le caractère théocratique de la République islamique, l'institution du Velayat Faguih (textuellement le « gouvernement du jurisconsulte »), la plus haute instance politico-religieuse de l'Etat. Il soutient que le *faguih*, le « guide suprême » de la République, n'a pas de légitimité divine et devrait donc être démocratiquement désigné pour un mandat de durée limitée et révocable, que sa fonction devrait être essentiellement de nature spirituelle et que le choix pourrait se porter sur un laïc, respecté pour ses connaissances théologiques et ses qualités humaines, plutôt que sur un membre du clergé qui serait dépourvu de tels atouts. Son « crime » suprême est d'avoir disqualifié l'actuel *faguih*, le successeur de Khomeiny, l'ayatollah Ali Khamenei, qu'il estime être dépourvu des qualités requises.

L'ayatollah Montazeri a de nombreux émules dans le haut et le bas clergé, parfois plus radicaux que lui. Au moins deux autres ayatollahs sont, eux aussi, en résidence forcée. Certains ont été réduits au silence, menacés d'être privés des subsides de l'Etat, agressés par des nervis appartenant à un groupement paramilitaire, les Partisans du Hezbollah (le parti de Dieu). Le bas clergé, que l'on dit en grande partie contestataire, n'est pas épargné. Un nombre indéterminé de mollahs, entrés en dissidence ouverte, ont été défroqués, croupissent dans les prisons ou risquent d'être traduits à brève échéance devant le redoutable « tribunal des clercs ». Privés des faveurs du pouvoir, dont bénéficient seulement une infime minorité de religieux, souffrant de l'impopularité qui frappe l'ensemble du clergé, que l'opinion tient pour collectivement responsable des méfaits du régime, ces mollahs se sont ralliés à une vision de l'islam autre que celle des potentats religieux. Certains d'entre eux vont jusqu'à souhaiter que le clergé se retire de l'appareil de l'Etat pour retrouver le rôle moral, et éventuellement contestataire, qui fut le sien avant la révolution de 1979.

## S'écarter

## des textes saints

EN mai 1997, l'élection à la présidence de la République de l'hodjatoleslam Mohamed Khatami, réformateur, a amplifié le mouvement. Le cas de M. Mohsen Kavidar est exemplaire. Lors d'entretiens précédents, ce jeune mollah (trente-neuf ans), professeur de philosophie, tenait des propos peu orthodoxes - à condition qu'ils ne lui soient pas attribués. Il a, depuis deux ans, laissé tomber le masque. Profitant des libertés que se sont octroyées de nouvelles publications de l'opposition, le philosophe se métamorphosa en militant politique. Il signa des chroniques polémiques dénonçant la nature théocratique du Velayat Faguih, accusant les tenants du pouvoir d'avoir rétabli les pratiques totalitaires du régime monarchique. Et, se référant à Jean-Jacques Rousseau, appela à la conclusion d'« un contrat social » réglementant les relations entre l'Etat et les citoyens. Il franchit la ligne rouge du tolérable en exigeant que « toute la lumière soit faite » sur la vague d'assassinats politiques de l'automne 1998, laissant entendre que de hauts responsables, laïcs ou religieux, les avaient télécommandés. Les auteurs du meurtre de l'homme politique de l'opposition Darius Fourouhar et de son épouse ainsi que de deux écrivains laïcs ont été arrêtés mais l'enquête, tenue secrète, est toujours en cours. M. Kavidar, qui insistait pour que l'identité des assassins soit révélée et que leur procès soit public, a été condamné par l'impitoyable « tribunal des clercs » en avril 1999 à dix-huit mois de prison.

Les membres conservateurs du clergé qualifient leurs adversaires de « révisionnistes », terme qui se veut injurieux. Mais les dissidents font valoir que l'*ijtihad* (l'effort d'interprétation des textes saints) relève d'une pratique reconnue et encouragée par l'islam chiite, confession largement majoritaire en Iran. Le mojtahed a même le droit d'émettre des jugements novateurs puisque la jurisprudence islamique n'est pas, en principe, figée. Ce privilège a conduit dans certains cas à la justification de la séparation de l'Etat et de la religion, à une laïcité *de facto* sinon *de jure*. Nombre d'experts de jurisprudence islamique, théologiens et philosophes, ont franchi le pas sans l'admettre explicitement pour éviter les foudres de l'appareil répressif. Le concept de laïcité, que les livres saints ignorent, et dont le terme est intraduisible en langue persane, est jugé par le pouvoir en place comme étant la négation tout à la fois de l'islam, de la Constitution de la République islamique et de la révolution elle-même.

Le cheikh Mohamed Shabistari, mojtahed reconnu et respecté dans l'ensemble du monde musulman, professeur de philosophie islamique à l'université de Téhéran, est qualifié par ses censeurs de « libéral ». Grand, svelte dans son manteau ecclésiastique, un turban blanc surmontant un visage aux traits harmonieux, collier de barbe blanche soigneusement taillée, lunettes en écaïlle, le théologien s'exprime en choisissant prudemment ses mots : « *En islam, il n'existe aucune forme contraignante d'institutions étatiques. Autant un gouvernement s'inspirant des valeurs suprêmes de l'islam est légitime, surtout dans un pays profondément croyant et traditionnel comme le nôtre, autant un Etat islamique est un non-sens au regard des textes sacrés. L'institution du Velayat Faguih relève donc du domaine de la politique et non de la religion. Notre Constitution, à laquelle j'adhère par devoir civique, juxtapose les droits divins et les devoirs des citoyens. Ce mélange des genres est à la source de nombre de nos problèmes. Il faudra bien un jour échapper à cette contradiction en nous adaptant aux exigences de la modernité...* »

L'un des mots-clés du débat qui passionne l'opinion est lâché. Le philosophe musulman Abdel Kerim Souroush, influent lui aussi au sein du clergé et de la société civile, et dont les idées, dit-on d'une manière lapidaire, « *sont au pouvoir* » depuis l'élection du président Mohamed Khatami, est un rénovateur audacieux puisqu'il s'écarte résolument des textes saints, précisément au nom de la modernité. « *Il faut cesser de se leurrer en prétendant que l'islam comporte des enseignements conformes à tous les besoins d'une société moderne, comme la démocratie ou les droits humains. La religion du Prophète détermine surtout les obligations des croyants, tandis que la démocratie garantit les droits des citoyens. Il nous revient à nous, les intellectuels du tiers-monde, de les rendre compatibles.* »

Comment ? « *Tout simplement en essayant d'imaginer ce que seraient les prises de position du Prophète s'il devait revenir sur terre pour vivre parmi nos contemporains. Il saura, lui, faire la distinction entre les principes fondamentaux du Coran, très peu nombreux, et la foule de jugements conjoncturels qui correspondaient il y a quatorze siècles à une société bien différente de la nôtre.* » Dès lors, explique-t-il à titre d'exemples, sont caduques les institutions de droit divin (le Velayat Faguih), les sanctions pénales dites islamiques, la mise à mort des apostats (allusion, entre autres, au cas de Salman Rushdie), l'inégalité de l'homme et de la femme, les discriminations exercées à l'égard des non-musulmans (les *dhimmis*) au sein d'un Etat musulman.

Il y a peu encore, M. Abdel Kerim Souroush avançait à pas comptés dans le domaine religieux et se refusait, disait-il, à pénétrer dans l'espace politique. Faudrait-il dès lors s'étonner qu'il ait été privé de sa chaire de philosophie à l'université, qu'il ne peut plus prendre la parole dans un lieu public sans être physiquement agressé par les hezbollahs, qu'il ne s'aventure jamais dans la ville autrement qu'en voiture et accompagné, qu'il envisage éventuellement de s'expatrier ? Il a pourtant de quoi être satisfait : auteur à succès, la moyenne de tirage de ses livres est de deux à trois fois supérieure à celle des autres oeuvres éditées ; il est lu davantage dans la ville sainte de Qom, où il compte de nombreux adeptes dans le bas clergé et chez les séminaristes, que dans le reste du pays.

Les libertés publiques, en particulier celle de la presse, ont connu un essor sans précédent depuis l'accession à la présidence de M. Mohamed Khatami, qui en a fait son principal cheval de bataille. La répression exercée par l'Etat sous la direction du *fağuih* l'ayatollah Khamenei, s'est aggravée dans les mêmes proportions. Le premier fait figure de chef de l'opposition libérale face au leader des conservateurs. Cette « cohabitation à l'iranienne », dont l'enjeu est le pouvoir suprême et peut-être l'avenir même de la République islamique, a pris les allures d'une guérilla larvée, d'une guerre de positions dans laquelle les interprétations contradictoires de l'islam ne sont que l'un des aspects. Les médias constituent l'arène centrale de la confrontation. Face à la radio, à la télévision, aux nombreuses publications, contrôlées par les conservateurs, une pléiade de revues et de quotidiens militent pour un *aggiornamento*.



Si les journalistes évitent de s'en prendre explicitement, par exemple, à l'interdiction de la consommation d'alcool ou au port obligatoire du voile par les femmes, sujets jugés trop sensibles et surtout d'importance secondaire dans le débat en cours, ils défendent courageusement les principes qui ont été les thèmes centraux de la campagne électorale du nouveau président : l'Etat de droit, les libertés publiques, les droits de la personne, le pluralisme, la légalisation de tous les partis qui font allégeance à la Constitution, même s'ils contestent certaines de ses dispositions, le fonctionnement du système du Velayat Faguih (la personne du *faguih*, infallible comme un pape, demeure cependant hors d'atteinte). La presse réformiste de toutes tendances - entre autres, *Sobhe Emrouz* et *Khordad*, proches de la présidence de la République, *Salaam* (organe de la gauche islamique), *Nachat* et *Kian* (gauche indépendante), *Zanan* (féministe), *Hamshahri* (droite moderniste) - publie les textes et les déclarations des théologiens « révisionnistes », des religieux conservateurs mais par ailleurs favorables aux libertés.

La riposte du pouvoir à ces défis a pris diverses formes : suppression de publications, qui renaissent aussitôt sous de nouvelles appellations, arrestation de journalistes et de chroniqueurs, qui reviennent à la charge après leur libération, campagnes médiatiques d'intimidation, agressions physiques, menaces de mort proférées anonymement ou par des organisations fantômes, et, enfin, assassinats dont le ministère des renseignements a été contraint d'attribuer la responsabilité à certains de ses agents qui auraient agi de leur propre chef.

« L'ère des assassins est révolue », s'est exclamé récemment dans un discours M. Mohamed Khatami, auquel fait écho son ministre de l'information, M. Ataollah Mohajerani, en répétant inlassablement que « la suppression de la censure est irréversible ». Il a, en effet, autorisé de nombreuses oeuvres littéraires ou cinématographiques politiquement ou moralement « incorrectes », sauf celles qui comportaient des scènes sensuelles. Il a reconnu, en attendant sa légalisation, l'association des écrivains iraniens, notoirement laïque et de gauche, hors la loi tant à l'époque de la monarchie que sous la République. Traduit devant le Parlement pour menées « anti-islamiques », le ministre a échappé de peu à sa destitution en avril 1999, une petite majorité de députés, craignant sans doute la réprobation populaire, ayant voté contre la motion de censure.

### Une épée maniée par le Seigneur

DANS l'arène de la confrontation, l'institution judiciaire occupe une place de choix. Relevant du domaine réservé du *faguih*, elle échappe au contrôle des pouvoirs législatif et exécutif. « L'épée du justicier est aux mains de nos adversaires », se plaint, amer, M. Mohamed Atrianfar, directeur du quotidien *Hamshahri*, le plus fort tirage de la presse quotidienne. Une épée d'autant plus redoutable qu'elle est maniée par le Seigneur. « La justice est d'essence divine », explique M. Assadollah Badamchian, l'un des plus influents dirigeants du camp conservateur. « La justice ne tire pas sa légitimité du peuple mais de l'islam », précise l'ayatollah Mohamed Yazdi, le chef de l'institution judiciaire. Quant aux lois, nombre d'entre elles sont d'une ambiguïté qui permet toutes les manipulations. La liberté d'expression, par exemple, est garantie à condition qu'elle « ne porte pas atteinte à l'islam », ou bien, mieux encore, si elle n'est pas « utilisée pour semer la confusion dans les esprits ».

La panoplie de législations en vigueur et des tribunaux d'exception chargés de les appliquer offre au justicier plusieurs cordes à son arc. L'opposition considère que le « tribunal des clercs » et les « tribunaux révolutionnaires » appartiennent à un passé révolu. Ce qui n'est pas, bien entendu, l'avis des tenants du pouvoir. « Contrairement à ce que pensent ces gens-là, notre révolution, voyez-vous, est permanente », explique le Dr Hassan Ghafoorifaard, membre de la présidence du Parlement, proche des conservateurs, et nous avons besoin de ces tribunaux pour poursuivre le combat. » Quel combat et contre qui ? « Nous avons le devoir de lutter contre les ennemis intérieurs et extérieurs de la République, notamment contre l'invasion culturelle de l'Occident », répond sans sourciller ce physicien nucléaire, formé aux Etats-Unis, qui occupe, de surcroît - cohabitation oblige ! - le poste de conseiller pour les affaires de haute technologie auprès du président Khatami. Dont il est tout à la fois, précise-t-il, l'adversaire, un rival potentiel à la prochaine élection présidentielle et néanmoins « un ami de longue date ».

« La situation actuelle est insupportable, s'indigne M. Saeed Hajjarian, homme politique en vue et l'un des conseillers les plus écoutés du président de la République. En Iran, nous avançons en terrain miné sans savoir où sont enfouies les charges explosives, alors que dans des régimes analogues au nôtre, en Turquie par exemple, les citoyens les évitent en sachant où elles sont situées. » « Je préférerais mille fois bénéficier de libertés restreintes mais garanties que de vastes libertés virtuelles comme les nôtres », s'exclame pour sa part M. Abbas Abdi, autre dirigeant de la gauche islamique. Nos interlocuteurs sont membres fondateurs du Front de la participation, l'une des deux formations réformistes légalisées. Leur objectif prioritaire est de favoriser l'éclosion d'autres contre-pouvoirs, de publications indépendantes, d'associations professionnelles, de syndicats libres, et surtout de partis politiques qui seraient en mesure d'affronter la cinquantaine de formations conservatrices qui, elles, ont été autorisées sans difficulté.

Bien que le multipartisme soit reconnu par la Constitution, une commission veille à en réduire singulièrement la portée en appliquant une loi qui exclut les formations ayant des orientations « incompatibles avec l'islam ». Ainsi celles-ci sont-elles réparties en deux catégories : *khodi* (littéralement « les nôtres ») et *gheir khodi* (« les autres »). Parmi ces dernières figurent par exemple deux partis hors la loi mais tolérés, le Mouvement des musulmans militants et le Mouvement de libération de l'Iran, dirigés respectivement par le Dr Habibollah Peyman et le Dr Ebrahim Yazdi. Tous les deux ont ceci en commun qu'ils ont participé à la révolution tout en s'opposant d'emblée, lors de la rédaction de la Constitution, au concept du Velayat Faguih, lui préférant celui de la démocratie ; par la suite, ils ont fait allégeance à la Constitution adoptée tout en appelant à son amendement, ce qui n'a pas suffi à les « réhabiliter ».

Seules leurs activités quasi clandestines sont tolérées. Il leur est interdit d'avoir des locaux, de tenir des réunions publiques, de publier un journal ; leurs communiqués ou déclarations à qualités ne sont pas reproduits par les médias

gouvernementaux ; leurs militants sont parfois agressés, arrêtés sous divers prétextes. « Nous continuons à être soumis à un système qui ressemble fort à l'inquisition », explique le Dr Yazdi, qui fut ministre des affaires étrangères dans le premier gouvernement de la République. *Ma candidature à la présidence de la République, en mai 1997, a été écartée.* » Son opinion, partagée par les autres dirigeants de l'opposition, est que seule la légalisation de tous les partis politiques sans distinction « est susceptible de mettre un terme à l'équilibre instable qui met en danger la paix civile ».

### Répandre la bonne parole

LA « cohabitation à l'iranienne » se caractérise plutôt par un déséquilibre structurel qui oppose un pouvoir absolu à une légitimité populaire. Le président de la République, M. Mohamed Khatami, a été plébiscité par plus de 70 % de ses concitoyens, une première fois lors de son élection en mai 1997, la seconde à l'occasion des élections locales et municipales en mars 1999. Mais il est virtuellement impuissant face au *faquih* doté de prérogatives qui le dispensent de tenir compte de la déroute de ses partisans dans ces deux scrutins. En effet, la Constitution lui confie, entre autres, le contrôle exclusif du pouvoir judiciaire, de l'armée, des pasdarans (les « gardiens de la révolution », garde prétorienne du régime), de centaines d'imams de la prière du vendredi, chargés de répandre la bonne parole, des médias et des grands quotidiens gouvernementaux dont il nomme les directeurs. Il est en outre chargé de définir et de superviser l'application de la politique générale de la République ; il avale l'élection du président de la République et, si nécessaire, le destitue ; il déclare la guerre et conclut la paix. Il est en quelque sorte au-dessus des lois puisqu'il est interprète de la volonté du Prophète et de ses successeurs, les douze saints imams, il n'a de compte à rendre à personne sauf au Seigneur (1).

D'autre part, il recueille les bénéficiaires, en totalité ou en partie, des fondations dites caritatives, en réalité des holdings économiques tentaculaires, constitués au lendemain de la révolution avec les biens confisqués de la famille impériale notamment, qui gèrent des fonds considérables dont le *faquih* dispose comme il l'entend, notamment en finançant le clergé et ses institutions, moyen supplémentaire de garantir leur dépendance à son égard.

Au regard de ce déséquilibre manifeste du rapport des forces, le bilan de la « cohabitation » est loin d'être négatif pour le président de la République. M. Mohamed Khatami a réussi en deux ans, à mi-parcours de son mandat, à populariser les concepts de l'Etat de droit, du multipartisme, de l'alternance ; à avaliser l'extension des libertés publiques ; à confier certains portefeuilles ministériels « sensibles », tels ceux de l'intérieur, de la communication et de la culture, à des hommes qui lui sont dévoués ; à limoger le ministre des renseignements après que celui-ci eut admis la « bavure » des assassinats politiques de l'automne 1998 ; à assurer la tenue d'élections locales et municipales, les premières depuis l'instauration de la République bien qu'elles soient prévues par la Constitution.

En revanche, il n'a pas pu rééquilibrer les institutions, relancer l'économie, améliorer les conditions sociales, mener à bien sa stratégie de normalisation des relations internationales de l'Iran, en particulier avec les Etats-Unis. L'opinion ne le lui a pas pour autant tenu rigueur, à en juger par le vote massif en faveur de ses partisans aux élections locales. D'une grande maturité, elle a su mesurer les limites de son pouvoir, son honnêteté intellectuelle, le courage et la ténacité courtoise d'un homme à convictions qui a fait preuve d'une fidélité tatillonne à ses promesses électorales, modestes en apparence mais fondamentales pour l'avenir démocratique de la République.

Par contraste, le *faquih*, l'ayatollah Khamenei, contesté tout autant au sein du clergé que dans la population, fait triste figure. Ce qui fait dire au directeur du quotidien libéral *Hamshahri*, M. Atrianfar : « *Le mouvement réformiste est une fusée à plusieurs étages, le dernier étant l'équivalent d'un engin nucléaire, à savoir le formidable soutien populaire qui nous porte.* »

La double victoire remportée par les réformistes aux élections présidentielle et municipales reflète de profondes mutations intervenues dans la société : 75 % des citoyens, âgés de moins de trente-quatre ans, n'ont pas participé à la révolution de 1979 ; ils ont grandi à l'ère des satellites et d'Internet (les cyber-cafés se répandent dans les grandes villes) ; ils aspirent à des mœurs modernes, européennes ou américaines, avec toutes les libertés individuelles que celles-ci comportent. Ils récupèrent ainsi, explique l'écrivain Mohamed Sadek El Hussein, les trois composantes de leur culture ancestrale : « occidentale », « nationale » et « islamique », cette dernière ayant occulté les deux premières sous l'influence du régime khomeiniste.

### Retour des valeurs nationales

L'OBSERVATEUR étranger est frappé par l'attachement ostensible des jeunes envers des valeurs strictement nationales au détriment de l'héritage musulman (2). Les nouveau-nés, par exemple, sont de plus en plus nombreux à recevoir des prénoms préislamiques tandis que le nombre d'élèves qui s'inscrivent aux cours d'arabe (langue du Coran que le pouvoir privilégie) est en chute libre. Au moins trois facteurs ont contribué à cette évolution : l'urbanisation accélérée qui transforme les ruraux, fédérés par les clans et les mosquées, en citoyens intégrés à la communauté nationale ; la guerre contre l'Irak (1980-1988), qui a donné un puissant essor au patriotisme ; et, enfin, le discrédit qui frappe l'idéologie archaïque de l'Etat islamique. L'incurie et les turpitudes des gouvernants, l'enrichissement indu de potentats religieux et des commerçants du bazar, qui ont traditionnellement partie liée, la détérioration des conditions sociales, contribuent indirectement à nourrir le sentiment d'appartenance nationale.

Paradoxalement, la République islamique a engendré ou amplifié les forces qui la menacent. Sa politique de natalité incontrôlée pendant plusieurs années a modifié la structure démographique de la société en faveur de sa composante juvénile. La vigoureuse campagne d'alphabétisation, la généralisation de l'enseignement gratuit, ont divisé par quatre le taux d'analphabétisme (actuellement de 15 %) tout en décuplant le nombre des diplômés universitaires (plus de quatre millions, sans compter les deux millions d'étudiants dans l'enseignement supérieur), lesquels viennent grossir les rangs des sans-emploi.

Suprême ironie, l'instauration du port obligatoire du tchador ou du foulard « islamique » a donné une impulsion irrésistible à l'émancipation de la femme : le couvre-chef « islamique » a, en effet, permis l'entrée en masse dans les écoles et les universités de filles que de nombreuses familles traditionnelles refusaient de scolariser à l'époque de la monarchie quand le

port du voile était, à l'inverse, interdit. Les étudiantes constituent plus de 50 % des effectifs universitaires contre 25 % à l'époque du chah. Vêtues « pudiquement » sous la République, les femmes envahissent aussi le marché du travail, d'autant qu'elles sont contraintes de fournir un complément indispensable au revenu familial. Du coup, elles revendiquent la pleine égalité des droits, notamment dans les domaines de l'héritage et du divorce, droits sacrilèges pour les tenants de l'islam conservateur. Événement sans précédent : les organisations féministes, islamiques et laïques, ont décidé de créer un front commun pour obtenir gain de cause (3). « Nous avons pris conscience que la défense des droits de l'homme passe par la reconnaissance des droits de la femme », remarque l'une de ces militantes islamiques, l'avocate Shireen Ebadi.

Ainsi les femmes, les plus jeunes en particulier, font figure de fer de lance du mouvement réformiste. Fait sans précédent sur le plan mondial, sauf erreur, neuf d'entre elles ont posé leur candidature lors de la dernière élection présidentielle. On est tenté de croire que l'une d'elles aurait été élue à la magistrature suprême si les candidatures féminines n'avaient pas été écartées d'emblée par les représentants du *faguih*. En effet, l'une des caractéristiques du récent scrutin municipal est la victoire de nombreuses femmes dans les grands centres urbains, souvent avec un score plus élevé que leurs collègues masculins, comme ce fut le cas dans la ville sainte de Qom où une infirmière « moderne » l'a emporté sur plusieurs de ses concurrents enturbannés. Le conseil municipal de Téhéran comporte deux femmes, dont la soeur de M. Mohsen Kadivar. Remarquables évolutions pour une société de tradition patriarcale qui demeure - autre paradoxe - profondément marquée par le machisme.

La prochaine échéance de la confrontation, les élections législatives de mars 2000, inquiète les deux camps. Les conservateurs redoutent une déroute qui, après la présidence de la République et les conseils municipaux, livrerait aux partisans de M. Khatami le pouvoir législatif. Les réformistes se posent la question de savoir si une telle perspective n'incitera pas les jusqu'aboutistes parmi leurs adversaires à commettre l'irréparable. Des scénarios dramatiques sont envisagés. « L'assassinat des deux cents à trois cents intellectuels qui mènent le combat démocratique » n'est pas exclu par Akbar Ganji, journaliste de gauche célèbre pour ses articles dénonçant le « fascisme islamique ». Un coup d'Etat est envisagé mais apparemment sans grande conviction.

Le directeur du cabinet de M. Mohamed Khatami, fidèle des fidèles du président de la République depuis une vingtaine d'années, l'hodjatoleslam Mohamed Ali El Abtahi, rejette catégoriquement une telle hypothèse : « Les hommes de la troupe, au sein de l'armée et des *pasdarans*, sont des gens du peuple qui n'accepteront jamais de se dresser contre le président et la légalité qu'il représente », affirme-t-il, avant de mettre un bémol. En tout cas, les mutations intervenues dans la société, la dignité retrouvée des Iraniens, les libertés conquises de haute main par le peuple, sont irréversibles, avec ou sans Khatami au pouvoir, et même si ce dernier devait se métamorphoser en un nouveau Staline... »

Malgré tout, la prudence caractérise la stratégie des réformistes pour la période qui les sépare des élections législatives. La Constitution, y compris le Velayat Faguih, répètent-ils inlassablement, nous convient parfaitement, à condition qu'elle soit appliquée honnêtement. Encore aurait-il fallu rappeler que la révision de la Loi fondamentale est virtuellement impossible compte tenu des multiples verrous que le législateur a installés. M. Abbas Abdi, l'un des théoriciens de cette stratégie, est néanmoins plus convaincant quand il déclare : « Nous nous efforçons de persuader nos adversaires que leur avenir sera mieux assuré dans une démocratie, où l'alternance est de règle, que dans une dictature ; nous conseillons dès lors à la presse de l'opposition de freiner ses ardeurs, au gouvernement de ralentir le rythme des réformes, tandis que nous nous consacrons à la tâche de consolider les acquis de la présidence de Khatami, inimaginables il y a à peine deux ans. »

A en juger par les déclarations de divers dirigeants conservateurs, parmi les plus réalistes, on peut penser que la raison finira par prévaloir. « Nous jouerons le jeu de la démocratie quitte à devenir minoritaires dans le prochain Parlement », assure, par exemple, l'un de ceux-là, M. Hassan Ghaffoorifard. Cependant, tout en tenant un discours analogue, l'hodjatoleslam Nateq Nouri, président du Parlement et candidat malheureux à la dernière élection présidentielle, ne peut s'empêcher de sonner le tocsin : « Nous devons demeurer vigilants car ces soi-disant réformistes cherchent à instaurer un système démocratique et non une démocratie islamique, une république laïque et non islamique, comme ils le prétendent. »

#### L'homme de la dernière chance

A peine voilée est l'accusation : l'ultime objectif des partisans du président serait de « dé-khomeiniser » l'Etat. Le journaliste Akbar Ganji, l'un des chefs de file de l'opposition, le nie tout en dressant un parallèle entre M. Khatami et M. Gorbatchev : « Notre président souhaite un "islam à visage humain" tout comme le leader soviétique a voulu assurer la survie du communisme en l'humanisant. En provoquant son échec, ses adversaires ont involontairement propulsé au pouvoir un Eltsine. Nos conservateurs n'ont pas non plus compris que Khatami est l'homme de la dernière chance, que sa défaite entraînera la liquidation de tous les islamistes, tout autant les réformistes que les conservateurs... »

A l'inverse, aurait-il pu conclure, le succès d'un aggiornamento islamique aurait un tel retentissement que l'Iran deviendrait une référence, voire peut-être un modèle, pour les communautés musulmanes à travers le monde.

ERIC ROULEAU.

(1) Voir d'Ahmad Salamati et Simone Chamliou « Les dix années de la révolution islamique en Iran », *Revue du tiers monde*, no 123, juillet-septembre 1990.

(2) Lire Christian Bromberger, « Troisième mi-temps pour le football iranien », *Le Monde diplomatique*, avril 1998.

(3) Lire Azadeh Kian, « Des femmes iraniennes contre le clergé », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

# La police turque passe à tabac des avocats d'Ocalan

Inquiétudes sur le procès du leader kurde prévu le 31 mai.

Istanbul intérim

Après le passage à tabac, vendredi par des policiers, de 6 des 16 défenseurs d'Abdullah Öcalan, les défenseurs des droits de l'homme s'inquiètent des conditions du prochain procès du leader de la rébellion kurde. La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a décidé vendredi, en première séance, de joindre sa procédure au grand procès qui se tiendra le 31 mai sur l'île-prison d'Imrali. C'est là, au large d'Istanbul, sur la mer de Marmara, que le chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) est détenu depuis son arrestation le 15 février. Pour des raisons de sécurité, il y est totalement isolé. Accusé de trahison et d'atteinte à l'intégrité territoriale de la nation, il est passible de la peine de mort. Les séparatistes sont considérés par Ankara comme responsables de la mort de près de 10000 personnes, civils mais aussi militaires, policiers et membres des milices progouvernementales depuis les débuts de la lutte armée en 1984. Le conflit aurait fait en tout quelque 35000 victimes. L'acte d'accusation contient aussi les «confessions» d'Öcalan, qui y reconnaît simplement avoir mené «une lutte armée sur le sol turc». Dans de précédentes déclarations publiées par la



Des policiers retiennent un manifestant anti-PKK, devant le Palais de justice d'Ankara, vendredi.

presse – mais non authentifiées –, «Apo» laissait entendre qu'il plaiderait non coupable. Ses cessez-le-feu unilatéraux décrétés en 1993, 1995 et 1998 attesteraient qu'il était partisan d'une solution pacifique au conflit, et les actes terroristes tardivement condamnés seraient l'œuvre de ses seuls lieu-

tenants. En mars, il faisait savoir par ses avocats qu'il était pour la «fraternité» entre Turcs et Kurdes, et que son mouvement devait se préparer à entrer dans la légalité. Mais ces revirements tardifs ne devraient pas impressionner le moins du monde ses trois juges – un militaire et deux ci-

vils probablement –, et encore moins une opinion publique chauffée à blanc.

«La Turquie sera la tombe d'Öcalan», scandaient les manifestants venus à la courte audience de vendredi, à Ankara. Les dizaines de parents de «martyrs», brandissant les photos de leurs enfants en tenue militaire, ont violemment pris à partie les défenseurs d'Öcalan à leur entrée au Palais de justice, l'un d'eux se faisant même molester. Puis, la séance dut être suspendue par deux fois, pour couper aux insultes qui leur étaient lancées à l'intérieur du tribunal. Ensuite, dans les rues de la capitale, ce sont des policiers qui ont emmené six des seize avocats qualifiés par la foule de «traîtres honteux» pour les passer à tabac avant de les relâcher. Maître Ahmet Zeki Okçuoglu, qui mène la défense, a demandé pour eux une protection renforcée faute de quoi il menace de ne pas plaider. De toutes manières, il ne seront pas tous autorisés à venir à la barre: les noms de ceux qui seront retenus seront annoncés «par voie de presse», a annoncé le juge Turgut Okyay. Le procès se déroulera «sans relâche», a-t-il dit, et aucun observateur étranger ne sera admis dans le tribunal afin de ne pas porter atteinte à «la souveraineté du système judiciaire turc». Quant aux policiers qui ont battu les avocats, ils ne sont pour le moment sous le coup d'aucune sanction et les hautes autorités des forces de l'ordre nient les faits ●

JÉRÔME BASTION

LIBÉRATION

3 MAI 1999

## Bülent Ecevit est chargé de former le nouveau gouvernement turc

Incident autour du foulard islamique au Parlement

ISTANBUL

de notre correspondante

Après avoir consulté, dimanche 2 mai, les chefs des cinq partis représentés à la Grande Assemblée nationale turque, le président Süleyman Demirel a confié au premier ministre sortant, Bülent Ecevit, la tâche de former le prochain gouvernement de coalition. Vainqueur des élections législatives anticipées du 18 avril, le Parti démocratique de gauche (DSP) de M. Ecevit devra s'allier avec au moins deux

groupes politiques pour contrôler une majorité des voix à la Grande Assemblée. Les candidats les plus probables sont le Parti nationaliste de l'action (MHP, extrême droite) de Devlet Bahçeli, dont le succès électoral a surpris la Turquie, et le Parti de la Mère patrie (ANAP, centre droit) de Mesut Yilmaz.

Pour s'entendre avec les ultranationalistes du MHP, M. Ecevit devra cependant surmonter une méfiance qui date des années 70. A l'époque, les affrontements violents entre la

gauche et l'extrême droite – qui avaient fait plus de 5 000 morts – avaient servi de prétexte à l'armée pour intervenir le 12 septembre 1980. De plus, l'idéologie nationaliste du MHP a une forte composante religieuse, alors que M. Ecevit est un fervent défenseur de la laïcité.

Les alternatives sont cependant limitées pour le vétéran de la gauche nationaliste. Une coopération avec le Parti de la Mère patrie et le Parti de la juste voie (DYP), les

deux forces de centre droit qui ont subi une cuisante défaite électorale, semble peu probable tant que Tansu Ciller demeure à la tête du DYP. Malgré sa débâcle électorale, Mme Ciller s'accroche à son poste de chef de parti et n'a, pour l'instant, pas répondu aux appels demandant sa démission.

« DÉFI » À L'ÉTAT

Alors que les 550 nouveaux élus prétaient serment, une tempête de protestations a secoué la Grande Assemblée nationale turque, dimanche, lorsque Merve Kavakci, députée du Parti de la vertu (FP, islamiste), est arrivée, la tête couverte d'un foulard islamique dans l'enceinte du Parlement. M. Ecevit,

LE MONDE

/ MARDI 4 MAI 1999

visiblement furieux, a déclaré que « *défier l'Etat* » n'était pas de mise à la Grande Assemblée nationale tandis que ses députés accueillent Mme Kavakci en frappant sur leurs pupitres et en criant « *Dehors ! Dehors !* ». Nesrin Unal, députée du MHP, avait, pour sa part, retiré son foulard et noué ses cheveux en un

chignon sévère pour la cérémonie. Le geste de Mme Kavakci relance une fois de plus une controverse qui, depuis des mois, divise la Turquie où les autorités laïques tentent d'interdire le foulard au sein des institutions, notamment dans les universités. Après une brève inter-

ruption, la cérémonie d'ouverture s'est poursuivie, sans Mme Kavakci, qui est rentrée chez elle sans prêter serment. Spécialiste en informatique, âgée de trente et un ans et élevée au Texas, elle maintient que rien, dans le règlement du Parlement - qui précise seulement que les femmes doivent être vêtues

d'un tailleur -, ne l'empêche de suivre les consignes de sa religion. Ce sujet délicat figure parmi les nombreux problèmes auquel le nouveau gouvernement devra s'attaquer.

Nicole Pope

# Headdress Controversy

## A Single Scarf Wraps Up Turkey in Turmoil

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL.—Last week, almost no one in Turkey had heard of Merve Kavakci. Today she stands accused of nothing less than trying to destroy the nation, and Turks are talking of little else.

Prime Minister Bulent Ecevit has begun assembling a new government, but no one seems to care. Even the figure of Abdullah Ocalan, the captured Kurdish revolutionary who is the most intensely hated figure in modern Turkish history, has suddenly faded from the public consciousness. All that people want to talk or hear about is Miss Kavakci.

Front pages of newspapers Monday were dominated by large photos of her on the floor of Parliament, where her appearance with a head scarf on Sunday sparked pandemonium. Television stations endlessly rebroadcast footage showing members of Parliament waving their arms and shouting insults at her.

The country's chief prosecutor, Vural Savas, announced that he had opened a criminal investigation of Miss Kavakci.

He may charge her with violating a law that punishes anyone who "openly incites people to enmity and hatred by pointing to differences of class, race, religion or creed."

In some Muslim countries, laws or social pressures force women to cover their heads. Here the reverse is true. Wearing the scarf in public universities, courtrooms and in Parliament is taboo.

Secularism is one of the pillars of the Turkish republic. Military and civilian leaders maintain that the head scarf is being used as a symbol by fundamentalists whose ultimate goal is to pull Turkey away from the modern world and back toward religious obscurantism.

Until this year, no woman who wore a head scarf had ever been elected to the Turkish Parliament. Two were elected in April. One appeared at the inaugural session Sunday without her scarf, to the vigorous applause of her colleagues. The other, Miss Kavakci, who is a member of the religious-oriented Virtue Party, refused to remove hers.

As tension in the parliamentary chamber rose toward the breaking point, a 45-minute recess was declared, and when

members returned to their places Miss Kavakci was absent. As a result, she did not take her oath of office and is not eligible to participate in parliamentary debates. She may soon be stripped of her seat under a rule that allows the expulsion of members who miss five consecutive sessions.

"She is an agent provocateur," President Suleyman Demirel asserted in a television interview. "What she has done is separatism."

On Monday Miss Kavakci, who is 31 years old, read a statement.

"Know this," she said. "I will defend to the end this office that the people have given me, in a manner suited to a woman from the Virtue Party, with this appearance and within the law."

"I cover my head in accordance with my religious beliefs. It is a personal choice. This right is guaranteed under international agreements and our constitution."

The Virtue Party is the successor to the Welfare Party, which was banned last year on the grounds that it was anti-secular.

Party leaders point out that there is no explicit ban on the head scarf in Parliament, and they insist that Miss Kavakci violated no law or regulation.

LE MONDE / MERCREDI 5 MAI 1999

## Les bombardements chimiques de Halabja par Bagdad continuent d'avoir des effets dramatiques

GENÈVE. Des représentants de l'Institut kurde de Washington sont venus alerter les participants de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, au cours de la session qui s'est achevée le 30 avril, sur les dramatiques séquelles dont souffrent les survivants des bombardements par des gaz toxiques, qui ont eu lieu à Halabja, en Irak, en 1987-1988 et qui ont fait des milliers de morts. Il n'y a jamais eu de condamnation de ces massacres ni la moindre assistance à ceux qui y ont survécu. Ces derniers vivent toujours dans les ruines de leurs maisons, sans avoir jamais bénéficié de la plus minime des compensations.

Le Dr Christine Gosden, professeur de génétique médicale à l'université de Liverpool, qui s'est rendue à deux reprises à Halabja, a insisté sur les souffrances supplémentaires qu'engendrent par ailleurs les embargos internes - imposés par Saddam Hussein - et internationaux - imposés à l'ensemble de l'Irak - ainsi que la politique de répression toujours exercée par le régime de Bagdad. - (Corresp.)

## Iran : le ministre de la culture échappe à un vote de défiance au Parlement

TEHERAN. Le ministre réformateur de la culture, Atoallah Mohadjarani a sauvé son poste de justesse, samedi 1<sup>er</sup> mai, devant le Parlement, infligeant un cinglant revers aux conservateurs qui réclamaient sa tête à cor et à cri. M. Mohadjarani, un proche du président Mohamad Khatami, a obtenu la confiance des députés par 135 voix pour, 121 contre et 7 abstentions, alors même que les conservateurs assurent contrôler le pouvoir législatif. M. Mohadjarani a déclaré juste avant le vote qu'il « n'y aura pas de révision de la politique » d'ouverture en matière culturelle et de presse, tout en indiquant qu'il ferait procéder à « davantage de contrôles » pour veiller à ce que la loi soit bien respectée. « Je suis partisan d'une atmosphère de respect pour les journalistes et tous les artistes dans tous les domaines », a-t-il affirmé.

La procédure de destitution de M. Mohadjarani avait été engagée par 31 députés de l'aile la plus dure du camp conservateur, qui avaient déjà obtenu, en 1998, la tête du ministre de l'intérieur Abdollah Nouri, un autre proche de M. Khatami. - (AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MAY 4, 1999



ONU, Genève, 22 mars – 30 avril 1999

## LA QUESTION KURDE ET LA SITUATION À CHYPRE

La Ligue Internationale pour les droits et la libération des peuples (LIDLIP) désire exprimer sa frustration face à l'absence prolongée de tout progrès vers une solution du problème de Chypre causé par l'invasion turque de 1974. En refusant systématiquement d'entamer des négociations sérieuses sur le statut de l'île, le gouvernement turc vise à exploiter le temps qui passe et l'inertie de la communauté internationale afin de consolider les changements démographiques auxquels il a procédé dans la zone qu'il occupe. L'introduction de 114.000 colons turcs dans cette zone, le déni continu des droits des Chypriotes et maronites grecs à la restitution de leur propriété et le harcèlement persistant de ces populations n'ont qu'un seul objectif : le renforcement de la situation de nettoyage ethnique *de facto* qui a commencé en 1974. Une action résolue de la part de la communauté internationale est urgente et nécessaire afin de renverser ce processus. Dans cette ligne, la LIDLIP demande à la Commission de continuer ses efforts pour soutenir les droits de la population originaire de l'île, et afin d'assurer que le gouvernement turc n'échappe pas à ses responsabilités pour les atrocités commises jusqu'à présent.

Pendant que les médias du monde entier se sont concentrés sur les récents événements en Serbie et au Kosovo, l'aggravation du triste sort des Kurdes en **Turquie** a été mise en veilleuse. Malgré quelques courageux qui ont persisté à dénoncer que la répression turque contre les Kurdes constitue une catastrophe humanitaire et politique bien plus grave – les déplacés depuis le début du conflit se chiffrent à quelques millions de personnes – cette énorme menace pour la stabilité de la région méditerranéenne et de l'Europe en général n'a pas été prise au sérieux par la communauté internationale.

Tout au contraire. L'étiquette de «terrorisme» continuellement attribuée de manière discriminatoire à la lutte des Kurdes contre la répression turque a été utilisée par les gouvernements de la Turquie et des États-Unis pour délégitimer les objectifs kurdes et cacher les causes et la nature réelles du conflit en cours pour le droit du peuple kurde à l'autodétermination.

Les politiques du gouvernement turc après l'arrestation d'Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), sont symptomatiques de ce phénomène. Utilisant la menace d'actions terroristes en représailles pour l'arrestation d'Abdullah Öcalan, le gouvernement turc a mis en œuvre une série de politiques visant à limiter tout canal juridique, politique et non-violent dont disposait précédemment le peuple kurde pour faire connaître ses objectifs et ses griefs. La nature antidémocratique de ces politiques, fondées sur la nécessité de combattre les «activités terroristes», est en plus justifiée dans la rhétorique du gouvernement turc par la prétention qu'il n'existe pas de problème kurde et que la Turquie reste en son essence un État-nation unitaire. Toutefois, il apparaît bien clairement qu'il existe un problème kurde et que la Turquie est un État habité par deux groupes nationaux distincts et séparés – le peuple turc et le peuple kurde. Dans ce

cadre, l'application de politiques dirigées prétendument à combattre des activités terroristes vise en réalité une autre cible : la population kurde de Turquie dans son ensemble.

Depuis le 21 mars 1999, environ 8.000 personnes (dont 800 sont des enfants) ont disparu, ont été emprisonnées ou sont détenues. Les manifestations pacifiques ont été violemment réprimées par la police dans les principales villes turques et le gouvernement a créé une force policière d'intervention rapide à Istanbul. Outre le harcèlement des manifestants non violents, des journalistes et des témoins des atrocités commises par la police turque, le gouvernement a aussi commencé à intimider les activistes politiques et les politiciens de HADEP afin d'empêcher leur campagne avant les élections municipales et législatives du 18 avril. Etant donné la réduction de 10% du taux nécessaire à tout parti politique en Turquie pour participer dans le Parlement, il devient évident qu'une telle répression essaie d'empêcher la participation politique kurde. Cette violation des droits fondamentaux du peuple kurde est accompagnée, en plus, du refus du gouvernement de permettre l'entrée de journalistes et de fonctionnaires internationaux dans les zones kurdes du pays, de la prohibition du seul canal de TV transmettant en langue kurde et du refus, tout récent, d'inviter l'OSCE à vérifier les prochaines élections.

En privant le peuple kurde de tout canal politique et non violent leur permettant d'exprimer leurs objectifs et leurs plaintes, tant à l'intérieur de la Turquie que dans la communauté internationale, le gouvernement turc prime l'emploi de la violence. La conséquence directe des récentes vagues de la répression turque à l'encontre des Kurdes, frustrés par l'impossibilité d'utiliser les voies politiques et non violentes du dissentiment, ont commencé à s'adonner à des actes spontanés de violence, individuellement ou en groupe. Cela s'est produit en dehors de tout contrôle ou autorisation des principales organisations kurdes, et démontre clairement la conséquence directe des pratiques du gouvernement turc. Si le gouvernement turc veut aborder sincèrement les racines des prétendues actions terroristes, il doit examiner tout d'abord ses propres politiques et reconnaître qu'elles engendrent le problème qu'elles prétendent résoudre. Si le gouvernement turc ne veut pas que l'on considère qu'il utilise l'étiquette du terrorisme comme écran de fumée lui permettant de couvrir ses propres pratiques non démocratiques, il doit alors observer les principes qui sont à la base du fondement juridique et moral entier du système international.

Dans ce contexte, la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples (LIDLIP) voudrait soumettre à la Commission des droits de l'homme deux recommandations. Premièrement : la nomination d'un rapporteur chargé d'évaluer la situation des droits de l'homme en Turquie après l'arrestation d'Abdullah Öcalan. Deuxièmement : une action de médiation par les Nations Unies visant à créer un espace de dialogue entre le gouvernement turc et le peuple kurde et, un engagement concret afin de résoudre le conflit actuel.

Yitzhak Mordechai, an Iraqi-born Kurdish Jew, is running for Prime Minister on the

# The Outsider

By Deborah Sontag

**A**FTER 32 YEARS IN THE ISRAELI Army, Yitzhak Mordechai could not help himself. When a graveside military salute began with rifles cocking, the former Minister of Defense snapped back his shoulders and lifted his chin. As he stood at attention, his craggy face was impassive but his eyes were misty. Another of his men was being lowered into the ground, and this one, Brig. Gen. Erez Gerstein, he had known well; it was Mordechai who had promoted him into his post in Lebanon, where he was killed.

Mordechai has been to hundreds of military funerals; they are a routine ritual here, especially for generals like him. But this time was different. Mordechai, in civilian clothes and a small black yarmulke, was standing on the sidelines. In his heart he was still commander of the troops who had come to bury Gerstein under the pine trees in a kibbutz not far from the Lebanese border. But officially he had no role. He was consigned to his new ranks, part of a bank of candidates vying to be the next Prime Minister of Israel.

Later, Mordechai admitted to an aide that he had been uncomfortable on that crisp March afternoon. "He told me this with body language, not verbally," recalled Avi Benayahu, his senior aide and a former military correspondent. This was in itself a telling comment. For in a supremely verbal society, Mordechai is a rare man of few words. Next to Prime Minister Benjamin Netanyahu, the deftest word wizard in Israeli politics, and the Labor Party leader, Ehud Barak, whose sentences are elaborate constructions, Mordechai is a simple subject-predicate kind of a guy. But if the others articulate, he radiates. He projects empathy and no-nonsense toughness, a gruff teddy-bear persona that has made him enormously popular since he entered politics as Defense Minister barely three years ago.

Unlike his opponents, Mordechai, 54, is an accidental candidate. He spent his life preparing to be Defense Minister, not Prime Minister. And then one January weekend, just like that, he was unceremoniously dumped as Defense Minister by Netanyahu. Mordechai, a moderate, had brazenly been

negotiating his political future with all parties from the time Netanyahu's right-wing Government collapsed in December. But the dismissal took place in public; Netanyahu announced live on television at the start of the evening news that he was firing him — a humiliating assault on a proud man who would never himself so violate the rules of political decorum.

Within two days, Mordechai was reborn as the head of the new, and inchoate, Center Party, a political refugee camp for those hell-bent on casting Netanyahu from public life. And with that, Mordechai, a cautious man who has always been underestimated, began taking the risk of his life, giving up a certain future as the No. 2 man. Early polls were not encouraging. They did show Mordechai to be the sure victor in the runoff elections scheduled for June 1, beating Netanyahu by a walloping 11 to 14 percent. But, and here was the conundrum, the polls also predicted that he would never make it past the first round of voting on May 17 — placing third with 17 percent of the vote after a tied Barak and Netanyahu.

Many whispered that he did not have the intellectual depth or vision to lead the country, and that he would end up heading a break-away party that could be a fleeting phenomenon. By mid-March, the Center Party, while clearly a strong advocate of the Israeli-Palestinian peace process, still had no platform, just a vague message about healing the rifts in Israeli society. It presented itself tactically as the only solution to a bitter stalemate between left and right.

But there were others who discounted early predictions, convinced that at the very least he would be a kingmaker. Many even saw in Yitzhak Mordechai a new kind of leader for Israel: except for his being a career military man, Mordechai is single-handedly breaking the mold for Israeli prime ministerial candidates. His very candidacy — he is far from the entrenched political aristocracy — represents a sea change in turbulent political waters.

A Kurd born in Iraq, Mordechai is the first candidate ever to rise from the country's Sephardic Jewish underclass. He is the first to start his life here in a one-room immigrants' shack, to battle his way into the elite army paratroopers unit and to rise through the ranks by dint of his success in battle, his shrewd



pragmatism and what friends call his karma. "You should understand he is different from every other man who has ever tried to take off from this runway," said Maozia Segal, a leftist who has been loyal to Mordechai since Mordechai, as a lieutenant colonel, saved his life in the Golan Heights in 1974. "The others were born into it. They are the elite, the Champagne of Israel. They went to the fine military schools, they came from the good homes, their roots here go back generations. He had to fight his way up. Everything he

*Deborah Sontag is the Jerusalem bureau chief for The New York Times.*



ticket of the Center Party, an inchoate political refugee camp for those fed up with Israeli politics as usual.



The land of the great divide: Dove versus hawk, secular versus religious, native born versus immigrant.

achieved, he achieved with his own 10 fingers. And they never considered him their equal.”

ONE MORNING EARLIER THIS MONTH, Mordechai emerged from his hillside house in the Jerusalem suburb of Motza wearing his standard black dress shirt and inscrutable gaze. He settled into the back seat of his Buick Park Avenue for the commute to his campaign headquarters in Tel Aviv, opened a tabloid newspaper and asked his driver to turn up the radio news. A few minutes later

he nodded that he was ready to be interviewed. In competent but not fluid English, he made two minutes of stiff chitchat. Smiling to himself, he talked about his 8-month-old son — the product of a second marriage, to his former secretary, Kochi, who is 27, the same age as his grown children. Of Erez Gerstein, who would be buried that afternoon, he said, sighing: “Very brave, very excellent soldier. I am very sorry that we lost him.”

After that, ignoring questions, Mordechai offered his campaign’s main talking points: in-



**He spent his life preparing to be Defense Minister, not Prime Minister. And then one January weekend, he was unceremoniously dumped by Netanyahu.**

ternal and external stability can be achieved only when left and right — doves and hawks, secular and religious, native born and immigrants — meet in the center. The critical, overarching point remained unstated: that he himself embodies the integration of all these supposed opposites.

Toying with the curtain covering the back-seat window, he stared straight ahead and would not be budged into introspection, anecdote or analysis. Mordechai's life story is inspiring, but he wouldn't tell it. Asked to recount his family's journey to Israel, he said succinctly: "We came when I was 4 or 5. We landed here at night. My father found a way to move outside Iraq before they killed him. We crossed all obstacles. We were so proud in our historic moment. It was like something that many generations dreamed of. We came here to Israel after 2,000 years."

Then Mordechai rummaged in the seat pocket with his thick fingers and produced a handful of hard candies. "Please," he said, "take sweets."

Mordechai's first home in Israel, after two hellish years in transit camps, was in the backwater village of Sde Trumot. In 1952, before many of the country's highways were built and its irrigation lines laid down, Sde Trumot was a dusty sunbaked nowhere-ville. But it was the Holy Land, or close enough, to the planeloads of Kurdish Jews who fled northern Iraq with grand dreams. Mordechai's father, Moshe, was a cantor in Akra, their Iraqi village, and a dissident jailed many times for abetting the illegal Jewish immigration to the new state of Israel. On one occasion, before the family succeeded in leaving, his father crouched down in the small synagogue in their town and whispered to his young son, "If I forsake Jerusalem, let my right arm be then forsaken," according to Benayahu, Mordechai's aide.

A sketch of his father, a somber, bearded man, done as a present by a soldier, travels with Mordechai from office to office. His level gaze seems to reflect the Kurdish ethos. "There is something deadly serious about the Kurdish people in their personality," said Sami Michael, an Iraqi Jewish writer who lives in Haifa. "Their decision is their decision. Their word is their word. More than 90 percent of the jokes in Iraq were about how straight they are. But it is a very special personality, and I see it in Mordechai when I watch him."

Sephardic Jews, who generally come from North Africa and the Middle East, were second-class citizens for a long time, dismissively tagged the Second Israel. But the Kurds, as Michael put it, were "the Sephardi of the Sephardi," the underclass of the underclass.

In Sde Trumot, the Mordechai home stood on concrete pillars, in traditional Arab style, surrounded by goats and weeds. With only one room and a kitchen, it made an unlikely gathering spot, but Moshe Mordechai served as a spiritual leader to the community. Yitzhak was reared in a religious household; he lived by Jewish law until he was drafted into the army and still dons a yarmulke more naturally than most politicians. When Mordechai was a teen-ager, his family moved to a poor Kurdish neighborhood in the small city of Tiberias by the Sea of Galilee. They settled into a railroad flat, where his mother, Simcha, and a younger brother still live.

The military gave Mordechai his break, although early in his career he suffered a rejection. The prestigious paratroopers unit would not let him in, not until he worked his way up to lieutenant. Returning home for breaks, Mordechai shone, an immigrant family's pride. His father would no longer let Mordechai kiss his hand — a traditional sign of respect — because he was an important officer. But in his elite unit, things were more stressful. "The others were rich, and they had a culture he didn't know, starting with their jokes," Benayahu said.

Mordechai the military man was respected for his quiet, common-sensical strength of character: for his bravery in battle, his tenacity, his loyalty to the army and to Israel and his carefully deliberated decision-making style. By the time the October war of 1973 broke out, he was a battalion commander, with a reputation for deep loyalty to his troops. After a fierce battle to dislodge the Egyptians from a military fortification known as the Chinese Farm, Mordechai faced the grim sight of a genuine field of slaughter — 51 of his soldiers dead and more than 100 wounded.

On another occasion, in the Golan Heights, one of his men was left lying on a stretcher, a bloody stump of a soldier. "I was almost dead, but Itzik told the doctor, 'If you don't take him, you will stay behind with him,'" recalled Maozia Segal, who is now 46. "And Itzik was right about doing it, as you see. Afterward, he visited me in the hospital. I had lost both my legs, and he found me my first wheelchair. We started to be close, and we still are. It's difficult to understand this friendship. I am third generation in Israel, and we come from very different places. You can't make small talk with the guy. But I owe him my life."

A decade later, in 1984, Mordechai became ensnared in a scandal that could have ended his



Front and center for the party: Mordechai the candidate (left)

career. When a group of Palestinians hijacked bus No. 300 en route from Tel Aviv to Ashkelon, Mordechai commanded the rescue operation. Two of the four hijackers were killed by soldiers storming the bus. While the army initially reported that the other two died on their way to a hospital of wounds sustained during the storming, a newspaper photograph showed them looking very unwounded when they stepped off the bus. The Shin Bet security forces tried to frame Mordechai for the murder. Mordechai said nothing to defend himself, holding his tongue because of army rules. But investigating commissions later determined that while the hijackers were beaten during the interrogation — with Mordechai himself perhaps striking a blow — it was a Shin Bet agent who killed them, with a rock, on orders from his superiors.

The whole sordid affair ended up giving a boost to Mordechai's public profile; people felt he had been wronged and had behaved with admirable restraint. By October 1994, at the height of his military career climb, he had headed the northern, southern and central commands of the army. He was just short of the peak, his sights set on Chief of Staff, or at least his deputy. But when the deputy job opened up, the Chief of Staff, Amnon Lipkin-Shahak, a blue-eyed, blond-haired, fifth-generation sabra in the mold of Yitzhak Rabin, instead selected Matan Vilnai, another member of the elite. According to Benayahu, Mordechai and Shahak had been close friends throughout their overlapping careers. But Shahak himself said in an interview that "friends" was perhaps not as apt as "colleagues." In any case, Shahak did not tell Mordechai himself. Rather, he sent him to Rabin, then the Prime Minister. As Mordechai climbed the stairs to Rabin's office,

PHOTOGRAPH BY WENDY SUE LAMM/CONTRASTO/MATRIX, FOR THE NEW YORK TIMES



with his wife, Kochi, and Shahak, once the party's hope himself.

"I knew that by bringing Mordechai in and taking him out from the Likud, it would give us the momentum we needed," Shahak said. "Together, we always gave priority to our mission and not to our ego. And our mission was to change the situation in Israel."

Changing the situation in Israel meant ousting Netanyahu, who made many bitter enemies during his tenure. That is the guiding principle of the Center Party, which in the tradition of breakaway parties everywhere, began early this year as a group of four men — a former Mayor of Tel Aviv, Roni Milo; former Finance Minister, Dan Meridor; Shahak, and finally Mordechai. Many consider the election to be a referendum more on Netanyahu's leadership than on any single issue. Labor Party leaders consider the Center Party to be a spoiler. Polls show that Ehud Barak, the Labor Party leader, and Mordechai would together trounce the incumbent. But Mordechai and Shahak think Barak is weak. They also think that there are tens of thousands of Likudniks who cannot stomach Netanyahu but would never vote for Labor.

Mordechai's mother, Simcha, had implored him to stay in the Likud, the traditional home for Sephardic voters. But after Netanyahu fired him on television, she changed her mind. "Ya ibni," she said in Arabic, meaning "Oh, my son." She continued in Hebrew, turning her attention to Netanyahu, "God will punish him."

**I**T WAS NOT EASY FOR MORDECHAI TO pack his belongings and leave the Defense Ministry for the Center Party headquarters, a newly rented office without working phones. It was awkward to be without an official public role, at the funeral of Gerstein or at King Hussein's funeral, where Mordechai was one of the few foreigners, and the only Israeli, who felt comfortable hugging the new King, Abdullah.

Perhaps more than anyone else in Netanyahu's Government, Mordechai had used his position to develop a network of relationships with American and Arab leaders. In a Government that burned a lot of diplomatic bridges, he was, especially at the end, a key link to the outside world. "During the battle days of the unstable Government, he was very favored," an American State Department official said. "He was considered the most pragmatic, which is diplomatese for the one we liked best."

Similarly, from within a Government that viewed its neighbors suspiciously, Mordechai prided himself on forming bonds with Arab leaders based on their mutual Middle East experiences — the same foods, the same formal rules of courtesy and even the same wars. When he first visited President Hosni Mubarak of Egypt in Cairo, they spent five minutes in a protocol game of "You are the President, take a seat" versus "No, you are the guest, you take a seat."

Asked what language he speaks with Arab leaders, Mordechai said, "English and Arabic mixed together." But, he added: "The better is to look in the eyes of the other. To understand what's happened. To try to be enough open, and enough honest. That you give full respect and they give you respect."

Mordechai's rupture with Netanyahu did not come out of the blue. It built to a head during the late fall. In October, he played a pivotal role in the tortuous negotiations at the Wye River Conference Center in Maryland, which produced a President Clinton-brokered peace memorandum between the Israelis and the Palestinians. When Netanyahu froze Israel's compliance with the accord, Mordechai considered himself undercut and embarrassed. Unlike Netanyahu's other critics within his Cabinet, however, he did not air his complaints against the Prime Minister publicly — which is part of what made Netanyahu's televised firing of him so very galling.

On Mordechai's last day in Netanyahu's Cabinet, he read aloud psalms to express his outrage. Then he placed a yarmulke on his head, visited a rabbi and stopped at the Western Wall to pray for a new chapter in his life. He was ribbed for turning religious on cue, before the cameras, on his first day as a political candidate. But many Israelis felt it was genuinely him.

Open-air markets are a required stop for Israeli candidates, an efficient way to drop in on the Sephardi working class. When Shahak ventured into one at the start of the campaign, he was pelted with fish and threatened with death. Recently, Mordechai appeared with him at a nearby market in a bid to erase that ugly image.

Ethnically, the crowded Carmel Market in Tel Aviv was Mordechai's turf. When Sami Rachmani invited the candidates into his tiny, funky, back-room restaurant, where he had laid out a spread of pickles, olives, hummus and shish kebabs, Mordechai dug right in. Shahak, though, hesitated, and Rachmani ribbed him for being a blueblood. "Amnon, do you know what you're doing here with this real people food?"

When they re-emerged, the crowd had thickened, and it was nearly impossible for Mordechai to shake a voter's hand through the human security fence around him. The distance was welcome when people shouted things like: "Bibi lifted you up from trash. You betrayed him. And you will pay." Mordechai, who reveres loyalty, was feeling the sting of being judged by his own code.

But he almost had to crawl through guards to kiss an 11-year-old girl, Shira, who smiled shyly with big dimples. Her father, Shaul Dayan, said he voted for Netanyahu last time but would switch allegiances because, he said, Netanyahu was a "liar."

Besides, and most important, Dayan said, "Mordechai is a Jew." ■

he saw Shahak scurrying down and into his car. Then Rabin, his hero, delivered the news.

Mordechai made a snap decision to quit the army, and when Rabin reportedly declined to name him Chief of Police, he enrolled in graduate school. And then, a year later, Rabin's assassination pushed Mordechai into politics.

Mordechai joined Likud on the condition that Benjamin Netanyahu, then the party leader and candidate for Prime Minister, promise to stick by the Oslo interim peace agreement. Traveling Israel like a rookie politician, Mordechai made 70 campaign appearances, eventually winning first place on the party ticket in the Likud primaries. Netanyahu, whose slot was guaranteed before the primaries, made him campaign director, promised to make him Minister of Defense and then, to everyone's surprise, actually won the election in May 1996.

In one of life's sweet twists, Yitzhak Mordechai became Amnon Lipkin-Shahak's boss. He summoned Shahak to his home, and as Mordechai chopped vegetables to make a Middle Eastern salad for breakfast, they broke a year's chilly silence. But when Shahak retired last summer and it came time to name his successor, Mordechai passed over Vilnai, the deputy. Instead, he promoted Shaul Mofaz, an Iranian-born immigrant. The ground shifted once more in a rapidly changing political landscape.

Shahak, liberal and telegenic, was supposed to be the great hope of the Center Party. When he formally quit the army in December, he instantly led the polls. But within weeks, excitement about Shahak fizzled, and the whole idea of an alternative major party started shutting down the tubes. If Shahak ever felt sufficient fire in his belly, it was ebbing quickly. He needed his old "colleague" Mordechai, and he needed him fast.

# Khatami Busily Mending Iran's Fences

*Visit to Saudi Arabia to Be First by a Tehran Leader Since '79 Revolution*

By Howard Schneider  
*Washington Post Service*

CAIRO — When anything goes wrong in many Arab and mainstream Muslim countries — if dissidents get too loud or militants too threatening — fingers point east, toward Iran, as the probable instigator.

In ardently secular Turkey, for example, Iran is being blamed now for goading a newly elected Islamist member of Parliament to wear her headscarf in the assembly chamber. From the palace courts of Jordan to the academic halls of Egypt, Arabs speak warily of the "hegemonic role" in the Middle East that they ascribe to non-Arab Iran, with its oil wealth, large population and radical history.

But when President Mohammed Khatami of Iran steps off the plane in Riyadh on Saturday, the first Iranian leader to visit Saudi Arabia in 20 years, it will not be, he says, as an interloper trying to export revolution, but as a statesman hoping "to dispel the misunderstandings forever." After decades of tension, two of the world's most important Islamic power centers are starting to make friends.

At its most aggressive, shortly after the overthrow of the shah in 1979, Iran's call for global Islamic revolution "struck a very sensitive chord" in Saudi Arabia and throughout the Arab world, an Arab diplomat said, because of fears it could inspire militants to challenge conservative monarchies and regimes.

To have Iran's moderate president on a tour to discuss economic and cultural ties and mutual defense alliances "is very relaxing and very important," the diplomat said.

Mr. Khatami's trip began Thursday in Syria, the one Arab country that has remained close to Tehran over the years. The stop showed that Iran has not completely surrendered its revolutionary ideals.

According to statements from Syria, Mr. Khatami and President Hafez Assad were discussing ways to continue their partnership against Israel's "ancient threat." Mr. Khatami was also scheduled to meet with leaders of the Hezbollah guerrilla movement in southern Lebanon that Iran has traditionally helped Syria support.

But equally high on the agenda is Mr. Khatami's desire to counter the cultural, religious and geopolitical divisions between his country and the Arab world.

Iranians speak a different language, Persian, and over the centuries produced empires that warred with the Arab states. Most Muslims are part of the majority Sunni branch of Islam, while Iran is predominantly Shiite and is accused of feeding agitation among Shiite populations in other countries. Longstanding suspicions, and competition for strategic Gulf waterways and land, led to an eight-year war with Iraq in the 1980s.

Relations with Iran's neighbors have been on the mend for a while, but the process accelerated in 1997 when Mr. Khatami was elected on a platform of tempering Iran's revolutionary fervor with democratic reform.

Since then, there has been a blizzard of diplomatic traffic between Iran and the Gulf countries in particular, leading to signs that the relationship is bearing fruit in ways small and large.

Annual tension between Iranian pilgrims to Mecca and Saudi security forces has been resolved, and the two countries recently reached a deal to cut oil production in hopes of bolstering prices.

When an earthquake struck southern Iran earlier this week, Kuwait sent a plane with humanitarian supplies.

Mr. Khatami's trip to Saudi Arabia, to

be followed by a stop in Qatar, is the symbolic high point of that process and one that analysts say is an important sign that Iranian militancy is on the wane.

"A lot is overcome by the diplomacy they engage in and by their saying they are interested in having a normal relationship," said Anthony Lang, a political scientist at the American University in Cairo who monitors Gulf affairs. "That is a benefit not just to Saudi Arabia. The region as a whole, and stability, will benefit."

Nevertheless, Mr. Khatami's trip is being viewed with mixed feelings by U.S. officials. They welcome him as a moderating influence in Iran but are concerned about his power to fully control an unwieldy state apparatus that remains theocratic and in some aspects violently reactionary. A nonelected religious figure, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, is still Iran's ultimate leader, with control over the military and other key parts of the government.

The Saudis are also cautious about the most sensitive issues that Mr. Khatami wants to explore. Although he has proposed, for example, that Middle East countries make joint defense arrangements, and thus render unnecessary the thousands of American troops in Saudi Arabia and elsewhere in the region, the Saudi defense minister has said that such

a level of trust remains far off.

Yet, there is evidence that Mr. Khatami's vision of a more moderate Iran is succeeding, which could make Arab governments more confident about dealing with him.

Given this direction, Iran's overture to the Arab world should be welcomed, a Kuwaiti editor wrote, and might have the ironic effect of exporting progressive ideas in contrast to those that revolutionary Iran tried to spread.

Greater liberties in Iran can help the Arabs "marginalize bigots," a worthy effort after all the bloodshed that extremist movements have caused in such Arab countries as Algeria and Egypt, said the editor, Mohammed Ruhaimi. "Arab and Iranian reformers must join hands in seeking to promote Islamic practices more in tune with the modern era," he said.

## ■ Khatami Backs Palestinians

Mr. Khatami pledged support Friday for Palestinians opposed to the Mideast peace process, saying time is on the side of the resistance movement, The Associated Press reported from Damascus.

Pictures of Mr. Khatami and President Hafez Assad of Syria shaking hands adorned the streets, a sign of the importance Syria attached to Mr. Khatami's first visit since he became president in 1997.



President Khatami-visiting a mosque Friday with President Assad, right.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

MAY 15-16, 1999

IRAK

# L'irrésistible ascension de Qoussaï Saddam Hussein

Qoussaï, le fils cadet de Saddam Hussein, semble destiné à succéder à son père. Signe qui ne trompe pas : il est déjà chargé de la sûreté de l'Etat et a pour mission d'assurer la protection de son géniteur.

AL QUDS AL-ARABI

Londres

**E**n Irak, il est un fait qui recueille l'unanimité des observateurs : après l'assassinat, en février 1996, du maréchal Hussein Kamal Hassan al-Majid [gendre de Saddam Hussein, éliminé pour dissidence par le clan au pouvoir], suivi [en décembre 1996] de l'attentat qui valut à Oudaï, le fils aîné du président irakien, de graves problèmes de santé, la place vacante a été occupée par Qoussaï [31 ans], le second fils du chef de l'Etat. Bagdad, soumis à l'embargo, lui a fait allégeance. Désormais, tout le monde traite avec Qoussaï, considéré comme l'homme fort du régime et le seul candidat crédible à la succession de son père. La question est maintenant tranchée, dans une grande mesure, en faveur du second fils, du moins si l'on s'en réfère aux indices qui circulent dans les sphères fort restreintes du parti au pouvoir.

Qoussaï, on le sait, est responsable au premier chef de la sûreté de l'Etat. Chargé de la direction de la Sécurité spéciale – secteur des plus influents et dont relèvent les services secrets irakiens –, il a également pour mission d'assurer la protection du Président et des membres de sa famille – notamment celle de son frère aîné –, ainsi que la sécurité intérieure. Cette mission le place pratiquement en position de décideur. Dans les faits, c'est lui qui a le dernier mot.

Il faut reconnaître, en toute objectivité, que Qoussaï Saddam Hussein domine parfaitement tous les éléments relatifs à la sécurité interne, dont son frère Oudaï était auparavant responsable. Voilà quelques semaines, les services de sécurité du parti ont été rattachés au secteur de Qoussaï, et la défection obligée de son aîné a fait du cadet, au dire d'un partisan du régime, le joueur unique sur l'échiquier de la succession. Qoussaï supervise seul – selon les directives de son père – le dossier relatif au dispositif de sécurité prévu en cas de tentative de coup d'Etat à Bagdad. Ses hommes ont été détachés en nombre dans la région Sud [peuplée surtout de chiïtes], considérée comme une zone vulnérable, susceptible d'être exploitée par les adversaires du pouvoir.



▲ La famille Saddam Hussein au complet, avant 1996. Qoussaï est le premier debout sur la droite.

Les observateurs ont noté que, depuis quelque temps, les discours du président irakien faisaient pour la plupart allusion au long combat qu'il avait mené pour défendre l'Irak tandis qu'il formulait avec insistance le souhait de "mourir en homme de foi". Un ton que jamais Saddam Hussein n'avait employé jusqu'alors.

Ils ont également noté le changement radical intervenu dans les pré-occupations et les activités d'Oudaï à la suite de la tentative d'assassinat dont il a été la cible et au cours de laquelle il a reçu quatre balles. Si Oudaï a dépassé l'étape critique, il a gardé de ses blessures des séquelles que ses interlocuteurs ne peuvent manquer de remarquer. Il se montre par ailleurs fragilisé par des refroidissements fréquents qui l'obligent à éviter les contacts et les entretiens prolongés.

Aujourd'hui, Oudaï se consacre principalement à des activités intellectuelles et médiatiques, ou tournées vers la jeunesse et les sports. Ainsi supervise-t-il la publication d'une dizaine de journaux hebdomadaires et de quatre quotidiens, dont un en

langue anglaise ; il est également responsable du syndicat de journalistes et de l'ensemble des organes d'information du pays, y compris les médias audiovisuels. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, Oudaï s'est consacré à une réflexion politique dont il a livré la substance au fil de nombreux articles parus dans la presse nationale. Il supervise enfin, à différents niveaux, certaines organisations de jeunesse à caractère culturel ainsi que les activités sportives du pays.

Personne ne connaît vraiment la nature des relations entre Oudaï et Qoussaï. Leurs secteurs d'intervention sont nettement distincts. Ils se rencontrent rarement, si ce n'est en présence de leur père, d'autant que Qoussaï passe le plus clair de son temps dans le sud du pays. Dans ce contexte, peut-être le président irakien désignera-t-il Qoussaï comme son successeur. Toutefois, on peut douter que ce dernier ait besoin d'une désignation formelle. Car, aujourd'hui, en Irak, personne, hormis son père, n'a plus d'influence que Qoussaï Saddam Hussein et personne ne semble mieux qualifié que lui pour prendre les rênes de l'Etat.

Bassam Badarin

## MME. ECEVIT S'EN PREND VIVEMENT AU MHP ET EXPRIME SES DOUTES SUR LA PERTINENCE DE FORMATION D'UNE COALITION AVEC CE PARTI

Considérée comme fondatrice et co-présidente du Parti de la gauche démocratique (DSP), l'épouse du Premier ministre turc, dans une interview au quotidien Milliyet du 15 mai, a jeté un gros pavé dans la mare politique turque en rappelant le passé peu ragoutant du Parti de l'action nationaliste (MHP). Extraits : "Un jour nous avons vu émerger des gens disant 'nous sommes des Turcs issus de l'accouplement d'un Turc avec une louve appelée Asena, c'est pourquoi il nous revient de sauvegarder le dernier État turc' (Turquie). Ils ont créé leurs associations et leurs partis fondée sur cette assertion. Ils ont organisé des enfants, des jeunes, exercé des pressions sur eux et les ont même armés. 'Vous serez avec nous ou mort' leur ont-ils dit. Pendant des années il ont fait du mal à d'innombrables personnes, ils en ont tué beaucoup. Est-ce facile d'oublier le mal qu'ils ont fait? Ceux qui prétendent 'Nous descendons de la louve dite Asena, nous sommes venus d'Asie centrale, la souveraineté sur ce pays est notre droit' et tentent de faire de la politique, de surcroît par la force brutale, ne sauraient être considérés comme un 'parti' au sens démocratique du pays ni renforcer l'union nationaliste (1). De plus, ils ont usé de la violence pas seulement pour s'organiser politiquement mais pour des intérêts matériels; ils se sont imbriqués avec des

mafias et des gangs".

Après ce rappel sans aménité du passé et de la nature du MHP Mme. Rahsan Ecevit se montre sceptique sur l'évolution de ce parti vers plus de modération. "Depuis que l'éventualité d'un gouvernement avec le MHP est venue à l'ordre du jour, certains milieux optimistes affirment que ce parti a désormais changé. Faut-il croire ceux qui pensent comme cela ou bien croire les leaders de ce parti qui disent, eux, 'nous, nous n'avons pas changé' je ne puis le savoir". Mme. Ecevit semble, tout au long de cet entretien, peu enthousiaste de voir son parti s'associer au MHP dans une coalition gouvernementale.

Ces déclarations ont créé une grande agitation dans les milieux politiques turcs, embarrassant tout particulièrement le premier ministre Bulent Ecevit, qui espère toujours pouvoir former une coalition avec le MHP. Le MHP a demandé des excuses publiques que M. Ecevit, pressenti pour former le cabinet a refusées en affirmant respecter par ailleurs par la plupart des élus et électeurs de son parti. Sur ce, le MHP a annulé la rencontre au sommet MHP-DSP qui devait discuter de la formation du cabinet: Celle-ci annoncée comme imminente risque de prendre plus de temps. L'intervention du président Demirel appelant les partis à "dépasser le passé" et à former une coalition DSP-MHP-ANAP n'a pas eu d'effet. Cependant les grands media turcs continuent de plaider en faveur de cette formule donne du MHP une image "soft" et rassurante. Le quotidien Hürriyet du 17 mai affirme même le MHP bénéficie désormais du soutien de 31,2% des électeurs qui le voient comme principale force politique de droite et que le DYP de Mme. Çiller et l'ANAP disparaîtraient du Parlement en cas de nouvelles élections.

# L'ex-numéro 2 du PKK *Semdin Sakik,* condamné à mort *qui a collaboré* *avec la justice turque,* *ne devrait pas être exécuté.*

Istanbul de notre correspondant

L'homme que la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir a condamné hier à la peine de mort était promis au même sort par Abdullah Öcalan, le leader du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui lui reprochait son manque de résultats sur le terrain. En mars 1998, Semdin Sakik avait fait sécession de ce parti armé dont il dirigeait, depuis des années, les opérations militaires. Pour échapper à l'exécution, il s'était alors mis sous la protection des miliciens du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, dans le nord de l'Irak. C'est là qu'un commando de l'armée turque l'enlève, le 13 avril 1998. L'opération «Chauve-souris» marque un «tournant dans la lutte contre le PKK», écrit alors Hasan Cemal dans le quotidien *Sabah*. On ne peut mieux dire. Semdin Sakik, 46 ans, déballe une foule d'informations sur la rébellion: son organisation, ses méthodes, ses soutiens et, bien sûr, son chef. Maintes fois donné pour mort, «le Malin sans doigt» – surnom qui lui vient d'un accident de tir au mortier – répond non seulement de ses actions meurtrières, mais surtout avec zèle aux interrogatoires des services de sécurité. Le PKK est sur le déclin, les dis-

sensions minent sa direction, la capture de son chef militaire est une aubaine. Lors de l'ouverture de son procès, le 30 juin 1998, Sakik récuse tous ses avocats et décide de coopérer avec les autorités turques.

Accusé d'être à l'origine de la mort de quelque 300 personnes, pour moitié des civils, il nie toute responsabilité dans l'exécution de 33 soldats désarmés qui met un terme à la première trêve, décrétée unilatéralement par la rébellion, en 1993. «Le responsable de la dérive terroriste, c'est Öcalan», lance-t-il, non pas pour se couvrir, mais pour montrer qu'il a choisi son camp.

La justice, comme l'opinion publique, se moque d'ailleurs bien de ce second couteau, dont le procès se déroule dans l'indifférence quasi générale. La Turquie sait maintenant qu'elle a les moyens de remonter jusqu'au leader du mouvement terroriste. En désignant la Syrie comme le pays sans lequel aucune décision ne pouvait être prise au sein du PKK, Sakik condamne définitivement Apo.

En septembre dernier, Ankara somme Damas de couper les ponts avec «le mouvement terroriste», menaçant d'une intervention militaire. En quelques semaines, les Syriens s'exécutent, et la longue fuite d'Abdul-



Semdin Sakik (à gauche) et son frère Ariş (centre), également condamné à mort, hier lors du procès.

lah Öcalan commence, de Moscou à Rome, pour s'achever le 15 février sur l'aéroport de Nairobi. Entre-temps, le leader kurde a tenté une dernière offre de cessez-le-feu, annoncé qu'il renonçait à la lutte armée pour se consacrer à la bataille politique, accusant à son tour ses lieutenants de «terrorisme sanglant», avant de tomber dans les mains des services de sécurité turcs. Semdin Sakik, depuis sa prison de Diyarbakir où il donnait des interviews à la télé, a patiemment mûri sa revanche et savonné la planche de son commandant suprême: «Des preuves suffisantes ont été

apportées pour que la peine de mort soit décidée à l'encontre de Semdin Sakik», a simplement annoncé le président du tribunal. La peine capitale n'est plus appliquée depuis 1984. Sakik bénéficiera sans doute d'une forme de grâce proche des lois italiennes sur les «repentis», dont la Turquie n'a jamais autant parlé que depuis son jugement. Ce verdict annonce déjà celui du procès d'Abdullah Öcalan, qui doit s'ouvrir le 31 mai. Mais, pour ce dernier, le Parlement turc pourrait décider l'application de la peine décidée par les juges ●

JÉRÔME BASTION



## L'extrême droite et la mémoire courte des médias

**Le MHP, parti turc d'extrême droite et grand vainqueur des dernières élections législatives, est aujourd'hui courtisé par les médias turcs, s'indigne le chroniqueur du quotidien *Cumhuriyet*.**

C'est triste mais vrai, nos médias ont une incroyable capacité d'adaptation. Je regarde les manchettes des journaux, les chroniques des plumes célèbres, les débats télévisés : il n'y a aucune voix discordante. De concert, ils expriment leur admiration pour Devlet Bahçeli (le leader du parti MHP, qui a remporté 18,1 % aux dernières élections) ! Ni les vestes qu'il porte, ni ses plats préférés ne sont pour nous un mystère. Un étranger qui lirait tous ces éloges aurait des reproches à nous faire pour n'avoir pas accordé sa juste place à une telle perle, depuis tant d'années.

En dehors de quelques plumes sérieuses, tout le monde crie en chœur : *"Le MHP a changé !"* Mais comment et pourquoi a-t-il changé ? Quelles sont les conditions qui ont conduit à ce changement ? Et y a-t-il vraiment eu une transformation qualitative ? Pas de réponse. La formation en question est tellement gênée par ces affirmations péremptives qu'elle s'est sentie obligée d'apporter une précision par la voix de son leader. *"Nous n'avons pas changé depuis trente-trois ans !"* affirme ce dernier.

Voilà qui clarifie les choses. Nos médias – qui, il fut un temps, étaient collés à l'écoute des *"claquements des talons aiguilles de lady Çiller"*, avant de retourner habilement leur veste pour devenir des fervents admirateurs de Yilmaz\*\* – saluent maintenant le retour en force des Loups gris [nom que se donnent les militants du MHP]. Ils ont tous un sérieux problème pour gérer l'éthique !...

Bien sûr qu'il faut analyser le MHP et examiner son che-

minement. Il faut se demander dans quelle mesure une formation extrémiste peut se transformer en un parti capable de se rapprocher du centre et de participer à une coalition gouvernementale. Il est important de savoir quelles sont aujourd'hui les positions du MHP, qui, dans les années 70, était bras dessus, bras dessous avec les islamistes.

On a assisté ces dernières années à une scission au sein du parti. Ceux qui affectionnaient l'idée d'une communauté musulmane ont quitté le MHP pour fonder le BBP (Parti de la grande union), alors que ceux qui sont restés se sont regroupés autour de l'idée du "nationalisme révolutionnaire" et autour de la revue "La nouvelle vie", éditée par des tenants du panturquisme, qui rejettent totalement l'idée de la communauté musulmane.

Cette évolution du parti doit faire l'objet d'un examen attentif. Mais que dire des assassinats ? Que dire des thèmes racistes utilisés par ce parti ? Que dire de ses liens avec la mafia ? Je sais que vous vous posez toutes ces questions. Je sais également que, parmi les députés du MHP, il y a des personnages qui portent encore les stigmates du passé et d'autres qui agissent comme des mafiosi. Le MHP porte en lui toutes ces interrogations, et c'est à lui de fournir la vraie réponse à la question de savoir s'il a changé ou non.

Quant à la crainte exprimée par Fikret Otyam (écrivain et photographe), je souhaite de tout cœur qu'elle ne dépasse pas le stade d'une simple appréhension. En reprenant l'ancienne devise de ce parti – *"Que Dieu garde les Turcs !"* –, Otyam ironise. *"C'est précisément maintenant qu'il faut appeler Dieu au secours des Turcs."*

Umit Zileli, *Cumhuriyet*, Istanbul

\* Tansu Çiller, ex-Premier ministre, présidente du Parti de la juste voie (DYP).

\*\* Mesut Yilmaz, ex-Premier ministre, président du Parti de la mère patrie (ANAP).

# Les Nations unies ont reconduit pour six mois le programme « Pétrole contre nourriture » en Irak

### Le Conseil de sécurité demeure divisé sur l'avenir des sanctions

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, vendredi 21 mai, une résolution qui prolonge de six mois le programme « Pétrole contre nour-

riture » en Irak. Ce programme permet à Bagdad d'exporter jusqu'à 5,2 milliards de dollars de pétrole par semestre, pour subvenir aux besoins

de sa population en produits alimentaires et pharmaceutiques. Le Conseil demeure divisé sur l'avenir des sanctions imposées à Bagdad.

**NEW YORK (Nations unies)**  
de notre correspondante

C'est à l'unanimité que le Conseil de sécurité a adopté, vendredi 21 mai, une résolution reconduisant, pour une nouvelle période de six mois, le programme humanitaire de l'ONU pour l'Irak, dit « Pétrole contre nourriture ». Mais l'unanimité s'arrête là. Les quinze pays membres du Conseil restent très divisés sur le fond du problème irakien, à savoir la continuation ou la levée des sanctions économiques imposées à Bagdad après l'invasion du Koweït en août 1990.

Réunis, trois jours plus tôt, pour la première fois depuis des mois sur l'Irak, les cinq membres permanents du Conseil ont discuté de deux projets de résolution concurrents sur les moyens de réinstaurer

le système de contrôle des Nations unies sur l'armement irakien et d'améliorer le sort de la population civile dans ce pays. Le premier, présenté par le Royaume-Uni et les Pays-Bas, recommande de permettre à des compagnies étrangères d'investir dans le secteur pétrolier irakien à condition, précise le texte, que les inspecteurs de l'ONU puissent revenir en Irak. Le second, rédigé par la Russie et la Chine et soutenu par la France, propose la suspension des sanctions économiques, par périodes de cent jours renouvelables.

Proposition qui, selon des diplomates américains, est « totalement inacceptable » pour Washington. Les négociations sur ces deux textes devraient continuer dans les jours à venir. Bien que favorable à la levée ou à la suspension des

sanctions, la France tente de rapprocher les points de vue en travaillant à un « document de synthèse, global et réaliste ». Paris pourrait bénéficier de la coopération de Londres, dont l'attitude vis-à-vis de l'Irak a « nettement évolué » selon plusieurs sources. A en croire un diplomate de haut rang membre du Conseil, les Britanniques affirment même en privé être en mesure d'accepter la suspension des sanctions par périodes de cent jours renouvelables.

**SITUATION HUMANITAIRE**

Toutefois, expliquent des sources britanniques, une approbation britannique ne garantit « en aucun cas » celle des Etats-Unis. « Il faut prendre une décision à l'unanimité sur l'Irak », explique

cette source. Or, nous savons que pour l'instant Washington ne veut pas entendre parler de la levée des sanctions. »

Les diplomates se félicitent de la position britannique, Londres menant « sérieusement », disent-ils, des négociations bilatérales avec les Etats-Unis, afin de faire « évoluer » leur position. Pour l'instant, Washington demeure intransigeant. Avec la hausse du prix du pétrole, qui se stabilise aux environs de 14 dollars le baril, les Américains ont même retiré leur proposition, annoncée en janvier, de supprimer le plafond des exportations de brut irakien, dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture ».

A la demande du Canada et d'autres pays membres non permanents du Conseil, un nouveau

texte pourrait être rédigé, qui reprendrait les recommandations des trois comités chargés, fin janvier, de l'évaluation de tous les aspects de la situation irakienne. Sans proposer la levée des sanc-

tions, ces comités, présidés par l'ancien ministre brésilien des affaires étrangères, Celso Amorim, indiquent clairement que « la situation humanitaire en Irak demeurera difficile en l'absence d'une re-

prise durable de l'économie irakienne, à laquelle les secours humanitaires ne sauraient suffire ». Sur la base de ce constat, le représentant adjoint de la délégation française a fait remarquer, lors de

la réunion formelle du Conseil, vendredi, que ce dernier « ne pourra plus dire qu'il ne savait pas. A lui, comme à l'Irak, de prendre leurs responsabilités ».

Afsané Bassir Pour

## « Iran : comment sortir d'une révolution religieuse »

CELA FAIT deux ans que le discours officiel en Iran, du moins celui du président réformateur Mohammad Khatami et de ses amis politiques, sort des sentiers battus de la rigueur dite islamique et de l'intolérance. Dimanche 23 mai, à l'occasion du deuxième anniversaire de son élection à la présidence, M. Khatami a été encore plus explicite que dans de précédents discours, invitant ses adversaires conservateurs à ne pas « monopoliser », pour les dénaturer, « la révolution, la liberté, le Guide de la République islamique et l'islam ».

« Nous sommes, a-t-il dit, dans une phase cruciale, transitoire, vers une démocratie islamique. »

L'explication de cette évolution – plaidoyer pour le respect de l'Etat de droit, pour le dialogue des cultures, pour une société civile – par la seule contestation sociale est

réductrice. Comme fait exprès, un ouvrage – *Iran : comment sortir d'une révolution religieuse* – qui vient de paraître aux éditions du Seuil (283 pages, 130 francs) offre une grille de lecture qui permet de comprendre comment on en est arrivé là, et éclaire la réalité complexe et contradictoire de l'Iran aujourd'hui. Les auteurs, Farhad Khosrokhavar, maître de conférences à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS, sont des spécialistes de l'Iran.

La République islamique est aujourd'hui agitée par un très sérieux débat, non seulement sur son identité, mais aussi sur l'islam et ce débat pourrait servir de « modèle de réflexion sur une nouvelle exégèse islamique in situ », écrivent les auteurs. Car l'une des singularités de cette réflexion est qu'elle se fait à partir de l'islam et non contre lui, qu'elle est l'aboutissement de l'évolution interne d'une révolution singulière, qui a profondément changé l'Iran en l'espace de vingt ans.

Eminemment politique, la « révolution religieuse » a reformulé la relation entre religion et politique et renforcé l'instance politique, à commencer par l'Etat. Ce qui, soulignent les auteurs, a rendu possible le discours sur l'espace public, et le débat sur la démocratie ; vingt ans de République islamique ont contribué à réduire et banaliser le religieux, en liant son destin aux vicissitudes du politique, faisant entrer l'Iran dans une phase de « sécularisation » de l'islam.

### CONCILIER ISLAM ET DÉMOCRATIE

La résistance sociale, non pas à l'islam, mais à une interprétation abusive de la religion et à son imposition par le pouvoir par la coercition et la répression est une expression parmi d'autres des évolutions en Iran. L'exaspération des jeunes et le combat des femmes pour l'acquisition de leurs droits pèsent sur les changements profonds en cours. D'autres acteurs sociaux apportent directement ou indirectement leur quote-

part au débat en cours.

Mais la partie la plus intéressante de l'ouvrage porte sur la réflexion en cours parmi les intellectuels, les philosophes, le clergé, la possibilité de concilier islam et démocratie, la place respective de la volonté populaire et des normes islamiques, la place du Guide, etc.

Qu'est-ce qu'une société civile « islamique » ? Quelle relation à l'Occident ? Autant de questions autour desquelles le débat n'est pas tranché, non seulement entre les tenants de l'ordre ancien et les penseurs du changement, mais aussi parmi ces derniers, qui ont néanmoins ceci en commun qu'ils ne fléchissent pas à une quelconque société utopique mais à la possibilité de concilier liberté et religion.

Mouna Naim

## Iran Looks Outward

President Mohammed Khatami's trip to three Arab countries last week was a revealing effort to ease Iran's isolation from most of its Mideast neighbors. Mr. Khatami's tour got off to a disturbing start in Syria, the one major Arab country with which Tehran has maintained close relations since Iran's 1979 revolution. Among other things, Syria allows Iran to arm and train anti-Israeli Hezbollah guerrillas in Lebanon. Regrettably, Mr. Khatami met in Damascus not only with Hezbollah's leadership but also with representatives of radical Palestinian groups that reject the peace agreements

between Israel and the mainstream Palestinian leadership under Yasser Arafat. Iran's position is that it would accept any peace treaty with Israel agreed to by Mr. Arafat — or by Syrian President Hafez Assad.

The most significant destination was Saudi Arabia, where Mr. Khatami spent four days. He was the first Iranian president since 1979 to visit this important Gulf neighbor. Iran and Saudi Arabia have clashed repeatedly over Tehran's support for Shiite revolutionaries and the management of Iranian pilgrimages to Mecca. Iran has also denounced Saudi military ties with the

United States. But last week the stress was on common interests, including cooperation to raise low oil prices. Mr. Khatami avoided criticism of Riyadh's relations with Washington.

The final stop was Qatar, which has warm relations with the United States and moderate positions on Israel but has still managed to remain friendly with Iran.

If Mr. Khatami can keep his clerical foes in check, cut Iran's remaining ties with terrorism and halt its nuclear weapons development, normal relations with America will also be possible.

— THE NEW YORK TIMES.

INTERNATIONAL HERALD  
TRIBUNE,  
MAY 24, 1999

## Les cours de sûreté de l'Etat turques en question avant le procès Öcalan

ANKARA. A quelques jours de la comparution du chef des rebelles kurdes de Turquie, Abdullah Öcalan, qui sera jugé à partir du lundi 31 mai sur l'îlot-prison d'Imrali pour « séparatisme » et « trahison », les autorités turques envisageraient d'écarter les juges militaires des cours de sûreté de l'Etat afin d'échapper aux accusations de partialité, selon les informations du quotidien *Hürriyet* daté du 24 mai. D'après le journal, le premier ministre, Bülent Ecevit, et ses deux futurs partenaires au sein de la coalition gouvernementale, l'extrémiste de droite Devlet Bahçeli et le centriste Mesut Yilmaz, auraient décidé, sitôt après la formation du gouvernement qui devrait intervenir vendredi, de faire passer une loi devant l'Assemblée pour réformer les cours de sûreté de l'Etat, des juridictions d'exception, créées au lendemain du coup d'Etat militaire de 1980. La Cour européenne des droits de l'homme avait critiqué ces juridictions pour leur manque d'indépendance et la présence d'un juge militaire. — (AP)

/ LE MONDE / DIMANCHE 30 - LUNDI 31 MAI 1999

## La Turquie se dote d'un gouvernement tripartite

ANKARA. Le premier ministre Bülent Ecevit, vétéran de la gauche nationaliste turque, a formé son gouvernement de coalition vendredi 28 mai, scellant une alliance avec ses anciens ennemis de l'extrême droite, le Parti de l'action nationaliste (MHP) de Devlet Bahçeli, qui devient vice-premier ministre, et avec les conservateurs du Parti de la Mère Patrie (ANAP), dirigé par Mesut Yilmaz.

Le Parti de la gauche démocratique (DSP) du premier ministre détient le ministère des affaires étrangères (Ismail Cem) et s'est arrogé la justice, l'éducation, l'environnement. Les ultranationalistes héritent de la défense, l'agriculture, les transports et la santé, tandis que le Parti de la Mère Patrie (centre droit) de Mesut Yilmaz s'est vu attribuer les ministères de l'intérieur, des finances, de l'énergie et du travail. — (AFP)



▲ Un repas à la mosquée offert par Milli Görüs.

■ Du côté turc La presse turque dénonce régulièrement les activités de Milli Görüs, émanation d'un parti - le Fazilet - qui affiche ouvertement sa volonté de renverser la république laïque turque. Elle lance tout aussi régulièrement des appels au gouvernement allemand, suspecté d'une complaisance excessive vis-à-vis de ce mouvement, pour qu'il restreigne ou, à tout le moins, surveille de très près ses activités.

# Milli Görüs, la pieuvre de l'islamisme allemand ?

DIE ZEIT (extraits)  
Hambourg

**F**aruk Öztürk se souvient du jour où sa vie a basculé. C'était le 24 septembre 1995. Le jour du marathon de Berlin. Jusque-là, il passait ses journées à regarder la télévision, à boire, à jouer aux cartes ou à des jeux vidéo. Ce qu'il empochait ainsi, il allait le dépenser au bar du coin. Ses copains, il les considérait comme de vrais amis, et ses soirées en discothèque constituaient le summum de sa vie. Faruk, jeune Turc vivant en Allemagne, était comme tant d'autres : un déraciné en mal d'intégration. "Si j'avais continué sur ma lancée, je n'aurais pas tardé à devenir SDF", dit-il. D'ailleurs, aujourd'hui, ses anciens "amis" en sont là : "Complètement défoncés ou alcooliques." Faruk a parfaitement conscience d'avoir eu beaucoup de chance. "Le Club de jeunes m'a sauvé la vie."

Ce jour-là, après le dernier coup de sifflet marquant la fin d'un match de foot, un dirigeant du Club lui a adressé la parole. Ils ont parlé de football, de la vie des Turcs à Berlin - et des rêves de Faruk. Dès lors, Faruk a fréquenté de plus en plus assidûment le Club. Aujourd'hui, c'est lui qui noue le contact avec les jeunes Turcs. Faruk les invite à venir jouer au billard, organise des tournois de football - et offre le thé. On ne sert pas d'alcool au Club, puisque l'islam l'interdit. Le respect des lois musulmanes est une règle d'or dans les douze clubs Milli Görüs qui existent à Berlin.

**REPORTAGE .** C'est la plus grande association musulmane d'outre-Rhin. Son impact sur les jeunes, en particulier, est notable.

*Die Zeit* propose un parcours inédit dans les méandres de Milli Görüs, l'organisation la plus importante et la plus secrète des Turcs d'Allemagne.

La communauté islamique Milli Görüs ["Vision nationale"] est de loin la plus grande association musulmane indépendante en Allemagne. Elle a été fondée au début des années 70 en tant qu'organisation des islamistes turcs à l'étranger. Ses hodjas [érudits religieux], affirme Milli Görüs, répandent la bonne parole auprès de centaines de milliers de personnes qui fréquentent les quelque 500 mosquées et lieux de prière contrôlés par l'organisation. Les renseignements généraux allemands qualifient l'organisation d'"islamiste fondamentaliste". Elle compterait 26 500 membres, mais le nombre de ses sympathisants serait nettement plus élevé.

## UTILISER LA DÉMOCRATIE POUR IMPOSER UN ÉTAT RELIGIEUX ?

Au fil des dix dernières années, la communauté a tissé dans toute l'Allemagne un important

réseau de lieux de prière, qui assurent en même temps des fonctions sociales et des activités économiques. Grâce à son fonctionnement moderne et à sa puissance financière, Milli Görüs a pu renforcer continuellement son influence sur les quelque 3 millions de musulmans résidant outre-Rhin. Aujourd'hui, après trente ans de repli dans le ghetto religieux, ils ont décidé de sortir de leurs arrière-cours et de revendiquer leurs droits. Parmi eux, ce sont surtout les religieux, les conservateurs et les islamistes qui mènent le jeu : ils veulent participer aux prises de décision, en particulier en matière d'éducation. A leur tête, Milli Görüs. Avec la réforme du code de la nationalité, Milli Görüs devient un facteur politique à prendre en compte. Si 1,7 million de musulmans obtiennent la nationalité allemande, "nous ne sommes plus simplement une masse entre les mains des poli-



tiques : nous devenons un potentiel électoral”, souligne Hasan Özdoğan, dirigeant de Milli Görüs. Otto Schily, ministre de l’Intérieur, leur a d’ailleurs donné un nouveau coup de pouce en proposant de mettre les organisations islamiques sur un pied d’égalité avec les Eglises chrétiennes, avec un statut de collectivité de droit public. Le Conseil islamique de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, dominé par Milli Görüs, a été le premier à vouloir en bénéficier. Très rapidement, le tribunal administratif de Berlin a donné son feu vert pour qu’une association islamique puisse dispenser des cours de religion dans les établissements scolaires publics [voir CI n° 420]. Qui se cache derrière l’organisation qui vient de remporter cette victoire ? Milli Görüs.

Les autorités allemandes ont-elles le droit de coopérer avec une organisation que les renseignements généraux allemands classent parmi les “fondamentalistes islamistes” ? De quelle nature est donc cette organisation qui affirme toujours sa fidélité à la Constitution de la République fédérale, mais incite parallèlement ses membres à faire de l’Allemagne, “avec l’aide d’Allah, un paradis sur terre” ? Se sert-elle de la démocratie dans le seul et unique but d’instaurer un Etat religieux ? Est-ce une communauté religieuse inoffensive ou une annexe en territoire allemand des islamistes d’Ankara ?

“Allah Akbar”, Allah est grand. Ce “cri de guerre” retentit à intervalles réguliers. Milli Görüs a appelé la jeune génération musulmane à se rassembler à Düsseldorf pour la Journée de la jeunesse. Sept mille personnes sont venues. A droite, les hommes, à gauche, les femmes (décentement vêtues, portant le voile et de longs manteaux) : l’enthousiasme est général. Au-dessus des têtes,

une mer de drapeaux rouges et verts : les couleurs de la Turquie et de l’islam. La mise en scène est parfaite : des marches turques alternent avec des rythmes disco, l’hymne national turc avec la pop d’Anatolie. Le petit doigt sur la couture du pantalon, le regard fixé sur l’horizon, les jeunes germano-turcs entonnent les chants de la nation de leurs parents. Ceux qui ne connaissent pas le texte par cœur peuvent porter leur regard sur l’écran géant déployé derrière la tribune : “Turquie, ma chère patrie”.

Et enfin IL est là. En direct d’Istanbul, bien que par ligne téléphonique interposée. LUI, celui dont il ne faut pas prononcer le nom, comme le rappelle, l’air mystérieux, un organisateur, c’est Necmettin Erbakan, l’ancien Premier ministre turc. Ce qu’il dit est pratiquement inaudible, la liaison est constamment interrompue, mais la foule accueille chacun de ses mots comme une révélation. “Mücahit Erbakan”, “le combattant de la foi Erbakan”. Jusqu’à présent, Erbakan est considéré comme le parrain de Milli Görüs. Le respect voué au leader islamiste est d’une nature toute religieuse. Lui vise toujours à instaurer une nouvelle forme de gouvernement en Turquie sur la base du Coran et de la charia. Son “ordre juste” ne laisse de place ni aux partis ni à une opposition.

Certes, les islamistes aspirent à instaurer cet “ordre juste” en premier lieu en Turquie. Mais d’anciens partisans d’Erbakan racontent que ses objectifs sont également au programme des instances dirigeantes de Milli Görüs en Allemagne. Une enquête du ministère de l’Intérieur de Düsseldorf, publiée au début du mois de janvier dernier, cite un bulletin interne de Milli

Görüs : “La Communauté est un moyen au service du but – le but étant d’islamiser la société.” La société dont il est question ici n’est autre que la société allemande.

Personne ne prononce publiquement de telles phrases. Erbakan lui-même se limite, dans son message, à encourager la jeune génération musulmane dans la voie qu’elle a choisie et regrette de n’être pas présent avec elle. Tous les discours, hymnes et chants sont sous-tendus par le même leitmotiv : “Nous sommes forts, nous sommes unis, il faut tenir compte de nous.” Le logo de Milli Görüs anticipe sur l’avenir auquel tous aspirent : un croissant de lune blanc sur fond vert – couleur de l’espoir et de l’islam – qui couvre la carte de l’Europe. Ce jour-là, à Düsseldorf, les enfants du Coran peuvent oublier l’amère réalité du quotidien, oublier que les trois quarts d’entre eux ne dépassent jamais le premier cycle du secondaire, qu’un tiers parmi eux restent sans travail.

Personne ne sait aussi habilement exploiter les sentiments de frustration des jeunes défavorisés que le secrétaire général de Milli Görüs, Mehmet Erbakan, neveu du leader islamiste turc. Agé de 31 ans, il est le plus talentueux de tous les dirigeants politiques islamistes en Allemagne. Il a fait des études de médecine à Cologne et a de quoi irriter : il ne fait partie ni des “huiles” en costume trois pièces, ni des “barbus” qui ne parlent que la langue turque. Erbakan junior porte des lunettes dernier cri, une barbe de trois jours et s’habille mode. Quand il prend le micro, plus question de Coran ni d’“ordre juste” : le cap est mis sur l’Allemagne et sa Constitution, dont les droits ne s’appliquent pas aux musulmans qui y vivent.

#### DU BERCEAU JUSQU’À LA TOMBE, MILLI GÖRÜS EST AVEC EUX

L’introduction de visas de séjour limités pour les enfants, les scores électoraux en hausse des partis d’extrême droite en Allemagne de l’Est, le refus des cours de religion musulmane, la dis-

■ Milli Görüs n’est pas seulement l’organe des musulmans en Allemagne, c’est aussi la planche à billets des islamistes en Turquie. En décembre dernier, une dizaine de membres du Fazilet [Parti de la vertu], qui a pris le relais du Parti de la prospérité après son interdiction, en 1998, ont sillonné toute l’Allemagne. En racontant des horreurs sur l’oppression des musulmans en Turquie, ils “font pleurer les croyants et leur ouvrent les poches”, rapporte un ex-hodja de Milli Görüs. Die Zeit, Hambourg

► A l’heure de la prière, dans une mosquée de Cologne. Les lieux de prière assurent également des fonctions sociales et des activités économiques. Photographies de Süleyman Keyaalp.



crimination des jeunes étrangers pour des places en apprentissage, l'interdiction du foulard : l'orateur mêle habilement discriminations réelles et prétendues, les exagère, crée une ambiance.

Tout récemment encore, les représentants de Milli Görüs affirmaient être une organisation purement religieuse. Aujourd'hui, Mehmet Erbakan dit ouvertement : "Nous sommes les représentants d'une minorité qui n'a pas voix au chapitre depuis une génération et demie." D'année en année, ils voient grossir les rangs de leur organisation de jeunesse. C'est au début des années 90, après les attaques contre des foyers d'étrangers à Solingen et à Mölln, que les chiffres ont brusquement grimpé. Des sociologues de l'université de Bielefeld révèlent que, désormais, un tiers des jeunes Turcs vivant en Allemagne se sentent soit "bien", soit "partiellement" représentés par Milli Görüs.

A Hambourg, dès que vous avez franchi la porte de la mosquée Merkez, tout un univers de services musulmans s'ouvre à vous. A droite, le marchand de légumes et le boucher (qui ne vend que de la viande halal). A gauche, la bibliothèque, avec de la littérature musulmane pour enfants, des éditions illustrées du Coran et les petits calendriers précisant l'heure des prières au quotidien. Vous passez devant un coiffeur avant d'accéder au restaurant. Les hommes s'occupent leur thé, discutent, regardent la télévision.

Un étage au-dessus, une mer de chaussures de sport d'enfants sont alignées et des sacs à dos de toutes les couleurs accrochés au vestiaire. Le hodja s'apprête à donner un cours aux jeunes musulmans. Toute mosquée a son école coranique et son groupe de jeunes. Les enfants racontent qu'ils font des excursions, du sport, suivent des cours d'informatique et partent au centre de loisirs pendant les vacances. Milli Görüs pense à tout et à tous. Avec Milli Görüs, les croyants peuvent jouer au football ou partir en pèlerinage à La Mecque. En cas de décès, un fonds prend en charge le transfert du corps de Berlin ou de Duisburg au cimetière d'Istanbul ou de Konya. Une vie entière accompagnée par Milli Görüs, du berceau à la tombe. Avec l'aide sociale et l'instruction religieuse, l'idéologie s'insinue lentement. "Petit à petit, les jeunes sont embrigadés dans l'organisation", explique Reinhard Hocker, sociologue. Certains n'apprennent que très tard que cette mère si dévouée

a pour nom Milli Görüs.

Aucune des organisations liées à Milli Görüs n'en porte le nom ; il est difficile de prouver l'existence de liens directs. "Il n'est nul besoin de liens formels", souligne Thomas Lemmen, spécialiste de l'islam à la faculté de théologie de Sankt Augustin. "Tout le réseau est fondé sur des relations personnelles." Ainsi, le Kölner Haus, siège de l'Institut de pédagogie internationale et de didactique de Cologne, appartient à la famille Erbakan. La cofondatrice de l'institution s'appelle Armina Erbakan : c'est la mère du secrétaire général et la présidente de la Communauté des femmes islamiques germanophones - qui n'a officiellement rien à voir non plus avec Milli Görüs, bien qu'elle ait son siège dans les locaux de la centrale de l'organisation, à Cologne-Ehrenfeld. Thomas Lemmen a pris la peine de consulter les registres des associations et de comparer les adresses, les statuts et les noms des responsables. Il est fréquemment retombé sur les mêmes personnes et les mêmes adresses. Au cœur de l'organisation : la famille Erbakan.

#### UNE SIMPLE ASSOCIATION DE CITOYENS, "COMME GREENPEACE OU AMNESTY..."

Le Conseil islamique, l'une des organisations de tutelle des musulmans en Allemagne, joue un rôle clé dans le réseau des associations. Il prétend représenter 900 000 fidèles. Son but est d'être reconnu en tant que collectivité de droit public. Il obtiendrait ainsi le même statut que l'Eglise catholique ou protestante. Contrôler le Conseil islamique, c'est faire partie de l'establishment de l'Etat allemand. Depuis quelques années, c'est Milli Görüs qui tire les ficelles du Conseil.

Milli Görüs a commencé sa marche à travers les institutions allemandes. Les temps sont révolus où les religieux annonçaient à la mosquée que les syndicats étaient l'incarnation du diable. Aujourd'hui, les représentants de Milli Görüs font "souvent partie des participants les plus actifs de nos séminaires", rapporte Nafiz Özbek, chargé des questions relatives aux étrangers à la direction du syndicat de la métallurgie IG-Metall. Des étudiants membres de Milli Görüs fondent des groupes d'étudiants ; des fédérations de parents de l'association proposent aux directeurs d'école allemands de donner des cours particuliers gratuits aux élèves en difficulté. Lors des dernières

élections aux conseils des étrangers en Rhénanie-du-Nord-Westphalie [organes de consultation des concitoyens étrangers, qui existent dans chaque Land], les religieux ont mobilisé leurs membres du haut de leurs chaires. "Ils ont carrément emmené les fidèles de la mosquée au bureau de vote", se souvient l'un des membres du conseil des étrangers de Cologne.

Les esprits critiques parlent d'infiltration. Mustafa Teneroglu, responsable des jeunes à la direction de Milli Görüs, parle lui d'intégration. "Nous disons aux jeunes : ne restez pas isolés, engagez-vous." Si Milli Görüs infiltre quelque chose, ce sont les ghettos turcs - et ceux-ci sont le résultat de la politique allemande. Ce jeune étudiant en droit de 23 ans aux airs de latin lover avec son costume dernier cri et ses cheveux gominés est aussi un membre actif de l'organisation de jeunesse du SPD [Jusos, Jungsozialisten]. "Je militais avec les Jusos longtemps avant d'entrer dans les rangs de Milli Görüs." Il ne voit, dans son double engagement, aucune contradiction. "Le Coran est aussi l'expression d'une pensée sociale et démocratique", affirme-t-il. Et Milli Görüs est, à ses yeux, une sorte d'association de citoyens musulmans. "Comme Greenpeace ou Amnesty International."

Certains observateurs voient émerger une nouvelle tendance au sein de Milli Görüs : selon eux, les jeunes musulmans nés et vivant en Allemagne souhaitent occuper des postes influents. Sur le site Internet de Milli Görüs, ils débattent de la démocratie et du Coran. Lorsque les associations islamiques invitent leurs "voisins allemands" aux "journées portes ouvertes" à la mosquée, ce sont eux qui guident les visiteurs.

Peter Heine, spécialiste de l'islam, prône une stratégie offensive qui permette aux Allemands de se montrer plus sûrs d'eux-mêmes. Les institutions allemandes devraient, d'après lui, ouvrir leurs portes aux musulmans religieux. C'est une erreur, par exemple, d'exclure quelqu'un, comme l'a fait la CDU à Berlin, sous prétexte qu'il est membre de Milli Görüs, poursuit-il. Car, en s'engageant de quelque manière que ce soit en Allemagne, les musulmans évoluent. Contrairement à ce que l'on croit, estime M. Heine, ce n'est pas tant la société allemande qui change, ce sont les musulmans eux-mêmes. En d'autres termes, ce n'est pas la CDU qui doit craindre l'infiltration, mais Milli Görüs.

Martin Spiewak et Wolfgang Uchatius

## Once-Bitter Rivals Form Government in Turkey

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — Prime Minister Bülent Ecevit, who has headed a caretaker government since elections last month, said Friday that he had assembled a three-party coalition to govern Turkey for the next five years.

The coalition is based on an alliance between two parties that have tra-

ditionally been bitter rivals. Their street battles in the 1970s cost more than 5,000 lives and led to such chaos that many Turks welcomed the military coup of 1980.

Mr. Ecevit heads the Democratic Left Party, and his new government partner, Devlet Bahçeli, heads the Nationalist Movement Party, which for years embraced far-right politics and violence. It claims to have matured

and embraced democratic principles.

Despite their differences, both Mr. Ecevit and Mr. Bahçeli are strong Turkish nationalists. Both oppose any compromise with Kurdish rebels or with Greece over disputes relating to Cyprus or the Aegean.

"I beseech God to put this government at the service of the Turkish nation," Mr. Bahçeli said at a news conference.

The junior partner in the new governing coalition is to be the center-right Motherland Party, which is headed by former Prime Minister Mesut Yılmaz. It will control the Finance Ministry, a signal to financial markets and foreign lending institutions that know and have confidence in Mr. Yılmaz.

Western diplomats were encouraged

to learn that Foreign Minister Ismail Cem, whose diplomatic skills and pro-Western orientation are widely respected, would remain in office.

The coalition must be approved in a parliamentary vote expected next week, but since the three coalition parties hold 351 of the 550 seats, the vote is expected to be a formality.

It remains to be seen whether the two principal coalition leaders, Mr. Ecevit and Mr. Bahçeli, will be able to put aside the hatred that once separated their parties. This month Mr. Ecevit's wife, Rahsan, voiced the doubts that many in her party have about their new

coalition partners.

"In the past they put pressure on adolescents and armed them," Mrs. Ecevit said. "They sponsored gangs that took so many lives over the years. Is it easy to forget that pain?"

Turkey has been plagued by political instability, with five governments in the last four years. Some politicians predicted that the new coalition would not survive for its full term.

"I doubt that this government will last two years, much less five," said Recai Kutan, leader of the Islamic-oriented Virtue Party. "Governments formed on the basis of contradictions

do not survive long."

Although he shares the view of most Turkish leaders that Kurdish fighters are no more than terrorists, Mr. Ecevit may play a crucial role in saving the life of the Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan.

Mr. Ocalan's trial for treason is to begin Monday. His conviction is considered a foregone conclusion, and he will probably be sentenced to hang. But Parliament must approve all death sentences, and Mr. Ecevit, a lifelong opponent of the death penalty, has said he will do whatever he can to prevent an execution.



Esber Yagmurdereli with his son Ugur, taken in Bursa Prison in 1988

## Turkey: PEN Action on Esber Yagmurdereli

In March 1999, PEN mounted a special campaign entitled "Esber Yagmurdereli: 21 Years of a Perversion of Justice in Turkey". The aim was to highlight the continuing imprisonment of a man who has spent most of his adult life fighting for human rights in his country.

Yagmurdereli, a blind writer, lawyer and human rights activist, is serving a ten-month term for a speech he made in

defence of the Kurds of Turkey, as well as the remainder of a previous life sentence. Taking into account Turkey's complicated remission laws, he is due for release in about 2015. A legal defender of many left-wing political figures, he has also been an influential editor of several magazines, and is a poet and prize-winning short-story writer.

Yagmurdereli's first arrest was in 1978, when he faced trumped-up charges of armed robbery and membership of an illegal organisation. Seven years later he was sentenced to death, later commuted to life imprisonment, for "trying to change the

## CENTRE to CENTRE

Newsletter of the Writers in Prison Committee of International PEN

May 1999

constitutional order by force". Both Amnesty International and PEN regarded the trial proceedings as unfair and found no evidence to support the case against him. In 1991, the remainder of his term was suspended, on condition that he never be convicted again. However, that same year, after giving a rousing speech in Istanbul in defence of the Kurds, he was charged under the Anti-Terror Law with dissemination of "separatist propaganda" and eventually sentenced to ten months' imprisonment.

Yagmurdereli is now in Çankiri Prison, about 130 kilometres from Ankara, and is an Honorary Member of the Canadian, Czech, San Miguel, Slovak and Swedish PEN Centres.

**You can join the campaign by sending a message of support to Esber Yagmurdereli at: Çankiri Cezaevi, Çankiri, Turkey. Faxes can be sent through to the prison on +90 376 213 24 35. You can also write a letter on his behalf, appealing for his release, to Mr. Cahit Bayar, Minister of the Interior, Ankara, Turkey. Fax: + 90 312 417 39 54.**

## IRAN

### Sale temps pour les ennemis du président Khatami

Toutes les manœuvres des conservateurs iraniens pour saboter la politique du Président ont jusqu'à présent échoué. Restent les offensives désespérées...

THE MIDDLE EAST ECONOMIC DIGEST  
(extraits)  
Londres

**S**ale temps en Iran pour les extrémistes, la droite, les conservateurs et autres ennemis du président Khatami. Toutes les manœuvres qu'ils ont ourdies l'an passé pour contrecarrer sa politique de libéralisation leur sont retombées dessus. Il y a de plus en plus de raisons

de penser qu'après les prochaines élections du Parlement, dans dix mois, ils seront relégués dans les coulisses de la scène politique iranienne.

Non seulement les arrestations et les assassinats n'intimident pas les partisans de Khatami, mais ils leur donnent de l'ardeur. Les tentatives visant à imputer au Président la responsabilité des difficultés économiques grandissantes ont tourné court, car la majorité des Iraniens considèrent que ses

ennemis lui rendent la tâche impossible. En fait, plus la crise s'aggrave, plus le "président de Téfalon" est populaire.

La confrontation à laquelle se préparent actuellement les clans politiques iraniens devrait décider de l'issue des élections cruciales du Majlis (Parlement), qui se tiendront au début de l'an 2000 et qui détermineront les rapports de force sur l'échiquier politique pour les années à venir. "Presque tous les candidats ont l'intention de se présen-

ter comme des libéraux", estime un journaliste iranien.

A Téhéran, on est convaincu que les différentes familles politiques vont mesurer leurs forces cet été et que certaines pourraient rester sur le carreau. Les opposants du Président sont particulièrement mal à l'aise. La droite est minoritaire dans l'opinion, mais elle se sert de sa mainmise sur les appareils judiciaire et policier pour empêcher Khatami de remettre en question le statu quo instauré ces vingt dernières années.

L'été risque donc d'être chaud. Mais les menaces que font peser les conservateurs peuvent tout aussi bien s'évanouir s'ils finissent par admettre qu'ils ont déjà perdu la bataille. En l'absence de partis politiques proprement dits, c'est au travers des personnalités et de la presse que se livre la confrontation. L'ayatollah Khamenei\* fut souvent considéré comme le chef

de file de la droite. Selon certaines sources autorisées, Khatami et Khamenei coopèrent étroitement depuis quelques mois et, surtout, c'est le second qui se rapproche du premier.

Le Président, pour sa part, a réitéré l'une de ses promesses, celle d'instituer l'Etat de droit. De plus, il conteste vigoureusement le monopole que la droite prétend détenir sur la fidélité à l'islam. A la faveur des élections à venir et d'une éventuelle redistribution des rôles dans l'appareil judiciaire, Khatami pourrait avoir dès l'an prochain la maîtrise de la plupart des leviers du pouvoir. Cela lui donnerait un avantage considérable dans la perspective de présidentielle, qui aura lieu en 2001. Il bénéficie d'un véritable soutien dans le pays et bat même des records de popularité dans les zones les plus reculées et les plus conservatrices.

On s'accorde donc à penser en Iran que l'opposition de droite devra

(en milliards de dollars)	1997-1998	1998-1999*
Importations	15,0	14,0
Exportations	18,5	13,3
Balance commerciale	3,5	0,7
Budget	1,2	2,0
Réserves	6,7	6,5
Croissance du PIB (en %)	3,2	0
Inflation (en %)	17,3	25

\* Projection à partir des données de la Banque centrale iranienne pour les trois premiers trimestres de l'année.

Sources : Bank centrale iranienne, The Middle East Economic Digest

passer la main et que ses manœuvres ne sont qu'un baroud d'honneur. Cependant, on peut craindre que dans le round décisif qui se jouera cet été elle ne lance une dernière offensive désespérée.

**Vahe Petrossian**

\* Ali Khamenei est le Guide suprême de la République islamique, et donc le successeur de l'ayatollah Khomeyni.

## TURQUIE

# Périls en la demeure

Guerre contre les Kurdes, crise économique, montée du nationalisme : l'affaire du voile de Merve Kavakci, la députée du parti islamiste, le Fazilet, révèle l'ampleur de la crise nationale.

AL WASAT  
Londres

**M**erve Kavakci, la trentaine, informaticienne et députée islamiste, a récemment défrayé la chronique sur les rives du Bosphore. Son entrée dans l'enceinte du Parlement coiffée du voile islamique a déclenché une tempête politique. La presse locale, connue pour sa complaisance envers le pouvoir, a publié des extraits du discours que la députée aurait prononcé à Chicago, appelant à la... guerre sainte en Turquie. Le président turc, Süleyman Demirel, a ratifié un décret la privant de sa nationalité après avoir découvert qu'elle était aussi citoyenne américaine. Vural Savas, le procureur général de l'Etat, a réclamé que soient évincés du Parlement les 110 membres du Fazilet [FP, parti islamiste], et que toute activité politique leur soit interdite pendant cinq ans. Il n'a pas hésité à comparer l'action de Merve Kavakci aux bombes semées par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'objectif de la députée voilée étant, selon lui, de "faire sauter le régime".

L'affaire a dépassé le champ médiatique. Lors du débat sur le port du voile islamique dans un pays laïc, le

chef du gouvernement, Bülent Ecevit, a lancé un avertissement à l'Iran, lui déconseillant toute ingérence dans les affaires de son pays et l'accusant d'encourager l'islam radical en Turquie tout en soutenant les rebelles du PKK.

La tempête déclenchée par l'affaire Kavakci n'est-elle pas le révélateur d'une crise nationale qui n'attendait que son heure pour éclater, en relation avec les problèmes actuels que traverse la Turquie ? L'enlèvement et l'incarcération d'Abdullah Öcalan n'ont pas mis fin au problème kurde, et les attentats se poursuivent. Le dernier en date a fait 18 morts.

Sur le plan interne, la situation n'est pas meilleure. Certes, le Fazilet affronte des divergences en son sein, mais celles-ci ne feront pas obstacle à l'unité des islamistes si l'exclusion du Fazilet est en jeu.

Si la réaction pugnace de Kavakci en est un indice, plus significative encore est la descente dans les rues de Malatiya - une petite ville du centre du pays -, de milliers d'islamistes et de sympathisants armés de bâtons et de pierres. Ils entendaient ainsi protester contre la décision de l'université d'interdire aux étudiantes le port du voile. La police a répliqué à coups de grenades.

Cette affaire empoisonne la vie politique dans la mesure où elle

entraîne la mobilisation de l'armée, laquelle était déjà intervenue à trois reprises pour "assainir" la vie parlementaire. Par ailleurs, la position des partis centristes, qui pourraient être la base de la stabilité démocratique, n'est pas des meilleures. Les accusations de corruption et d'abus de pouvoir ne cessent de les poursuivre.

La situation économique de la Turquie ne fait qu'assombrir le tableau. Le bazar [le commerce] affronte la crise la plus grave qu'il ait connue ces vingt dernières années en raison d'une conjoncture économique désastreuse et de la chute du tourisme. Le nombre de touristes ayant visité la Turquie au cours des premiers mois de 1999 a enregistré une baisse de 15 % par rapport à la même période de l'année précédente. La guerre au Kurdistan turc, qui a joué un rôle non négligeable dans la débâcle économique, est l'un des facteurs qui ont ranimé le mouvement nationaliste montant, lequel possède la souplesse nécessaire pour traiter avec l'armée. Ce mouvement détient d'autres atouts et en joue instinctivement, qu'il s'agisse du "péril kurde", du "péril confessionnel", du "péril arabe", du "péril européen", du "péril grec" ou du "péril russe" !

En entretenant des relations tendues avec l'extérieur, la coalition au pouvoir à Ankara apporte de l'eau au moulin des nationalistes extrémistes. Et si le Fazilet se trouve exclu de la scène politique, ces derniers sont prêts à satisfaire leurs aspirations radicales. Cela signifierait assurément pour des hommes politiques, comme Demirel et Ecevit, tomber de Charybde en Scylla. ■

# Turquie : la question kurde en procès

par Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris

**Le 31 mai s'ouvre sur la petite île-prison turque d'Imrali le procès d'Abdullah Ocalan. Le chef de la guérilla kurde sera jugé pour "trahison à la patrie" crime passible de la peine de mort en vertu de l'article 125 du code pénal turc.**

**L**es juges turcs -deux civils et un militaire - de la Cour de sûreté de l'Etat vont "au nom du peuple turc" tenter de régler à leur manière les comptes d'une guerre kurde qui dure depuis 1984 et qui, selon le président turc Demirel, "a fait 38 000 morts et coûté plus de 100 milliards de dollars". Au cours de cette guerre se déroulant à huis clos, plus de 4000 villages kurdes ont été évacués et détruits par l'armée, au moins trois millions de civils kurdes déplacés, plus de 4500 intellectuels kurdes non-violents assassinés par les escadrons de la mort des forces paramilitaires turques. Cela, les autorités turques n'en parlent pas et feront tout pour que ces faits terribles ne soient pas trop évoqués pendant le procès et, surtout, qu'à cette occasion, les médias internationaux ne s'aventurent pas dans les provinces kurdes dévastées, où la population vit dans la misère et la terreur. Les Kurdes ne se font guère d'illusions sur l'équité de la justice turque ni sur l'issue de ce procès politique. A quelques jours de son ouverture, les avocats n'ont toujours pas pu rencontrer en tête à tête leur client pour préparer sa défense ; la plupart d'entre eux ont été copieusement battus par la police le 30 avril à leur sortie du tribunal d'Ankara et sont régulièrement menacés de mort. Les juges qui vont juger Ocalan sont ceux-là même qui, en décembre 1994, ont condamné à 15 ans de prison pour délit d'opinion, Madame Leila Zana et trois de ses collègues députés kurdes. Le parquet a la même composition, hormis le départ à la retraite du procureur général Nusret Demiral qui a ensuite rejoint le parti, néo-fasciste, d'Action nationaliste (MHP) et qui a fini par en être exclu pour extrémisme. Dans un arrêt rendu en juin 1998, la Cour européenne des Droits de l'homme avait déjà jugé que les cours turques de sûreté

de l'Etat ne sont pas compatibles avec les principes d'administration d'une justice impartiale et indépendante de la Convention européenne.

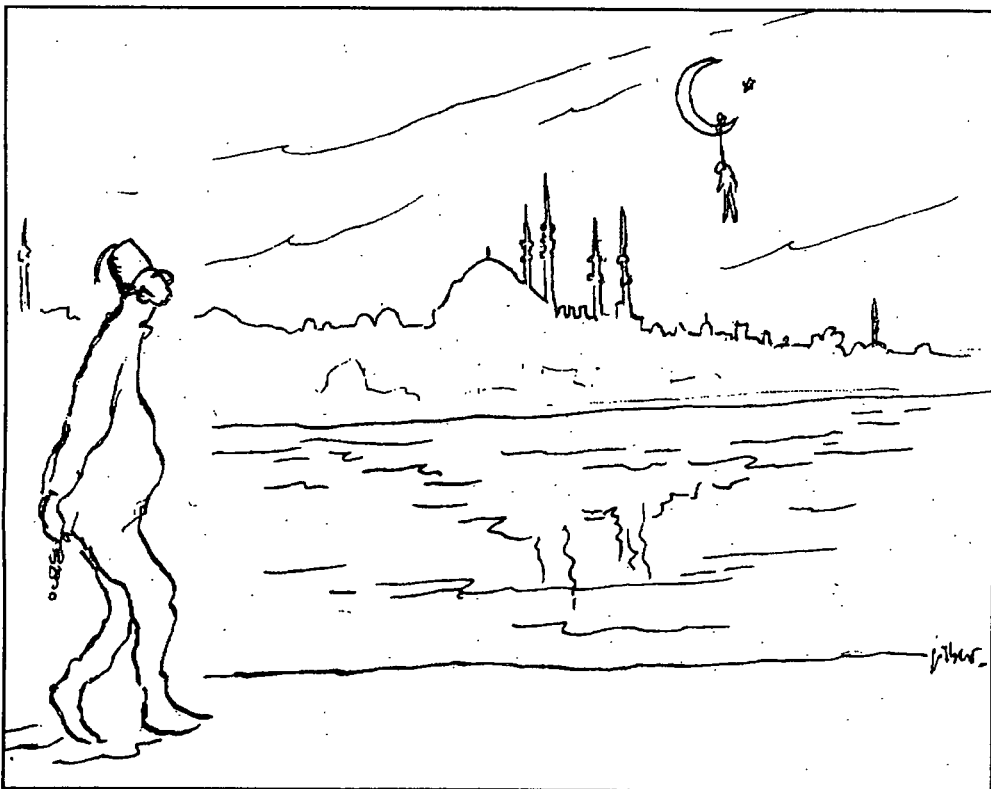
## "La sentence sera sans surprise"

Dans ce contexte, les Turcs, dans un nouvel exercice d'exorcisme, vont condamner à mort leur ennemi public numéro un. La sentence sera, sans surprise, confirmée par la Cour d'appel turque formée de magistrats nommés par la junte militaire des années 80 et elle sera ratifiée par un Parlement à majorité ultranationaliste. Sauf peu probables pressions internationales, Ocalan sera donc exécuté comme avant lui les chefs des 28 autres insurrections kurdes depuis la fondation de la République turque en 1923, sur le dogme d'un Etat homogène avec un seul peuple (turc), une seule culture, une seule langue, et pendant longtemps un seul parti politique. Tandis qu'à travers

Ocalan, les autorités turques feront le procès de la question kurde en criminalisant toute revendication culturelle ou identitaire kurde, les avocats kurdes s'appliqueront à utiliser les moindres failles du système judiciaire turc pour faire intervenir les victimes kurdes du terrorisme d'Etat, les proches des disparus, des torturés, les survivants des villages brûlés, afin de transformer ce procès en celui de la politique kurde de la Turquie et de montrer que la question kurde existait avant Ocalan et son PKK, et qu'elle lui survivra sous une forme sans doute plus explosive encore à moins que le régime turc ne prépare, par des réformes radicales, un processus d'un règlement équitable respectant les frontières de l'Etat et faisant droit aux aspirations kurdes à la libre expression de leur identité et à une maîtrise autonome de leur destin.

## Les Kurdes demeurent plus que jamais attachés à leur identité

La question kurde se pose depuis le partage du pays kurde entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie au lendemain de la Première Guerre mondiale par la Grande-Bretagne et la France, grandes puissances de l'époque qui ont dessiné la carte du Proche-Orient souvent au dé-



triment des aspirations des populations concernées. Chacun de ces États a voulu créer son propre Etat-nation "moderne", c'est-à-dire centralisateur et homogène, en copiant des modèles importés d'Europe. Auteurs du premier génocide du siècle, celui des Arméniens en 1915, les nationalistes turcs ont, dans les années 20, procédé à la première épuration ethnique du siècle en expulsant vers la Grèce 1 200 000 Grecs d'Anatolie. La prochaine étape définitive de leur projet de construction d'un Etat homogène était la destruction des Kurdes en tant que peuple distinct doté d'une culture, d'une langue et d'une histoire propres.

Malgré une panoplie de moyens utilisés - assimilation forcée, interdiction de la langue et de la culture kurde, déportations, massacres, destruction systématique des élites - cette politique n'a pas produit les effets escomptés par Ankara.

Elle n'a fait qu'alimenter le cycle infernal de répression-révolte-répression qui a absorbé une part considérable des ressources matérielles et humaines du pays et entravé sa démocratisation et son intégration à l'Europe. Les 15 à 18 millions de Kurdes de Turquie qui n'ont toujours pas le droit d'avoir une presse et des écoles dans leur langue, d'origine indo-européenne, très différente du turc, langue asiatique, restent plus attachés que jamais à leur identité, revendiquent le respect de leur personnalité, de leur langue et de l'autonomie des régions où ils sont majoritaires. Quoi de plus légitime dans cette fin de siècle où l'Espagne post-franquiste a accordé une large autonomie à ses Catalans et Basques, où le Royaume-Uni a permis l'élection des parlements régionaux en Ecosse et au pays de Galles, où des populations de quelques dizaines de milliers d'habitants sont dotés de leur propre Etat et où l'Otan mène une véritable guerre pour imposer l'autonomie de 1 800 000 Kosovars de Yougoslavie ?

### **Les Kurdes d'Irak, d'Iran et de Syrie...**

Aux frontières même de la Turquie, au terme de 30 années de conflits armés, les Kurdes irakiens, dans leur grande majorité, bénéficient depuis l'opération Pro-  
vide Comfort décidée en juin 1991 par

l'ONU à la suite de l'exode kurde consécutif à la guerre du golfe, d'une quasi-indépendance de fait et administrent leurs propres affaires. 3,5 millions d'entre eux vivent dans une zone de protection défendue par les avions anglo-américains. Malgré une période d'affrontements intestins intermittents entre mai 1994 et octobre 1997, ils ont pu reconstruire à plus de 70% leurs villes et villages détruits par la dictature de Saddam Hussein. Dans un climat de pluralisme politique et culturel réel, ils ont mis en place une administration employant près de 200 000 personnes assurant convenablement les services publics de base - eau, électricité, poste, téléphone, hôpitaux, éducation, sécurité. Trois universités fonctionnent normalement dans cette région où on assiste, avec 128 journaux périodiques et trois quotidiens en kurde, une dizaine de télévisions locales, à une vie culturelle d'une richesse et diversité sans précédent. Les Kurdes construisent leurs infrastructures, assurent à leurs minorités turcomane et assyrochaldéenne leurs légitimes droits culturels et linguistiques, et tentent d'assurer, dans la précarité, la survie de leur expérience en dépit des ingérences incessantes des Etats voisins. Les 1,5 millions de Kurdes irakiens vivant dans les zones contrôlées par Bagdad continuent, eux, de subir la dictature. Les 9 à 10 millions de Kurdes d'Iran, en majorité de confession sunnite, sont dans une République islamique fondée sur la primauté du chiisme et de la domination persane, subissent une double exclusion. Leur lutte pour l'autonomie du Kurdistan et la démocratie en Iran a connu une certaine notoriété internationale dans les années 80 grâce à la personnalité exceptionnelle de leur leader, Abdul Rahman Ghassemlou. Depuis l'assassinat de celui-ci et de trois de ses collaborateurs à Vienne, le 13 juillet 1989, par des émissaires du président iranien en pleins "pourparlers de paix", ils ont sombré dans l'oubli. Le successeur de Ghassemlou, docteur Chéreffkendi fut, à son tour, assassiné, avec deux de ses assistants à Berlin, en septembre 1992, en marge d'un congrès de l'internationale socialiste. La justice allemande a pu démontrer que ces assassinats avaient été ordonnés "par le haut sommet de l'Etat iranien". Cela provoqua une crise tem-

poraire dans les relations irano-européennes. Puis le commerce a repris ses droits. En Syrie, la dictature du général Assad ne reconnaît pas de droits spécifiques aux 1,5 millions de Kurdes du pays. Plus de 300 000 d'entre eux ont d'ailleurs été déchus de la nationalité syrienne. Leur crime ? Habiter les zones contiguës au Kurdistan turc que dans les années 60 Damas a vidé de sa population kurde afin d'ériger une "ceinture arabe", sorte de cordon sanitaire visant à couper les Kurdes syriens de leurs frères de Turquie afin de combattre toute tentation séparatiste.

### **Il n'y aura ni paix, ni stabilité au Proche-Orient sans règlement de la question kurde**

Ces situations de guerre et de répression endémiques ont généré un afflux constant de réfugiés kurdes vers l'Europe, seul havre de paix et de démocratie de proximité. On compte actuellement près de 850 000 Kurdes dans les pays de l'Union européenne, dont 500 000 en Allemagne et 120 000 en France. Grâce à la présence active de ces immigrés kurdes, la question kurde n'est plus un problème exotique mais aussi européen.

Sans le règlement de cette question qui concerne un peuple écartelé de plus de 30 millions d'âmes vivant sur des terres riches, regorgeant d'eau et de pétrole, donc très convoitées, il n'y aura ni paix, ni stabilité au Proche-Orient. Et les discours des Occidentaux sur les droits de l'homme, sur le respect des minorités ou le droit des peuples à l'auto-détermination auront du mal à être vraiment crédibles tant qu'ils ne prendront pas à bras le corps le problème kurde y compris et surtout en Turquie, pays membre de l'Otan et d'un Conseil de l'Europe censé incarner "la conscience démocratique européenne".



# Le procès du leader kurde s'est ouvert sur une île en Turquie.

# Öcalan propose la reddition du PKK en échange de sa vie

*Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan évoque le «rôle utile pour la paix» qu'il peut jouer si les juges turcs l'épargnent.*

Mudanya envoyé spécial

**P**rocès historique pour les uns, simple procès «criminel» pour les autres: la première audience du procès du leader kurde Abdullah Öcalan a déjoué les pronostics. A 10 heures précises, le président de la Cour de sûreté numéro 2 d'Ankara, Turgut Okyay, ouvre la séance. Il fait entrer l'accusé dans sa cage de verre, par une porte qui y mène directement, et lui fait décliner son identité. «Apo», comme le surnomment ses partisans, le cheveu court, rasé de près, chemise bleu clair sous une veste brune, tente d'expliquer qu'il est marié mais «pas officiellement». «Ecrivez célibataire!», coupe le juge. L'accusé demande ensuite poliment, comme gêné, s'il peut faire une déclaration à la Cour. «Je vous en prie», répond son interlocuteur.

S'ensuit une étrange récitation: Öcalan, comme cherchant ses mots, le regard parfois perdu au plafond, précise que, durant sa détention, il n'a été «ni maltraité, ni insulté, ni même mis sous pression». Toujours hésitant, il rappelle le respect qu'il porte à la république de Turquie, qu'il se dit prêt à servir «sans ménager ses efforts». «Je veux vivre pour servir



Hier à Mudanya, d'où part le bateau pour Imrali, deux mères de soldats tués par le PKK manifestent.

la paix et la fraternité», conclut-il. Mais Abdullah Öcalan, au lieu de se rasseoir, demande à s'adresser aux familles de victimes. Le président accepte: «Je vous présente mes excuses, sachez que je participe à votre douleur», dit-il sans regarder personne. Dans l'assistance, aucune réaction des hommes et des femmes âgés, certains enveloppés d'un drapeau turc, d'autres montrant

la photo de leur fils en tenue militaire. Le discours, presque mécanique, est fini.

Les avocats de la défense sentent le procès leur échapper, ils jouent leur va-tout. M<sup>e</sup> Ercan Kanar, qui dirige l'équipe des douze juristes autorisés à assister aux audiences, demande le report du procès pour mieux préparer la défense de son client. Le président répond par la négative. M<sup>e</sup> Kaplan se lève et

prend la parole. Le son est soudain coupé... La Télévision nationale turque (TRT), seul diffuseur des images du procès, a choisi de ne pas laisser parler la défense. Comme le téléspectateur turc, la presse s'en tiendra donc au montage sélectif de la TRT. Les vingt journalistes qui ont le droit, à tour de rôle, jour après jour, d'assister aux audiences sur l'île d'Imrali n'ont aucun moyen d'envoyer leurs nouvelles à l'extérieur jusqu'à leur retour sur le continent, en fin de journée. Il est ainsi difficile d'apprendre et de confirmer que les deux avocats ont abandonné la défense d'Öcalan, après avoir critiqué le cadre juridique obscur dans lequel se déroule le procès (lire ci-contre).  
*Devant la cour, Öcalan rappelle le respect qu'il se dit prêt à servir «sans ménager ses efforts».*

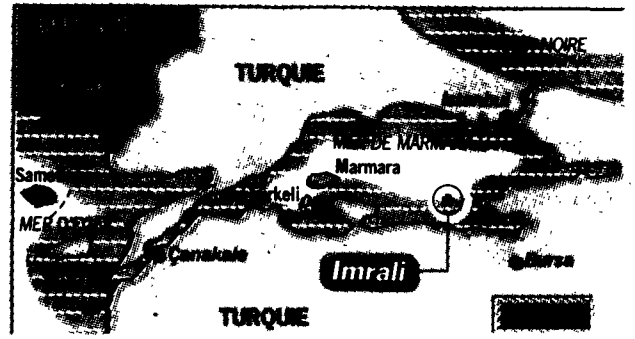
Les présentateurs de la TRT annoncent que l'émission est interrompue pendant la lecture des 136 pages de l'acte d'accusation. Dommage. Car le rappel des faits d'armes qui vaudront sans doute à «Apo» la peine de mort est coupé par une longue intervention du leader kurde défait. Il y engage, selon les témoignages des journalistes sur place, une sorte de chantage grossier. «Si j'échappe à l'exécution, dit-il en substance après avoir souhaité que le PKK cesse sa politique hostile envers l'Etat turc, je pourrais jouer un rôle utile pour la paix.»



Exemple? «En trois mois, je peux faire descendre mes hommes des montagnes» assure Apo mais si cette chance ne lui est pas donnée, «le nombre de morts pourrait atteindre les 100000». Après quatre mois de fuite éperdue et trois mois et demi d'isolement il tente par tous les moyens de sauver sa peau. Ou a été «retourné», selon l'analyse de son ancien avocat Ahmet Zeki Okçuoglu, qui a jeté l'éponge une semaine avant le procès.

«Je lui ai raconté l'histoire de Cheikh Saïd, le leader kurde exécuté en 1925, expliquait récemment Ok-

çuoglu. Son avocat commis d'office lui avait promis la vie sauve s'il faisait passer sa révolte pour un mouvement religieux, ce qu'il fit, avant de se rendre compte qu'on l'emmenait à l'échafaud. Öcalan ne semble pas avoir compris ce que je lui disais», conclut l'avocat, qui dit ne pas reconnaître l'étudiant fougueux qu'il a connu au milieu des années 70. Öcalan, pour l'ouverture de son procès, aura peut-être surpris, et sans doute déçu. Mais il est resté dans les limites qu'es-



perait la justice turque en ne faisant pas de «propagande». Il a, en tout cas, coupé l'herbe sous le pied de sa défense qui

s'appretait à plaider non coupable, pour sauver sa peau. Un pari perdu d'avance ●

JÉRÔME BASTION

## «Un tel tribunal n'est pas impartial»

### Le bâtonnier d'Istanbul dénonce la Cour de sûreté de l'Etat.

**Y**ücel Sayman, 50 ans, est bâtonnier du barreau d'Istanbul. Il est présent au procès d'Abdullah Öcalan avec le statut d'observateur.

#### Quelles sont les spécificités du procès?

Nous sommes dans une situation exceptionnelle, où des impératifs de sécurité empêchent les avocats de la défense d'exercer librement leur métier. La composition des Cours de sûreté de l'Etat est très discutée, surtout depuis l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme. C'est un «désavantage» pour ce procès. Mais, surtout, les avocats se plaignent de n'avoir pas eu le temps nécessaire pour se préparer. Ils n'ont pas pu étudier en détail le dossier, lourd de plusieurs volumes, et il n'ont pas pu discuter avec leur client.

**Le report du procès était envisagé pour une autre raison: la réforme des cours de sûreté de l'Etat. Pourquoi cela ne s'est-il pas fait?**

Les probabilités d'un report étaient faibles,

car le gouvernement (formé vendredi, ndlr) n'avait pas soumis de projet de loi au Parlement, et la seule intention affichée par le gouvernement de réformer ces juridictions ne pouvait être prise en compte. C'était une simple question de temps, car le texte est dans les mains du Premier ministre. Sans quoi, avec une réelle volonté politique, cette réforme constitutionnelle aurait pu aller très vite, puisque la coalition est majoritaire à l'Assemblée.

**Le barreau d'Istanbul est très critique vis-à-vis des Cours de sûreté de l'Etat. La simple suppression du juge militaire qui y siège serait-elle suffisante à vos yeux?**

Nous sommes bien forcés de reconnaître les Cours de sûreté de l'Etat, puisqu'elles existent légalement... Mais nous affirmons, comme l'Union nationale des barreaux de Turquie, que ces cours ne sont pas à même de prononcer des jugements équitables. Non seulement à cause de leur composition, qui comprend un juge militaire, mais aussi en raison des procédures

qu'elles appliquent, totalement différentes du code de procédure pénale en vigueur dans les autres cours. De plus, l'éventail des délits tombant sous la compétence de ces tribunaux est extrêmement large. Tout ceci nous fait dire, depuis le début, que ce ne sont pas des tribunaux impartiaux.

**En tant que juriste, que redoutez-vous dans ce procès?**

Sans préjuger de l'avenir, ce qui m'inquiète d'abord c'est que le gouvernement l'ait placé sous le régime de «la gestion de l'état de crise», et que, physiquement, le tribunal siège dans une île régie par ce régime extraordinaire. C'est pire que dans le sud-est de la Turquie, soumis à l'état d'urgence, parce que là-bas nous connaissons les compétences des responsables de la région. Ici, c'est une situation nouvelle pour le pays, instaurée par une simple directive. En tant que barreau d'Istanbul, nous avons déposé un recours devant le Conseil d'Etat à ce sujet ●

Recueilli par J.B.

## EDITORIAL

par JACQUES AMALRIC

### La Turquie en jugement

**L**a Turquie va-t-elle donner un martyr au peuple kurde et s'obstiner pour des années et des années dans la répression d'une aspiration légitime? C'est le vrai enjeu du procès d'Abdullah Öcalan. L'ancien chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a beau être seul dans le box de l'île-prison d'Imrali, c'est aussi le régime turc qui passe en jugement. Qui va se

juger lui-même. Et qui va être jugé, notamment par les pays de cette Union européenne dont Ankara affirme toujours vouloir franchir le seuil.

Aux yeux de la loi turque, l'affaire Öcalan est entendue depuis l'enlèvement de l'accusé au Kenya, il y a trois mois: l'article 125 du code pénal prévoit la peine de mort en cas de trahison et considère comme tel le fait d'encourager la sécession d'une partie du territoire national. La création d'un Etat kurde indépendant ayant fait partie des buts du PKK à sa création, il ne fait aucun doute qu'Öcalan sera déclaré coupable. Même s'il confirme dans les jours qui viennent la repentance exprimée à

l'ouverture de l'audience. Ces regrets, prononcés comme mécaniquement, sont d'ailleurs trop étranges pour éclipser les doutes sur cette justice paramilitaire contraire aux normes européennes de l'Etat de droit: juridiction d'exception comprenant un juge militaire, instruction quasi secrète, isolement de l'inculpé, contacts très limités et surveillés avec des avocats soumis à toutes sortes de pressions, peine de mort non abolie.

Au-delà du sort qui sera réservé à Öcalan (aucune peine de mort n'a été exécutée depuis 1984), la Turquie va devoir choisir demain ce qu'elle va faire de sa victoire sur l'insurrection kurde:

s'enfermer dans le statu quo imposé par une armée jacobinisée jusqu'à l'autisme (quitte à justifier le choix initial du PKK), ou reconnaître enfin que la solution de la question kurde passe par une autonomie substantielle. La remontée d'un nationalisme turc, aussi bien à droite qu'à gauche, n'est guère encourageant. Le silence complice des Etats-Unis, à l'opposé des principes appliqués au Kosovo, non plus. Reste l'Europe, avec ses réticences et ses lâchetés. Force est de reconnaître que c'est peu pour dissiper le soupçon de deux poids, deux mesures.



# Le repli nationaliste d'Ankara

## Grisé par son succès, le régime refuse les concessions.

**A** travers le procès d'Abdullah Öcalan, leader de la rébellion kurde qui désormais demande grâce, l'Etat turc célèbre son triomphe face au «terrorisme». Cette mise en scène devant une juridiction d'exception qui n'a même pas été ravalée, pour satisfaire aux exigences de la Cour européenne comme le souhaitaient le chef de l'Etat Suleiman Demirel et le gouvernement, est avant tout destinée à l'opinion intérieure. Pour les autorités et la presse, ce «procès du siècle» représente un moment de refondation de la République laïque, «une et indivisible», fondée il y a soixante-quinze ans par Mustafa Kemal sur le modèle jacobin. La classe politique turque, largement corrompue et sans imagination, s'est révélée incapable ces dernières années de trouver des réponses à la montée de l'islamisme politique comme à l'affirmation d'une identité collective kurde, revendiquée par 12 des 60 millions de citoyens turcs.

**L'armée, gardienne des valeurs.** Dans un tel contexte, les Turcs semblent tentés par le repli sur les certitudes du passé, sous la tutelle d'une armée qui reste la gardienne des valeurs de l'Etat kémaliste. Elle demeure l'institution la plus populaire et la plus respectée, sauf, bien sûr, parmi les islamistes et les Kurdes. «Jamais, depuis des années, les militaires n'ont été aussi présents dans la vie politique. Aucune force politique ne conteste leur rôle et cette cogestion acceptée sans état d'âme est le symptôme même de la gravité de la crise», souligne Ahmet Insel, professeur d'économie à Paris-I. Le gouvernement formé la semaine dernière par le Premier ministre Bulent Ecevit, vétéran de la gauche nationaliste, où est représenté le parti d'extrême droite MHP

(Mouvement d'action nationale), est à l'image de ces nouvelles réalités. Les deux partis ont été les grands vainqueurs des élections du 18 avril et représentent environ 40 % de l'électorat. Ils sont tous deux nationalistes et antieuropéens, l'un au nom d'une certaine idée de la souveraineté républicaine, l'autre avec le rêve d'une grande union avec «les cousins» turcophones de l'Asie centrale et du Caucase. «La poussée nationaliste est une réponse à ce que les Turcs ressentent comme une montée du nationalisme kurde, mais aussi une réaction face à l'incompréhension des Européens», expliquait alors Semih Vaner, chercheur au Ceri (Centre d'études et de recherches internationales).

### ANALYSE

Trente-cinq ans d'attente dans l'antichambre de la Communauté puis de l'Union européenne ont refroidi l'enthousiasme des Turcs. Il n'est pas question de remettre en cause les relations économiques avec l'UE, qui reste le premier partenaire. Mais une partie croissante de la classe politique, et notamment l'armée, hostile à toute abdication de souveraineté, souhaite que le pays suive sa propre voie. «Quand nous nous sommes pliés aux exigences occidentales comme à la fin de l'Empire ottoman, ce fut une catastrophe; la Turquie est devenue une République moderne avec ses propres méthodes en s'imposant aux puissances européennes», rappelait récemment un général en retraite. «La guerre dans l'ex-Yougoslavie conforte en outre les Turcs dans l'idée que seuls les Américains comptent vraiment», renchérit Ahmet Insel. Or, Washington, à la différence

des capitales européennes, a soutenu Ankara dans l'affaire Öcalan.

**«Polarisation ethnique».** Les autorités turques ne peuvent qu'être tentées d'affronter la question kurde sans plus tenir compte des appels de l'UE. La «sale guerre» contre le PKK a été gagnée après quinze ans de ratissages, 30000 morts et trois millions de déplacés. Pourtant, nombre d'intellectuels turcs, mais aussi des représentants de la société civile ou des milieux d'affaires soulignent qu'il ne pourra pas y avoir de «vraie démocratie en Turquie sans une solution du problème kurde». Or, il est toujours là. Au lendemain des élections du 18 avril, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, ne cachait pas son inquiétude face à «une polarisation ethnique qui a atteint un niveau sans précédent».

En effet, parallèlement à la montée du nationalisme turc, le parti prokurde Hadep, menacé d'interdiction par les autorités qui y voient la vitrine légale du PKK, triomphait à Diyarbakir, la capitale du Sud-Est anatolien peuplé en majorité de Kurdes. A l'échelle nationale, il n'obtenait toutefois que 4 % des voix. Les Kurdes émigrés dans les villes de l'Ouest restent méfiants vis-à-vis d'un mouvement nationaliste trop lié à un PKK monolithique et sanguinaire où Öcalan régnait en despote absolu. La lutte armée a empêché toute affirmation de forces réformistes, mais a aussi créé une fierté kurde. Le pouvoir turc, satisfait d'avoir écrasé la vingt-cinquième rébellion kurde de l'histoire de la République, semble moins que jamais disposé à faire les gestes nécessaires à une véritable solution politique, avec une pleine reconnaissance de l'identité kurde au sein de la Turquie ●

MARC SEMO



# On Trial, Kurd Offers Peace With a Warning

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JUNE 1, 1999



The Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan shown on Turkish TV sitting behind bulletproof glass at the opening Monday of his trial on Imrali Island, Turkey. He asked that his life be spared.

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

IMRALI ISLAND, Turkey — The Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan said at his treason trial Monday that he could end separatist fighting in three months if spared the gallows, but he threatened widespread bloodshed if he were hanged.

Mr. Ocalan, sitting in a bulletproof glass box on the first day of hearings, surprised even his own lawyers by speaking for more than 90 minutes in his own defense and offering the pact with his long-time mortal enemy — the Turkish state.

"If permission is granted, I say I can bring all the men down from the mountains within three months," he said, appearing agitated and gesturing vigorously with his hands and arms toward the judges and the open courtroom.

"If this chance is not given, the number of 5-to-10,000 dead could rise to 100,000. I might not be worth a dime," he said, adding that he had indications that "5,000 suicide bombers are ready to die for me."

Two lawyers representing Mr. Ocalan said Monday that they had withdrawn from the case. Ercan Kanar and Hasip Kaplan made the announcement after the court rejected a defense demand at the opening of Mr. Ocalan's treason trial for the hearing to be adjourned.

"Our withdrawal is related to the conditions of the trial," Mr. Kanar said. He refused to make further comments.

Mr. Ocalan, his moustache graying and his hair thinned somewhat since being captured, spoke for long spells with his eyes tightly closed, the result of an optical condition.

Dressed in blue shirt and brown jacket, he called for unity in Turkey — an odd statement from a man who has led a

separatist war against the Turkish state since 1984.

"Unity without arms and under the totality of the country and the republic is the only answer," he said.

He said his Kurdistan Workers Party guerrillas should show understanding for his words. "The PKK should not think that this is a surrender," he said.

The extent of Mr. Ocalan's control over his rebels fighting on in the mountainous southeast was not at the moment clear. His capture in Nairobi was accompanied by bombings in Turkey, but the scale was far smaller than security services had feared.

Looking leaner than after his capture by Turkish special forces in Kenya in February, Mr. Ocalan made clear in early opening comments that his aim was to portray himself as a legitimate political figure, a peacemaker, where the Turkish state sees him as butcher and terrorist.

"I share the pain of those families of martyrs," Mr. Ocalan said. He turned towards a row of women sitting in the courtroom, Turkish flags on their laps, cradling portraits of sons and husbands killed by the rebels.

"I am sorry," he added. One woman raised her portrait high above her head. He then looked slowly away.

"I think I ought to live, for peace and brotherhood," he said.

As Mr. Ocalan spoke on the prison island of Imrali, there were emotional scenes a few miles away at the mainland port of Mudanya, where mothers of the "martyrs" had gathered.

Several elderly women, among dozens at the quayside waving Turkish flags and holding portraits of their sons, fainted as they watched brief television clips of the trial.

Mr. Ocalan, 51, stands accused over the deaths of more than 29,000 people in a 14-year-old conflict in the mainly Kurdish southeast. The violence damages the economy, swelling public deficits, and stands in the way of democratic reform.

The general mood in Turkey is not likely to warm to Mr. Ocalan's proposed pact. Newspapers routinely refer to him as the "baby killer."

The trial will most likely end with one of the three tribunal

judges snapping his pencil — a symbolic act in the passing of a death sentence in Turkey.

Mr. Ocalan's capture crowned a vigorous diplomatic campaign that had driven him from his base in Syria to Russia, Italy and Greece before he sought refuge in the Greek embassy in Kenya. (AP, Reuters, AFP)

#### ■ In Turkey, Ocalan Is an Intensely Hated Figure

Stephen Kinzer of *The New York Times* reported earlier from Istanbul:

In most of Turkey, Mr. Ocalan is an intensely hated figure, and there seems no doubt that he will be found guilty.

This month, the top lieutenant to Mr. Ocalan, Semdin Sakik, was sentenced to death, and although in all probability Mr. Ocalan will be sentenced to hang, it is uncertain whether the sentence would be carried out.

Death sentences in Turkey must be confirmed by Parliament and the president, and there have been no executions here since 1984. Prime Minister Bulent Ecevit opposes the death penalty.

The conditions of Mr. Ocalan's trial have raised concerns among his lawyers and others.

This week, Human Rights Watch said he should not have been held in "incommunicado detention," and the Lawyers Committee for Human Rights asserted that his lawyers have had to work in an "atmosphere of intimidation."

There are at least 10 million Kurds among Turkey's 65 million people. Most have roots in the southeast, shaken by violence for 15 years. Some say they have been oppressed under Turkish rule, but the government insists they are granted the same rights as other citizens.

# Ocalan: i curdi depongano le armi

*Corriere della Sera*

MARTEDÌ 1 GIUGNO 1999

DAL NOSTRO INVIATO

MUNDAYA (Turchia) — La prima apparizione, dopo 103 giorni di isolamento, è una di quelle da non perdere, ma ad assistere è ammessa solo una telecamera della televisione statale turca (Trt). Diretta tv, poi interrotta. L'imputato Abdullah Ocalan (ammantato) spunta da un furgone blu insieme a due gendarmi: il percorso all'aria aperta dura un paio di secondi. Così «Apo», il «nemico numero uno dello Stato», non ha neanche il tempo di guardare il cielo azzurro dell'isola di Imrali: perché si ritrova subito all'interno della gabbia di cristallo sistemata su un lato dell'aula giudiziaria ricavata in un ex cinema della colonia penale. Davanti a sé ha i tre giudici della Corte per la sicurezza dello Stato (Dgm), i rappresentanti dell'accusa che chiedono la pena di morte, i familiari dei militari uccisi negli scontri con il Pkk che vorrebbero vederlo scomparire in fondo al Mar di Marmara, la pattuglia dei suoi avvocati decimati da intimidazioni e rinunce. In fondo alla sala, c'è anche la sua famiglia: il fratello Mehmet, le sorelle Fatma e Havva.

A guardarlo in faccia al di là del vetro blindato, il volto di Ocalan appare

pallidissimo.

Ma la giornata inaugurale del «processo del secolo» è carica di sorprese perché, col passare dei minuti, la pelle del comandante militare Ocalan riprende colore e, quando arrivano, le sue parole spiazzano quantomeno milioni di curdi sparsi in mezzo mondo: «Per la pace e la fratellanza sono disposto a servire lo Stato turco e per questo dovrei vivere... Chiedo di non essere condannato a morte». Poi, sempre in piedi ma col presidente che, comunque, lo invita a sedersi: «Se avrò una chance, in tre mesi posso far scendere dalle montagne tutti gli uomini del Pkk. Li invito a deporre le armi». Ma c'è un altro passo del discorso di Apo che riguarda l'Italia: «La mia cattura è partita con la complicità della Grecia, della Russia e parzialmente (termine confermato solo da alcuni interpreti, n.d.r.) dell'Italia perché non hanno rispettato le regole internazionali». All'imbarcadero di Mudanya, intanto, i parenti dei soldati vittime del Pkk hanno appeso due striscioni contro Roma: «Italiani, date protezione alle Brigate rosse come avete fatto con Ocalan» e «Italia, perché non fai un accordo con le Br?».

Ocalan parla dalla sua gabbia di vetro agitando le braccia, facendo smorfie, alzando la voce: «Non sono stato maltrattato o torturato, non ho sentito una sola ingiuria contro di



**GABBIA DI CRISTALLO** Abdullah Ocalan dietro il vetro antiproiettile nell'aula bunker di Imrali

me...». Apo ha avuto anche da ridire sui suoi avvocati. Le sue parole, però, è impossibile registrarle.

E, come in tutti i processi, si parte dalle richieste preliminari della difesa. «Per leggere tutti gli atti e perché nella Dgm c'è un giudice militare, chiediamo di rinviare il dibattimento», azzardano gli avvocati ma il rifiuto della Corte è già scritto: si va avanti e in fretta. Per questo altri due legali, Erkan Kanar e Hasis Kaplan, annunciano che non si presenteranno più in aula. Poi si passa alle generalità dichiarate con pignoleria dallo stesso imputato: «Ocalan Abdullah, nato a Omerli, Urfa, il 4 aprile del '49, famiglia numero 19, non sposato». Ma

a questo punto il presidente della Corte, Turgut Okyay, s'incuriosisce: «Non sposato?». E Apo: «Sono un single». Ancora il presidente: «Lei ha divorziato?». Risposta: «No, io mi sono sposato tanto tempo fa e adesso sono un singolo». Nel pomeriggio è di nuovo Ocalan a riprendere l'argomento: «Io ho fatto molti errori, ho dato tanti ordini sbagliati per i quali sono morte tante persone e non sono riuscito neanche a farmi una famiglia». La battuta suscita l'immediata, rabbiosa reazione di una delle 20 madri dei soldati turchi uccisi dalla guerriglia pkk: «Tu vivi nelle caverne!», urla la donna. La lettura del capo di imputazione (139 pagine) affidata

ai rappresentanti dell'accusa porta via buona parte dell'udienza: «In qualità di capo dell'organizzazione terroristica Pkk (Ocalan) è responsabile di tutti gli attacchi compiuti dalla banda armata che hanno provocato la morte di 4.472 civili, 3.874 soldati, 247 agenti, 1.225 uomini delle forze paramilitari il ferimento di 16.362 civili». Tutto questo, insieme all'alto tradimento e al tentativo di dividere lo Stato addebitati ad Apo, pesa come un macigno sull'intero popolo turco. E Ocalan, che sarebbe sul punto di

barattare un'amnistia per i prigionieri curdi in cambio della rinuncia all'indipendenza e persino all'autonomia delle regioni del Sud-Est, prova anche a rivolgersi direttamente alle famiglie dei militari turchi morti su quelle montagne. E per farlo usa il termine *sehit* (caduti): «Condivido nel profondo del cuore la loro tristezza e la loro pena. Mi dispiace, farò tutti gli sforzi possibili per fermare lo spargimento di sangue». Ieri, il bollettino di guerra ha fatto registrare altri 11 morti: 10 militanti del Pkk e un poliziotto. Oggi il processo inizierà a fare i suoi primi passi: le udienze già programmate sono 20. I pochi spettatori ammessi in aula — 132 tra

avvocati, parti civili ospiti stranieri e giornalisti (nessun cronista italiano ha avuto l'accredito per l'aula) — si devono presentare all'alba all'imbarcadere di Mudanya: ai passeggeri che salgono sull'aliscafo vengono prese le impronte digitali e poi sarebbero sottoposti anche a un esame della retina per evitare scambi di persona. I difensori e i familiari di Ocalan, gli unici a non aver trovato un albergo in zona, vengono imbarcati da Giralik e devono partire nel cuore della notte da Istanbul.

Dino Martirano

## L'INTELLETTUALE CURDO

# «Parla così perché lo hanno torturato in carcere Per i seguaci quel che dice adesso non conta più»

Kendal Nezan è il responsabile dell'Istituto curdo di Parigi, un osservatorio autorevole e bene informato su quanto avviene nel Kurdistan. Gli abbiamo rivolto alcune domande in occasione dell'apertura del processo in Turchia ad Abdullah Ocalan.

**Come valuta l'appello per la fine della lotta armata lanciato da Ocalan?**

«Parla sotto il controllo del potere turco. Ha subito privazioni e torture d'ogni genere. I suoi carcerieri potrebbero avergli proposto questo patto: se dici quello che vogliamo noi, interrompiamo le violenze. In ogni caso, il Partito dei lavoratori curdi (Pkk) ha, da tempo, avvertito i suoi seguaci: tutte le affermazioni di Apo detenuto sono prive di valore».

**Quali sono i sentimenti del popolo curdo?**

«Si sente umiliato. Per due ragioni: le condizioni non eque nel quale si svolge il processo contro il suo leader e l'atteggiamento di totale chiusura da parte delle autorità. Ankara vuole distruggere fisicamente e politicamente il simbolo Ocalan. Per questo ritengo che emetteranno una sentenza di morte e la eseguiranno».

**E l'eventuale scomparsa di Apo che conseguenze avrà sul movimento indipendentista?**

«La lotta continuerà, come è proseguita dopo l'arresto di Apo. Certamente, vi sarà una radicalizzazione della guerriglia. È possibile che i partigiani estendano le loro

operazioni nelle zone turistiche della Turchia e nelle grandi città, due settori risparmiati in passato nell'ambito delle ripetute offerte negoziali lanciate dal vertice del Pkk. E anche i turchi non staranno a guardare. Infatti, la presenza nell'esecutivo dell'estrema destra accentuerà le dimensioni dello scontro».

**Ci sono potenze regionali che stanno cercando di influenzare le strategie della resistenza?**

«Sottoposto a una pesante repressione interna, il Pkk è costretto a sfruttare ogni opportunità per

**«Ankara vuol distruggere politicamente e fisicamente il simbolo della resistenza»**

ottenere aiuti dall'estero. Ma è una scelta tattica e non strategica».

**Esistono differenze o contrasti all'interno del Pkk?**

«Prima della sua cattura, Ocalan controllava in modo ferreo l'intero partito. Oggi i politici e l'ala europea hanno ceduto le leve di comando all'ala militare. Non ritengo comunque che il Pkk voglia compiere violenze in Europa, in quanto il Vecchio Continente è troppo utile sotto il profilo diplomatico. I capi hanno compreso gli errori del passato e non intendono ripeterli».

**Chi guida la resistenza?**

«C'è un consiglio di presidenza dove spiccano i nomi di Osman Ocalan, il fratello di Apo, e Cemil Bayik, figura venerata dagli insorti. Secondo le informazioni più recenti, è quest'ultimo ad avere maggior peso tra i "colonnelli" separatisti».

**Come spiega la formazione, pochi giorni fa in Olanda, del Congresso nazionale curdo?**

«È un tentativo di allargare la base del consenso. Ne fanno parte non solo esponenti curdi provenienti da Iraq e Turchia, ma anche personaggi provenienti dall'Iran, dall'ex Urss e dall'Europa. È guidato da Ismet Cheriff Vanly, professore siriano stimato nel mondo della diaspora. Presidente onorario è, invece, lo stesso Ocalan».

**E da attendersi, nel futuro, un cambiamento della Turchia rispetto alla questione curda?**

«Lo escludo del tutto, i turchi non hanno intenzione di elaborare alcuna formula di dialogo. Hanno un unico obiettivo: cancellare il movimento curdo con l'uso della loro forza militare».

**La crisi del Kosovo può essere sfruttata da Ankara?**

«Da una parte, la Turchia è tentata di usare la crisi nei Balcani per mostrarsi un buon partner degli Stati Uniti. Dall'altra, teme che qualcuno finalmente si "accorga" delle similitudini tra l'oppressione patita dai kosovari e le sofferenze dei curdi».

Guido Olimpico



# Ocalan pleads with court for his life



Abdullah Ocalan, the rebel Kurdish leader, behind bullet-proof glass and flanked by guards at his trial on the island of Imrali yesterday

## Andrew Finkel hears Kurdish rebel leader bargain for peace

THE Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan stunned the first day of his trial when he apologised to the families of Turkish soldiers killed in the 15-year war for independence.

Facing the death penalty, the leader of the Kurdish Workers' Party (PKK) pleaded for the chance to persuade his followers to lay down their arms and portrayed himself as a Frankenstein who had created a monster now beyond his control.

"We were only five or six people," he told the court. "Now there are 10,000 under arms, a million supporters and partisans in 40 countries. I wanted it to stop, but it wouldn't stop."

He promised he could persuade the remaining PKK mili-

tants to surrender their arms within three months. He said he hoped that not one more sol-



dier or guerrilla would die. His impassioned plea came at the end of a five-hour indictment read by two prosecutors in a packed court on the small island of Imrali.

Mr Ocalan entered the court and took his place in a cubicle of bullet-proof glass. Seated in the court were the families of soldiers killed in the conflict. They watched Mr Ocalan as he identified himself and then apologised for the pain they had suffered. Many waved photographs of their loved ones in his direction.

Those attending the trial had to travel for an hour by ferry and undergo security checks that included retina scans to establish identity.

Mr Ocalan said at the outset of proceedings that he had not suffered undue pressure or

been tortured but said that he was conducting his defence with difficulty. He blamed Greece, Russia, Italy and Kenya for violating international law. These countries had made it difficult for him to find asylum, which led to his eventual capture by Turkey. "Under such circumstances there

is no legal basis for my defence," he said.

Mr Ocalan's lawyers asked for a postponement, arguing that the validity of the Turkish State Security Court had been questioned by the European Court of Human Rights because one of the three judges is a military appointee. Turgut Okyar, the senior judge, ruled against an adjournment.

Walter Schwimmer, an Austrian parliamentarian, is attending on behalf of the Council of Europe. Turkey does not recognise official observers at the proceedings, but there were a number of diplomats among the 90 journalists and spectators. They included a representative of Mary Robinson, the United Nations Commissioner for Human Rights.

Two of Mr Ocalan's most prominent lawyers announced their withdrawal from the case after the adjournment plea was rejected. Mr Ocalan then listened with his arms folded

for five hours to an indictment that included a history of his organisation and the attacks, many of them on civilians, which it had carried out.

When asked if he had anything to say, Mr Ocalan

shocked the court by saying that it was all true, "and there were plenty more incidents besides". He tried to defend the PKK's actions, saying that no account was complete without

a list of atrocities by the other side. But he renounced his hope for a separate Kurdish state and said what Kurds wanted was cultural and linguistic rights.

This performance will not have convinced most Turks, but it will have confused some. Yesterday Mr Ocalan did not resemble an invincible guerrilla leader but an ordinary man bargaining for his life.

# 'We waited for this for 15 long years'

FROM RICHARD OWEN  
IN ISTANBUL

IT WAS a sight that transfixed Turks: Abdullah Ocalan, the once-feared Kurdish leader, blinking at his accusers from his glass cage at the start yesterday of his trial for treason, expressing remorse and pleading for his life.

Many reacted with grim satisfaction. But the court appearance also aroused suspicions that the captured leader of the Kurdish Workers' Party (PKK), which has waged a bloody 15-year war of independence in the barren mountains of southeast Turkey, has reached an understanding with his captors in the hope of avoiding the death penalty.

"Turkish people want him dead," said a local journalist as the court proceedings were replayed again and again on television, the cameras focusing on Ocalan's neatly trimmed moustache while he offered to "serve the Turkish state".

Ocalan's lawyers say they have been intimidated, even beaten, and that visits to him on the island of Imrali in the Sea of Marmara, where he is being tried, have been

too brief to establish what pressure has been put on him.

"We have been waiting for this moment for 15 long years," said the newspaper *Sabah*, recalling that the PKK had caused the deaths of 30,000 soldiers and civilians.

When he was ousted in November from Syria, his base since 1980, and fled to Italy, Ocalan imperiously laid down terms for a Kurdish homeland. But yesterday he had the same air of contrition as after his capture in Kenya three months ago, when he was flown blindfolded to Turkey, telling his captors that his mother was Turkish and that he had taken the Kurds up a blind alley in a doomed struggle.

Yesterday he even apologised to the relatives of the thousands of Turkish soldiers killed in the war, using the term "martyrs". Enraged mothers in headscarves held up photographs of their lost sons and demanded vengeance.

In Kurdish coffee houses near the 16th century Suleiman Mosque above the Golden Horn, and among Kurds in the dilapidated suburbs of Istanbul, the mood was tense. Young militants vowed revenge if the man known as Apo is condemned to

death at the end of a trial likely to last two months.

They shrugged off their leader's capitulation, saying he must have been drugged. Turkey is braced for PKK terrorism this summer, including bomb attacks on resorts popular with British holidaymakers. There was heavy security in Istanbul after a series of car bomb attacks.

"The illusion of Kurdistan is dead," said Professor Seref Unal, head of the department of International Law in the Justice Ministry. "Turkey has made it clear since the Lausanne Conference of 1924 that Kurds are Turkish citizens, not a separate minority. Perhaps Europe will now realise this."

The nationalist mood has been reinforced by elections in April which last weekend brought to power a coalition including the Nationalist Movement Party, a far-right organisation with links to Grey Wolves terrorists.

El líder kurdo ofrece paz a cambio de su vida

## Ocalan pide el abandono de la lucha armada en el comienzo de su juicio

SILVIA DE FÉLIX. Ankara

Con semblante serio y visiblemente más delgado, Abdalá Ocalan, Apo, líder de la guerrilla del Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK), compareció ayer por vez primera ante el tribunal turco que le juzga por alta traición y que puede condenarle a morir en la horca. Separado por un cristal blindado de la sala de la isla-prisión de Imrali, Ocalan llamó a sus seguidores a que abandonen las armas, pero también advirtió de que su ejecución podría disparar la violencia.

"Si se me concede autorización puedo lograr que todos [los guerrilleros] bajen de las montañas dentro de tres meses", afirmó en una declaración que duró 90 minutos y que sorprendió incluso a sus abogados. "Pero si no tengo esa oportunidad, el número de muertos podría aumentar hasta 100.000 [el triple que los registrados desde 1984]. "Creo que yo no valgo ni un céntimo, pero ellos [los

jefes del PKK] dicen que hay 5.000 terroristas suicidas dispuestos a matar con sus bombas por mí", advirtió.

"Los pueblos turco y kurdo no deben enfrentarse", declaró Ocalan. "La unidad, sin la fuerza de las armas y para un país democrático, es la única salida". "Estoy dispuesto a trabajar a favor de la paz y del Estado turco, y comparto el dolor de las familias [de las victi-

mas de atentados]"

Las palabras conciliadoras pronunciadas por el dirigente kurdo no modificaron, sin embargo, la postura del tribunal, que rechazó una petición de la defensa solicitando un aplazamiento del proceso. Esta medida permitiría al Parlamento aprobar el proyecto de reforma de los Tribunales de Seguridad del Estado para suprimir la presencia de jueces militares en esta jurisdicción antiterrorista.

Poco antes de las diez de la mañana (las nueve, hora peninsular española), esposado y escoltado por una decena de agentes de la policía, Ocalan, de 51 años, era conducido en un furgón blindado hasta la entrada de la sala, donde quedó aislado en un recinto de cristal blindado.

Por razones de seguridad, el juicio se desarrollará en su integridad en la isla-prisión de Imrali, situada en el mar de Mármara y a 25 kilómetros de la costa, donde el acusado ha permanecido desde su detención por las autoridades turcas, el pasado 15 de febrero, en Kenia.

Con el pelo recién cortado, algunos kilos de menos y vestido con camisa azul y traje marrón,

Apo pidió a través de un micrófono que distorsionaba su voz: "Creo que debería vivir para trabajar por la paz".

En el transecurso de la vista, Erkan Kanar y Hasip Kaplan, dos de los doce abogados que componen la defensa del procesado, anunciaron su retirada, ya que, en su opinión, la jurisdicción del caso no corresponde al Tribunal de Seguridad del Estado de Ankara, que se ha constituido en Imrali, sino al de Diyarbakir (sureste de Turquía), donde se ha cometido la mayor parte de los hechos de los que se acusa a Ocalan. El tribunal de Diyarbakir condenó a muerte el pasado 21 de mayo al antiguo número dos del PKK, Semdin Sakik.

La fiscalía acusa a Apo de "traición y amenaza a la integridad territorial de Turquía", delitos castigados con la pena de muerte en Turquía, y le responsabiliza de todas las acciones terroristas perpetradas por el PKK desde que se alzó en armas, en 1984, que se han cobrado la vida de más de 30.000 personas.

En el puerto de Mudanya, en la costa asiática del Mármara, se

han concentrado unos 800 periodistas locales y extranjeros para intentar cubrir el juicio. En sus calles, tomadas por la policía, destaca el despliegue de banderas turcas y de numerosos carteles donde se lee: "Ocalan, asesino de niños".

Un grupo de abogados europeos, procedentes de Francia, Italia y España, afirmó ayer en Mudanya que el proceso de Ocalan no se está desarrollando "conforme a los procedimientos normales del derecho europeo"

# EL PAIS

1 de junio de 1999

## Oportunidad turca

EN LA primera jornada de su juicio, que comenzó ayer a puerta cerrada en la isla-prisión de Imrali, no lejos de Estambul, el jefe de la guerrilla independentista kurda ha pedido a sus correligionarios el fin de la lucha armada. Desde su cubil blindado, Abdalá Ocalan solicita, a la vez, una amnistía para los suyos y perdón a las familias de los muertos por la guerrilla separatista. El jefe del PKK, para quien el fiscal pide la pena capital, asegura que se dedicará a trabajar por la paz si se le perdona la vida.

La misma composición del tribunal en cuyas manos está la suerte de Apo hace más que improbable la clemencia. El Tribunal europeo de Derechos Humanos no considera imparcial una corte en la que uno de sus tres jueces

es nombrado por los militares. El concepto mismo de *derechos humanos* aplicado a la justicia saca de quicio a la ultraderecha turca —cuya máxima expresión, el Partido de Acción Nacionalista, se ha convertido en las elecciones de abril en el segundo del Parlamento y en socio ahora del Gobierno anunciado por Bulent Ecevit—, pero son ya muy importantes las voces que piden una reforma. El presidente del Tribunal Constitucional estima llegada la hora de restablecer la plena libertad de expresión en un país que pugna por ser socio de la UE y de cambiar una ley antiterrorista ambigua.

La acusación principal contra Ocalan no es la de asesinato, aunque el fiscal le considera responsable último de las casi 30.000 muertes acarreadas por el separatismo kurdo; sino la de violar el artículo 125 del Código Penal, que castiga con la muerte el intento de crear un Estado separado. Es el Parlamento, sin embargo, el que debe aprobar una ejecución. La última se efectuó en 1984, precisamente el año que el PKK se levantó en armas. Pese a que Apo es considerado el enemigo público número uno, los diputados tendrían que pensárselo mucho antes de mandar a la horca, y tras un juicio internacionalmente mirado con lupa, al símbolo de una rebelión masiva, literalmente secuestrado en Kenia hace tres meses y medio.

Ankara puede esgrimir terribles agravios, pero también el pueblo kurdo tiene su propio catálogo de horrores. Con el juicio de Ocalan, Turquía tiene una doble oportunidad histórica: la de ponerse al día en una de sus asignaturas pendientes, el respeto a los derechos humanos —que favorecería su aspiración a integrarse en la Union Europea—, y la de iniciar un proceso de reconciliación nacional que saque de la vía militar la trágica cuestión kurda y la reconduzca al diálogo.

Am ersten Verhandlungstag auf der Gefängnisinsel Imrali

# Öcalan entschuldigt sich bei Familien der Opfer

„Es tut mir leid“ / Der PKK-Chef will mit türkischen Behörden kooperieren / Streit über Besetzung des Gerichts

Justiz lehnt Verschiebung des Prozesses ab / Anwälte des Separatistenführers legen aus Protest Mandat nieder

Bei seinem ersten Auftritt seit seiner Festnahme in der kenianischen Hauptstadt Nairobi im Februar wirkte Öcalan verschreckt und deutlich abgemagert. Der 50 Jahre alte PKK-Chef versicherte, in der Haft nicht gefoltert worden zu sein. Er sei „entschlossen, künftig im Dienste des Staates für Frieden und Brüderlichkeit zu arbeiten“, sagte er.

Ohne nähere Angaben warf Öcalan Rußland, Italien und Griechenland vor, das „Völkerrecht verletzt“ zu haben. In diesen Ländern hatte er während seiner fünfmonatigen Odyssee kurzfristig Asyl erhalten. Der Richter deutete diese Bemerkung so, daß diese Staaten ihren rechtlichen Verpflichtungen nicht nachgekommen seien, weil sie den kurdischen „Terroristenchef“ nicht verhaftet und vor Gericht gestellt hätten.

### Richterspruch in zwei Monaten

Öcalan wird der Tod von etwa 30 000 Menschen in dem seit 15 Jahren tobenden

Krieg im von Kurden besiedelten Südosten der Türkei vorgeworfen. Darüber hinaus legt ihm die Staatsanwaltschaft in ihrer 139 Seiten starken Anklageschrift Hochverrat sowie den Versuch zur Last, einen Teil des türkischen Territoriums abspalten zu wollen. Auf diese Verbrechen steht nach Artikel 125 des türkischen Strafgesetzbuches die Todesstrafe. Mit einem Richterspruch wird in etwa zwei Monaten gerechnet. Im Falle eines Todesurteils muß auch das Parlament in Ankara zustimmen.

Entgegen früheren Erwartungen lehnte der Vorsitzende Richter Turgut Okyay

einen Antrag der Verteidigung auf eine Vertagung des Verfahrens ab. Öcalans Anwalt Ercan Kanar hatte das zuständige Staatssicherheitsgericht wegen seiner Zusammensetzung für befangen erklären wollen. Staatssicherheitsgerichten in der Türkei gehört auch ein Militärrichter an. In den vergangenen Tagen hatten türkische Politiker eine Reform dieser Gerichte in Übereinstimmung mit europäischen Prinzipien diskutiert. Dabei wurde die Möglichkeit erörtert, das Verfahren gegen Öcalan bis zu einer entsprechenden Verfassungs- und Gesetzesänderung auszusetzen.

1. Juni 1999

Süddeutsche Zeitung

Nachdem das Gericht die Vertagung des Verfahrens abgelehnt hatte, legten Öcalans Anwälte Hasip Kaplan und Kanar ihr Mandat nieder. Zuvor hatten sie dies bereits angesichts der ihrer Ansicht nach politischen Dimension des Prozesses und der Behinderungen ihrer Arbeit angedroht. Der frühere Chefanwalt des PKK-Führers, Ahmet Zeki Okcuoglu, hatte sich schon vor Beginn der Verhandlung mit der Bemerkung zurückgezogen, daß er „an dieser Farce“ nicht teilnehmen werde.

Die Berichterstattung über das Verfahren ist eingeschränkt; nur 20 in- und ausländische Journalisten dürfen pro Tag an dem Prozeß teilnehmen. Nur das staatliche türkische Fernsehen TRT hat das Recht, Bilder auszustrahlen. Am Eröffnungstag berichtete TRT etwa 30 Minu-

ten lang zeitversetzt über den Transport Öcalans vom Gefängnisgebäude zum Gerichtssaal und über den Auftakt des Verfahrens.

Vor der Abfahrt der Angehörigen gefallener Soldaten nach Imrali war es in der Hafenstadt Mudanya zu Demonstrationen von „Märtyrermüttern“ gekommen. Sie sind aus dem ganzen Land in den kleinen Urlaubsort gekommen. Einige „Märtyrerfamilien“ treten als Nebenkläger auf. Zu Attacken auf Journalisten kam es, als während der Ausstrahlung der Aufnahmen aus dem Gerichtssaal eine ältere Frau in Ohnmacht fiel. Als Kameraleute und Photographen die wie leblos auf dem Boden Liegende aufnehmen wollten, wurden sie von Umstehenden beschimpft und tödlich angegriffen.

Die Vorsitzende des Bundestagsausschusses für Menschenrechte, Claudia Roth, hat den Prozeß gegen Öcalan als entscheidend für die künftige Demokratisierung der Türkei bezeichnet. Die Grünen-Politikerin sagte am Montag, die Rahmenbedingungen der Verhandlung seien jedoch bisher eher die eines politischen Schauprozesses als die eines rechtsstaatlichen Verfahrens. Roth kritisierte, daß einer der drei Richter dem Militär angehöre und die Anwälte Öcalans massiv unter Druck gesetzt worden seien. In Berlin fand am späten Nachmittag eine Demonstration gegen die Inhaftierung des PKK-Chefs statt. Die Polizei rechnete mit etwa 4000 Teilnehmern an der Protestaktion. (Seiten 4 und 7)

**Verfassungsschützer zu PKK-Protest:**

**„Militanz würde Öcalans Sache nur schaden“**

Die größte kurdische Kolonie im Ausland lebt in der Region Hannover-Celle. Die verbotene PKK hat hier viele Anhänger. Mit dem Präsidenten des niedersächsischen Verfassungsschutzes, Rolf Peter Minnier (Photo: K. David), sprach Arne Boecker über Sicherheitsprobleme im Zusammenhang mit dem Prozeß gegen PKK-Chef Abdullah Öcalan in der Türkei.



**SZ:** Wie reagieren die in Deutschland lebenden PKK-Kader darauf, daß ihr Anführer im Gefängnis sitzt?

**Minnier:** Öcalans Verhaftung war für sie ein großer Schock: Niemand hat damit gerechnet, daß der türkische Staat ihn tatsächlich in die Finger bekommt.

**Schwächt dies die PKK auf Dauer?**

Damit rechne ich nicht, die Strukturen wirken doch recht stabil. Im Gegenteil: Die Sympathisanten, die sich bislang am Rand herumgedrückt haben, rücken jetzt näher an die PKK heran.

**Wieviele „Mitglieder“ hat sie in Niedersachsen nach Ihren Erkenntnissen?**

Etwa 1600, bundesweit dürften es 12 000 sein.

**Sind diese PKK-Leute orientierungslos, seit ihr Anführer hinter Gittern sitzt?**

Die Entscheidungsebene unterhalb von Öcalan ist intakt und hat ihre Leute durchaus im Griff. Die PKK ist nach innen nicht so zentralistisch strukturiert, wie es den Anschein hat. Und solange der Prozeß läuft, werden die Spitzenleute ohnehin keinen Streit um die Nachfolge nach außen dringen lassen, weil sie

Dolchstoßlegender fürchten.

**Warum ist Abdullah Öcalan so wichtig für die kurdische Sache?**

Er ist der erste, der das Kurdenproblem in die Welt getragen hat, und er ist momentan der einzige, der die Kurden, die ja eigentlich in viele Stämme zerfallen, als Volk zusammenhält. Er wird als Person in einem Maße verehrt, das uns fremd ist.

**Müssen sich die deutschen Sicherheitskräfte auf gewalttätige Aktionen zum Prozeßauftakt einstellen?**

Ich glaube nicht. In den PKK-Vereinen herrscht zwar durchaus gespannte Ruhe, aber die Kader ziehen derzeit durch das Land, um die jungen Heißsporne zu dämpfen. Die wissen genau, daß jegliche Militanz Öcalans Sache nur schaden würde. Gefährlich wird es, wenn die Türkei einen Schauprozess inszeniert und Öcalan lächerlich macht, wie sie es bei seiner Festnahme getan hat.

**Turkey's trial**

Turkey's new government faces an immediate challenge in the trial, which opened yesterday, of Abdullah Öcalan, the Kurdish PKK leader, on terrorist charges.

The challenge for Turkey, which has itself often been in the dock of world opinion for human rights abuses, is not only to give its most wanted terrorist the fairest possible trial. The new government should also launch a new peace and reconciliation offensive towards its Kurdish minority. Nothing would improve Turkey's stability and foreign image more than a real effort to woo the Kurds.

Such an effort will not come easily to the new three-party coalition. It contains the ultranationalist MHP that, like Prime Minister Bulent Ecevit's DSP Social Democrats, rode to success in the April election on the back of nationalist euphoria at Mr Öcalan's capture. The coalition parties, which also include Mesut Yilmaz's centre-right Motherland

party, found it relatively easy to agree on the necessary reforms to trim the public deficit and satisfy the International Monetary Fund, even though in practice deficit-cutting will be painful in a contracting economy.

But the MHP diverges from its partners on two other issues, which explains why it has been carefully kept away from the education and interior ministries. It takes a more tolerant view than its two more secular coalition partners of whether pro-Islamic headscarves should be worn by Turkey's university students and professional women. But it takes a tougher line towards the terrorism espoused by the Kurdish PKK than Mr Ecevit, who is against the death penalty, even for Mr Öcalan.

The PKK leader pleaded yesterday that, if spared the gallows, he would work for peace. While the sincerity of that is hard to judge, the new Turkish government would be ill-advised to make him a martyr.

There are three other things the new Turkish government should do to improve its human rights record in general and to woo the Kurds in particular.

First, as President Suleyman Demirel and others have urged, it should take military judges out of its state security courts. The pity is that this has not been done in time for the Öcalan trial. Second, it should wind down its massive military offensive in the country's largely Kurdish south east. Third, the savings from this \$7bn a year operation should be channelled back into the south east's development.

Turkey has long complained about the west letting its general sympathy towards the Kurds blind it towards PKK crimes. But Turks fall into the same trap when they tar all Kurds with the PKK brush.

FINANCIAL TIMES

TUESDAY JUNE 1 1999

**New-look Öcalan pleads for his life**

By Metin Murin in Istanbul

The Abdullah Öcalan who appeared within a cage of bullet-proof glass at the start of his trial yesterday did not fit the image of the ferocious "baby killer" for whom the Turks have been prepared for decades.

The battle fatigues in which the Turks have always seen him on TV were replaced by a suit and tie. The unruly hair and moustache had been trimmed. When asked whether he had anything to say before the trial he pleaded for his life: "For peace and brotherhood I am ready to serve the Turkish state and I believe



that for this end I must remain alive. I extend my apologies to the families of the martyred. Henceforth my efforts will be devoted for peace and brotherhood."

Mr Ocalan, leader of the Kurdistan Workers party (PKK), which has fought for 15 years to carve out an independent homeland for the Kurds in south-east Turkey, is charged with inciting ethnic Kurds to go to war with the Turkish state.

His trial in a converted cinema on Imrali island is a moment Turks have been waiting for since 1984. Many Turks hold him responsible for the deaths of 5,000 Turk-

ish soldiers (the so-called "martyrs") and 25,000 others. In addition the conflict in south-east Turkey has displaced some 560,000 people and led to evacuation and destruction of 2,000 villages.

Mr Ocalan added that during his three months at Imrali he had not been tortured or put under any kind of pressure.

The trial is expected to last for months and to end with the death penalty. Extraordinary security measures have been taken throughout Turkey as a precaution despite the fact that the PKK has declared a

ceasefire during the trial.

Turkish courts are not conducive to drama. Cross-examination is not allowed. Many documents are read out and dictation taken by court scribes. The entire first day of Mr Ocalan's trial was spent in reading the 139-page indictment.

At the heart of the charges is the allegation that: "Abdullah Ocalan seriously endangered the... indivisible unity of the Turkish Republic... using the [PKK] organisation and its members as an intermediary for racial animosity and violence and saw no harm in

pushing them to death in the pursuit of an absurd dream."

It continued: "The PKK gangs displayed total savagery in their attacks on civilians, killing women, men, old, young or babies indiscriminately. Some citizens died, burning alive in their houses."

The court trying Mr Ocalan is made up of two civilians and a military officer, the presence of whom the European Court of Human Rights has ruled unacceptable. The Turkish government has made it a priority to change the constitution and replace the military judge with a civilian.

# Le chef kurde Abdullah Öcalan se lance dans un plaidoyer pour sa survie

## L'ajournement du procès réclamé par les avocats de la défense est refusé par la Cour de sûreté

Lors de sa première comparution devant ses juges, Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a plaidé coupable.

Accusé de trahison et d'atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie, il encourt la peine de mort. Se prononçant en faveur de « la paix », il a

enjoint les militants de sa formation de « ne plus s'opposer à l'Etat turc démocratique » et a présenté ses excuses aux familles des « martyrs ».

### ÎLE D'IMRALI

de notre envoyée spéciale

Quelques millimètres de verre blindé séparent, dans la salle du tribunal, le dirigeant du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), Abdullah Öcalan, des proches des soldats tombés au combat. Tenant sur leurs genoux de grands portraits de leurs fils ou époux décédés, les parents ne quittent pas des yeux l'homme qu'ils considèrent comme responsable de la mort de leurs proches.

A l'issue du premier jour du procès du dirigeant kurde, qui encourt la peine de mort aux termes de l'article 125 du code pénal, les autorités turques avaient de bonnes raisons d'être satisfaites. Un dispositif de sécurité sans précédent a permis à cent trente personnes d'atteindre sans incident l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, pour assister à l'audience. Le dirigeant kurde, ignorant l'avis de ses avocats, a pris en main sa propre défense et a plaidé coupable. Dès l'ouverture de l'audience, il a demandé la parole pour affirmer qu'il n'avait pas été torturé et n'avait pas subi de pressions. En revanche, il s'est plaint de sa capture illégale au Kenya, en février, accusant la Grèce, la Russie et

l'Italie d'avoir agi contrairement au droit international.

Après la lecture de l'acte d'accusation par le procureur, le dirigeant du PKK, amaigri mais paraissant en bonne santé, s'est lancé dans un discours animé, de près d'une heure, plaidant pour sa vie. « Je veux vivre pour servir la paix et la fraternité », a-t-il déclaré. Reconnaisant sa responsabilité dans de nombreuses attaques lancées par le PKK, il a avoué avoir compris que la lutte armée n'était pas la solution.

### RÉACTIONS INDIGNÉES

« Je présente mes excuses. Je partage la douleur des familles des martyrs », a-t-il martelé, s'attirant les réactions indignées des mères des soldats tués. « Sans honneur ! », a crié l'une d'elles en brandissant la photographie de son fils. Se montrant disposé à coopérer avec l'Etat turc, il a notamment déclaré : « J'appelle à l'arrêt de la lutte armée. Le PKK ne doit plus s'opposer à l'Etat turc démocratique. » « Au cas où le gouvernement me donne une chance, en trois mois je peux faire descendre mes hommes des montagnes », a-t-il proposé. Si cette chance ne lui est pas donnée, a-t-il expliqué, la

Turquie est confrontée à un grave danger, « le nombre de morts pourrait atteindre les 100 000 » au cas où il serait condamné.

Une vingtaine de journalistes, dont huit étrangers, ainsi qu'un nombre égal de diplomates et d'observateurs se trouvaient dans la salle de la Cour de sûreté de l'Etat pour ce premier jour de procès. Les avocats d'Öcalan ont tenté, sans succès, d'obtenir le renvoi du procès. Le nouveau gouvernement prévoit de réformer la Cour de sûreté de l'Etat pour en faire un tribunal purement civil. Un de ses dix avocats a demandé que le procès soit reporté jusqu'à l'adoption de cette nouvelle loi, alors qu'un collègue affirmait que les conditions de travail et le système mis en place pour ce procès exceptionnel n'avaient pas de bases légales. Tous deux se sont retirés de l'audience pour marquer leur mécontentement.

Le plaidoyer du chef kurde a été essentiellement centré sur une notion vague de « paix et fraternité », sans apporter de propositions concrètes. Il a à peine évoqué les revendications culturelles et politiques de la population kurde, si ce n'est pour rappeler que la rébellion kurde dure depuis deux cents

ans et qu'il ne souhaite pas la création d'un Etat kurde.

« Le procès va durer encore plusieurs jours [de quatre à six semaines selon la Cour], mais en fait il est terminé », a affirmé un diplomate occidental après les discours d'Öcalan. « Ce n'est plus une procédure légale, c'est un débat politique », a constaté le président du Barreau d'Istanbul. A la fin de la première audience, les avocats de la partie civile se sont efforcés d'obtenir des détails sur les hommes d'affaires et les journalistes qui ont soutenu le PKK ainsi que sur les organisations et les pays étrangers qui l'ont aidé financièrement. Le dirigeant kurde est resté vague sur le sujet. Il a seulement admis la visite de militaires grecs et la tolérance des autorités syriennes à son égard.

« Il ne défend pas les intérêts de la population kurde », a constaté, amer, un politicien d'origine kurde. Malgré sa volte-face, Öcalan a peu de chances d'échapper à la peine capitale. Ses déclarations auront donné à de nombreux Kurdes, qui souffrent des conséquences de quinze ans de conflit, l'impression d'avoir été floués.

Nicole Pope

# Devant ses juges, Ocalan prêche la « paix »

MUDANYA (Turquie) : de notre envoyé spécial  
Éric BIEGALA

« *L'heure des comptes !* » titrait hier le quotidien populaire *Sabah* en guise de préambule à la première audience du « procès du siècle ». Abdullah Öcalan, créateur et chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre Ankara depuis 1984, est depuis hier face à ses juges.

« *Pour la paix et la fraternité, je suis prêt à servir l'État turc et je crois que pour ce faire, je dois rester en vie* », a plaidé le chef rebelle depuis la cage de verre où il apparaîtra à chaque audience du procès.

Un regard noir sous des sourcils broussailleux, une silhouette amincie, l'homme est apparu légèrement tendu. Vêtu d'une chemise bleue et d'une veste sombre, le chef du PKK a également accusé la Grèce, la Russie « *et l'Italie dans une moindre mesure* » de ne pas avoir « *respecté les lois internationales* ». Le patron du PKK avait en effet demandé en vain le statut de réfugié politique dans ces pays lors de sa cavale entamée en octobre 1998, après que les menaces turques d'offensive en Syrie eurent obligé Damas à se séparer d'un personnage devenu encombrant.

Dans sa dernière déclaration avant la lecture de l'acte d'accusation, Öcalan s'est tourné vers les familles des « martyrs » (les soldats morts turcs au combat) et leur a assuré qu'il partageait leur douleur. « *Je m'excuse* », a-t-il conclu.

Dans l'après-midi, le chef du PKK a poursuivi sur le même ton, annonçant qu'il était prêt à travailler à un arrêt de la lutte armée, le terrorisme étant « *sans issue* ». Par son discours, il tentait de faire comprendre qu'il pouvait arrêter « *en trois mois* » la guérilla du PKK, pour peu qu'on lui en laisse la possibilité, et donc qu'on lui laisse la vie sauve. Quant à ce qui lui est reproché précisément (la trahison et la guérilla séparatiste), Öcalan n'a guère démenti.

Cette plaidoirie a largement remplacé celle d'avocats qui, manifestement, ne sont plus sur la même longueur d'onde que leur client. En début d'audience, deux d'entre eux se désistaient, arguant que leurs recours auprès du Conseil d'État n'avaient même pas été pris en compte. L'équipe d'une dizaine de juristes qui assiste Öcalan conteste en effet nombre d'aspects de la procédure.

Yuçel Sayman, le bâtonnier d'Istanbul, explique par exemple que « *personne ne connaît exactement les attributions de cette « administration d'État de crise* » qui, manifestement, gère les conditions d'incarcération du prévenu, le procès lui-même, la sécurité de l'île et en fait toute l'affaire. Un décret-loi de 1997 indique que l'état de crise ne peut être décidé que dans le cas d'une catastrophe naturelle, d'une crise économique grave ou d'une rébellion, font encore valoir les avocats d'Öcalan. Ils tentent donc de faire annuler ou différer la procédure.

L'audience d'hier a pourtant montré qu'Öcalan entend poursuivre, seul au besoin, une défense où, manifestement, il a décidé de plaider coupable.

E. B.



Abdullah Öcalan dans sa cage de verre à l'ouverture de son procès, hier sur l'île d'Imrali.

Les juges turcs ne feront pas de cadeau à Abdullah Öcalan. Le peuple kurde, si ! Dans l'ensemble, il fait corps autour du chef du PKK, malgré les erreurs tragiques qu'il a accumulées et les souffrances qu'il a infligées aux siens, fréquemment, inutilement et parfois même cruellement.

À un neveu, du genre intellectuel, qui s'étonnait de sa fidélité au fondateur d'un mouvement marxiste-léniniste comme le Parti des travailleurs du Kurdistan, un chef de tribu kurde, traditionaliste par nature, répondait sans ciller : « *Ses hommes tuent les gendarmes turcs qui m'ont tant de fois humilié. Cela me suffit.* »

Les entrevues avec ses avocats sur l'île-prison d'Imrali sont trop rares, trop surveillées et trop courtes – une heure par semaine – pour qu'Öcalan (« Apo », comme l'appellent ses fidèles) s'étende sur ses états d'âme. Il n'y est question que des options ouvertes à la défense et de l'écho réservé à l'affaire dans la presse et dans le monde, confie M<sup>e</sup> Hasip Kaplan, son principal défenseur, à l'occasion d'un passage à Paris. Mais Öcalan est trop imbu de sa mission pour ne pas s'interro-

ger, dans le silence de sa cellule, sur l'image qu'il laissera derrière lui. Ce sera en quelque sorte son second procès.

Une chose est sûre : sans l'entrée en guerre du PKK, le 15 août 1984, les dirigeants turcs se seraient longtemps encore persuadés qu'en prenant le pouvoir quatre ans auparavant, l'armée avait définitivement tordu le cou aux revendications des « séparatistes ». En versant abondamment le sang, celui des soldats gouvernementaux comme celui des Kurdes, ceux qui collaboraient avec l'État et ceux qui le concurrençaient, Abdullah Öcalan a ramené le conflit qui oppose depuis les années 1920 les montagnards du sud-est de l'Anatolie à la république unitaire et jacobine fondée par Mustafa Kemal. Il a signifié au monde que d'innombrables Kurdes s'accrochaient à leur identité ethnique, linguistique et culturelle, et refusaient du même coup l'assimilation, la voie royale pour devenir député, ministre voire même président.

## La dignité retrouvée

« Jusqu'aux années 1970, les Kurdes de Turquie avaient

honte de se dire Kurdes. Öcalan leur a redonné une dignité », atteste Ahmad Bamarni, un *peshmerga* (« combattant ») d'Irak du Nord, qui, dans *Au printemps kurde* (1), raconte son combat contre Saddam Hussein. S'ils « *avaient honte* », c'est que, niant leur identité propre, Ankara les affubla du nom de « Turcs des montagnes » et que, bien qu'utilisée en famille, la langue kurde n'avait pas d'existence légale. Un signe : dans la période de décrispation qui suivit l'élection du président

Turgüt Özal (dont la grand-mère était kurde), les automobilistes qui circulaient dans le Sud-Est écouterent à nouveau des cassettes de musique kurde sans risquer des tracasseries.

C'est pour faire cesser ces discriminations et pour arracher l'indépendance – ou, à défaut, l'autonomie – que les maquisards d'Öcalan passèrent à l'action, contraignant la pesante armée turque à s'alléger, à changer ses méthodes, et, en fin de compte, à porter systématiquement la guerre en Irak du Nord. L'état-major peut légitimement se vanter d'avoir réduit la capacité de nuisance du PKK. Il ne l'a pourtant pas annihilé, comme le confinement de récents incidents dans la région

de Bingol.

Ces quinze ans de guerre ont coûté la vie à 15 000 soldats et policiers ainsi qu'à 5 000 civils, selon l'acte d'accusation d'Ocalan. Proportionnellement, le PKK a enregistré des pertes beaucoup plus lourdes que n'en subissent habituellement les groupes révolutionnaires en guerre contre une armée conventionnelle. « Il n'a pas été bien économe de la vie de ses combattants », relève Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris (2).

Deux explications sont possibles, et sans doute complémentaires. Nourri de marxisme et de stalinisme, « Apo » exerce une autorité absolue sur ses militants. Plus chef de secte que chef de guerre, il nous avouait « n'avoir jamais mené d'actions militaires ». Du moins aurait-il pu mieux former les jeunes que, depuis sa retraite de Damas, il envoyait au casse-pipe.

À l'heure des bilans, « Apo » reconnaît avoir raté des occasions de passer de la guerre à l'action politique, témoigne son avocat M<sup>e</sup> Kaplan : en 1991, quand il aurait pu « amorcer la politisation de son mouvement », et deux ans plus tard, « lors du dialogue raté avec le président Ozal ». Au lieu de les pousser aux extrêmes, il aurait pu inciter à davantage de mesure les députés des partis kurdes DEP puis HADEP, et les

## Initiatives politiques

L'arrestation d'Ocalan offre à la Turquie l'occasion « de prendre les initiatives politiques qui permettraient de sortir de l'impasse » estime Didier Billion, directeur des études de l'IRIS. Une telle démarche serait autant dans l'intérêt de l'Europe que de la République turque, dont le « cancer kurde » compromet à la fois le développement économique, l'équilibre politique et les relations internationales. Mais avec un parlement dominé par la droite ultranationaliste, la rigidité d'Ankara a peu de chances de se démentir.

journaux comme Ozgur Gundem.

L'État turc, ses polices et ses services n'ont pas non plus calmé le jeu. L'armée a ignoré les trêves décidées unilatéralement – et non sans ambiguïté parfois – par le PKK. En détruisant quelque 3 000 villages ou hameaux, l'état-major a jeté dans les bidonvilles de Diyarbakir et d'Istanbul des centaines de milliers de paysans, dont il a fait des révoltés. À force de brimades, de procès et d'assassinats mystérieux, le pouvoir a radicalisé des centaines, d'intellectuels et contribué à polariser la situation.

### « Les trois Kurdistan »

En vidant le Sud-Est d'une partie de sa population, les

forces de l'ordre ont créé ce que l'universitaire Alain Chenal appelle « les trois Kurdistan » : la région kurde où le PKK a, en gros, perdu la guerre, le « Kurdistan des grandes villes », qui risque de devenir « incontrôlable », et le « Kurdistan d'Europe, qui est la plus grande réussite d'« Apo ».

Les gouvernements français et allemand ont interdit le PKK, au grand soulagement d'Ankara. Le mouvement est néanmoins présent en Europe. Il y « dispose de multiples fronts, du style union des femmes, des artistes, des enseignants », souligne Didier Billion, directeur des études à l'Institut des relations internationales et stratégiques, en soulignant l'efficacité de leur système de mobilisation. On l'a vu à l'œuvre en Allemagne et en Italie lors des ma-

nifestations qui ont suivi l'arrestation d'Ocalan. Pour Alain Chenal, « cette présence a introduit un élément fondamentalement destructeur dans les rapports entre l'Europe et la Turquie ».

L'arrestation et le procès d'Apo sont une cause de fierté bien légitime pour les autorités et les familles turques, dont tant de fils sont morts sous les balles du PKK – sans qu'elles aient d'ailleurs cherché à se venger contre les familles kurdes qui vivent à côté d'elles. Mais il est clair que ni la condamnation ni la pendaison d'Ocalan ne mettront fin à la guérilla. Au maquis depuis 1984, Jamil Bayik en est l'authentique chef de guerre. « Apo donnait des ordres de loin. Mais ce n'est pas vraiment lui qui commandait », confirme Ahmad Bamarni, qui fut plusieurs fois le confident du chef du PKK.

Claude LORIEUX

(1) Au printemps kurde, moi, peshmerga, je donne mon âme de Ahmed Bamarni. Préfaces de Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner. Éditions Ramsay. 139 francs.

(2) Kendal Nezan préface Mamé Alan, épopée kurde, dont le texte est présenté par Roger Lescot. Éditions Gallimard. 150 francs.

Il leader curdo nega di aver ordinato gli omicidi di cui è accusato: Palme fu fatto uccidere da mia moglie

# «Turchia, facciamo la pace»

## Ocalan: è una occasione storica

ANKARA

Nel primo giorno del processo in cui rischia la pena di morte, aveva lanciato l'appello ai militanti del Partito dei lavoratori del Kurdistan (Pkk) per la rinuncia alla lotta armata. Nel seconda udienza, il leader curdo Abdullah Ocalan ha respinto tutte le accuse mossegli dalla Corte per la sicurezza dello Stato e ha ribadito che il processo deve essere l'occasione per «un approccio storico» al problema curdo da parte della Turchia e che in tal caso il Pkk «diverrà parte della Repubblica democratica» trasformandosi in un movimento politico.

Giacca e camicia blu, senza cravatta, pantaloni chiari, è stato condotto in manette nell'ex cinema trasformato in aula giudiziaria sull'isola di Imrali, nel Mare di Marmara, e poi rinchiuso a mani libere in una gabbia di vetro blindato. Ocalan - secondo la tv statale turca Trt - ha negato di aver mai dato l'ordine di attaccare un autobus di soldati disarmati nella provincia di Bingol. La strage, che fece 33 vittime tra i militari nel 1993, è tra i cri-

mini più gravi attribuiti al capo curdo.

Il massacro fu commesso contro la sua volontà, da un gruppo di guerriglieri del Pkk dissidenti che agirono autonomamente, ha sostenuto Ocalan. «Apo» ha contestato anche altre imputazioni contenute nelle 139 pagine dell'incriminazione elaborata dalla Procura. Tra l'altro, ha negato di essere il mandante della serie di attentati contro località turistiche del Sud della Turchia, dove nei primi anni '90 rimasero uccisi o feriti anche diversi occidentali.

Ocalan ha parlato anche dell'omicidio del premier svedese Olof Palme, assassinato nel 1986. Per il delitto si è ipotizzata una responsabilità del Pkk, che si sarebbe vendicato per essere stato dichiarato dal governo di Stoccolma organizzazione terroristica. Il leader curdo ha dichiarato che non è stato il Pkk a eliminare Palme, ma che l'omicidio sarebbe stato compiuto dall'organizzazione «Pkk-Rejin» (Resurrezione) fondata da sua moglie Kesire Yildirim.

Dell'attacco del '93 a Bingol, Oca-

lan ha commentato che «non è possibile perdonare la morte di quei soldati». Quando invece gli è stato chiesto di parlare degli aiuti che il suo partito ha ricevuto dall'estero, ha spiegato che i militanti sono stati addestrati in campi in Grecia, Jugoslavia e Iran. E ha specificato che dalla Grecia il Pkk ha ottenuto anche armi. Per quanto riguarda il traffico di stupefacenti, il Pkk non ha niente a che fare con esso, si limitava a raccogliere denaro dai trafficanti. La droga nel Pkk è vietata, e anche fumare non si può.

In Turchia la tensione verso gli italiani, già esclusi ad assistere al processo, rimane alta: ieri la polizia turca ha aggredito all'aeroporto di Istanbul la delegazione italiana che stava rientrando da una missione in Turchia «per dimostrare solidarietà al popolo curdo ed al loro leader Abdullah Ocalan», sotto processo. Lo ha reso noto il pacifista Dino Frisullo, precisando che i 22 membri avevano evitato di indire conferenze stampa proprio per non provocare incidenti.

La delegazione aveva quindi deciso di distribuire un resoconto del

viaggio alla stampa turca ed internazionale: «Erano stati chiamati i giornalisti solo per consegnare questo comunicato e non per una conferenza stampa - ha spiegato Frisullo - All'aeroporto la polizia si è messa in mezzo, gli agenti hanno cercato di strappare di mano questi fogli e una studentessa, Simona di Maria, che stava fotografando la scena è stata picchiata e le è stato distrutto il rullino». Frisullo ha aggiunto che anche una giornalista, Tiziana Barucci di «Ultime Notizie», è stata aggredita mentre fotografava a sua volta il pestaggio della studentessa.

Ieri il tribunale di Roma ha intanto stabilito «che il processo per il riconoscimento del diritto di asilo politico ad Ocalan deve andare avanti». Uno dei difensori del leader curdo, Luigi Saraceni, ha detto che il tribunale ha accolto le richieste dei difensori di assumere numerose testimonianze per dimostrare che in Turchia i curdi non sono ammessi all'effettivo esercizio delle libertà fondamentali e che, anzi, vengono perseguitati per il solo torto di essere curdi.

# Ocalan «incrimina» a Grecia y Yugoslavia en la estrategia del PKK

*El líder kurdo insiste en responsabilizar a su ex mujer de la muerte de Olof Palme*

**RUBEN AMON**  
Enviado especial

MUDANYA (TURQUIA).— Abdulá Ocalan ha reaparecido en la jaula de cristal de Imrali para delatar las conexiones internacionales del Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK), para demarcarse de los atentados más sangrientos y para resignarse al llanto de las viudas turcas, convertidas, esta vez, en el testimonio trágico y sentimental de la acusación particular: «¡Eres el monstruo de las cavernas!», gritó la mujer de un soldado muerto antes de desvanecerse entre los banquillos de la sala.

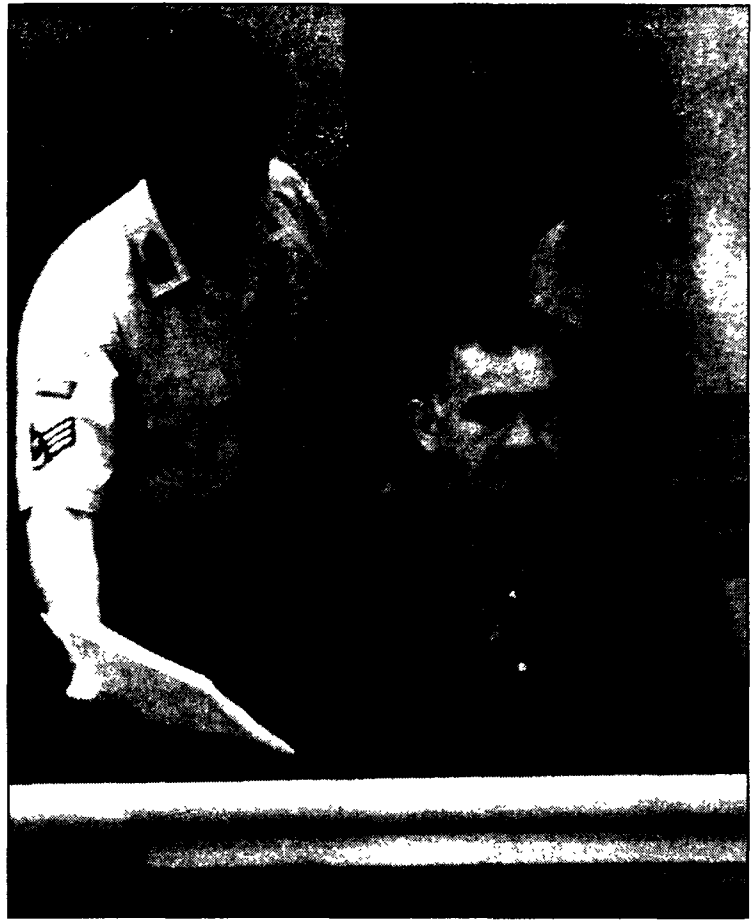
El líder kurdo, vestido con la misma ropa del lunes, adujo ciertos problemas psicológicos para justificar las lagunas de la memoria, aunque se trataba de regatearle al tribunal los nombres claves del PKK y confesar la información relativa a los traidores. Por ejemplo, su ex mujer, Kesire Yildirim, a quien responsabilizó de la muerte del primer ministro sueco Olof Palme, en 1986, bajo las siglas de una escisión revolucionaria: el PKK-Rejime.

► **Grecia.** Abdulá Ocalan, crucificado en la prensa turca como un

cobarde y un asesino de niños, aprovechó la segunda jornada del proceso para atribuir a Grecia unos vínculos decisivos en la estructura del PKK, entre ellos, la financiación, la venta de armas pesadas, el adiestramiento de los soldados y el uso estratégico de los campamentos. Más aún, Apo responsabilizó a la Iglesia ortodoxa de ejecutar las transferencias económicas y admitió que el enclave grecochipriota servía para el traslado de los militantes y para la confección ilimitada de los pasaportes.

► **Los socios.** El líder kurdo, enfrascado en la lectura de Atatürk y acompañado de su familia, aseguró que Yugoslavia funcionaba como el epicentro de la formación estratégica de sus hombres; que Irán autorizó la construcción de un hospital para los heridos del PKK; que sus hombres se armaron poderosamente en Irak después de la Guerra del Golfo; y que Siria mantuvo una fuerte relación con el PKK hasta que las presiones turcas forzaron la huida de Ocalan a Rusia, el pasado año.

► **Terrorismo.** «¿Cuáles son los vínculos del PKK y los grupos terro-



MUSTAFA ABADAN/AP

Ocalan recibía ayer un documento dentro de la jaula de cristal antibalas.

ristas?». Apo no tuvo reparos en responder a la pregunta del fiscal confesando las sólidas relaciones originales con los armenios activistas de Asala y el intercambio logístico con los turcos de TIKKO, responsables del brutal atentado perpetrado en Estambul (13 muertos) el pasado mes de marzo. Ocalan admitió que algunos comandantes del PKK han tenido vínculos con el narcotráfico, que se reclutaron jóvenes en Europa contra su voluntad, que el Partido

de los Trabajadores del Kurdistan dispone de más de 200 millones de dólares (más de 30.000 millones de pesetas) y que la pena de muerte se ha aplicado rigurosamente en el seno de la disciplina guerrillera. Por el contrario, Ocalan negó cualquier participación en los atentados más sangrientos de su partido, incluido el del asesinato de 33 soldados desarmados. Apo responsabilizó de las atrocidades a ciertos «grupos» o a «iniciativas individuales».

## Prozeß gegen den Kurdenführer in der Türkei

# Öcalan beschuldigt PKK-interne Gegner des Mordes an Palme

Angeklagter weist persönliche Verantwortung für Tod des schwedischen Premiers und weitere Anschläge zurück

Imrali (AFP) - PKK-Chef Abdullah Öcalan hat bestritten, den Befehl für Anschläge auf ausländische Touristen in der Türkei gegeben zu haben. Solche Aktionen seien auf die „Eigeninitiative“ von PKK-Mitgliedern zurückzuführen gewesen, sagte Öcalan am Dienstag nach einer Meldung der türkischen Nachrichtenagentur Anadolu im Prozeß gegen ihn. Am zweiten Verhandlungstag auf der Gefängnisinsel Imrali betonte Öcalan laut Anadolu, er habe innerhalb der von ihm gegründeten Arbeiterpartei Kurdistan (PKK) auch Feinde. Einige dieser Widersacher könnten in den Mord an

dem schwedischen Ministerpräsidenten Olof Palme vor 13 Jahren verwickelt gewesen sein, deutete er an. Die PKK als Ganzes oder er selbst hätten aber nichts damit zu tun gehabt.

Die separatistische PKK hatte Mitte der neunziger Jahre Anschläge auf ausländische Urlauber in der Türkei verübt, um die Fremdenverkehrsindustrie des Landes zu schwächen. Nach Öcalans Festnahme vor einem Vierteljahr hatte die Organisation erneut mit Anschlägen auf Touristen gedroht. Vor Gericht sagte Öcalan den Agenturberichten zufolge mit Blick auf die mögliche Verwicklung

seiner PKK-internen Gegner in den Palme-Mord: „Es ist versucht worden, mir viele Verbrechen in Europa anzuhängen, auch das Verbrechen an Olof Palme.“ Die PKK sei in Europa „in Gewaltaktionen verwickelt“, worden. „Das spielte auch beim Palme-Mord eine Rolle.“ Palme war 1986 in Stockholm erschossen worden, die Tat ist bis heute nicht aufgeklärt. Öcalans früherer Stellvertreter Semdin Sakik, der vor zwei Wochen in der Türkei zum Tode verurteilt worden war, hatte Öcalan für den Palme-Mord verantwortlich gemacht. Der PKK-Chef wies dies aber zurück. Er bezeichnete

sich in der Befragung durch den Vorsitzenden Richter Turgut Okyay laut Anadolu zwar als „Hauptverantwortlichen“ der Organisation. Allerdings gebe es seit Jahren eine innere Opposition gegen ihn. Öcalan sagte weiter, die PKK sei von

Griechenland unterstützt worden, etwa beim Kauf schwerer Waffen. Iran und Syrien hätten die Aktivitäten der Organisation auf ihrem Gebiet geduldet, in Iran betreibe sie ein Lazarett. Das Vermögen der PKK bezifferte Öcalan auf 200 Millio-

nen Dollar. Möglicherweise hätten sich einige Mitglieder seiner Organisation am Drogenhandel beteiligt; nach türkischen Angaben ist der Rauschgifthandel eine der Haupteinnahmequellen der PKK.



ANGEHÖRIGE türkischer Soldaten, die im Kampf gegen die PKK starben, demonstrierten in der Hafenstadt Mudanya nahe der Gefängnisinsel Imrali, auf der gegen Abdullah Öcalan verhandelt wird. Sie forderten die Todesstrafe. Photo: AP

# Kurdish Rebel's Puzzling Offer Speaks to the Generals

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — When the Kurdish guerrilla leader Abdullah Öcalan finished his extraordinary testimony on the opening day of his treason trial Monday, he left many Turks and Kurds dazed and surprised.

Mr. Öcalan's abject apology for years of war and avowed determination to reinvent himself as a democrat seemed dubious but also tantalizing.

Although he spoke for about 40 minutes, punctuating his words with sweeping gestures inside the glass box from which he views the courtroom, a single word was at the center of his message.

That word is *devlet*, which is Turkish for state. Mr. Öcalan used it several times in his testimony, making clear that he was not only apologizing to families of war victims, offering to adopt a new ideology and ready to call his fighters down from the mountains. He also said he wanted to help the *Türk devleti*, the Turkish state.

In this insistently secular country, the concept of *devlet* takes on near-mystical importance. Many Turks harbor a profound respect for the state tinged with a bit of fear, a will-

ingness to assume the best about the state and its intentions, and a conviction that whatever is good for the state is good for all citizens.

They view attacks on the state or its fundamental principles as dangerous heresy, and supporting or contributing to the state as highly honorable.

Mr. Öcalan, obviously aware of this central fact of Turkish psychology, told the state security court, "I want to work for brotherhood and the state." He called on his rebel group to "give up its stance against the state."

These remarks made his already startling testimony even more provocative. They seemed certain to attract the attention of senior generals and politicians.

These are the figures who, in the end, will decide whether they should take Mr. Öcalan up on his offer to bring the 15-year Kurdish war to an end in exchange for political and cultural concessions.

In doing so, they will also be deciding whether or not to hang Mr. Öcalan. He is evidently hoping that over the course of his trial, he can convince them that keeping him alive as a political weapon against Kurdish separatism would be in their best interests.

In his testimony Monday, Mr. Öcalan not only pledged to help the

state, but also signaled that he shared one of its favorite beliefs, contempt for the hypocrisy of Europe.

Government and military leaders are angry at the European Union for what they say is its arrogant and mendacious treatment of Turkey. Mr. Öcalan made the same point from another angle, singling out Greece and Italy as despicable partners for having supported him in good times but then refusing to grant him asylum when he was in need.

The debate over how seriously to take Mr. Öcalan's newfound pacifism has already begun in Turkey. Some newspapers have been skeptical, running their accounts under headlines like "Too Late" and "Smell of Blackmail." Others were more intrigued.

"We are at a point where we have to decide what we want, to punish Öcalan or to end terror in Turkey," the columnist Avni Özgürel wrote in the Istanbul daily *Radikal*.

"On the first day of his trial, Öcalan clearly submitted himself to the state. He said, 'Use me, don't kill me!' So Ankara has to make a choice. The death penalty may be reduced to life imprisonment with-

out parole," Mr. Özgürel wrote.

The fluid "leadership council" that has been running Mr. Öcalan's guerrilla group since his capture in October is apparently no more certain how to react to his testimony than are his erstwhile enemies.

A Brussels-based spokesman for the group, Mizgin Sen, would say only that it was "premature to make a comment."

His courtroom promise Monday was Mr. Öcalan's first direct call for an end to the guerrilla campaign.

Turkish authorities have rejected the guerrilla chief's previous calls for a cease-fire in the 15-year war, in which an estimated 37,000 people have died.

INTERNATIONAL  
HERALD TRIBUNE,

JUNE 2, 1999

# Tod durch den Strang

Das Urteil gegen PKK-Chef Öcalan steht schon bei Prozeßbeginn fest. Fraglich ist allein, ob es auch vollstreckt wird

VON MICHAEL LÜDERS

ISTANBUL

Ihr Aussehen erinnert an die junge Sophia Loren, ihre Eleganz verträgt sich kaum mit den Fotos an den Wänden ihres Büros: prügelnde Polizisten, blutüberströmte Demonstranten, Männer und Frauen mit Folterspuren am ganzen Körper. Eren Keskin ist Generalsekretärin des Menschenrechtsvereins in Istanbul und verteidigt seit Jahren politische Gefangene, vor allem Kurden. Die 40jährige Anwältin war selber oft im Gefängnis, im Oktober muß sie erneut für ein Jahr in Haft. In einem Interview hatte sie 1995



## Die Anklage

gegen Abdullah Öcalan stützt sich vor allem auf Artikel 125 des türkischen Strafgesetzbuches: Der Vorwurf lautet Hochverrat in Form von Separatismus

das Wort „Kurdistan“ verwendet – aus Sicht des Staates ein Begriff, der den Straftatbestand „separatistischer Propaganda“ erfüllt.

Eren Keskin, die in der Türkei bekannt ist wie weiland in Deutschland Otto Schily, als er noch gegen die Staatsmacht prozessierte, gehört zu den 102 Anwälten Abdullah Öcalans. Am Sonntag, einen Tag vor Prozeßbeginn gegen „den größten Terroristen des 20. Jahrhunderts“ (*Hürriyet*), kann sie über die Strategie der Verteidigung noch keine Auskunft geben. „Wir hatten bislang nicht die Möglichkeit, mit unserem Mandanten ungestört zu reden. Die Gespräche der Anwälte sind auf jeweils 45 Minuten begrenzt; es sind stets zwei Militärangehörige zugegen. In den ersten Wochen traten sie sogar mit Gesichtsmasken auf. Alle Notizen der Anwälte werden von den Militärs gegengelesen.“

Unmittelbar vor Prozeßbeginn lag der Verteidigung die Anklageschrift nicht vollständig vor. „Im Augenblick haben wir vor allem tech-

nische Probleme. Angesichts der Pogromstimmung, die in den Medien gegen uns Anwälte verbreitet wird, stellt sich die Frage, wer für unsere Sicherheit garantiert. Die Polizei? Acht Anwälte sind kürzlich in einem Polizeibus verprügelt worden. Wir wissen nicht einmal, wo wir während des Verfahrens übernachten werden“, sagt Eren Keskin. Die Fähre zur Gefängnisinsel Imrali im Marmarameer verkehrt vom Küstenort Mudunya. Die dortigen Hotels vermieten

**IM FALL ÖCALAN** will die Türkei auf jeden Fall vermeiden, daß das Urteil durch den Europäischen Gerichtshof angefochten wird

nicht an Öcalans Anwälte. Und auf Imrali dürfen sie, im Gegensatz zu den Richtern und Staatsanwälten, nicht übernachten.

Die Anklage gegen Öcalan stützt sich vor allem auf den Artikel 125 des türkischen Strafgesetzbuches, der sich mit Hochverrat in Form von Separatismus befaßt: Taten, die darauf abzielen, einen Teil des staatlichen Hoheitsgebietes abzutrennen. Nichts anderes, so die staatliche Auffassung, wollen Öcalan und die PKK. Und darauf steht die Todesstrafe.

Öcalan wird auch verantwortlich gemacht für die über 30 000 Toten, die der Krieg zwischen der türkischen Armee und der PKK im Südosten Anatoliens in den letzten 15 Jahren gefordert hat. Um den Prozeß zeitlich zu begrenzen, wird der PKK-Führer allerdings nicht



wegen einzelner Gewalttaten belangt. Die Strategie der Anklage erklärte einer der Staatsanwälte vorige Woche der Zeitung *Milliyet*: „Die Anklageschrift umfaßt 136 Seiten. Wir haben Zeugen gehört und Gespräche Öcalans mit seinen sogenannten Feldkommandeuren und seine Reden in dem (kurdischen) Fernsehsender MED-TV studiert. Einmal sagte er zum Beispiel, daß sowohl der Tourismus als auch die Wirtschaft Angriffsziele der PKK seien. Der Kopf der Terrororganisation ist für all ihre Aktionen verantwortlich.“

Die Staatsanwaltschaft werde versuchen, jeden politischen Hintergrund des Falls zu leugnen, glaubt Öcalans Anwältin. „Doch egal, wie es das Gericht sieht: Es ist ein politischer Prozeß. Öcalan ist der Führer einer Bewegung, die den Staat seit 15 Jahren bekämpft. Die politischen Hintergründe sind offensichtlich, sonst würde nicht die ganze Welt auf diesen Prozeß schauen, sonst wäre die türkische Regierung nicht so sehr um eine rechtsstaatliche Fassade in diesem Verfahren bemüht.“

Eren Keskin fragt, ob denn Öcalan allein für die über 30 000 Toten und die mehr als 3000 zerstörten kurdischen Dörfer in Südostanatolien verantwortlich sei. „Wir werden versuchen, auf die Rolle der türkischen Armee einzugehen, die im Südosten ihrerseits schwere Schuld auf sich geladen hat. Aber wir wissen nicht, ob wir die Gelegenheit dazu bekommen werden.“ Eren Keskin schließt nicht aus, daß die Anwälte ihr Mandat niederlegen, wenn ihre Verteidigung nachhaltig behindert wird. Dies ist die einzige Drohung, mit der die Verteidigung vor Gericht ein politisches Plädoyer erzwingen kann. Legen die Anwälte ihr Mandat tatsächlich nieder, dann platzt der Prozeß. Und das wäre für den türkischen Staat, der jedwede Prozeßbeobachtung durch Ausländer abgelehnt hat, ein peinlicher Imageverlust.

Zuständig für das Verfahren gegen Öcalan ist das Staatssicherheitsgericht Nummer zwei in Ankara. Die Staatssicherheitsgerichte wurden nach dem Militärputsch 1980 eingerichtet und befassen sich mit Vergehen, die die Sicherheitsinteressen des türkischen Staates berühren. Dazu zählen insbesondere Separatismus, Aktivitäten radikaler Islamisten und das organisierte Verbrechen. Die Gerichte bestehen aus je zwei zivilen und einem Militärrichter. Sie sind

bekannt für ihre harten Urteile, die nicht nur gegen Gewalttäter verhängt werden, sondern auch gegen regierungskritische oder prokurdische Publizisten, Intellektuelle, Rechtsanwälte und Politiker.

Die Staatssicherheitsgerichte unterstreichen den Machtanspruch des Militärs, das sich als Garant des laizistischen, von Atatürk in den zwanziger Jahren begründeten Einheitsstaates versteht. Allerdings kollidiert dieser Machtanspruch mit europäischen Rechtsnormen. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte in Straßburg urteilte Anfang 1998, angesichts der Präsenz eines Militärrichters sei „die Unabhängigkeit und Unparteilichkeit der Staatssicherheitsgerichte anzuzweifeln“. Urteile dieser Gerichte werden in Straßburg, falls sie dort zur Revision gelangen, regelmäßig kassiert.

### *Premierminister Ecevit ist gegen die Todesstrafe*

Im Fall Öcalan möchte die Regierung Anfechtungen aus Europa vermeiden. Der Ausschluß der Militärrichter aus den Staatssicherheitsgerichten steht ganz oben in den Koalitionsvereinbarungen der neugewählten Regierung unter Premierminister Bülent Ecevit. Eine Verschiebung des Prozesses, die Ecevit ebenso gefordert hatte wie Öcalans Anwälte, lehnte der Vorsitzende Richter bei der Prozeßeröffnung am Montag allerdings ab. Möglicherweise wird der Militärrichter im laufenden Verfahren durch einen Zivilrichter ersetzt. Doch solche Manöver werden am Urteil nichts ändern: Tod durch den Strang.

Die Frage ist allein, ob es vollstreckt wird. Ein Todesurteil wird automatisch vom Obersten Gerichtshof überprüft. Wird es dort bestätigt, muß das Parlament der Hinrichtung Öcalans zustimmen. Bis es dazu kommt, können Monate vergehen. Ecevit ist prinzipiell gegen die Todesstrafe. Sein Koalitionspartner, die ultrarechte Partei der Nationalistischen Bewegung, will Öcalan allerdings gehenkt sehen.

„Aber die letzte Entscheidung liegt nicht bei der Regierung, sondern bei den Militärs“, glaubt Eryen Mahcupian, Kolumnist der linksliberalen Zeitung *Radikal*. „Der Öcalan-Prozeß gibt dem Militär wieder einmal die Möglich-

keit, sich als neutraler Schiedsrichter zu empfehlen, der im ewigen Parteienstreit vermittelt. Das Militär, das hinter den Kulissen stets präsent ist, wird sich bei seiner Entscheidung pro oder contra Hinrichtung vor allem von einem Gedanken leiten lassen: Könnte Öcalans Tod, den die kochende Volksseele verlangt, nachhaltige Irritationen im Ausland provozieren?“

Wohl kaum. Die Amerikaner haben die Ausweisung Öcalans aus seinem syrischen Exil im Oktober vorigen Jahres maßgeblich betrieben. Mit Hilfe des israelischen Geheimdienstes haben sie im Februar die Überstellung Öcalans von Kenia in die Türkei eingefädelt. In gewisser Weise war das ein Präsent an die Regierung in Ankara, eine Gegenleistung für die Nutzung türkischer Militärbasen durch amerikanische Flugzeuge im unerklärten Krieg gegen den Irak. Die mögliche Hinrichtung Öcalans war dabei einkalkuliert. Die Europäer würden seine Exekution verurteilen, aus Sorge vor Ausschreitungen der PKK. Aber seit dem Beschluß der EU vom Dezember 1997, die Türkei nicht als Beitrittskandidaten aufzunehmen, fehlt ihr jede Möglichkeit, auf Ankara politisch einzuwirken.

Angesichts dieser ausweglosen Situation hat sich Abdullah Öcalan bei der Prozeßeröffnung geschickt verhalten. Anstatt die Rolle des kurdischen Revolutionärs zu spielen, gab er sich staatsmännisch: „Ich möchte meine Entschlossenheit bekunden, mich innerhalb der demokratischen Republik im Dienste des Staates für Frieden und Brüderlichkeit einzusetzen.“ Anschließend entschuldigte er sich bei den „sehr geehrten Familien der türkischen Gefallenen“, von deren Angehörigen einige als Nebenkläger am Prozeß teilnehmen.

Feigheit vor dem Feind also? Öcalan weiß, daß die Anklage im wesentlichen auf den Separatismus-Vorwurf baut. Tatsächlich aber fordert er schon seit drei Jahren keinen unabhängigen Kurdenstaat mehr, sondern ein Zusammenleben von Kurden und Türken innerhalb der Türkei. Vermutlich wird Öcalan in den nächsten Wochen diese föderative Lösung in den Vordergrund seiner Verteidigung rücken, „im Dienste des Staates“ gewissermaßen. Damit erschwerte er der Staatsanwaltschaft die Arbeit – will sie einen geläuterten Exseparatisten tatsächlich zum Tode verurteilen? Öcalan liefert Europa Argumente, sich für ihn einzusetzen.

## PKK still backs Ocalan

TURKEY'S KURDISH rebels yesterday gave full support to the peace calls of their leader, Abdullah Ocalan, but stopped short of embracing his appeal that they lay down their arms.

The Kurdistan Workers' Party (PKK) leader is on trial in Turkey, accused of trying to break up the Turkish state and causing 30,000 deaths. He has threatened thousands more if he is hanged.

BY JUSTIN HUGGLER  
in Istanbul

„All the party fully backs the historical efforts of our leader with all of its force,” said a statement from the Executive Council of the PKK. The council includes the guerrillas' seven top commanders. But despite Ocalan's call to his followers to cease fighting, the statement said the rebels were ready to

continue the war.

Mr Ocalan's offer to bring his guerrillas down from their mountain bases is conditional on his life being spared. In addition, he is asking only for Kurdish cultural rights within Turkey, such as Kurdish-language broadcasting and the right to teach Kurdish in schools. It seems a long way from the PKK's early days, when Mr Ocalan was hell-bent on carving an independent

Kurdistan out of south-east Turkey.

Even if the PKK's olive branch is real, Turkey seems unlikely to grasp it. Spurred by television images of the grief of those whose relatives have been killed by the PKK, the Turkish public is demanding Mr Ocalan's death.

So far the trial has gone Turkey's way, and the Turkish press has revelled in the Kurdish leader's often submissive statements to the court.

THE INDEPENDENT  
Thursday 3 June 1999



## Le procès du chef kurde Ocalan

# La paix en trompe l'œil d'« Apo »

*La direction du PKK apporte un soutien ambigu à son offre de trêve.*

Plus ancienne que la République fondée en 1923 par Mustafa Kemal, la révolte kurde a connu autant de hauts que de bas. L'appel à « l'arrêt de la lutte armée » lancé lundi par Abdullah Ocalan et l'écho favorable que lui a réservé hier le « Conseil de commandement » du PKK peut donc conduire certains à prédire la mort d'un « mouvement déjà militairement fini ».

Tout en s'affirmant prête à continuer le combat, la direction du PKK appelle ses fidèles « à déployer tous les moyens pour assurer le succès de la lutte du président « Apo » pour une solution démocratique ».

Le « dialogue » entre le

chef, déjà promis au gibet, et les combattants, qu'il n'a jamais commandés au front, coïncidait avec l'attaque suicide d'un militant, très certainement kurde, contre une gendarmerie, dans le sud-est du pays.

L'attentat, le quatrième de ce style depuis la capture d'Ocalan, le 15 février, au Kenya, confirme à la fois la détermination et la pauvreté des moyens de la guérilla kurde, laminée par la plus importante armée du Proche-Orient.

Un intellectuel kurde – et non violent – souligne que « l'implantation de l'armée, les souffrances et les déceptions de la population kurde rendent problé-

matique la continuation de la lutte ». Mais il ignore si les propositions du prisonnier de l'île d'Imrali « font l'unanimité au sein du PKK ». Les responsables se souviennent qu'Ankara n'a donné sa chance à aucune des trois trêves décrétées unilatéralement par « Apo » depuis 1994. Un chroniqueur turc avoue : « Nous ne savons ni ce qui se passe dans la montagne, ni qui dirige vraiment le PKK. »

## Un personnage assez quelconque

Il est tout aussi difficile de prédire comment les jeunes hommes et les jeunes femmes des maquis – elles sont nombreuses au PKK – recevront l'appel du prisonnier. Qu'il cherche à « sauver sa peau » est concevable. Mais qu'il impute tel enlèvement à son ex-femme ou tel assassinat à l'un de ses lieutenants, récemment condamné à mort par la justice turque, l'est moins. Ce n'est pourtant pas la première fois que le chef suprême du PKK « se défait » sur ses militants. Recevant *Le Figaro*, il y a trois ans, à Damas, il accusait les siens « de

tuer des civils... de s'en prendre à (son) autorité... et de détruire ce que (il) essaie de construire ». Un journaliste turc souligne qu'à son procès « Apo » « n'apparaît ni comme un héros ni comme un Che Guevara, mais comme un personnage assez quelconque ». Reste que sans avoir le charisme du « Che », il était craint et se faisait obéir. Qu'en est-il aujourd'hui ?

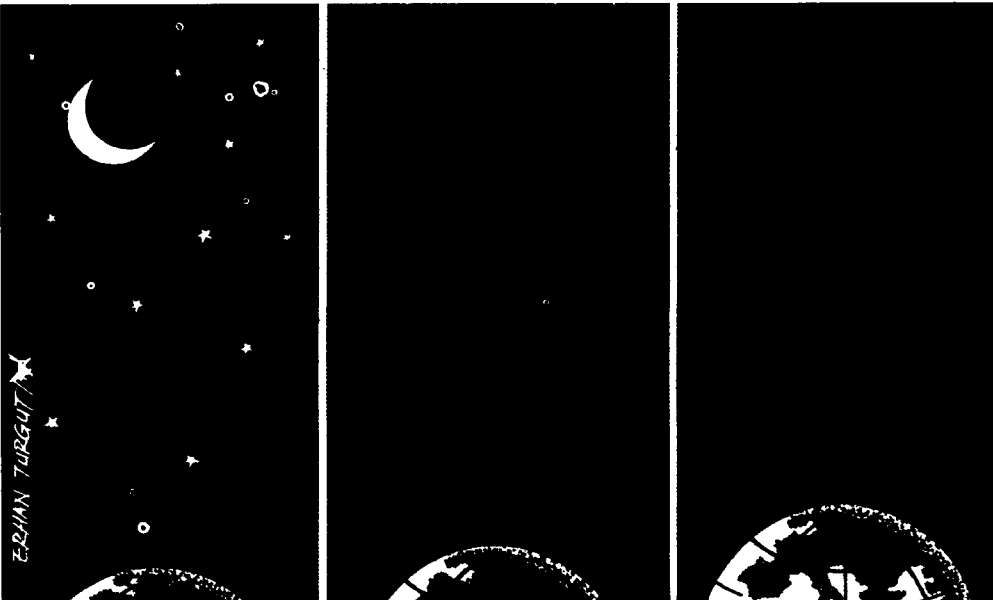
La violence peut baisser d'intensité comme elle peut, notamment en cas de pendaison, augmenter. Mais, souligne l'intellectuel kurde précité, si le PKK est une chose, les « demandes légitimes du peuple kurde » en sont une autre. Elles ne s'éteindront pas comme une chandelle dans un courant d'air. En 1925, Mustafa Kemal écrasa dans le sang la révolte de cheik Saïd. Les putschistes de 1960 déportèrent 50 chefs de tribus, ceux de 1980 exécutèrent leur lot de « séparatistes ». Pourtant, quatre ans plus tard, « Apo » repartait en guerre. Il n'inventait rien. Il suivait l'exemple des anciens...

Claude LORIEUX

## TURQUIE

# Intégrisme, nationalisme, ça commence à l'école

Le contrôle du système éducatif turc depuis les années 70 par les conservateurs serait responsable de la montée de l'extrémisme chez les jeunes.



▲ Dessin d'Erhan Turgut, Paris.

CUMHURİYET  
Istanbul

**E**n Turquie, les partis politiques qui appellent à l'application de la charia se voient frappés d'interdic-

tion l'un après l'autre, mais sont aussitôt remplacés par de nouveaux, qui prônent les mêmes principes. On essaie de les combattre par des moyens palliatifs, mais ce genre d'effort paraît souvent vain. Avant de pouvoir s'opposer à la multiplication de

telles formations, il faut d'abord identifier la source et les raisons profondes qui ont favorisé leur émergence.

Pour cela, il faut remonter à la fin des années 40, avec la fermeture des Instituts de village\* sous le prétexte de la « menace communiste » qu'ils constituaient et leur remplacement par des écoles Imam-Hatip\*\*, à vocation religieuse. Au départ, les écoles Imam-Hatip n'étaient pas conçues avec les objectifs clairs qu'elles se sont données par la suite. C'est surtout à partir de la fin des années 60 que les gouvernements ont commencé à s'en servir comme instruments d'une politique visant à « endormir » le peuple – sans trop se rendre compte que cette politique coïncidait en fait avec une conjoncture de « réveil islamique ». Les classes dominantes en Turquie ont ainsi créé une sorte de Frankenstein qui leur donne à présent des cauchemars.

Parallèlement à cette évolution, un « nettoyage » s'est effectué dans les Instituts d'éducation (qui forment des éducateurs et des professeurs de l'enseignement secondaire) et dans les écoles d'instituteurs, pour que ceux-ci subissent l'influence des idées de droite et pour hypothéquer ainsi l'avenir des jeunes générations. L'éducation dans ces établissements était dispensée sur une base ultranationaliste plutôt que religieuse.

## UNE SITUATION UBUESQUE ET INATTENDUE !

Mais les deux tendances allaient de toute façon se réunir dans un « front de la droite » et développer leur fameuse théorie de la « synthèse turco-musulmane » qui nous a amenés à une

LE FIGARO  
JEUDI 3 JUIN 1999

DU 3 AU 9 JUIN 1999

— COURRIER INTERNATIONAL N° 448



situation ubuesque et inattendue ! D'ailleurs, l'imposante présence des jeunes militants du Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite) dans les manifestations violentes à Malatya\*\*\* en faveur de la charia est assez significative. Elle réfute toutes les thèses sur les changements d'orientation de ce parti.

Après les interventions militaires de 1971 et surtout de 1980, on a assisté à une persécution incroyable de tous les enseignants et éducateurs repérés comme démocrates. Ils ont été rapidement éliminés du système d'éducation nationale.

Aujourd'hui, les gens voient avec étonnement de quoi étaient capables ces militants d'extrême droite du MHP, les "anciens Loups gris", quand

ils collaboraient avec la police. Ils voient aussi comment les islamistes, forts de leur succès électoral (20 % des suffrages), ont voulu changer les principes fondateurs de ce pays.

Qu'est-ce qui peut se passer maintenant ? A ce stade, il paraît difficile de tirer un trait sur les trente années passées. Il se peut qu'une partie importante des Loups gris ou de leurs sympathisants ait évolué et adopté des positions différentes face aux réalités de la vie quotidienne, mais ils ne lâcheront pas pour autant les positions clés qu'ils détiennent.

La structure économique de notre société rend également difficile le bon fonctionnement de la démocratie. Dans des pays où il y a de grands fossés entre les différentes classes sociales,

des "régimes autoritaires" reviennent toujours à l'ordre du jour. Et, puisque la gauche ne parvient toujours pas à se réorganiser, la droite a le champ libre. Parmi nos jeunes, il y a une grande proportion de sympathisants du Parti de la vertu (Fazilet), islamiste, et du MHP. Dans ces conditions, la solution serait dans une réforme profonde du système d'éducation nationale et... dans l'attente patiente de l'arrivée de nouvelles générations. On récolte ce qui a été semé dans les années 70 et 80. Toktamis Ates

\* Ecoles d'Etat dans les zones rurales qui associaient théorie et pratique dans l'enseignement.

\*\* Ecoles religieuses de formation des imams.

\*\*\* Ville du sud-est de la Turquie.

## PROCÈS ÖCALAN > La tête d'un homme

### Le leader kurde devant ses juges en Turquie.

LUC BEYER DE RYKE

**Une prison** sur un roc battu par le flot. Des magistrats, un accusé, quelques observateurs. Presque un huis clos. Il y a un côté Agatha Christie dans le procès Öcalan. A cette différence près qu'à l'envers des *Dix petits nègres*, pour la justice turque, l'assassin est connu et capturé. Que l'acte d'accusation soit fourni, étayé, nul n'en doute. Mais le dossier de l'Etat turc est lourd également. Celui-là ne sera pas instruit, sinon par des avocats de la défense que les magistrats militaires écouteront mais n'entendront pas. Avant même que la cour se barricade sur l'îlot d'Imrali en mer de Marmara, le procureur avait demandé la mort. Et le

président de la République, Suleiman Demirel, eut cette image : « *Lorsqu'on prend un voleur de poules sur le fait, il n'est pas nécessaire de lui faire un procès.* » La cause serait donc, sauf coup de théâtre, entendue.

Nous avons rencontré Kendal Nizan, le directeur de l'institut kurde à Paris. Lui-même, quelques jours auparavant, c'est-à-dire la semaine dernière, s'est entretenu avec le principal défenseur d'Öcalan, M<sup>r</sup> Mohamed Hassip Kaplan. L'avocat était passé par Paris pour consulter des confrères. Il a raconté à Kendal Nizan la mission impossible de la défense. Chaque jour, se relayant, les avocats, pour parler à leur client, devaient accomplir plusieurs heures de voyage. Après avoir franchi cinq contrôles, lorsqu'ils avaient accès à leur client, ils ne pouvaient ni lui transmettre des pièces ni prendre eux-mêmes des

notes. Jamais il ne leur fut permis de s'entretenir seuls avec Öcalan. Lors de ce procès, selon la procédure en usage devant une cour militaire, il n'y aura aucune instruction à décharge.

Que sera la ligne de défense des avocats ? Ils feront valoir les responsabilités partagées de l'Etat et de la guérilla. Ils montreront la contradiction existante entre le droit dit en Turquie et celui de l'Union européenne ayant aboli les juridictions militaires. Cette ligne-là fut énoncée dès le début du procès, la cour s'étant proclamée compétente.

Öcalan a préparé un document gros de 110 pages, argumentaire politique appelant à une solution pacifique et démocratique. Ce qui vient un peu tard après tant de sang versé de part et d'autre. En tout cas, que ce soit par conviction ou pour sauver sa tête, Öcalan se

dit, dans sa cage de verre, prêt à l'adieu aux armes. « *Arrêtez de mourir pour moi* », lance-t-il à l'adresse des militants du PKK. Mais, craint le directeur de l'institut kurde à Paris, « *si Öcalan est condamné à mort, il pourrait y avoir des actions de commandos suicide. Des lieux touristiques risquent d'être visés* ». Kendal Nizan, se faisant l'écho des avocats, espère que la Cour européenne demandera la suspension du prononcé en cas de condamnation à mort. Cela en attendant que la cour statue elle-même sur la validité du procès, eu égard à la Convention européenne requérant une procédure équitable.

L'espoir d'un recours et l'appel à des barrières juridiques risquent bien d'être emportés par le réquisitoire du procureur. Il a exigé une tête. Et le pays l'applaudira ■

## Le PKK soutient l'appel d'Abdullah Öcalan à abandonner la lutte armée

Les séparatistes prônent une « solution démocratique »

ALORS que le chef kurde Abdullah Öcalan entamait, mercredi 2 juin, la troisième journée de son procès devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara sur l'îlot prison d'Imrali, sa formation, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a, le même jour, déclaré qu'elle sou-

tenait l'appel lancé par son dirigeant à abandonner la lutte armée contre l'Etat turc, appelant à une « solution démocratique » dans la guerre au Kurdistan turc.

Cette annonce a été faite par le biais d'une déclaration faxée à l'AFP à Mudanya (le port qui fait

face à Imrali) par l'agence d'informations pro-kurde DEM, basée en Allemagne. Lundi 31 mai, à l'ouverture de son procès, le chef du PKK avait laissé entendre qu'il pouvait « *en trois mois* » stopper la guérilla du PKK si on lui laissait la vie sauve.

Abdullah Öcalan, accusé de séparatisme et de trahison, risque la peine capitale au terme de l'article 125 du code pénal. Si la peine de mort (par pendaison) n'a pas disparu des textes de loi en Turquie et continue d'être prononcée (le numéro deux du PKK Semdin Sakik et son frère Arif ont été récemment condamnés à mort), aucune exécution n'a eu lieu depuis 1984.

Toutefois, et alors que sa condamnation à mort à l'issue du

procès (dans quatre à six semaines) ne fait aucun doute, l'opinion publique y étant largement favorable, le parlement turc - dominé par les nationalistes de droite comme de gauche - votera-t-il en faveur de son application ? Nombre d'analystes le craignent et les militaires - qui contrôlent largement la justice, comme en témoigne la présence d'un juge militaire au sein de chaque Cour de sûreté de l'Etat - semblent être favorables à l'adoption d'une ligne dure sur le sort d'Öcalan. Ainsi, la Cour qui juge Öcalan a refusé de reporter le procès pour modifier la composition du tribunal et écarter le juge militaire. De même, une proposition d'amnistie des maquisards repentis du PKK, faite par Bulent Ecevit avant sa renomi-

nation au poste de premier ministre, est restée sans suite.

Le PKK, affaibli depuis la rocambolesque capture d'Abdullah Öcalan au Kenya en février, avait émis des réserves sur les déclarations du Baskan (président), évoquant une possible « manipulation » de ce dernier. Mais fidèle à son atta-

chement aveugle pour son chef, l'organisation déclare aujourd'hui soutenir pleinement « ses efforts historiques ». « Si les Turcs pensent que c'est de la faiblesse, ils se trompent gravement », conclut le communiqué diffusé mercredi. De fait, le PKK n'a eu de cesse ces dernières années d'annoncer cessez-

le-feu sur cessez-le-feu, autant de tentatives rejetées par les Turcs.

Les déclarations du PKK pourraient cependant fondre comme neige au soleil le jour de l'annonce du verdict de culpabilité. L'organisation, et son chef, ont coutume de souffler le chaud et le froid, et pourraient bien se lancer dans des

déclarations contradictoires très prochainement. Des actes isolés (attentats-suicide) ont couramment lieu : à Sîrnak, le 2 juin, un porteur de bombe est décédé victime de l'engin qu'il s'appropriait à faire exploser.

Marie Jégo

## Kurdish Rebels Support Leader's Call for Peace

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — Two days after the imprisoned Kurdish rebel leader, Abdullah Öcalan, said he wanted to end his 15-year war against the Turkish Army, his guerrilla group announced Wednesday that it supported his call.

In a statement that raised hopes of a peaceful end to the conflict, Mr. Öcalan's Kurdistan Workers Party said his offer was "mature, respectful and responsible."

"Our entire party organization, with supreme unity and cohesion, is bound to and fully supportive of the efforts of our leader," said the statement, which was distributed by the Kurdish news agency DEM.

Mr. Öcalan is on trial for treason in a case that could lead to his execution. In the opening session of his trial Monday, he apologized for his role in the war, which has cost more than 30,000 lives including those of more than 5,500 Turkish soldiers.

"Our chairman takes the great initiative that befits a great warrior," the guerrillas said

in their statement. "To apologize shows greatness, and to apologize for huge responsibility shows his greatness."

But while the guerrillas expressed willingness to embrace Mr. Öcalan's call for an end to hostilities, they also said they were ready to fight on if the Government did not respond.

"If the Turkish Republic and the various interlocutors in the region and the world think this is weakness, they are badly mistaken," the guerrillas asserted. "We have made every preparation and are ready to fight on in the same way we have fought for 15 years. But we say that 15 years of war is more than enough."

Mr. Öcalan's statements at his trial were evidently as surprising to his followers as to his longtime enemies. At first, his party had

made no official comment. Backers of his cause in Europe have been divided, some expressing solidarity and others warning that he might have been speaking under the influence of drugs or pressure from his jailers.

The statement Wednesday suggested that even from his position as a prisoner, Mr. Öcalan might retain enough authority to order an end to the conflict in southeastern Turkey.

The conflict has not stopped yet, however. Guerrillas reportedly killed two soldiers Tuesday night, and a commando carried out a suicide attack on an army checkpoint.

It is far from certain how or even whether the Turkish authorities will respond to Mr. Öcalan's peace offer. For years they have vowed never to negotiate or compromise with Kurdish guerrillas, whom they describe as terrorists.

In his testimony Monday, Mr. Öcalan said he was willing to call on his fighters to lay down their weapons. But he said Kurds would not be satisfied unless the government granted them greater cultural and linguistic rights.

In the past, the Turkish authorities have rejected such calls. They fear that concessions will lead to demands for more concessions, and ultimately to calls for the autonomy or independence of the Kurdish region.

In recent months, however, prominent figures including the chief judge of Turkey's highest court have urged the government to repeal laws that limit political freedom here. They include one that restricts use of the Kurdish language.

One of the political leaders who will have a voice in shaping future policy toward Kurds and Kurdish rebels, President Süleyman Demirel, called on the rebels to heed Mr. Öcalan's call and give up their fight. He did not, however, give any indication that the government was planning a formal reply to Mr. Öcalan's offer.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JUNE 4, 1999

## Advocate of Talks With Kurds Enters Prison in Turkey

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — Turkey's best-known human rights activist entered prison Thursday to serve a nine-and-a-half-month sentence for giving speeches judged to be subversive.

Akin Birdal, the chairman of the Human Rights Association, who was shot and seriously wounded last year, has urged the state to reach a peaceful settlement with Kurdish rebels. Such statements are illegal in Turkey because they are said to constitute support for terrorism.

The law under which Mr. Birdal was convicted bans statements "inciting the people to enmity by dividing them along religious, linguistic or racial lines." In recent weeks, the law has been used to convict two journalists, a university professor and an aide to Mr. Birdal.

A growing number of Turks, including the senior judge, have called for the repeal of this and

similar laws. Military commanders and their supporters, however, say the laws are necessary if the state is to defend itself against religious fundamentalism and the separatist guerrilla movement known as the Kurdistan Workers Party.

Mr. Birdal's case may prove especially embarrassing for Turkey because he is well-known in human rights circles around the world.

The International Helsinki Federation for Human Rights described him as a "well respected, prominent human rights figure" and accused the government of harassing him and other critics. Amnesty International is launching a campaign on his behalf that may include offers from Western intellectuals to come to Turkey and serve part of his sentence.

Last year, newspapers reported that an imprisoned former rebel commander had told interrogators that Mr. Birdal was a rebel agent. No proof was ever presented and later doubt

emerged that the prisoner had ever made such a statement.

Soon afterward, gunmen entered Mr. Birdal's office in Ankara and shot him several times. Six men, including a sergeant in the rural police, were arrested. Mr. Birdal said he did not believe they acted alone.

Doctors treating Mr. Birdal say he needs up to two years of physical therapy, but his plea to postpone his prison sentence on medical grounds was denied. He has filed a complaint against doctors from the public hospital where he was treated, charging that they unethically and inaccurately said he could go to prison without endangering his health.

"While in the West intellectuals form lines in front of opera, concert and theater halls, their destiny in Turkey is prison," Mr. Birdal said before entering his Ankara prison Thursday. "This situation serves to underline Turkey's difference from the West."

# La Turquie rejette l'offre de négociation d'Abdullah Öcalan, en jugement pour trahison

L'armée affirme qu'elle ne parlera jamais à un « terroriste »

Le procès d'Abdullah Öcalan, jugé pour « trahison et tentative de diviser » la Turquie au terme de l'article 125 du code pénal qui prévoit

la peine de mort, avait tout juste repris, mardi 8 juin sur l'île d'Imrali, quand le président de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a accordé

une nouvelle suspension de quinze jours aux avocats d'Abdullah Öcalan pour préparer la défense, a annoncé mardi l'agence Anatolie.

## ISTANBUL

de notre correspondante

Le procès d'Abdullah Öcalan avait tout juste repris, mardi 8 juin, sur l'île d'Imrali, après une pause de quelques jours. Après l'intervention du procureur, qui a demandé la peine de mort, une nouvelle suspension d'une quinzaine de jours a été accordée pour permettre aux avocats du dirigeant kurde de préparer sa défense. Le dénouement est attendu à la fin du mois.

Le Parti des travailleurs kurdes (PKK) a sommé les autorités turques de ne pas rejeter l'appel à la paix lancé par son dirigeant, décrivant comme un « suicide pour l'Etat turc » toute décision qui « détruirait notre direction ». Mais le Parti d'action nationaliste (MHP), désormais partenaire au sein de la coalition au pouvoir, a déjà annoncé qu'il voterait en faveur de l'exécution d'Öcalan, lorsque le Parlement se prononcera sur le verdict du tribunal. L'armée turque, pour sa part, a rejeté, dans un communiqué rendu public lundi, toute né-

gociation avec le PKK. « Dans leur lutte contre le terrorisme, les forces armées turques n'ont jamais accepté un terroriste comme interlocuteur. Et il est exclu qu'elles le fassent dans le futur », affirme le texte du communiqué.

Durant son interrogatoire devant la Cour de sûreté de l'Etat, comme lors d'interviews avant sa capture, M. Öcalan avait affirmé avoir eu des contacts indirects avec plusieurs politiciens turcs à la recherche d'une solution politique au conflit kurde, ainsi qu'avec un officier haut gradé de l'armée.

Le climat politique s'annonce tendu, alors que la fin du procès approche. Au cours d'une conférence de presse, le 6 juin, les avocats du chef du PKK ont dénoncé à nouveau la façon dont est conduit ce « procès du siècle », ainsi que le climat d'intense hostilité qui prévaut en Turquie à leur égard et à l'égard de leur client. Les avocats, qui avaient boycotté la quatrième session du procès après avoir été expulsés de leur hôtel à Bursa, sont particulièrement frustrés de

n'avoir pu inviter des familles kurdes du Sud-Est anatolien pour témoigner. Des familles qui ont, elles aussi, souffert du conflit qui a causé la mort de quelque 30 000 personnes.

## LES COMBATS CONTINUENT

Les récits des proches de soldats tombés au combat, qui se sont collectivement portés partie civile contre Abdullah Öcalan, ont constitué la majeure partie de ce procès pour le moins inhabituel. La cinquième session, le 4 juin, fut particulièrement houleuse. Les avocats de la défense, qui avaient tenté de lire un communiqué du PKK soutenant l'appel à la paix lancé par leur client, s'étaient attiré des réactions si hostiles de la part des avocats des familles que le juge, Yurgut Okay, avait demandé à l'un d'eux de quitter la salle.

Mais la véritable « inconnue » de ce procès demeure Abdullah Öcalan lui-même. Le dirigeant kurde qui, jusqu'à récemment, condamnait violemment la Turquie dans ses discours, adopte désormais des

termes respectueux pour parler de la République, tout en maintenant un silence presque total sur les revendications des Kurdes, donnant ainsi l'impression d'avoir fait volte-face pour tenter d'éviter la peine de mort. Le dirigeant kurde, qui affirme avoir compris que la lutte armée était une erreur, veut désormais contribuer à l'effort de paix. Ses excuses, adressées aux familles des soldats victimes du combat, et son offre de coopération, n'ont cependant convaincu personne en Turquie, où l'atmosphère n'est guère au compromis.

Il n'en reste pas moins que la Turquie est à un tournant important. Quel que soit le verdict du tribunal, une approche différente est nécessaire pour résoudre la question kurde après quinze ans d'affrontements meurtriers. Le fait que les combats continuent dans le Sud-Est anatolien, près de quatre mois après l'arrestation d'Öcalan, démontrent que son exécution ne mettrait pas fin au conflit.

Nicole Pope

## Avec Öcalan dans la salle d'audience

Notre correspondante a assisté au procès du leader kurde. Témoignage

### De notre correspondante

Le voyage tient du parcours initiatique. Seuls un petit nombre d'élus – quelques parlementaires, des représentants d'associations européennes et une vingtaine de journalistes – sont autorisés à pénétrer dans la salle d'audience où se déroule, depuis le 31 mai, sur l'île-prison d'Imrali, le procès du chef kurde Abdullah Öcalan, ajourné entre-temps au 23 juin. Il y a d'abord l'embarquement, au petit matin, sur un ferry qui relie la station balnéaire de Mudanya à l'île. Puis, à l'arrivée, chacun est examiné dans les moindres détails : fouille au corps, pho-

tographie de la rétine – aussitôt comparée à l'image prise la veille – enregistré, à l'aide d'un détecteur spécial, de l'odeur corporelle...

Dans la salle d'audience, une ancienne salle de cinéma dont on a conservé les fauteuils de velours bleu, les premières rangées sont occupées par les proches de soldats qui ont perdu la vie en combattant le PKK. Beaucoup portent autour du cou un drapeau turc et tiennent sur leurs genoux la photo du fils ou du mari qui ne reviendra pas. Lorsqu'ils sont appelés à témoigner, certains le font calmement, en lisant une intervention

soigneusement préparée. D'autres éclatent en sanglots. Tous demandent la peine de mort.

Abdullah Öcalan leur fait face, enfermé dans une cage de verre blindé. Le président du tribunal s'adresse à lui en le tutoyant. « Je ne suis pas un chat devant une tasse de lait », s'emporte l'accusé. Il s'insurge contre les titres de la presse turque, qui soulignent avec délectation son attitude soumise, preuve de sa défaite.

Il faut dire que, depuis le début du procès, le chef du PKK tient un discours très conciliant. « La solution du problème kurde est en bonne voie », affirme-t-il en évoquant les mesures prises dans les années 90 pour permettre l'utilisation de la langue kurde. Sans être apparemment gêné de paraître ainsi cautionner une politique qui s'est aussi traduite, dans ces années-là, par l'évacuation forcée

de nombreux villages soupçonnés de sympathie avec le PKK et par des affrontements très meurtriers entre l'armée et la guérilla. Il demande au tribunal de le laisser vivre, afin qu'il puisse convaincre ses combattants de déposer les armes. Et il affirme haut et fort toute son admiration pour Mustafa Kemal Atatürk, le père de la République turque... ●

Nükte V. Ortaç



Öcalan pendant son procès, à Imrali.

L'EXPRESS

10 JUIN 1999

## La langue de bois pour dire Kurde

Dans une circulaire adressée à l'administration, au secteur public et aux médias d'Etat, le gouvernement turc prescrit les mots à éviter et la terminologie correcte à utiliser.

**Termes à éviter :** Guérillero, rebelle.  
**Termes à utiliser à la place :** Terroriste, élément terroriste, bandit.

Insurrection, rébellion kurde, guerre de libération nationale kurde, lutte des Kurdes pour la liberté, soulèvement.

► Activités terroristes.

Opération, opération de nettoyage, opération de sécurité, opération de maintien de l'ordre. ► Poursuite des terroristes et des coupables.

Gens de souche kurde, gens d'origine kurde, citoyens de souche kurde, population de souche kurde. ► Citoyens turcs, nos citoyens que les milieux séparatistes appellent kurdes.

Cessez-le-feu. ► Arrêt provisoire des activités terroristes armées.

Organisation séparatiste, séparatiste. ► Organisation de terreur, terroriste.

Organisation marxiste-léniniste, le PKK marxiste-léniniste. ► Organisation de terreur PKK. Note : à l'étranger, dans des contacts face à face, on peut utiliser

le terme "PKK, organisation marxiste-léniniste".

Parlement kurde en exil. ► Rassemblement contrôlé par l'organisation terroriste PKK.

Député kurde, député ou membre du Parlement kurde. ► Elément de l'organisation terroriste.

Drapeau kurde, prétendu drapeau kurde. ► Symbole de l'organisation terroriste.

Etat kurde. ► Entité du nord de l'Irak. Leaders kurdes (irakiens). ► Les seigneurs ou chefs de tribu de l'Irak du Nord.

*Milliyet, Istanbul*

## TURQUIE

# Öcalan, le dernier procès stalinien du XX<sup>e</sup> siècle

Il ne suffit pas à la Turquie de juger et de condamner Abdullah Öcalan ; on veut également l'avilir, s'insurge le quotidien italien *La Repubblica*.

LA REPUBBLICA

Rome

Le visage bouffi par les coups et les narcotiques, les yeux recouverts d'énormes sparadraps et deux policiers penchés sur lui comme s'ils voulaient l'empêcher de respirer : dès les premières images de son enlèvement, on a tout de suite compris à quoi allait ressembler le procès d'Öcalan.

Aujourd'hui, tout comme dans les procès staliniens, on l'a nettoyé et nourri pour le montrer au reste du monde dans une cage de verre et lui faire prononcer un repentir invraisemblable et, en tout état de cause, contraint. Qui pouvait croire aux confessions énoncées devant les tribunaux soviétiques ?

Les adversaires du régime confessaient les plus infâmes trahisons envers la patrie et le socialisme. Nous savons par des témoignages terrifiants et irréfutables comment l'on faisait des accusés de véritables pantins prêts à dire n'importe quoi pourvu que s'arrêtent la torture incessante, les coups et les humiliations.

Nous savons que de telles horreurs avaient lieu parce que les inquisiteurs cherchaient précisément à empêcher toute vérification. Personne ne peut jurer que le repentir du chef kurde a été extorqué, mais le ton de sa voix, son regard, quelque chose de paralysé et de paralysant dans son attitude, dans sa façon de bouger à l'intérieur de sa cage laissent imaginer le pire. Et, quand on ne veut pas laisser croire le pire, on ne garde pas un prisonnier isolé dans une île inaccessible aux journalistes, aux envoyés d'Amnesty International, aux magistrats et aux médiateurs. Se défendre de leurs



▲ Le procès du leader du PKK, Abdullah Öcalan. Dessin de Habib Haddad paru dans *Al Hayat*, Londres.

ennemis, les emprisonner, les juger et les condamner, cela ne suffit jamais aux dictatures : elles doivent aussi les avilir physiquement et moralement. Dans le cas présent, elles doivent amener le chef de l'indépendance kurde à demander grâce, à implorer pour avoir la vie sauve et même à promettre de collaborer avec ceux qui tiennent son peuple en esclavage. Tout cela comme pour dire aux Kurdes : vous voyez quel est le genre d'homme en qui vous aviez confiance, que vous suiviez et pour qui vous faisiez la guerre !

Aujourd'hui, un procès aussi indigne pose de très sérieuses questions quant au nouvel ordre mondial que l'ONU et l'OTAN prétendent vouloir bâtir. Non seulement la Turquie est un pays qui fait partie de l'OTAN, mais elle demande aussi à être admise dans l'UE. L'Europe, cependant, se reconnaît dans certains principes communs fondamentaux, telles l'abolition de la peine de mort et la publicité des procès.

On pourrait discuter sans fin sur les coulisses plus ou moins légales de

notre lutte contre le terrorisme, mais personne ne peut nier que les procès des Brigades rouges aient été publics et aient bénéficié de toutes les garanties d'un Etat de droit. Ici, un pays qui fait partie de l'OTAN et qui demande à entrer dans l'UE n'a pas hésité à refuser la présence de journalistes italiens, comme pour dire : nous ne tolérons aucune information qui ne serait pas conforme à notre propagande.

La guerre en Yougoslavie, ses conditions, ses justifications semblent avoir redonné de la crédibilité et du prestige à la realpolitik. Mais une Alliance et une Union qui veulent instaurer un nouvel ordre mondial crédible, qui cherchent, même avec l'usage des armes, à sortir une bonne fois pour toutes de la barbarie des nettoyages ethniques, ne peuvent pas ne pas se donner des principes éthiques et civils. Elles ne peuvent pas accepter des partenaires qui considèrent les minorités comme des êtres n'ayant pas de droit et qui humilient l'un de leurs représentants en lui extorquant des confessions.

**Giorgio Bocca**

# Au journaliste docile tous les privilèges

Un millier de journalistes irakiens manient la langue de bois sous le strict contrôle de l'Etat. Saddam Hussein les gâte, et son fils Oudaï vient d'étendre le champ de leurs privilèges.

AL QUDS AL-ARABI

Londres

**L**es journalistes irakiens sont des privilégiés. Grâce au président Saddam Hussein, ils jouissent, sur le plan financier et social, d'avantages incomparables, comme l'ensemble des salariés du secteur des médias, membres du syndicat des journalistes. Leur statut social est en tout cas supérieur à celui des fonctionnaires. En cette période d'embargo, les journalistes sont doublement avantagés : non seulement le Président, de temps à autre, les gâte outrageusement, mais Oudaï Saddam Hussein, son fils qui est aussi leur responsable direct, vient d'étendre le champ de leurs privilèges.

On compte en Irak plus d'un millier de journalistes, mais la pénurie de papier constitue un handicap sérieux pour la fabrication et la diffusion des journaux. L'Etat irakien parvient de temps à autre à relever le défi en se procurant le papier nécessaire "par ses propres moyens", c'est-à-dire en fournissant aux imprimeries du

papier de contrebande en provenance de Turquie. Dans ce contexte, l'Etat considère bien entendu la presse comme une priorité, ce qui a mis un point final à la production de publications culturelles.

La presse irakienne tout entière est soumise au contrôle direct de l'Etat. Si l'existence d'une presse privée est possible en théorie, elle est quasiment impossible dans les faits. Le conseil du syndicat des journalistes imposé aux journaux diverses formes de contrôle, auxquelles ne sauraient échapper des groupes de diffusion privés.

## LES MAGAZINES SONT UN COLLAGE DE COUPURES DE PRESSE

Le conseil du syndicat des journalistes se réunit une fois par semaine pour examiner l'ensemble de la production journalistique ; c'est également dans ce cadre que siège le haut conseil d'administration de la presse, qui vote les sanctions disciplinaires ou la mutation de journalistes d'une publication à une autre ; il supervise directement la presse hebdomadaire. Les revenus du syndicat proviennent des cotisations des membres ainsi que des largesses du Président et de son fils, lequel préside

les comités de rédaction de tous les journaux publiés en Irak.

Il existe en Irak quatre quotidiens, dont un en langue anglaise. Au cours de l'année 1998, quatre nouveaux hebdomadaires sont apparus, ce qui a porté à dix le nombre des hebdomadaires qui paraissent régulièrement, ajoutant une certaine saveur à la production journalistique existante. La crise du papier a eu raison du volume des quotidiens, qui ont renoncé au grand format pour adopter un format tabloïd courant ; ils sont également revenus à des techniques d'impression classiques, voire obsolètes, du fait de la pénurie de pièces de rechange dans la plupart des imprimeries du pays ; enfin, chaque quotidien suspend sa parution un jour par semaine pour limiter la consommation de papier et maintenir les stocks en l'état.

De façon générale, les journaux irakiens n'ont pas accès aux moyens modernes de communication. Les hebdomadaires, en particulier, recourent intégralement à la traduction, voire à la reproduction littérale des journaux et magazines qui ont pu entrer en Irak. Selon le journaliste Fadel Ali, les magazines irakiens sont

un collage de coupures de presse.

On ne trouve à Bagdad qu'une seule société de diffusion pour l'ensemble de la presse. Publier un hebdomadaire en Irak est une opération éminemment rentable, vous diront les Irakiens ; c'est même ce qui rapporte le plus, la presse hebdomadaire étant la plus convoitée. On ne trouve en effet dans le pays, côté quotidiens, que la presse du parti Baas, à l'exclusion d'autres journaux et en l'absence d'autres moyens d'information. La presse hebdomadaire a donc plus de champ libre.

A la différence des quotidiens, les hebdomadaires jouissent d'une certaine marge de liberté. Ils se permettent même de critiquer des hauts responsables. Toutefois, priorité absolue est donnée aux sujets de société, aux faits divers, aux scandales dans les milieux artistiques ou d'affaires. C'est la raison de leur succès. Les hebdomadaires tirent en moyenne à 50 000 exemplaires. Quant aux quotidiens, leurs chiffres de vente ne suffisent pas à couvrir leurs frais ; leur contenu, il est vrai, relève du discours politique officiel.

COURRIER INTERNATIONAL N° 449 34 DU 10 AU 16 JUIN 1999

## MENACES

# Si l'Europe fait pression, Öcalan sera exécuté

**Le chef du PKK sera certainement condamné à mort. Y aura-t-il application de la sentence ? Tout dépendra des forces politiques turques et du climat international, estime le quotidien turc Radikal.**

**Q**ui est Abdullah Öcalan ? Est-il le leader d'un mouvement de libération ou un simple terroriste ? Les Etats-Unis, qui mènent un combat sérieux contre le terrorisme sur le plan international, ont déclaré que le PKK était "une organisation terroriste". Son leader, Öcalan, correspond parfaitement à la définition du "terroriste". Toutefois, certains de nos "amis" occidentaux veulent toujours se garder de le qualifier comme tel bien que l'on sache parfaitement aujourd'hui la nature des actions de ce mouvement responsable de la mort de près de 30 000 personnes. Comment peut-on justifier les massacres perpétrés contre des milliers de paysans, y compris des femmes, des enfants et des vieillards ? Les auteurs de tels actes peuvent-ils être considérés comme les héros d'un mouvement de libération ? Comment qualifier autrement que par le terme de terrorisme l'assassinat

de tous ces instituteurs qui n'avaient pas commis d'autre "crime" que de vouloir alphabétiser les enfants de la région ?

Malgré tous les efforts de la Turquie, les pays occidentaux restent sceptiques et mettent en cause certains aspects de la procédure judiciaire du procès Öcalan. Les diplomates étrangers à Ankara pensent que certains représentants de leurs pays sont profondément dans l'erreur.

L'erreur principale consiste à croire que la Turquie va céder devant l'Occident. Les pressions sont exprimées de manière assez discrète pour l'instant. Mais, si elles augmentent, cela contribuera à créer un climat propice à la mise en application de la condamnation à mort, qui risque d'être le verdict du tribunal. Les diplomates étrangers pensent qu'il y a plusieurs raisons pour lesquelles Öcalan pourrait être exécuté : s'il a une attitude provocatrice au tribunal, si les attentats terroristes du PKK sur l'ensemble du pays augmentent et si les pays européens exercent une forte pression sur la Turquie pour que l'exécution n'ait pas lieu. Nous savons que le Premier ministre, Bülent Ecevit, est contre la peine capitale, mais il

est peu probable que la présence d'un tel homme à la tête du gouvernement puisse influencer radicalement la décision finale. Il ne faut pas oublier la pression énorme créée par des milliers de familles dont les fils ont été tués dans le combat contre le PKK. Il faut tenir compte de l'état d'esprit qui domine cet autre partenaire de la coalition, le MHP [extrême droite], qui est arrivé au pouvoir en exploitant largement la douleur ressentie pendant les funérailles tragiques des soldats morts au cours des affrontements. Il n'y a aucun doute que la personne qui porte la responsabilité première dans la mort de 30 000 personnes sera condamnée à mort. Ce qui importe, c'est de savoir si l'application ou la non-application de cette peine de mort contre un terroriste sera utile ou néfaste pour la résolution du problème principal. Les Occidentaux qui entendent exercer des pressions sur la Turquie ignorent-ils vraiment la personnalité d'Öcalan et l'état d'esprit du gouvernement au pouvoir ?

Mehmet Ali Kislali, Radikal, Istanbul

# La Turquie va-t-elle définitivement tourner le dos à l'Europe ?

*Depuis l'affaire Ocalan, l'attention des médias internationaux est à nouveau braquée sur la Turquie. Avec la question chypriote et le dossier des droits de l'homme, Ankara n'avait pourtant pas besoin du problème kurde pour renforcer une mauvaise réputation qui lui interdit d'intégrer l'Union européenne. Mais désire-t-elle toujours cette adhésion ? Après la victoire des nationalistes de gauche et d'extrême droite aux élections législatives du 18 avril dernier, la Turquie continue de s'interroger sur son identité et pourrait bientôt choisir de tourner définitivement le dos à l'Europe.*

**Un dossier réalisé par  
Olivier Grojean**

**D**ernier épisode en date de « l'affaire Ocalan », le procès du leader kurde a débuté le 31 mai devant la Cour de sûreté numéro deux d'Ankara. A peu près à la même date, la Turquie se dotait d'un gouvernement de coalition entre nationalistes de droite et de gauche et excluait la possibilité de réformer les cours de sûreté de l'Etat, qui comprennent un juge militaire et des procédures pénales plus strictes. Ces événements sont la conséquence logique de la « sale guerre » que mène la Turquie contre les Kurdes depuis quinze ans et des résultats des élections du mois dernier. Les élections législatives du 18 avril avaient en effet vu la victoire du Parti de la gauche démocratique (DSP) de l'actuel premier ministre Bülent Ecevit, suivi de près par le Parti de l'action nationaliste (MHP, extrême droite) de Devlet Bahçeli. La surprise de ce scrutin était la relégation en troisième place des islamistes du Parti de la vertu (Fazilet), héritiers du Refah, ce parti dissous en 1998 pour activités « antilaiques » qui avait pourtant remporté les élections de 1995. Le recul des islamistes était cependant modéré par la résistance du Fazilet aux élections municipales (notamment à Istanbul et Ankara) : les électeurs pourraient ainsi avoir signifié leur volonté d'endiguer le pouvoir des militaires, ennemis traditionnels de la mouvance islamiste. La coalition, qui possède la majorité absolue au Parlement, est donc aujourd'hui constituée du DSP, du MHP et du Parti de la Mère patrie (Anap, centre droit).

Mais comment imaginer que Bülent Ecevit et Devlet Bahçeli, les deux ennemis d'hier, et

aujourd'hui opposés sur l'échiquier politique, se rassemblent au sein d'une coalition nationaliste ? Comment ne pas se souvenir que dans les années 70, les violents affrontements entre les deux tendances ont fait des milliers de morts ? En fait, l'actuel premier ministre a, depuis cette période, mis de l'eau dans son vin en abandonnant ses thèmes gauchistes pour un discours à forte coloration nationaliste. Il avait déjà prouvé son engagement nationaliste en 1974 en ordonnant l'invasion de la partie nord de Chypre (lire notre article ci-dessous). De la même manière, le MHP (parti des « Loups gris », dont le membre le plus célèbre est sans doute Ali Ağca, auteur de la tentative d'assassinat contre le pape Jean Paul II en 1981) a tout fait ces dernières années pour se présenter comme une formation de centre droit. L'idéologie nationaliste peut donc réunir ces deux partis, qui se veulent héritiers du kémalisme tout en rejetant les sentiments pro-européens et la laïcité radicale du fondateur de la République turque.

Car l'héritage d'Atatürk (Père de tous les Turcs) est toujours présent. Après la longue agonie de l'Empire ottoman, dont l'acte de décès fut signé avec le traité de Sèvres de 1918, Mustafa Kemal mène la lutte contre les Grecs et leurs alliés britanniques. Victorieux en 1923, il proclame la République turque. Les lignes directrices du régime sont aussitôt définies : étatismes économique, régime à parti unique (le PRP, le parti d'Atatürk), modernisation, pacification des rapports avec ses voisins, occidentalisation et laïcisation, européanisme mais nationalisme. La proclamation de la souveraineté de la Turquie justifie déjà la lutte contre les séparatistes kurdes. Kemal meurt en 1938 et le régime de parti unique est enterré en droit en 1946. Mais 1946 n'est pas du tout le sacre de la République parlementaire. Comme l'ex-

plique Hasan Basri Elmas, responsable du Centre d'études sur la Turquie, le Moyen-Orient et les Balkans de l'université Paris VIII, « depuis les années 50, la vie politique turque est marquée par un retour en force de l'islamisme et par un mouvement antidémocratique, exacerbé par les conséquences des trois coups d'Etat militaires. » La montée des extrémismes de droite, des socialistes et des séparatistes kurdes ont toujours servi, depuis les années 70, de prétexte à une forte répression.

La fin du parti unique ne met pas fin au kémalisme. Les autres partis continuent à se réclamer d'Atatürk après sa mort (malgré des entorses : l'islamisme est implicitement accepté après 1950) et orientent toujours plus la Turquie vers l'Occident : adhésion à l'Otan en 1951, liens d'amitié avec les Etats-Unis (la Turquie est au cœur de la politique de *containment* du communisme), appartenance au Conseil de l'Europe depuis 1950 (même si les droits de l'homme y sont toujours bafoués), accord d'association à la Communauté économique européenne dès 1963, demande d'adhésion pleine et entière en 1987, et accord d'union douanière avec l'Union européenne en 1995.

L'ancrage dans l'Europe semble donc manifeste depuis les débuts de la République, bien qu'un revirement s'opère vers l'URSS et les pays arabes à partir de 1963. Pour Hasan Basri Elmas, cet ancrage est cependant ambigu : « Depuis 1963 et jusqu'à aujourd'hui, demeure en Turquie cette contradiction fondamentale entre une politique extérieure orientée vers l'Europe et une politique marquée par l'éloignement des valeurs démocratiques prônées par l'Occident sur le plan national. » Après la Seconde Guerre mondiale, la politique étrangère turque pro-européenne semble donc plus motivée par des enjeux stratégiques liés au contexte international de Guerre froide et à des visions expansionnistes (vers Chypre et la mer Egée), qu'à une réelle volonté d'adhérer aux préceptes européens.

Quoi qu'il en soit, le tournant se joue en 1997 lors du sommet européen de Luxembourg : lassée de voir sa candidature à nouveau rejetée après près de quarante ans passés dans l'anti-chambre de l'Union, la Turquie gèle ses relations politiques avec l'UE. Les motifs du refus européen sont clairs : la Turquie viole toujours les droits de l'homme (lire notre article ci-contre),



sa démocratie n'est qu'une façade où l'armée joue un rôle toujours aussi important, les Kurdes et la minorité alévie sont toujours opprimés et le problème chypriote empoisonne les relations avec la Grèce. Mais d'autres raisons officieuses sont à mettre en avant : les Européens imaginent parfois assez mal la présence au sein de l'Union d'un pays musulman de plus de 60 millions d'individus et Bülent Ecevit se plaît à le rappeler lorsqu'il accuse l'Europe d'avoir un « complexe anti-turc ». D'autre part, l'hospitalité qu'a accordée l'Italie au chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Ocalan, en novembre 1998, le refus allemand de demander son extradition, et la complicité de membres du gouvernement grec dans la suite du périple d'Ocalan ont renforcé les doutes de la Turquie sur l'opportunité d'un partenariat avec l'Europe. Toute cette affaire a naturellement influé sur le sentiment national turc et a pu favoriser la victoire des nationalistes aux élections législatives. L'Europe était d'ailleurs étrangement absente des débats de la campagne électorale...

Quelles sont alors les perspectives de la politique intérieure et extérieure turque aujourd'hui ? Pour Gilles Dorronsoro, professeur de sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Rennes et spécialiste de la Turquie, il faut

d'abord relativiser l'influence du changement de majorité dans la vie politique turque : « En Turquie, la victoire aux élections ne donne pas à un parti ou à une coalition le pouvoir de définir une politique nationale à partir de son programme. En effet, les décisions sont prises par le MGK [NDLR : Milli

Güvenlik Kurumu, Conseil national de sécurité], dominé par les militaires et dont le domaine de compétence est extrêmement large (politique étrangère, éducation, lutte contre le crime, privatisations, etc.). » Des inflexions risquent cependant d'avoir lieu, le nationalisme fédérant les partis vainqueurs et la société turque contre les Kurdes. D'autre part, l'implantation de l'extrême droite dans l'administration et dans la police pourrait accroître les risques de violence politique, notamment envers les alévis. Enfin, sur le plan économique, la politique libérale pourrait être abandonnée au profit d'un dirigisme plus marqué.

Toutes ces données montrent que la société et les institutions turques s'écartent de plus en plus du modèle démocratique, libéral, qui est la condition *sine qua non* d'une plus gran-

de intégration européenne. « Le nouveau gouvernement aura probablement une attitude plus rigide sur différentes questions, notamment Chypre, et les tensions avec la Grèce n'ont guère de chances de s'apaiser. Les premières déclarations de Bülent Ecevit sur l'intégration économique entre la Turquie et Chypre sont symptomatiques et l'annexion "de facto" de la partie nord de Chypre pourrait s'accélérer », explique Gilles Dorronsoro, pour qui le nationalisme extrême conjugué à l'état de l'opinion turque laisse présager des relations plus tendues entre l'Europe et la Turquie. « La Turquie a commenté avec Ismail Cem [NDLR : ancien ministre des Affaires étrangères] à redessiner son espace stratégique prioritairement vers les Etats-Unis et l'espace turc, au détriment de ses liens avec l'Europe », ajoute-t-il. Mais les mauvaises relations que la Turquie entretient avec ses voisins arabes et le caractère restreint des liens avec les républiques turcophones de l'ex-URSS laissent peu de marge de manœuvre à Ankara. Reste à savoir si elle choisira un repli sur elle-même pur et simple ou une orientation plus réaliste de sa politique extérieure, qui reposerait sur son identité culturelle et non sur des considérations d'ordre stratégique. A moins que la population ne se charge un jour de faire ses propres choix sans qu'on lui dicte constamment sa conduite et ses principes, dans un pays où, selon une étude du DISK (Confédération des syndicats progressistes), le taux de chômage atteignait déjà 24 % en 1994 et pourrait avoisiner les 40 % en 2001. ■

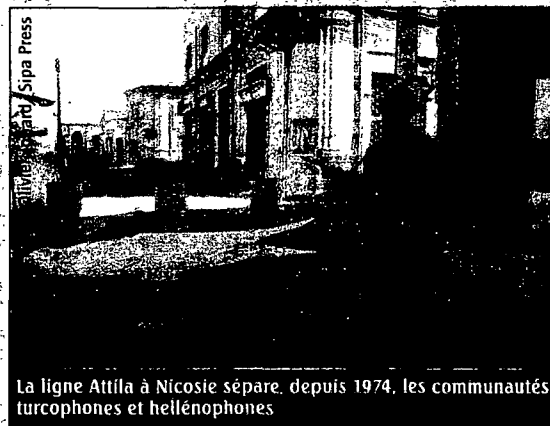
## La pomme de discorde chypriote

**Vingt-cinq ans après la partition de l'île, la question chypriote bloque toujours l'intégration de la Turquie dans l'espace européen. Si tant est que ces négociations soient toujours d'actualité...**

Chypre est le territoire le plus densément armé de la planète. On comprend donc aisément que l'île chypriote est un enjeu important pour Grecs et Turcs. Ancienne colonie britannique, Chypre, dont la population est à 20 % turcophone et à 80 % helléno-phonie, devient une République « indépendante » bicommunautaire en 1960. Mais quand, en 1974, la junte d'Athènes tente par un putsch d'annexer l'île à la Grèce, les Turcs ripostent immédiatement en occupant tout le nord de l'île et en y installant un gouvernement à leur dévotion, qu'Ankara est seule à avoir reconnu. La « ligne Attila » sépare désormais deux régions « ethniquement pures » et 35 000 soldats turcs stationnent toujours au nord de l'île.

Vingt-cinq ans après la division, les Chypriotes grecs considèrent que l'entrée dans

l'Union européenne serait la meilleure voie pour faire tomber le dernier mur en Europe. Au nord aussi, de nombreux chypriotes-turcs esti-



La ligne Attila à Nicosie sépare, depuis 1974, les communautés turcophones et hellénophones

ment qu'une fédération réunissant les deux régions permettrait de mettre fin aux tensions toujours vives entre les communautés. Dans cette optique, Nicosie (capitale de la partie grecque) a exprimé officiellement en 1990 sa volonté d'adhérer à la CEE. Cette demande avait implicitement pour but d'européaniser la question chypriote et d'inciter les Européens à chercher des solutions. Mais malgré l'acceptation du dossier en 1995 et le début des négociations en avril 1998, le problème demeure

entier. Nicosie est d'ores et déjà « apte » économiquement à entrer dans l'UE, mais la plupart des partenaires européens refusent l'idée d'un pays divisé au sein de l'Union. Par ailleurs, Ankara s'est déclarée prête à annexer le nord de l'île si Nicosie adhère seule. Mais Nicosie a, elle aussi, contribué au durcissement turc par l'achat (finalement reporté) de missiles S-300 à la Russie, destinés à contrer d'éventuelles agressions aériennes turques, ce qui a conduit à la « crise des fusées » fin 1998.

Le conflit est aujourd'hui dans l'impasse : la Turquie n'acceptera de retirer ses troupes que si elle obtient des mesures compensatoires importantes. La promesse d'une adhésion future à l'Union européenne aurait pu débloquer le problème il y a encore quelques années. Mais la résolution du problème chypriote, de la même manière que la nécessité de trouver une solution au problème kurde et à celui des droits de l'homme en Turquie, était une condition préalable à toute négociation avec Ankara sur son entrée dans l'Union. Aujourd'hui, cette perspective ne semble plus intéresser la Turquie. L'Europe devra donc trouver une autre monnaie d'échange si elle veut régler le problème chypriote. ■

# Nouvelles menaces sur les droits de l'homme

**L'accession au pouvoir du nouveau gouvernement nationaliste n'est pas de nature à favoriser une amélioration de la question des droits de l'homme à Ankara. C'est du moins l'analyse faite par Bénédicte Chesnelong, spécialiste de la Turquie.**

## Un entretien avec Bénédicte Chesnelong

avocate et chargée de mission pour la Turquie à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme

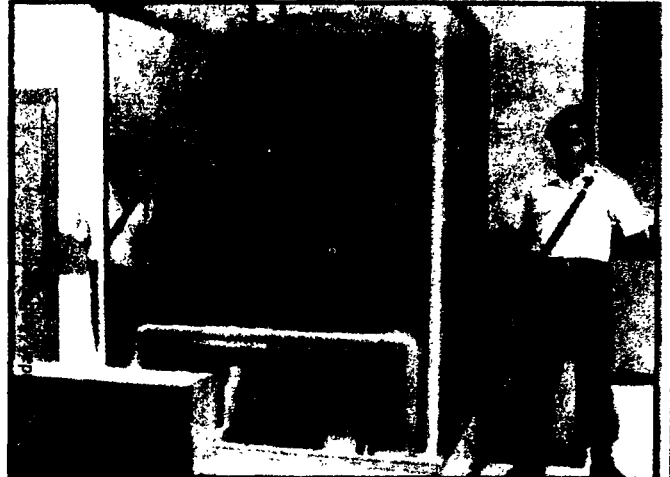
### ► Quelle est la situation actuelle des droits de l'homme en Turquie ?

– La situation générale n'est évidemment pas satisfaisante. Des intellectuels et des journalistes sont régulièrement emprisonnés, les juridictions d'exception sont toujours présentes, et les droits de l'homme sont particulièrement bafoués dans le sud-est, région où la répression des Kurdes est la plus active. En ce qui concerne la liberté de la presse, deux problèmes cristallisent les attentions : le problème kurde et l'islamisme. Dans le cadre de l'ancien article 8 de la loi antiterroriste, réintroduit en 1995 dans l'article 312 du code pénal, les journalistes émettant des opinions prokurdes, islamisantes, ou défavorables au gouvernement ou à l'armée, peuvent être pour-

suis devant la Cour de sûreté de l'Etat. Des cas de torture existent toujours dans les prisons, le plus souvent sur des militants de base. Par ailleurs, même si les minorités ne sont pas légalement discriminées, l'idéologie kémaliste niant toutes les différences culturelles ne permet pas la reconnaissance des minorités kurdes ou aléviennes. La démocratie en Turquie a donc toujours d'énormes progrès à faire.

### ► Après la victoire des nationalistes, doit-on craindre une recrudescence des violations des droits de l'homme, qui élargirait davantage la Turquie de l'Europe ?

– On peut effectivement présager un durcissement des mesures contre les libertés publiques. La loi d'amnistie, en projet, risque d'être uniquement symbolique et très limitée. Mais la politique intérieure dépend des pressions internationales que pourront exercer les Etats-Unis et l'Europe. L'Europe a aujourd'hui perdu beaucoup d'influence et la Turquie, depuis le sommet de Luxembourg et l'arrestation d'Ocalan, semble se tourner davantage vers la Russie et les Républiques turcophones issues de l'ex-URSS. Mais les Américains, très influents en Turquie, peuvent toujours jouer un rôle important dans la politique intérieure du pays.



Abdullah Ocalan durant son procès, dont le gouvernement nationaliste voudrait vraisemblablement faire un exemple d'intransigeance face au terrorisme kurde.

### ► Quelle importance revêt le procès Ocalan dans les affaires intérieures et extérieures turques ?

– Le procès d'Ocalan n'est pas le meilleur exemple d'un procès en Turquie car il est utilisé par les nationalistes comme une arme politique. Les résultats des élections ont annihilé tout espoir d'améliorer les choses : Ocalan sera probablement condamné à mort pour satisfaire la population. Mais la question est de savoir s'il sera exécuté. Aucune exécution légale n'a eu lieu en Turquie depuis 1984, et le cas Ocalan risque de créer un précédent. D'autre part, le refus d'accepter des observateurs internationaux met en évidence les priorités souverainistes de la Turquie. Le procès marque déjà une volonté d'exclure la communauté internationale des affaires intérieures turques et sera probablement très court. ■

## 7 Die in Truck-Bomb Attack on Iranian Exiles

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — A truck-bomb attack in Baghdad against an Iranian exile organization killed seven people Wednesday, including an Iraqi, and wounded more than 20, the group said.

Officials of the Mujahidin Khalq said four of its members were killed immediately and two more died in a hospital.

All were traveling in a bus hit by the blast from a pickup truck loaded with explosives, the officials said. An Iraqi civilian was killed on a separate bus hit by the bomb.

A spokesman for the group said the attack took place 15 kilometers (9 miles) north of the capital.

A busload of Iraqis on the other side of the road was also hit and at least 15 people were wounded, a Mujahidin spokesman said. The blast damaged several other vehicles and smashed windows of buildings and houses.

A senior militant, identified as Fariba Mozarmi, 36, a candidate for the organization's command council, was

among the dead. A second Mujahidin woman also died.

The bus was headed for the Mujahidin's Ashraf base, 100 kilometers from Baghdad.

It was the second attack this week against the Mujahidin Khalq, which opposes the Tehran government. On Sunday, the group said that two bombs had exploded near its headquarters in Baghdad but caused no casualties.

The Mujahidin has taken responsibility for the assassination in April of the deputy joint chief of the Iranian staff, Lieutenant General Ali Sayyad Shirazi, and Tehran had threatened to avenge the killing.

The organization blamed Tehran for the attack Wednesday. "The Mujahidin reserves the right to self-defense and to respond to this terrorist attack," an official said.

The exile group uses Iraq as a springboard for attacks into Iran and has several bases equipped with tanks, heavy guns and helicopter gunships close to the Iranian border.

(Reuters, AFP)



# Iran Accuses 13 of Spying For 'Zionists'

Reuters

TEHRAN — Iran says it has arrested 13 suspects from a "Zionist" espionage network in the southern province of Fars and accused the United States and Israel of trying to "sensationalize" the affair.

The 13 suspects "played a vital role in the espionage network and they were arrested on the orders of the court," a senior intelligence officer told the official Iranian press agency, IRNA, late Wednesday.

It was the first official word from Iran on the arrests. Both the United States and Israel have denied that spying took place and have called for the suspects' release.

The U.S. State Department said Tuesday that it was aware that 13 members of Iran's Jewish community had been arrested and were expected to be charged with espionage for Israel and the U.S. It said the arrests sent "a very disturbing signal."

A spokesman for Iran's Foreign Ministry, Hamid Reza Assefi, alluded Thursday to "irresponsible statements by certain uninformed and prejudiced circles" about the arrests. He dismissed reports that the arrests were based on the detainees' religious affiliation and said the constitution protected the rights of minorities, Tehran radio reported.

The official radio quoted Mr. Assefi as saying the case would be taken up by

the judiciary in a "completely independent manner," and accused the United States and Israel of trying to sensationalize the scandal.

"Iran, which has been the constant target of foreign conspiracies over the last 20 years, reserves the right to arrest and try the spies and considers any attempt to hype this affair as an act of foreign interference in its internal affairs," Tehran radio said in a commentary.

Washington said it had learned of the arrests in April, while Israel said the first arrests had been made in January.

According to reports circulating among Western diplomats, up to 30 Iranian Jews were detained several months ago in the cities of Shiraz, capital of Fars Province, and Isfahan. Iranian officials declined to confirm those reports.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

JUNE 11, 1999

# Iraq Warns Iran After 3 Scud Missiles Strike Base

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Iraq accused Iran on Friday of firing three long-range missiles into a military base of the Iranian Mujahidin Khalq in Iraq and threatened a riposte. The mujahidin, based in Iraq since 1986, mounts cross-border raids and regularly accuses Iran of attacks.

"Let the Iranian regime be warned against continuing these aggressive actions, which constitute a dangerous escalation and a threat to the sincere efforts made to restore good neighborly relations," a government spokesman told the official Iraqi press agency, INA. "Iranian leaders are wrong to believe there will not be any riposte," he said.

Iraq denied what it called "wild claims" by Iraq about Iran's involve-

ment in that attack.

Mujahidin bases have been the target of air and rocket attacks by Iran before, but mujahidin officials said Wednesday's blast was the worst since 1993, when the group moved to Iraq.

Iraq appears to have stepped up attacks on the mujahidin since the group claimed two months ago it had assassinated the Iranian armed forces' deputy chief of staff, Lieutenant General Ali Sayyad Shirazi.

Mr. Sayyad Shirazi was shot by gunmen as he left home for work on April 10. President Mohammed Khatami of Iran responded by warning that the mujahidin had "dug their own grave."

A spokesman for the mujahidin, the main armed Iranian opposition, said three Scud-B missiles hit the group's Ashraf base, 110 kilometers (68 miles) northeast of Baghdad, near the border with Iran. A fourth exploded in flight.

None of the mujahidin fighters were wounded, said a spokesman, Farid Sulaimani. The Scuds were fired from an Iranian revolutionary guard base called Muntazari, according to the spokesman.

## ■ 13 Jews Face Execution in Iran

Iran's judicial chief warned Friday that 13 Jews charged with spying for Israel risked execution in a case that threatens to cloud efforts by the moderate Pres-

ident Mohammed Khatami for detente with the West, Agence France-Presse reported from Tehran.

As thousands of angry worshippers at weekly Muslim prayers called for blood, the judicial chief, Ayatollah Mohammed Yazdi, insisted it was a case of "treason" and that the 13 suspects would be tried and sentenced in accordance with Islamic law.

Tehran announced Thursday that the 13 Jews who were arrested in the past two to three months would be tried in an Islamic court on charges of espionage, dismissing an international outcry as interference in its domestic affairs.

## ■ Butler Appointment Draws Ire

A Baghdad newspaper on Friday condemned the United States for, it said, appointing the former UN chief weapons inspector, Richard Butler, to a prestigious think-tank, charging that Washington wanted to reward him for spying on Iraq, Reuters reported.

"The appointment is just like the end-of-service reward that America wants to offer to its spy Butler," said the ruling Ba'ath party daily Al Thawra.

Mr. Butler, an Australian diplomat who headed the UN Special Commission charged with disarming Iraq, will join the New York-based Council of Foreign Relations on July 5.

LE MONDE / SAMEDI 12 JUIN 1999

# Turquie : les procédures judiciaires contre les journalistes se multiplient

ISTANBUL. Le journaliste américain Andrew Finkel, correspondant en Turquie de l'hebdomadaire américain *Time*, du quotidien britannique *The Times* et de la chaîne de télévision américaine CNN, a comparu jeudi 10 juin devant un tribunal à Istanbul, pour avoir « insulté les institutions étatiques », en vertu de l'article 159 du code pénal. Dans un article publié

en février 1998 par le quotidien turc *Sabah*, Andrew Finkel avait décrit les opérations lancées par l'armée turque contre les rebelles kurdes du PKK, dans le Sud-Est anatolien.

Le 8 juin, les autorités turques ont également arrêté Hasan Deniz, le rédacteur en chef du quotidien pro-kurde *Ozgür Bakis*. En mai, l'éditorialiste turc Oral Alislar avait été condamné à 13 mois d'emprisonnement pour avoir publié, en 1993, un entretien avec Abdullah Öcalan, le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et un autre avec Kemal Burkay, le chef du Parti socialiste kurde, le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a protesté auprès du premier ministre Bülent Ecevit, demandant l'abolition des lois qui limitent la liberté d'expression. — (Corresp.)

# L'inefficace stratégie du pardon

Le chef du PKK prend ses distances vis-à-vis de l'organisation et demande à Ankara d'entamer le dialogue avec les séparatistes. Vaine tentative.

Debout derrière sa cage de verre à l'épreuve des balles, Abdullah Ocalan, dont le procès pour "atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie" a débuté le 31 mai devant la Cour de Sécurité de l'Etat d'Ankara siégeant sur l'île-prison d'Imrali, est un mort en sursis. Au terme d'une première semaine d'audience, le chef du PKK aura pourtant tout essayé pour éviter une condamnation réclamée par une grande partie du pays qui aura eu droit à un repentir humiliant mais sans doute inutile.

Dès l'ouverture des débats, le mea-culpa surprise d'Ocalan en a fait bondir plus d'un au sein de l'organisation kurde. "J'appelle à un arrêt de la lutte armée. Le PKK ne doit plus s'opposer à l'Etat turc démocratique (...) J'ai atteint le point où je comprends, même si c'est trop tard, que ma vie peut avoir un sens pour la Turquie (...) Arrêtez de mourir pour moi" s'est-il exclamé à l'adresse de ses militants. Il s'est également dit prêt à se mettre "au service de l'Etat turc" pour la "paix et la fraternité" entre Kurdes et Turcs et déclare n'avoir été soumis "à aucune sorte de pression" ni subi de mauvais traitement après sa capture le 15 février dernier. La Grèce, l'Italie, la Russie et le Kenya en ont pris pour leur grade : tous auraient fourni une aide logistique et financière au mouvement. Bref, tout ce que la Turquie rêvait d'entendre. Ocalan en fait même parfois trop et il se contredit : il s'est désolidarisé de ses compagnons d'armes en rejetant la responsabilité des attaques contre des objectifs civils et touristiques sur des "éléments rebelles incontrôlables" alors qu'il déclarait au premier jour du procès "être responsable de tous les agissements de son organisation".

Cette tentative désespérée d'échapper à la corde n'a évidemment pas arrangé le travail de défense des avocats dont les rangs se sont encore éclaircis depuis le début du procès en raisons de pressions continues et de menaces sur leur sécurité (1). Elle a surtout obligé le PKK, en manque de soutiens internationaux et peu désireuse de perdre la face, à suivre officiellement celui qui est encore son chef et à soutenir son appel. Vingt-quatre heures après les déclarations d'Ocalan, le conseil de commandement du parti séparatiste déclarait dans un communiqué que "quinze années de guerre, c'est plus qu'assez" et qu'"une prolon-



Photo AFP

Procès d'Abdullah Ocalan (assis à droite dans un box vitré)

gation de la guerre ne profitera à personne". Mais le PKK est resté prudent : aucun arrêt unilatéral des combats n'a été annoncé et un refus par Ankara de la main tendue "équivalait à un suicide de l'Etat turc." "Toutes les formes de lutte (...) seraient alors légitimes," menace le mouvement qui prépare déjà ainsi l'après-Ocalan

en montrant qu'il peut se passer de son leader charismatique.

## Réactions triomphalistes

Spectaculaire, la volte-face d'"Apo" n'a apparemment rien de spontanée. Selon un journaliste du quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, Ocalan semblait

"effrayé et clairement amaigri (...) Ses mots au tribunal sont hésitants, comme si on lui avait demandé de réciter un texte par cœur." Cent jours de confinement, une intense pression psychologique et un emploi supposé de drogues y sont aussi pour quelque chose. Provoqué ou empreint de sincérité, ce revirement ne changera de toute façon pas grand-chose au destin du chef rebelle qui devrait rejoindre celui d'un de ses lieutenants, Semdin Sakik, condamné le 20 mai dernier à la peine capitale pour le meurtre de 283 personnes par le PKK. Confortées dans leur sentiment de victoire sur les Kurdes, les autorités, pressées d'en finir, ne saisiront pas la perche tendue par ceux qu'elles qualifient de "terroristes" membres d'une "organisation criminelle". Au contraire, elles pavoi-



Photo AFP

Ocalan pendant l'audience

trouve votre chef ?" a notamment lancé le président Suleyman Demirel aux rebelles, avant d'ajouter : "Déposez vos armes et rendez-vous !" Les familles des victimes de la rébellion, dont les témoignages contre le "tueur de bébés" ont été abondamment relayés dans la presse, alimentent la haine d'une opinion publique qui ne souhaite pas d'autre issue que l'exécution d'"Apo".

C'est donc sans surprise que le Parquet général de la Cour de Sécurité a requis le 8 juin, comme lors de l'instruction, la peine de mort. Interrompu aussitôt après, le temps pour les avocats de préparer une défense afin de sauver les apparences, le procès a repris le 23 juin. Sitôt le verdict prononcé, le Parlement devra entériner la décision. Un moment très attendu par les extrémistes de droite du MHP, fortement représentés dans la nouvelle assemblée et qui donneront avec leurs alliés gouvernementaux le coup de grâce judiciaire à un probable futur martyr de la cause kurde.

Christophe Direszian

(1) Le premier d'entre eux, Ahmed Zeki Okcuoglu a refusé de participer au procès, qu'il qualifie de "farce"

## Le difficile travail des journalistes

Avec près de 800 journalistes et observateurs désireux de suivre les débats, le procès d'Ocalan est l'événement médiatique le plus important que la Turquie ait connu depuis longtemps. Mais la communauté internationale et la presse ont beau avoir les yeux rivés sur sa justice déjà contestée, Ankara continue d'appliquer, sous couvert de mesures de sécurité, sa conception toute particulière de la liberté d'information.

Vingt journalistes à la fois (dont huit étrangers) ont été autorisés quotidiennement à se rendre sur Imrali après un véritable parcours du combattant imposé par les autorités. Pour les heureux admis, la fouille est systématique - les mains sont également examinées pour voir si elles ne contiennent pas de traces d'explosifs - et les forces de sécurité prennent les empreintes digitale et rétinienne avant l'embarquement depuis la ville de Mudanya qui fait face à l'île. Les

représentants de la presse ne peuvent emmener ni ordinateurs, ni téléphones portables, ni appareils photo. Le papier et le stylo sont tout de même fournis sur place. Seules exceptions à cette règle draconienne : l'agence semi-officielle Anatolie qui disposait d'un centre sur place. La radio-télévision publique TRT est la seule habilitée à retransmettre les procès, avec des images soigneusement sélectionnées et des commentaires politiquement corrects (voir *Faits et Gestes*). Au cours des audiences, douze "auditeurs" (terme officiel employé par Ankara, et non "observateurs") étaient autorisés à suivre les débats. Encadrement strict, contrôles, entraves : la Turquie n'aimerait-elle décidément pas que le monde se penche sur le fonctionnement réel de sa justice ?

C.D.

## Treize juifs iraniens accusés d'espionnage au profit d'Israël et des Etats-Unis

Les autorités israéliennes démentent ces allégations et réclament leur libération

Treize juifs iraniens, arrêtés depuis plusieurs semaines pour des délits mineurs, viennent de se voir notifier une accusation d'espionnage au

profit d'Israël et des Etats-Unis. Les autorités de l'Etat hébreu ont démenti les accusations iraniennes et multiplient actuellement les dé-

marches pour éviter le pire. Il y a deux ans, deux juifs accusés d'espionnage avaient été condamnés à mort et pendus en Iran.

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Est-ce la répétition d'un sinistre drame ? Il y a deux ans, deux juifs iraniens inculpés d'espionnage au profit d'Israël avaient été condamnés à mort et pendus. Poursuivis, dans un premier temps, pour une infraction financière, les deux accusés avaient été subitement inculpés d'espionnage, condamnés puis exécutés. C'est, pense-t-on en Israël, ce qui risque de se reproduire avec l'arrestation de treize juifs iraniens qui, d'abord accusés de délits mineurs, viennent, après plusieurs mois de détention, de se voir notifier une inculpation d'espionnage au profit du « régime sioniste » et de « l'arrogance mondiale », formule qui désigne les Etats-Unis. L'espionnage au profit d'Israël et des Etats-Unis est, en Iran, un crime spécifique puni de mort.

Selon des sources proches des familles, douze des treize accusés seraient originaires de Chiraz, dans le sud du pays, et d'Ispahan. Un seul

viendrait de Téhéran. Les accusés seraient d'origine très modeste, plusieurs d'entre eux exerçant dans leur communauté des fonctions de rabbins, d'enseignants en hébreu et en judaïsme, de circonciseurs ou de responsables du cimetière juif. Ils auraient été arrêtés en janvier - certains en mars - et d'abord accusés de blanchiment d'argent, d'exportation illégale d'objets culturels et de vente de vin à des musulmans. Ce n'est que le 7 juin, par une émission de Radio Téhéran en langue anglaise, toujours attentivement écoutée à Jérusalem, que les autorités iraniennes ont annoncé que les accusés devraient désormais répondre d'activités d'espionnage. Ces dernières charges ont été confirmées, jeudi 10 juin, par un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, accompagnées d'une mise en garde contre toute « ingérence dans les affaires intérieures » du pays.

### CHANGEMENT DE CAP

Rendue publique le 8 juin en Is-

raël, où elle a provoqué une profonde émotion, l'arrestation des « treize » était en réalité connue depuis plusieurs mois, grâce, notamment, aux démarches des familles habitant Israël, les Etats-Unis et la France. Dès le mois de mai, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) faisait état de l'arrestation de vingt-deux personnes « arrêtées pour des motifs inconnus, il y a quelques semaines, et dont on reste sans nouvelles ». Le président du CRIF, Henri Hajdenberg, avait alors demandé, sans succès, audience auprès de l'ambassadeur d'Iran à Paris. D'autres démarches avaient été menées auprès du ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, qui, préoccupé, avait averti l'Union européenne et demandé à l'ambassadeur de France à Téhéran de suivre le dossier de près.

Pour sa part Israël a préféré garder l'information confidentielle, menant de discrètes approches, via des canaux privilégiés liés au monde des affaires, pour tenter

d'obtenir la libération des accusés. Mais l'annonce, le 7 juin, de poursuites pour espionnage, incrimination dont personne n'avait jusqu'à entendu parler, a provoqué un brutal changement de cap. « Cette nouvelle nous a surpris en même temps qu'elle nous a inquiétés, a affirmé au Monde un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. L'affaire d'il y a deux ans et son issue tragique nous ont traumatisés. Lorsqu'on entend parler d'arrestations de juifs, puis de procès pour espionnage, c'est pour nous un signe inquiétant. »

Dès le lendemain, dans un bref et inhabituel communiqué, le ministre des affaires étrangères, Ariel Sharon, a démenti que les accusés aient entretenu un quelconque contact avec « une agence israélienne de renseignement », accusant Téhéran de les avoir arrêtés « au seul motif qu'ils sont juifs » et demandant leur « libération immédiate ». D'autres démarches ont été effectuées tant auprès du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, que du

président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève, Cornelio Sommaruga.

Fort de quinze à vingt mille membres (contre plus de 100 000 avant la révolution islamique de 1979), la communauté juive d'Iran bénéficie d'un statut officiel de minorité religieuse, reconnue et protégée au même titre que le christianisme et le zoroastrisme. Les juifs

iraniens disposent ainsi d'un représentant au Parlement, ce que les autorités iraniennes omettent rarement de rappeler pour souligner qu'il n'existe aucun problème juif dans le pays.

De fait, et même si une vingtaine d'entre eux ont été pendus depuis 1979, la minorité religieuse la plus persécutée d'Iran n'est pas les juifs

mais les bahais. Forts de quelque 300 000 membres, ceux-ci ne pratiquent pas une religion reconnue en Iran. Plus de 200 d'entre eux, accusés la plupart du temps de prosélytisme, ont été exécutés en dix-neuf ans, souvent dans des conditions de légalité douteuses (*Le Monde* du 25 juillet 1998). Cependant, l'idéologie violemment anti-

israélienne des mollahs, comme les aléas des luttes de pouvoirs qu'ils se livrent, placent parfois les juifs d'Iran dans des situations de précarité soudaine. A Jérusalem, les bons observateurs de la réalité iranienne estiment que l'épisode actuel pourrait en être une nouvelle et préoccupante illustration.

Georges Marion

## Londres propose de « suspendre » l'embargo imposé à l'Irak

### Les conditions imposées sont critiquées par la Russie

NEW YORK (Nations unies)  
de notre correspondante

Brisant, au moins en apparence, un tabou sur le dossier irakien, la Grande-Bretagne a proposé, mardi 15 juin, de « suspendre » les sanctions économiques imposées à Bagdad. A en croire les diplomates britanniques, c'est le signe d'une évolution positive vis-à-vis du gouvernement irakien. Le texte est toutefois assorti de sévères conditions, inacceptables notamment par Bagdad, Moscou et Pékin. Le texte britannique est en concurrence avec un projet russo-chinois, prévoyant la suspension des sanctions, en échange de la mise en place d'un nouveau mécanisme de désarmement de l'Irak.

Pour que les sanctions économiques soient suspendues, Londres exige en effet que l'Irak réponde aux

questions en suspens sur ses armes de destruction massives, disposition plus rigoureuse que la résolution 687 de 1991, qui stipule que les sanctions seront carrément levées une fois que Bagdad aura été désarmé. La Grande-Bretagne demande aussi la mise en place de contrôles financiers très stricts, pour empêcher le gouvernement irakien de disposer librement de ses revenus. Le texte prévoit la suppression du plafond de 5,26 milliards de dollars que l'Irak est autorisé à générer de la vente de pétrole - dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture ». Si l'Irak coopère pleinement avec un nouveau mécanisme de l'ONU pour le désarmement, les sanctions seront suspendues pour une période de cent vingt jours, renouvelable par un vote du Conseil de sécurité.

Ladite commission d'inspection et de surveillance de l'armement irakien (Uncim), qui remplacerait l'Unscim, et qui reste à créer, disposerait d'un délai de quatre-vingts jours après le début de ses travaux sur le terrain, pour établir la liste des « principales tâches qui subsistent » avant de dresser un bilan de l'armement nucléaire, biologique, chimique et balistique de l'Irak. Un délai de cent vingt jours lui serait octroyé pour établir un rapport disant si l'Irak a satisfait les exigences de son désarmement. Si la réponse est positive, les compagnies pétrolières étrangères seraient autorisées à investir en Irak. La suspension des sanctions interviendrait au terme d'une période probatoire de quatre mois.

#### « UN GRAND PAS EN ARRIÈRE »

« L'Irak serait fou d'accepter ce texte, qui est encore plus dur que toutes les résolutions du Conseil de sécurité », commente un diplomate, pour qui il ne suffit pas « de prononcer le mot magique de "suspension" des sanctions ». De fait, l'Irak qui, estiment certains diplomates, « semble aussi satisfait que Washington du statu quo » n'a même pas l'intention, disent ses représentants à l'ONU, d'examiner la proposition britannique.

Premier à réagir, l'ambassadeur russe, Sergueï Lavrov, a estimé qu'il

s'agissait là d'« un très grand pas en arrière, par rapport aux termes même du cessez-le-feu ». Ce projet de résolution, a-t-il dit, ne répond pas « à la question principale, qui est comment restaurer une présence onusienne en Irak et reprendre le contrôle du désarmement ». L'ambassadeur américain, Peter Burleigh, juge au contraire que le projet de texte est « assez satisfaisant », dans la mesure où il répond aux préoccupations américaines sur le « désarmement véritable et sur le contrôle financier strict » de l'Irak. La France préfère, selon des diplomates, continuer des négociations bilatérales, pour faire émerger « une position raisonnable permettant le retour de l'ONU en Irak ». Une réunion sur le texte britannique devait avoir lieu, jeudi 17 juin, entre les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Certains diplomates n'en estiment pas moins que, en incluant pour la première fois dans un texte le mot « suspension » des sanctions, Londres a « brisé un tabou » et isolé les Etats-Unis au Conseil de sécurité. Selon eux, la Grande-Bretagne est « le seul pays au monde » en mesure de faire évoluer la position dure des Etats-Unis sur le dossier irakien.

Afsané Bassir Pour

## IRAN

### Les ambitions modestes du dernier des Pahlavi

Au bout de vingt ans d'exil, Reza Chah II n'espère plus gouverner l'Iran un jour. Mais il serait heureux que le public vienne consulter son site Internet.

La Majesté impériale Reza Chah II mange de petits concombres iraniens disposés dans un bol, pour adoucir sa gorge irritée. Il les croque à grand bruit, sans un regard pour l'énorme plateau de pâtisseries que son hôtesse londonienne a placé devant lui. Mais ni les concombres qu'ils croquent, ni l'enrouement de sa gorge ne peuvent interrompre le flot bouillonnant de ses pensées. Il est étonnant de constater à quel point cet homme, qui a passé la première moitié de sa vie à penser qu'il monterait sur le trône du Paon et la seconde moitié à annoncer la chute imminente des ayatollahs, donne encore aujourd'hui l'impression de vivre dans l'urgence. Il y a longtemps déjà qu'il aurait

dû rejoindre les rangs des monarques en exil qui naviguent sur leurs yachts ou réussissent brillamment dans les affaires. Au lieu de cela, il parcourt le monde, porteur de messages d'espoir pour la diaspora iranienne.

On est peut-être aussi loin de l'effondrement de la République islamique qu'il y a vingt ans, lors des dramatiques événements qui aboutirent au renversement de feu son père ; ou qu'il y a dix ans, à la mort de l'ayatollah Khomeyni. Mais Reza Pahlavi, optimiste de métier, estime que les « forces du changement » sont en train de prendre leur élan, et il est prêt à leur servir de catalyseur si quelqu'un en exprimait le besoin. Il fut un temps où il pensait que la monarchie constitutionnelle était le meilleur espoir pour l'Iran. Aujourd'hui, il se montre beaucoup plus circonspect. Il y a cinq ans encore, il parlait de la lutte armée comme seule option définitive. Maintenant, il n'est plus question que

de patience et d'évolution. Les mots « roi » et « dirigeant » n'effleurent jamais ses lèvres. Il désigne le règne de son père comme l'« ancien régime » et emploie volontairement des termes modérés pour définir son rôle dans le rétablissement de la démocratie. Pahlavi est aussi calme qu'il a l'air dur, avec ses sourcils épais et son nez plat hérité de son père. Mais il est beaucoup plus grand que ce dernier, qui se voyait autrefois gratifié des qualificatifs de « Présence supérieure, Ombre de Dieu sur Terre, Lumière des Aryens », et nettement plus conscient du sens dans lequel souffle le vent. Il aura bientôt 40 ans et commence à faire preuve de réalisme alors que l'exil reste sa seule perspective. « Je ne suis pas assez fou pour défendre une chose qui ne peut se faire », dit-il.

La Fondation Mihan (« Mihan » signifie « patrie » en persan), qu'il prévoit de créer cet été, devrait être un immense réseau

d'information et d'éducation entre l'Iran isolé et ce que Reza Chah II appelle le "monde extérieur". La fondation aura abondamment recours à Internet, et son but sera d'établir un lien entre les Iraniens de l'intérieur du pays et ceux de l'extérieur. Pour Reza Pahlavi, elle pourra servir de méca-

nisme de modernisation de l'Iran sans se retrouver prise au piège d'un débat politique. Son grand projet est de restaurer l'image de l'Iran dans le monde, "non comme une nation identifiée au terrorisme et au radicalisme, mais comme une nation qui a été le berceau de la civilisation et qui est encore capable

d'être une société raffinée". Souhaiterait-il un fils pour lui succéder ? "La société dominée par les hommes, ça suffit, répond-il. J'ai déjà une héritière. J'espère que ma fille sera un jour reine d'Iran, avant que les Etats-Unis n'aient une présidente."

Elizabeth Grice  
The Daily Telegraph (extraits), Londres

## Tehran rejects pleas to free 13 held for spying

### Iranian rivals unite to rebuff protests at arrest of Jews

**Genevieve Abdo** in Tehran

International efforts to win the speedy release of 13 Iranians accused of spying for Israel appear certain to fail, according to western diplomats and members of the local Jewish community.

Since Iran confirmed last week that it was holding the 13, it has faced a barrage of criticism. Foreign governments, including Britain, France and Germany, have ordered their representatives in Tehran to lodge complaints with the foreign ministry. Jewish organisations worldwide have condemned Iran and demanded the suspects' release. A formal protest by the EU is expected any day.

The Rev Jesse Jackson, a

longstanding friend of the Jewish community in the US, tried to meet Iranian officials at the UN to negotiate a compromise, but was rebuffed.

There is no sign of Iran budging. "There is no way we can get them out," said one western envoy.

"The question now is what will become of them."

The senior Iranian judge, Mohammed Yazdi, announced last week that the suspects would be tried and, if found guilty, would face the death penalty, the punishment for espionage. To date the judiciary has not made public any evidence against the suspects.

All shades of the political spectrum in Iran have made a distinction between the rights

of law-abiding minorities and national security.

This week President Mohammed Khatami, who western experts say had nothing to do with the arrests, seemed to back the national consensus. He reminded revolutionary guards commanders that Iran respected the rights of all recognised minorities, including Jews, Assyrians and Zoroastrians. And he said he was responsible for protecting those communities.

The suspects were arrested in March. They include a rabbi and several Jews in their 20s and 30s, according to Amnesty International. Some are related.

On Monday Iran's UN mission indicated that some of the suspects were Muslims. They

were allegedly active in Shiraz, a tourist city known for its great Persian poets.

There is some speculation that the spying charges stem from the suspects' email correspondence with people in Israel. Any contact with Israel, Tehran's longstanding enemy, is illegal in Iran.

For three months discreet efforts were made in Iran to secure the suspects' freedom. When the negotiations reached an impasse, Jewish organisations abroad went public. Their leaks to the news media prompted the Iranian intelligence ministry to confirm the arrests on June 9.

Western diplomats say the scandal has been stoked by Mr Khatami's conservative foes to show that the president has no control over the security forces.

"This will definitely hurt Iran's warming relations with the west," said another diplomat. "In terms of any possibility of restoring relations with the United States, this is a great step backwards."

## Britain sets terms for lifting Iraq sanctions

**Ian Black**  
Diplomatic Editor

Britain is offering Iraq a carrot by proposing that sanctions could be suspended if Baghdad resumed cooperation with United Nations efforts to monitor banned weapons of mass destruction.

But foreign office officials confirmed yesterday that a draft UN resolution stipulates that any easing would be coupled with "effective financial controls" to ensure that Iraq could not reacquire nuclear, chemical or biological weapons.

With the Iraq crisis on hold and overshadowed by Kosovo, Britain hopes to persuade the United States to go along with this latest attempt to overcome bitter differences in the UN security council and give Baghdad a fresh incentive to

close the weapons file.

The US said yesterday it was "pleased" with the British proposal, provided Baghdad answered the issues about its arsenal. The chief US representative at the UN, Peter Burleigh, said: "We have some problems with small parts of it but by and large it is something the US can support."

Britain's foreign secretary, Robin Cook, has been keen to emphasise humanitarian concern. France, Russia and China have for a year favoured the suspension or lifting of sanctions, and most security council members want the pressure eased on millions of ordinary Iraqis suffering under embargoes imposed in August 1990, after the invasion of Kuwait.

Britain and the Netherlands are also proposing that the council should consider al-

lowing foreign investment — vital to revive the Iraqi oil industry — four months after weapons inspectors return.

The council has been deadlocked, since the US-British Desert Fox bombing campaign last December, on how to resume disarmament efforts. Inspectors left on the eve of the attack and have not been allowed back.

France recently drew up a draft UN resolution to suspend sanctions once a new arms monitoring system was in place. But France is not insisting on Iraq complying with all the arms demands before the suspension, and is thus unlikely to win support from Washington or London.

Britain and the Netherlands propose lifting all UN limits on the amount of oil Iraq can sell to buy food, medicine and other goods: currently \$5.26bn (£3.2bn) every six months. This would take effect when the resolution was adopted, regardless of arms compliance.

It would set up a UN commission on inspection and monitoring (Uncim), replacing Unscim — discredited by allegations of US spying — but using its experts.

Uncim, not the security council, would decide whether Iraq had met its obligations, making the decision more

technical than political.

Uncim and the International Atomic Energy Agency would list within 90 days of returning to Baghdad the "key remaining tasks" on Iraq's weapons of mass destruction.

After 120 days UN officials would report on whether Iraq had complied. Foreign oil companies would then be able to invest in the Iraqi oil industry. If Iraq continued to comply for another four months and the financial controls were in place, the council could suspend sanctions for 120 days.

The council would have to vote every 120 days on continuing the sanctions suspension.

The draft does not spell out the financial controls, but they could include the current UN escrow account into which Iraq has to deposit its agreed oil revenues. This allows UN control of most items imported and could weaken any suspension of sanctions.

Iraq is unlikely to respond positively, insisting it has already disarmed completely.

Iraq's culture and information minister, Humam Abdel-Khaliq, told a meeting of Arab ministers in Cairo yesterday that the US and Britain "work together to impede any attempt to deal with the issue in a realistic way and according to international law".

Interview exclusive de Mustafa Karasu dans le maquis kurde.

# LE PKK PARLE

## S'ils pendent Öcalan, c'est la guerre totale

**J'**ai oublié ma langue maternelle, je suis moi-même une victime de l'assimilation et je ne parle que le turc», explique Mustafa Karasu, comme pour s'excuser de devoir passer par deux interprètes (du turc au kurde et du kurde à l'anglais) pour cette interview exclusive, la première accordée sur place, au Kurdistan, à un représentant de la presse internationale par un membre du conseil présidentiel, la nouvelle direction collégiale de sept dirigeants du PKK. Mustafa Karasu, 47 ans, a fait des études de sciences politiques à l'université d'Ankara avec Abdullah Öcalan au début des années 70, avant de passer quinze ans en prison. Le PKK a déclaré un cessez-le-feu durant toute la durée du procès d'Öcalan, actuellement jugé par la Turquie.

**L'Événement : Pensez-vous que les résultats des élections en Turquie et la montée en puissance de l'extrême droite vont entraîner inéluctablement la condamnation à mort d'Öcalan et son exécution ?**  
**Mustafa Karasu :** Il n'y a pas de différence entre le MHP [Parti de l'action nationaliste, extrême droite] et le parti du Premier ministre, Bülent Ecevit, le DSP [Parti de la gauche démocratique]. Celui-ci est, paraît-il, un parti de «gauche», mais en fait le DSP est, comme le MHP, un parti fasciste. En Turquie, on est jugé coupable pour le seul fait d'employer le mot «Kurde». C'est pour cette unique raison que le sociologue Ismaïl Besikci a été condamné à des dizaines d'années de prison ! Alors imaginez ce qui arrivera à Öcalan, le chef d'un parti qui se bat pour les Kurdes. Il n'y a pas d'équité dans le système judiciaire, donc Öcalan sera exécuté.

**Quelle sera la réaction du PKK ?**  
 Nous espérons malgré tout que la Turquie ne choisira pas l'issue

de l'exécution. S'ils le font, la guerre sera totale.

**Quelle est votre stratégie maintenant ?**

Le cessez-le-feu proclamé en septembre est toujours en vigueur.

**Mais la guerre continue ?**

Oui, et maintenant l'armée turque utilise des armes chimiques contre nous. A la mi-mai, vingt de nos combattants sont morts victimes de ces armes sur le mont Djoudi. Des soldats turcs ont découvert que des partisans s'étaient cachés dans une grotte très profonde et ils ont tiré à l'intérieur avec des lance-grenades chargés d'armes chimiques : nous avons fait des prélèvements qui ont été envoyés en Europe pour analyse.

**Depuis longtemps vous menacez de commencer une nouvelle phase de la lutte, en lançant la guerre des villes dans les grandes métropoles**

**de l'ouest de la Turquie, mais cette menace ne s'est jamais matérialisée. Pourquoi ?**

Tant que dure le procès d'Öcalan, nous ne ferons rien. On verra ensuite.

**Quelle situation prévaut au Kurdistan irakien après la signature de l'accord de paix de Washington entre les deux partis kurdes irakiens, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani ? Quelles relations avez-vous avec ces deux partis ?**

Nous voulons avoir des relations pacifiques avec tous les partis politiques au Kurdistan irakien. Mais certaines clauses de l'accord de Washington sont dirigées contre nous. Le PDK applique ces clauses. Nous, nous n'avons lancé aucune opération, aucune attaque contre eux.

**Pourtant, on parle d'attaques du PKK contre des villages tenus par le PDK dans le Badinan**

**(le nord du Kurdistan irakien, contrôlé par le PDK) ?**

Il faut voir quelles sont les relations entre la Turquie et le PDK. C'est une véritable trahison de la nation kurde. Pour masquer cette trahison, ils disent n'importe quoi, que le PKK agit contre le peuple kurde. C'est une manipulation.

**Avant, c'était la Syrie qui était la meilleure amie du PKK. L'Iran est-il devenu aujourd'hui votre meilleur ami ?**

Il y a dans le Moyen-Orient de nombreux pays que notre lutte contre la Turquie réjouit. L'Iran est l'un de ces pays. Mais nous n'avons pas de relations spéciales avec Téhéran : la Turquie prétend que l'Iran nous aide, mais ce ne sont que des assertions... Quelquefois l'Iran ferme les yeux sur nos activités, mais les Iraniens ne nous soutiennent pas très activement. Et quelquefois le PKK les inquiète : en Iran non plus la question kurde n'est pas résolue. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRIS KUTSCHERA

### Vingt ans de lutte

1978 : Abdullah Öcalan fonde le PKK.  
 15 août 1984 : Il déclenche la lutte armée.

Hiver 1999 : capture d'Öcalan au Kenya (25 février).  
 Mustafa Karasu (photo) devient l'un des sept membres de la direction collégiale du PKK.

31 mai 1999 : ouverture du procès d'Öcalan.

1984-janvier 1998 : 28 700 morts dont 20 000 rebelles du PKK, 4 500 militaires turcs et 4 200 civils.

12 millions de Kurdes en Turquie (7% de la population).





PREZIDENT KURDSKÉHO INSTITUTU V PAŘÍŽI KENDAL NEZAN ŘEKL PRÁVU:

# Situace Kurdů v Turecku je mnohem hrozivější než kosovských Albánců

Bretislav Tureček, Paříž

■ V době, kdy vrcholila krize v jugoslávském Kosovu, média často srovnávala útlak kosovských Albánců s postavením Kurdů v Turecku. Také v tom vidíte nějakou podobnost?

Samozejmě se to v řadě aspektů liší. Podstatné ale je, že v obou případech se ultranacionalistické vlády snaží všemi prostředky zničit identitu menšinové společnosti a kultury. V Turecku tato politika začala už po založení republiky ve 20. letech, kdy byly deportovány desítky tisíc Kurdů. Po přestávce způsobené přechodem k systému více politických stran v tom ankarská vláda pokračuje od 80. let znovu. Tureckými bezpečnostními složkami bylo od té doby zničeno více než 4000 kurdských vesnic a na tři milióny civilistů bylo násilně přesídleno. V bojích mezi Kurdy a vládními oddíly zahynulo přes 30 tisíc lidí, z nichž pět tisíc byli turečtí vojáci a zbytek Kurdové – povstalci i civilisté.

Kromě toho je tu ještě asi 4500 kurdských intelektuálů, kteří s ozbrojenou kampaní a násilnostmi neměli nic společného, avšak přesto byli popraveni nebo zavražděni polovojenskými oddíly.

V určitých ohledech si tudíž myslím, že situace Albánců nebyla zdaleka tak hrozivá, jako tomu je u Kurdů. V Kosovu přitom jde o 1,8 miliónu Albánců, zatímco v Turecku o 15 miliónů Kurdů.

■ Jak si tedy vysvětlujete nepoměr mezi rychlou reakcí Západu v případě Kosova a v podstatě nečinným přihlížením k dění v Turecku?

Hlavní příčiny vidím tři: Turecko je jednak členem NATO, je důležitým geopolitickým spojencem USA a do určité míry to souvisí i s úzkými vztahy Ankaru a Izraele. Politiku Západu vlastně vždy určují názory Washingtonu, a pokud USA nechťejí ve věci Kurdů nic udělat, tak ostatní vlády také mlčí. Pro Evropu je navíc Turecko důležitým obchodním partnerem – tak jako jím byl v 80. letech irácký režim Sádáma Husajna – a tyto vazby nehodlá narušit.

Dvoji měřítko je takto uplatňováno i přesto, že nejen mezinárodní organizace, ale i samotné ministerstvo za-

hraničí USA každoročně zveřejňují svědectví a informace o masovém porušování lidských práv Ankarou.

Kdyby ale Turecko bylo postkomunistickou zemí nebo Západu nepřátelským islámským státem, USA by na ochranu Kurdů dávno podnikly ráznou akci.

■ Na často zoufalé situaci obyvatel celého Kurdistanu se však nepodílejí jen blízkovýchodní režimy, ale vzájemnou nevráživostí a frakčními boji i Kurdové samotní. Vidíte nějakou šanci, že se to v budoucnu změní?

Tyto spory jsou samozejmě vážným problémem. Ten ale pramení z toho, že Kurdistan je rozdělen mezi čtyři státy, které jsou vůči Kurdům v podstatě nepřátelské. Toto rozdělení a absence spojeneckých sousedů ovšem Kurdy nutí ke spolupráci i s takovými režimy, a ty je pak používají k boji proti svým rivalům.

Kdyby byl prostor pro mírovou obhajobu kurdské identity, k těmto střetům by patrně nedocházelo. O tom svědčí i několik okamžiků relativní svobody: ve volbách po islámské revoluci dostala Demokratická strana iráckého Kurdistanu přes 80 procent hlasů a ve svobodných volbách v autonomním iráckém Kurdistanu v roce 1992 se pro dvě největší strany vyslovilo 89 procent voličů. Jednota tedy byla, a svědčí to mimo jiné o tom, že ozbrojený boj více problémů vytváří, než odstraňuje.

■ Proč tedy po oněch volbách v Iráku obě vítězné strany, které si rovným dílem rozdělily křesla v parlamentu (Demokratická strana Kurdistanu a Vlastenecký svaz Kurdistanu), začaly opět bojovat?

Jednou z příčin byl i nedostatek podpory této demokracii ze strany Západu. Ankaru měla obavy, že tento demokratický experiment vyústí v nějaký typ kurdské státosti, který by se stal inspirací pro turecké Kurdy, a vyvinula značný tlak na Západ s cílem omezit finanční pomoc kurdské autonomii v Iráku.

Vezměme si příklad Palestiny. Tamní samospráva vedená Jásirem Arafatem dostala obrovské finanční injekce z Evropy i ze zámoří, ačkoli je rozlohou i počtem obyvatel mnohem menší než irácký Kurdistan. Myslím, že bez této peněžní a politické podpory by přítom na palestinských územích dávno došlo k občan-

ské válce.

Ani v iráckém Kurdistanu, kde bylo bagdádskou vládou srovnáno se zemí 5000 vesnic a jeden a půl miliónu lidí bylo přesídleno, nelze čekat, že demokracie bude fungovat bez počáteční podpory z venku. Ostatně evropské demokracie se po válce postavily na nohy také díky Marshallovu plánu.

■ Ve kterých zemích si nyní Kurdové stojí nejlépe: v Iráku, Iránu, Turecku nebo Sýrii?

Bezesporu v Iráku. Kurdové si v tamní autonomii řídí vlastní záležitosti, mají školy, tři univerzity, 128 tiskovin, deset televizních stanic. Od roku 1997 se tam ani nebojuje. Neustále srážky, vojenská přítomnost a represe naopak podle mě činí nejhůře snesitelným život v tureckém Kurdistanu. V Iránu náboženský režim Kurdům také neumožňuje vlastní školství nebo média.

■ Ve středu má být obnoven proces s vůdcem turecké Strany kurdských pracujících (PKK) Abdullahem Ocalanem.

Myslím, že bude odsouzen k smrti a ještě letos oběšen. V tomto století byli v Turecku popraveni všichni vůdci kurdských povstalců a navíc tomu napovídají i potřeby turecké vnitropolitické scény. Změnit by to mohl jedině silný mezinárodní tlak.

■ V každém případě Ocalan skončí přinejmenším politicky. Myslíte, že se tím nějak změní vztahy mezi kurdským hnutím a Ankarou?

PKK má stále poměrně dobrou vojenskou i politickou strukturu uvnitř tureckého Kurdistanu. I nyní, kdy je Ocalan už několik měsíců ve vězení, dochází podle tureckého tisku prakticky denně k ozbrojeným srážkám.

Případná poprava by PKK jen radikalizovala. Ve straně jsou stále lidé, kteří doufají, že vláda přistoupí na kompromis a přijme Ocalanovy plány na urovnání situace. Proto také nyní téměř nedochází k útokům na turistické cíle a hospodářskou infrastrukturu – čeká se, jak dopadne proces. O to silnější však bude reakce na jeho oběšení.

■ Ocalan často říkal, že hovoří jménem celého kurdského národa. V severním Iráku jsem však podporu jeho straně zaznamenal jen nepatrnou. O koho se tedy v mezinárodním měřítku opírá?

Ještě když jsem s ním loni v prosinci v Itálii hovořil po jeho útěku do



Říma, říkal jsem mu, že tato idea je naprosto špatná. Ocalan reprezentuje jen svou organizaci – dokonce za ním nestojí ani všichni turečtí Kurdové. Má sice vojensky silnou stranu, má své příznivce, avšak nikým nebyl zvolen, aby zastupoval tak širokou skupinu. Může mít sice podporu v Iránu i Iráku, ta je ale spíš okrajová.

■ Co by se nyní stalo s vámi, kdybyste se jako exilový kurdský intelektuál objevil v Turecku?

Já především opravdu nemám v plánu tam jezdit. Možná bych byl pro začátek postaven před soud. Na druhou stranu, řada mých přátel v Turecku z řad inteligence se před něj vůbec nedostala – byli rovnou zavražděni.

□ Kendal Nezan se narodil v roce 1949 v Diyarbakiru, centru tureckého Kurdistanu. V roce 1968 odešel studovat jadernou fyziku do Francie. Následně se začal aktivně zabývat politikou. Turecko naposledy navštívil v roce 1974, kdy mu to umožnila amnestie. V roce 1980 jej turecký vojenský režim zbavil občanství. Po statutu politického uprchlíka získal v roce 1989 občanství Francie. Již o šest let dříve však s dalšími intelektuály a za podpory manželky tehdejšího francouzského prezidenta Danielle Mitterrandové založil Kurdský institut v Paříži, který dnes patří k předním střediskům dokumentace kultury, historie i současné politické situace Kurdů.

středa 23. června 1999 ♦ PRÁVO

# Réouverture du procès Öcalan en Turquie

Le chef du PKK, qui risque la peine de mort, propose la fin des hostilités en échange de sa grâce.

Mudanya envoyé spécial

Abdullah Öcalan n'a pas le sens du spectacle. Hier, à la réouverture de son procès, le chef rebelle kurde a repris, une demi-heure durant, son cavalier seul du premier jour. En quinze jours de suspension, pour permettre à la défense de préparer ses plaidoiries, il a pris le temps de rédiger quelque 23 pages d'un argumentaire sans surprise. Calmement, il a répété son admiration pour la «grande nation» turque, «le meilleur endroit où les Kurdes puissent prendre leur place». A condition bien sûr, dit-il du bout des lèvres, qu'ils puissent parler leur langue...

Apo tente ensuite de resituer le problème kurde dans l'histoire, rappelant que ce «peuple» a de longue date participé aux guerres de l'Empire, puis de la République «Oui, ce que j'ai fait peut être qualifié de trahison, mais à partir d'aujourd'hui, je veux me mettre au service de la paix», plaide l'accusé. Une démarche que n'appréciaient guère les avocats de la partie civile, qui voient là la preuve d'une «négociation cachée» avec l'Etat turc. En filigrane, le chef du PKK sous-

tend ainsi que, s'il était gracié, il pourrait devenir subitement l'artisan de la fin des hostilités. «Le PKK ne peut continuer comme auparavant, c'est une voie sans issue», répète-t-il. Les menaces voilées ne tardent pas à suivre: «Qu'on l'appelle comme on veut, insurrection ou terrorisme, ce «mouvement populaire» n'est pas né avec moi, il peut continuer et s'avérer encore plus dangereux». Voilà pour quoi, «pour que ce soulèvement soit le dernier», il faut s'attaquer aux raisons profondes, aux problèmes sociaux et à la dichotomie entre Turcs et Kurdes, revenir à l'union sacrée des années 20.

«Le sang coulera.» Le même jour, dans une interview à *La Repubblica*, le ton est nettement plus agressif: «Si la peine capitale est prononcée à mon encontre, menace-t-il dans un texte sorti de sa prison par l'une de ses avocates, beaucoup de sang coulera en Turquie, et cela pourrait entraîner un coup d'Etat militaire». Mais à Imrali, devant une cour désormais entièrement civile, le loup s'est fait agneau. Quand il affirme, debout dans sa cage de verre, ne pas chercher à sauver sa tête, une mère de

«martyr» éructe: «Tu mérites la mort!», avant de s'évanouir. Öcalan se rassoit, son baroud d'honneur terminé.

Le procès du siècle, de toutes façons, ne passionne plus la Turquie. Comme si, après avoir déposé les armes dès la première audience, le 31 mai, le chef de guerre avait grillé ses dernières cartouches, et éventé toute dramatisation. Les effets de manche, il ne les a même pas laissés à son équipe d'avocats, mis hors course d'entrée de jeu par une ligne de défense déroutante. Les 12 juristes, qui avaient un temps quitté le procès après avoir été chassés de leur hôtel, ont entièrement revu leur plaidoirie. Du procès de la politique kurde menée par Ankara qu'ils comptaient faire, ils ne s'en sont tenus pour l'instant qu'à condamner les conditions dans lesquelles juge le Tribunal d'Imrali. L'accusé lui-même s'endort... Dans les premières pages d'une plaidoirie, qui n'en compte pas moins de 350, M<sup>e</sup> Nihazi Bulgan s'attarde à rappeler que si la peine de mort a disparu en Europe, c'est bien que ce n'est pas un châtement «civilisé». Ils continueront de développer leur argumentaire aujourd'hui, et le

verdict pourrait être rendu vendredi.

**Problème tabou.** Pourtant, selon une journaliste turque qui suit le procès, «on assiste tout de même là à un déballage, un débat qui eût été impensable» sans le jugement du chef du PKK. «Imaginez que tout ce qu'il dit sera publié demain dans tous les journaux, et vous avez là de quoi faire réfléchir sur les raisons et l'avenir d'un problème largement tabou.» Apo, dans son chant du cygne de révolutionnaire reclus sur l'île-prison d'Imrali, réussira-t-il tout de même à faire avancer la cause kurde? Sortant de l'audience d'hier, Bilal, jeune militaire blessé en opération, semble aussi avoir été sensible, non pas à l'homme qui porte la responsabilité de près de 10000 victimes, civils et militaires du seul «côté turc», mais aux données de ce problème kurde insoluble. «On le pendra, et après?» demande-t-il à la télévision; «Je pense qu'une loi sur le repentir est un bon moyen de récupérer les 9000 militants du PKK (sur 10000, d'après Apo) qui ont été trompés» ●

JÉRÔME BASTION

LIBERATION  
JEUDI 24 JUIN 1999

## Doubts grow over will to execute Öcalan

FINANCIAL TIMES

JUNE 24 1999

By Leyla Boulton in Ankara

Turkey yesterday moved one step closer to imposing a death sentence on Abdullah Öcalan, leader of the PKK Kurdish guerrilla group, amid increasing doubts that he will be executed quickly, if at all.

As his trial entered its final phase yesterday, Mr Öcalan warned of a bloodbath unless Turkey accepted his offer to end separatist violence in return for sparing his life. The repentant rebel leader conceded the PKK had failed to change with the times but he added that Turkey's failure to grant cultural rights to Kurds had fuelled the 14-

year uprising.

The State Security Court on Imrali island near Istanbul is expected, possibly by Monday, to hand down a death penalty to the man Turkey holds responsible for the death of up to 29,000 people in the PKK's war with the conscript army. Public opinion in the west, where the trial has been followed closely, could still be inflamed if Turkey executes the guerrilla leader.

But a growing number of observers have argued that Turkey is unlikely to carry out the death sentence in spite of an extraordinary domestic clamour, backed by the government's far-right MHP coalition partner, for

Mr Öcalan's head.

Although it never signed the death penalty ban agreed by most other members of the Council of Europe, Turkey has not executed anybody since 1984 for fear of alienating western public opinion. One legal expert said he believed that parliament, which has to endorse any execution, would simply fail to put the Öcalan verdict on its agenda as it had with 33 sentences handed down since 1984.

Yesterday's proceedings also saw the arrival of a civilian to replace the military judge on the three-man State Security court after a parliamentary ruling.

A senior western diplomat

argued that Turkey's main incentive for dropping or delaying a death sentence at least until next year was more to appease the west than the PKK. An early execution could otherwise prejudice attendance by heads of state at a November summit in Istanbul of the Organisation for Security and Co-operation in Europe, as well as progress on Turkey's application to join the European Union.



# Ocalan, ultimo *“Turchi e curdi insieme, noi del Pkk vogliamo la pace”*

dal nostro inviato  
MARCO ANSALDO

**MUDANYA** — «Lancio un appello al Pkk: lasciate le armi, scendete dalle montagne e prendete la via della pace. I curdi devono vivere insieme con il popolo turco. Se non si troverà un'intesa, per la Turchia le perdite saranno immense». Con tono prima emozionato non appena ha preso la parola, poi via via più disteso fino a farsi caldo e appassionato nell'esposizione, Abdullah Ocalan ha cominciato ieri la sua difesa di fronte alla Corte che lo sta giudicando a Imrali, nel mare di Marmara.

È stato un discorso lungo, spesso accorato, spezzato a volte da immagini forti che il leader del Pkk ha immesso a effetto nella sua prolusione, non priva di accenni storici alla questione curda. Quattro ore di difesa condotte a braccio, lanciando di tanto in tanto brevi occhiate ai fogli preparati nei cento giorni di isolamento. In piedi, elegante nel nuovo abito con cui si è presentato alla ripresa delle udienze (giacca blu su pantaloni chiari), il capo curdo ha fatto — come aveva promesso — una difesa tutta politica, lasciando ai suoi legali gli aspetti tecnici finali.

«Signor giudice, quanto tempo ho per parlare?», ha chiesto Apo al presidente della Corte, Okyay. «Vada tranquillo — gli ha risposto il giudice — non ci sono limiti». E Ocalan, con la voce velata, ha cominciato. «Turchi e curdi hanno sempre convissuto serenamente — ha esordito — fin da quando i primi arrivarono in Anatolia dove già gli altri erano presenti. I problemi sono cominciati duecento anni fa, e già allora le grandi potenze cercavano di creare divisioni al nostro interno».

La lezione del leader curdo è andata avanti per un pezzo, con la concessione di qualche libertà storiografica, per spiegare le radici della nascita del Pkk. «Chiamatela come volete, rivolta dei curdi o guerra terroristica, sta di fatto che ora questo è uno dei processi

Quattro ore di discorso, tra cenni storici e nuovi attacchi all'Italia: «Sono stato buttato via»

## LA GERMANIA

### “Non vi allontanate dalla Ue”

**BERLINO** — L'eventuale condanna a morte del leader curdo Abdullah Ocalan ostacolerebbe l'ingresso della Turchia nell'Unione europea. Lo ha detto il ministro tedesco dell'Interno, Otto Schily, in un'intervista che viene pubblicata oggi dal quotidiano *Berliner Morgenpost*. «Il governo federale si è impegnato molto per far sì che la Turchia assuma una prospettiva europea, ma questi sforzi sarebbero significativamente pregiudicati».

Le madri dei soldati turchi uccisi dai ribelli del Pkk manifestano contro Ocalan a Mudanya

più importanti nella storia della Repubblica turca. Anche durante la guerra di indipendenza fatta da Atatürk, turchi e curdi hanno combattuto insieme: si presume dunque che Mustafa Kemal una certa autonomia ai curdi l'avesse data».

A questo punto tre madri di soldati turchi morti in battaglia sono svenute e portate via dall'aula. Apo è così passato all'attualità. «Negli anni '70 il divieto di usare la lingua e la cultura curda ha scatenato la rivolta. Ma la collaborazione fra turchi e curdi avrebbe

dovuto continuare. Purtroppo così non è avvenuto. E ora mi rendo conto che la soluzione che proponiamo può apparire irrealistica, perché abbiamo combattuto per anni con l'atteggiamento di chi è contro lo Stato, e i danni prodotti sono tanti. Oggi sento tutta la responsabilità di quelle battaglie e devo dire che continuarle significherebbe andare oltre i nostri obiettivi».

Qual è dunque la soluzione che Ocalan propone? «Usare la lingua curda nella vita privata, ma anche fuori casa. Gli esempi non manca-

no: in America tutti parlano l'inglese accanto alle proprie lingue di origine. Attenzione: non sto

parlando di federazione, ma della concessione di diritti entro l'unità dello Stato».

«Da noi non troverete fosse comuni come in Kosovo», ha proseguito Apo a cui è stato finalmente concesso di leggere i giornali integralmente. «La rivolta del Pkk ora deve finire. Continuare i combattimenti sarebbe molto pericoloso. Nell'84 l'organizzazione era composta da sessanta persone, oggi i militanti sono quasi diecimila. Il

pericolo è che questa forza possa aumentare. Basta. Il Pkk deve entrare a far parte del contesto dello Stato in modo democratico. Badate, non dico questo per vivere, per me stesso, ma per la pace». Dalle ultime file una donna grida: «Quello non deve vivere, deve pagare tutta la pena» e sviene.

Infine una sfilza di accuse ai paesi occidentali, Italia compresa, per non aver «rispettato il diritto internazionale quando a Roma chiedevo l'asilo politico». «Gli Stati europei — ha detto puntando il dito — mi hanno buttato come fossi una palla di fuoco in Turchia, causando un problema che durerà cento anni: si approfittano del Pkk per indebolire lo Stato turco».

Apo ha così concluso: «Anch'io ho subito un cambiamento nel



corso degli anni, e adesso sono pronto a rispettare le leggi della repubblica. Mi auguro che il prossimo sia un secolo di fratellanza e di pace. *Saygilar*, i miei rispetti». Nel frattempo il Consiglio di sicurezza nazionale, composto dai

principali ministri e capi militari, si riuniva ribadendo la lotta al terrorismo e prorogando di altri quattro mesi lo stato d'emergenza nelle regioni del sud-est.

A questo punto la parola è passata ai legali. Con tono lento e mo-

nocorde, l'avvocato Niyazi Bulgan è intervenuto sugli errori procedurali imputati all'accusa. In due ore ha letto solo 39 delle 350 pagine annunciate. Il pubblico in aula era un po' annoiato e anche Ocalan, che ha ascoltato tutto il te-

sto tenendo sempre il capo chino pare si sia assopito per qualche minuto. I legali sono stati sollecitati a sveltire il loro intervento. Oggi la difesa continua.

# “Accuse gravissime all'Italia”

## L'opposizione: quale fu il ruolo dei servizi nella cattura?

di STEFANIA DI LELLIS

**ROMA**— «Accuse gravissime che contraddicono le assicurazioni fatte da D'Alema davanti al Parlamento». «Parole sconcertanti, che meriterebbero approfondimento. Scenari plausibili, che non stonano con l'atteggiamento ondivago di Palazzo Chigi riguardo al caso Ocalan». L'ultima intervista del leader curdo non lascia indifferente l'opposizione. «Il governo italiano ha avuto un ruolo nelle informazioni per la mia cattura», denunciava ieri "Apo" su *Repubblica*. E in molti gli prestano ascolto, da Forza Italia a Rifondazione.

Per Antonio Martino, le accuse di Ocalan «sono precise, gravi e plausibili». Vanno ricondotte «alla situazione di grave imbarazzo in cui si era venuto a trovare il governo» lo scorso gennaio. Secondo Martino insomma, il leader curdo «era una patata bollente» e «accordi di altro tipo» per liberarsene «favorendone la cattura non sono da escludersi». «Anche se ritengo che Ocalan sia un terrorista - conclude l'ex ministro degli Esteri targato Forza Italia -

**Il presidente del Comitato di controllo sugli 007 Frattini: «Sono sconcertato»**

se le accuse fossero provate ci troveremmo di fronte a un fatto inaudito».

«Sono sconcertato. Ocalan fa affermazioni di una straordinaria gravità, che sostanzialmente smentiscono le dichiarazioni rese dal presidente del Consiglio davanti al Parlamento», la reazione di Franco Frattini, presidente del Comitato di controllo sui servizi. «Ovviamente - spiega - non posso divulgare notizie relative a una fase del caso Ocalan su cui il comitato potrebbe acquisire elementi. Comunque già nella nostra relazione sull'arrivo in Italia del leader curdo sono state messe in evidenza inefficienze nell'azione del Sismi». «Al momento - avverte Frattini, sempre di Forza Italia - ho l'obbligo isti-

**Il ds Luigi Colajanni: «La verità è che siamo stati il solo paese ad accoglierlo»**

tuzionale di credere al presidente del Consiglio. Se ulteriori elementi suffragassero le accuse di Ocalan, ci troveremmo di fronte a un fatto gravissimo».

«Non ho informazioni sul coinvolgimento dell'intelligence italiana nel complotto che ha portato alla cattura di Ocalan - precisa il responsabile Esteri di Rc, Ramon Mantovani - certo è però che ci fidiamo più delle sue dichiarazioni che di quelle pilatesche del governo italiano».

Più cauto Marco Zacchera di Alleanza Nazionale: «Nessuno può sapere se si tratti di accuse vere o false. Comunque una cosa è dire che il governo italiano si è comportato con estrema leggerezza al momento dell'arrivo di Ocalan, che abbia poi fatto il gio-

co del cerino per cercare di sbarazzarsi di lui, un'altra cosa è dire che abbia "venduto" il leader curdo».

Netta la difesa della Farnesina: «Escludo del tutto la plausibilità di tali illazioni», risponde il sottosegretario Umberto Ranieri. L'Italia si è adoperata alla luce del sole e in tutte le sedi internazionali perché fosse assicurato a Ocalan un processo equo e in un paese terzo. Per sostenere questa posizione siano arrivati a mettere a rischio le nostre relazioni con un paese amico come la Turchia».

Liquida la questione anche il Ds Luigi Colajanni: «Mi sembrano accuse generiche, per nulla precise. L'unica cosa vera e certa è che l'Italia è stato l'unico paese che ha accolto Abdullah Ocalan».

A Roma, per oggi alle 18 in piazza Campo de' Fiori, un gruppo di organizzazioni per i diritti umani ha annunciato un presidio di solidarietà alla causa curda. Ieri alcuni pacifisti, tra cui Dino Frisullo, hanno manifestato davanti all'ambasciata turca.

## Dernier acte de son procès

# Ocalan : la clémence ou la « guerre de 100 ans »

*Le verdict devrait être prononcé dans quelques jours.*

ISTANBUL :  
**Eric BIEGALA**

« Arrêter la rébellion du PKK est possible et nécessaire. » Sans surprise, Abdullah Ocalan a poursuivi, hier, sa plaidoirie sur le même ton lors de la reprise de son procès sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara. Depuis la première audience, le 31 mai dernier, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) tente en effet de se présenter comme l'incontournable interlocuteur de l'État turc dans le conflit qui l'oppose

au PKK dans le sud-est du pays. Accusé de trahison et d'atteinte à l'intégrité de l'État pour avoir fomenté et dirigé la lutte armée du PKK, Abdullah Ocalan risque la peine capitale.

La reprise des débats, hier, faisait suite à deux semaines de suspension demandées par la défense, qui ont permis au pouvoir de faire voter un amendement constitutionnel modifiant la composition des cours de sûreté de l'État. L'impartialité de ces juridictions (l'une d'elles juge actuellement Ocalan) avait été mise en doute par la Cour européenne des droits de l'homme dès 1996 au motif qu'un juge mi-

## LE FIGARO

JEUDI 24 JUIN 1999

litaire y siégeait obligatoirement. A peine constitué, le nouveau gouvernement s'est donc attelé à un projet de loi modifiant la composition de ces cours afin que le verdict, attendu d'ici à quelques jours, ne puisse être

décrié par l'instance européenne.

Lundi, un rapport remis au Conseil de l'Europe a présenté le procès d'Ocalan comme « équitable » du point de vue de la procédure. Sentiment partagé par un diplomate occidental ayant assisté à plusieurs audiences.

### Démentir ses propres avocats

Côté kurde, on fait valoir que la défense n'a même pas réussi à faire citer un seul témoin. Il faut dire que, jusqu'à présent, Abdullah Ocalan a tenu à assurer sa défense pratiquement seul, n'hésitant pas, à l'occa-

sion, à démentir ses propres avocats. Les offres de négociation du leader kurde n'ont évidemment pas trouvé preneur.

Abdullah Ocalan ayant reconnu sa « responsabilité première » dans toutes les actions du PKK, les juges de la Cour de sûreté de l'État n° 2 n'auront guère d'autre choix que de le déclarer coupable de trahison. La peine prévue, la mort par pendaison, devra ensuite être confirmée en appel, puis par le Parlement. L'organisation rebelle kurde a menacé de lancer une « guerre totale » si son chef était exécuté.

Ocalan, lui, met en garde contre une « guerre de cent ans » si l'État turc reste sourd à ses appels.

**E. B.**

# Öcalan fordert politische Lösung

## Letzte Verteidigungsrede des PKK-Führer - Europas Kurdenchef warnt vor Hinrichtung

Istanbul - Am siebten Tag des Hochverratsprozesses auf der Gefängnisinsel Imrali hat der kurdische Separatistenführer Abdullah Öcalan in seiner letzten Verteidigungsrede erneut eine friedliche Lösung des Kurdenkonflikts gefordert. „Das darf so nicht weitergehen“, sagte der Führer der verbotenen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) am Mittwoch. „Ich sage das nicht, um zu leben“, zitierte ihn die Nachrichtagentur Anadolu.

Die Staatsanwaltschaft wirft Öcalan Hochverrat sowie zahlreiche Morde an türkischen Soldaten und Zivilisten vor und fordert die Todesstrafe. Beim Kampf zwischen der PKK und dem türkischen Militär sind in den letzten 15 Jahren rund 30 000 Menschen getötet worden.

Nach Öcalans Rede wollen seine Anwälte eine rund 100 Seiten umfassende Verteidigung vortragen. Öcalan betonte, daß seine Verteidigung eine politische und keine juristische sei. „Man kann es einen kurdischen Aufstand nennen oder einen

terroristischen Aufstand. Wie die Bezeichnung auch sein mag, dies ist ein wichtiger Prozeß.“

Einer der Hauptgründe für den Kurdenaufstand sei das Verbot der kurdischen Sprache gewesen, meinte Öcalan und erinnerte daran, daß diese in der Türkei erst nach 1990 nicht mehr verboten war.

Nach der Reform der umstrittenen Staatssicherheitsgerichte steht Öcalan nun vor einem ausschließlich mit Zivilisten besetzten Gericht. Anstelle des Militärrichters rückte der zivile Ersatzrichter Mehmet Maras nach.

Das Urteil gegen Öcalan wird voraussichtlich nächste Woche gefällt. „Wenn die Verteidigung am Freitag fertig ist, könnte das Urteil am Dienstag oder Mittwoch ergehen“, zitierte die türkische Zeitung „Radikal“ den Vorsitzenden Richter Turgut Okyay.

Der Europa-Chef der PKK, Ferhan Harran, hat der Regierung in Ankara bei einer Hinrichtung von Öcalan mit einer Eskalation des Gueril-

laktkrieges in der Türkei gedroht.

In einem Interview der Hamburger Wochenzeitung „Die Woche“ sagte Harran: „In den 15 Jahren des Kampfes sind bisher 40 000 Menschen gestorben. Wenn es jetzt keinen positiven Schritt der Türkei gibt, werden vielleicht weitere 200 000 Menschen sterben.“

Harran betonte, die PKK stehe hinter Öcalans Appell an die türkische Staatsführung, die kurdische Frage auf dem Verhandlungswege zu lösen und den Krieg zu beenden. Im Gegenzug müsse Ankara Öcalan das Leben schenken, die Kurden die freie Ausübung ihrer Sprache und Kultur gewährleisten sowie PKK-Kämpfer begnadigen und den Ausnahmezustand in den Kurdengebieten aufheben. „Wenn ein Friedensprozeß in Gang kommt und positiv ausgeht, werden wir den Kampf beenden“, sagt er. DW

DIE WELT

24. Juni 1999

## Les Kurdes exilés recherchent l'appui de la communauté internationale

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

L'hôtel particulier de l'avenue Louise est comme un flot de Kurdistan au cœur de Bruxelles. La vieille bâtisse du XIX<sup>e</sup> siècle abrite le siège du Parlement kurde en exil. Aucun signe extérieur ne signale cette institution qui se fait discrète. A l'intérieur, sous les hauts plafonds d'une salle du premier étage, calés dans des sofas, des anciens palabrent, en dialecte zaza ou en kurmandji, entre deux tournées de thé brûlant.

Face à la cheminée trône un grand portrait de Musa Anter, écrivain kurde enlevé puis torturé à mort à l'âge de soixante-quatorze ans par les « forces spéciales » à Diyarbakir en septembre 1992. Des photos du Kurdistan parsèment les murs. Une affiche, représentant Mehmet Sincar, député kurde assassiné le 4 septembre 1993 alors qu'il sillonnait sa circonscription de Batman (sud-est de la Turquie), clôt la série.

UNE MISSION D'INFORMATION

Kurdes de l'ex-URSS, d'Iran, d'Irak ou de Turquie se saluent respectueusement. Il y a là, de passage, un professeur de littérature kurde de Souleymanie ; le beau-père de Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le fils d'un cheikh naqshibandi (confrérie de l'islam) d'Ouroumye (Iran), « descendant d'une famille dont l'histoire remonte au V<sup>e</sup> siècle ».

« En 1995, des militants du parti kurde DEP, réfugiés en Europe après l'interdiction de leur formation et l'emprisonnement de quatre de leurs leaders [Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selin Sadak, députés à l'Assemblée turque, condamnés à quinze ans de prison en 1994 pour « propagande séparatiste »], ont eu l'idée de créer ce Parlement », explique Musa Kaval, qui y siège depuis quelques mois.

Dès 1995, ses soixante-cinq membres, dont onze femmes, ont été élus par un collège de « grands électeurs ». Ils ont, depuis, tenu des sessions en Russie, aux Pays-Bas, au Danemark, en Italie, à l'invitation de parlementaires locaux, ce qui a entraîné de vives protestations de la part de la Turquie, prompte à considérer ce Parlement en exil comme une pure émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, en guerre depuis 1984 contre l'armée régulière d'Ankara). Une invitation avait été lancée aux Kurdes par le Parlement autonome basque de se réunir à Vitoria, mais le pouvoir central s'y est opposé et a porté l'affaire devant le Conseil constitutionnel. « Auparavant, nous avions eu pour projet de nous réunir à Paris, mais ça ne s'est pas fait car le président de l'Assemblée nationale française s'y est opposé », explique Musa Kaval.

La composante majoritaire du Parlement est, il est vrai, issue de l'ENRK, la branche politique du

PKK, mais d'autres formations en font aussi partie : le DEP, un mouvement islamique kurde, un parti communiste, ainsi que des représentants des minorités assyro-chaldéenne (vieux peuple mésopotamien, chrétien), yezide (Kurdes zoroastriens taxés d'« adorateurs du diable »), et à ce titre persécutés) et alevi (minorité religieuse non sunnite).

La plupart des membres du Parlement kurde sont originaires de Turquie. Tous les trois mois, ils tiennent une session plénière. Au quotidien, ils travaillent en commissions, discutent, se disent investis d'une « mission d'information ». Certains ont établi des contacts avec des groupes politiques ou des personnalités au Parlement européen et au Conseil de l'Europe, mais leur institution - financée par « des fonds venus d'hommes d'affaires d'origine kurde installés en Europe » - reste semi-officielle.

POUR UNE CONFÉRENCE DE PAIX

L'arrestation du chef du PKK, en février au Kenya, « n'a pas compliqué notre travail en Europe, où il n'y a pas eu de pressions », rapporte Musa Kaval mais, elle a « incontestablement été un coup dur pour nous, surtout psychologiquement », reconnaît Abdurrahman Cadirci, un des représentants de l'ENRK en Europe. « Pour autant, poursuit-il, nos bases n'ont pas été affaiblies. A l'inverse, les rangs se sont resserrés. » Un

autre militant confie que la place laissée vide par le « seroke » (président) ne sera pas remplie : « Personne ne peut le remplacer. » En son absence, « une présidence collégiale prend les décisions ». La question du sort futur du chef kurde appelle l'émotion : « Il y va de l'honneur de tous les Kurdes », explique-t-on. « Même ma mère, qui n'a jamais prêté attention à Abdullah Öcalan, n'a pu s'empêcher de pleurer en voyant les images de son arrestation », explique un jeune.

Le 19 juin, en écho aux déclarations du chef du PKK - qui a offert d'œuvrer au règlement du conflit kurde si sa vie est épargnée -, le Parlement kurde en exil a appelé la communauté internationale à « soutenir l'organisation d'une conférence de paix où les intérêts des deux parties seraient pris en compte », tout en mettant en garde les autorités turques : « Tout faux pas mettra fin aux conditions favorables à la paix. »

Optimiste, Abdurrahman Cadirci conclut : « Il est possible que la Turquie fasse un pas positif. Alors nous y répondrons positivement. » Son objectif ? « Que les droits culturels et politiques des Kurdes soient reconnus. » Et l'indépendance ? « Vu le contexte régional et la situation internationale, nous nous rendons bien compte que ça n'est pas réaliste. »

Marie Jégo

# Que faire d'Abdullah Öcalan ?

ALORS que son procès s'achève, le sort futur d'Abdullah Öcalan embarrasse la Turquie. Conformément au réquisitoire du procureur et à l'attente de la majorité de l'opinion publique, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sera très probablement condamné à la peine capitale pour « trahison » et « atteinte à l'intégrité territoriale du pays » (article 125 du code pénal) au terme d'un procès mené au pas de course et au cours duquel les droits de la défense ont été bafoués - rétention de documents, restriction des visites qui ne se déroulaient qu'en présence de membres des services secrets, tabassages, insultes et menaces de mort pour l'équipe des avocats.

Au-delà du caractère inéluctable du verdict, ressassé à l'envi par les manchettes de la presse locale, une interrogation tennaille le pays. Faut-il exécuter « Apo » [« Oncle », le surnom du chef kurde] dans sa prison d'Imrali, où, de sinistre mémoire, le premier ministre Adnan Menderes et deux de ses collaborateurs furent pendus les 17 et 18 septembre 1961 ? Ou faut-il l'envoyer rejoindre en détention les vingt-huit condamnés à mort dont l'exécution, jamais votée par la Grande Assemblée - seule habilitée à décider de l'application de la peine de mort - reste en suspens ? Membre du Conseil de l'Europe depuis 1950, la Turquie n'a jamais aboli la peine capitale - toujours prononcée par les tribunaux - mais applique, depuis 1984, un moratoire de fait.

Dans le cas de la condamnation à mort du chef kurde, ses avocats saisiront très probablement la Cour européenne des droits de l'homme. Celle-ci ne pourra toutefois examiner la condamnation en tant que telle, la Turquie n'ayant jamais ratifié le protocole numéro 6, relatif à l'abolition de la peine capitale. « Le paradoxe juridique, c'est que si la Turquie le condamne et l'exécute tout de suite, la Cour ne peut rien, la Turquie n'étant pas liée à ce protocole qu'elle n'a pas signé. En revanche, dans le cas où la personne condamnée est maintenue trop longtemps dans l'attente de son exécution - une mesure constitutive d'un traitement inhumain et dégradant - il n'est pas exclu que les avocats adressent une requête sur ses conditions

de la détention », explique : Caroline Ravaud, référendaire à la Cour européenne des droits de l'homme.

## « DESTRUCTION RADICALE »

Les plaignants turcs y sont nombreux depuis que la Turquie a accepté le droit au recours individuel en 1987. L'Etat turc a déjà été condamné à de multiples reprises pour violation du droit à la vie (dans le cas d'opérations menées par les forces de sécurité au Kurdistan turc), pour torture et, enfin, pour dissolution abusive de partis politiques. « Le problème avec les affaires turques, c'est qu'elles sont très graves et nécessitent de longues enquêtes, car les autorités turques ne font pas toujours leur travail », déplore Caroline Ravaud. D'aucuns prévoient que l'affaire Öcalan pourrait durer longtemps avant de connaître son dénouement, ce qui offrirait aux autorités d'Ankara une possibilité de calmer le jeu.

Mais, pour l'instant, l'idée qui domine en Turquie est que le « Garibaldi kurde », héraut d'une lutte contre l'armée régulière qui fit trente mille victimes, doit être exécuté. L'opinion publique y est favorable et le contexte politique propice. Le parti de l'Action nationaliste (MHP, extrême droite), qui gouverne aux côtés des nationalistes « de gauche » du premier ministre Bülent Ecevit doit, dit-on, son excellent score aux législatives du 18 avril (18,2 %) au principal slogan de sa campagne : « Pendons "Apo" ! » Jeudi 3 juin, un des vice-présidents du parti, Sevat Cetin, déclarait qu'une fois le verdict prononcé et son approbation soumise au Parlement, « les députés du MHP [deuxième groupe de l'Assemblée avec cent vingt-neuf députés] voteront pour ». Même son de cloche chez l'ancien premier ministre, Mesut Yilmaz, dont la formation de centre droit, pourtant réputée plus modérée sur le sujet, est la troisième force de la coalition gouvernementale.

« L'indulgence est peu probable. Les Turcs n'ont jamais laissé la vie sauve aux précédents chefs des rebellions kurdes, il n'y a aucune raison que cela change. Cheikh Saïd [meneur d'une révolte à Diyarbakir en 1925], Seyid Riza [chef de la rébellion de Dersim en 1937] ou d'autres,

ceux, par exemple, du soulèvement du mont Ararat en 1930, tous ont été pendus », explique Musa Kaval, membre du Parlement kurde en exil. « Dans la culture politique turque, la notion d'« Imha » [de l'arabe « effacer »], qui exprime la destruction radicale de l'adversaire, est fondamentale. C'est une ancienne tradition qui s'exerçait déjà au siècle passé et qui continue de marquer l'attitude du pouvoir à chaque crise », argumente-t-il.

L'exécution d'Abdullah Öcalan ne ferait-elle pas basculer le pays dans la guerre civile ? Le PKK n'a t-il pas promis, par la voix d'un de ses chefs militaires, Cemil Bayik, « la guerre totale » contre l'Etat turc si « Apo » était pendu ? « Peu importe, depuis plus de quinze ans nous vivons dans une terreur permanente. En quoi cela peut-il empirer ? », rétorque Zeynep Attikan, éditorialiste du quotidien *Hürriyet*. Ne craint-elle pas que cette issue ne complique, un peu plus, les relations avec l'Union européenne ? « Les Européens auraient beau jeu de nous donner des leçons de morale quand eux-mêmes ont refusé de le juger sans ignorer quel sort l'attendait ! », conclut-elle.

Des voix, dissonantes, affirment que cette affaire est l'occasion ou jamais pour la Turquie de trouver une solution au problème kurde. « Ou nous punissons Öcalan ou nous mettons fin au terrorisme en Turquie », écrivait récemment l'éditorialiste Avni Özgürel dans les pages du quotidien *Radikal*. Mais la position la plus surprenante émane de Fehti Yildiz, avocat des parties civiles au procès Öcalan et cadre du MHP, qui a confié à l'hebdomadaire *Aktuel* qu'« exécuter "Apo" n'était pas une solution ». « On peut le tuer mais, après lui, d'autres prendront la suite (...). Qu'on le veuille ou non il faut établir une démocratie aux standards européens ». Mais, comme le souligne Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, « la décision reviendra en dernier lieu à ce qu'en Turquie on appelle pudiquement l'« Etat profond » [derin devlet] », c'est-à-dire les généraux du Conseil national de sécurité (MGK) qui, de fait, dirigent le pays.

Marie Jégo

## Ocalan Defense Wraps Up Judges Set to Deliver Their Verdict Tuesday

Computed by Our Staff From Dispatches

MUDANYA, Turkey — Judges in the treason trial of Abdullah Öcalan, the Kurdish rebel leader, adjourned proceedings and said they would deliver a verdict Tuesday, the state-run Anatolian News Agency said Thursday.

The 12 lawyers representing Mr. Öcalan, meanwhile, summarized their 350-page defense Thursday, hoping to save their client from a death sentence.

Mr. Öcalan, the leader of the Kurdistan Workers Party, or PKK, is on trial for his life on charges of treason, separatism and causing the death of thousands in the 15-year armed struggle for Kurdish self-rule.

In his final statement to the court Wednesday, Mr. Öcalan appealed for a peace-

ful settlement to the struggle waged by the PKK.

Prosecutors are seeking the death sentence against Mr. Öcalan, 50, who is considered public enemy No. 1 in Turkey, under Article 125 of the Turkish Penal Code, which criminalizes "trying to divide Turkey's territorial integrity with the aim of setting up a separate state."

The lawyers were expected to argue that Mr. Öcalan could not be accused of separatism because he never aimed to divide Turkish territory.

"We have developed a defense that opposes the death sentence," Niyazi Bulgan, a lawyer representing Mr. Öcalan, said Wednesday.

Ahmet Avsar, another lawyer for Mr. Öcalan, said the defense would argue that the

death penalty is a "humanitarian crime" and contend that Mr. Öcalan, captured by Turkish agents in Kenya in February, was brought to the country illegally.

Observers believe that the court will hand down a death sentence to Mr. Öcalan and will refuse to commute it to a life sentence because of mitigating circumstances or good behavior.

The calls of Mr. Öcalan for a peaceful resolution to the Kurdish conflict are expected to fall on deaf ears.

Since the trial got under way May 31, Mr. Öcalan has on many occasions underlined that if his life were spared, he would summon his rebels down from the mountains and make peace with Ankara.

"In our defense, we have focused on our client's call for a democratic and peaceful solution that he has recently opened to discussion," Mr. Bulgan said Wednesday. "We have focused in detail on the reasons that have led to the continuation of rights violations and political violence to this day."

Turkey rejects outright that its Kurdish population is oppressed and regards the Kurdistan Workers Party as a terrorist organization.

The lawyers have already announced that they will appeal the verdict immediately if Mr. Öcalan is sentenced to death.

If confirmed by the appeals court, Parliament would have the final say on capital punishment. (AFP, AP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

FRIDAY, JUNE 25, 1999



## **LE MAIRE DE DIYARBAKIR FERIDUN ÇELİK RISQUE 7,5 ANS DE PRISON POUR AVOIR DÉCLARÉ QU'IL Y AVAIT LA GUERRE AU KURDISTAN**

Feridun Çelik, le maire kurde de Diyarbakir issu des rangs du parti pro-kurde de la Démocratie du Peuple (HADEP) élu avec 65 % des voix le 18 avril 1999 est poursuivi devant la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara pour avoir affirmé qu'il y avait une guerre au Kurdistan. Dans son acte d'accusation, le procureur Dilaver Kahveci lui reproche d'avoir déclaré au cours d'une interview sur la chaîne kurde Med-TV : " nous sommes arrivés jusqu'ici en quittant la guerre. Nous sommes parvenus ici avec joie pour faire avancer la paix et lui donner une voix. Les slogans en faveur de la paix procurent une énorme exaltation auprès du peuple ". Le procureur accuse Feridun Çelik d'avoir soutenu qu'il y avait une guerre dans le Sud-Est de la Turquie " et réclame à ce titre et sur le fondement de l'article 169 du code pénal turc et l'article 5 de la loi 3713 de la loi anti-terreur de 4,5 à 7,5 ans de prison.

Deux mois avant les élections générales d'avril en Turquie, Feridun Çelik, à l'époque président du HADEP pour la province de Diyarbakir, était jeté en prison par les forces de sécurité turques. Faute d'avoir réussi à étouffer politiquement le HADEP dans l'uf, les autorités turques continuent à s'acharner par tout moyen sur la formation pro-kurde alors que M. Çelik comme les autres maires kurdes ont choisi une approche plus souple en essayant " d'ouvrir des voies de communication " avec les responsables turcs.

## **LE PRÉSIDENT TURGUT ÖZAL COMPTAIT SUR L'IMPACT DE LA TÉLÉVISION TURQUE POUR FAIRE OUBLIER AUX KURDES LEUR LANGUE MATERNELLE**

Dans un article publié le 19 juin 1999, Orhan Tokatli, journaliste au quotidien turc Milliyet, donne un compte rendu du conseil des ministres réuni le 22 février 1991 sous la présidence de Turgut Özal pour discuter d'un projet de loi sur l'autorisation de la langue kurde en Turquie. Le président Özal, à l'initiative du projet " garantit que la multiplication des émissions de télévision en turc fera oublier la langue kurde ". Lorsqu'un ministre Cemil Çiçek, riposte en soutenant qu'"il n'y a que des Turcs en Turquie", T.Özal rétorque "Regardez-vous. Vous êtes tous différents. Qui pourrait prétendre parmi vous qu'il est arrivé d'Asie mineure ? Qui a des yeux bridés ici ?".

Persuadé que l'enseignement en turc à l'école et l'influence de la télévision en turc viendraient à bout de la langue kurde, le président Özal argumente ainsi : " Il ne faut pas avoir peur de libéraliser le kurde. De toute façon il est parlé. N'oubliez pas non plus l'influence de la télévision. C'est une pression énorme. Le kurde sera bientôt oublié. Et puis, à cause des différents parlars même les Kurdes ne peuvent pas se comprendre avec une seule langue. Ils utilisent le turc. Abdullah Öcalan, utilise lui-même le turc pour sa propagande du fait de ces différences. " Lorsque certains protestent en soutenant que le kurde n'est pas une langue, T. Özal déclare " l'important est que l'interdiction

soit levée. Vous n'avez qu'à marquer la langue et les dialectes dans le projet (...) La nouvelle génération parle en turc. Au bout d'un certain temps le kurde sera oublié".

Finalement, aucune décision n'est prise à la fin de ce conseil très houleux. Plus tard, Turgut Özal, hospitalisé à Houston, décide alors de demander à l'éminent écrivain kurde Yasar Kemal d'élaborer un rapport sur la question kurde. Dès le lendemain Y. Kemal lui renvoie un rapport rédigé à la main. Les Kurdes seront autorisés à parler leur langue en privé mais la langue kurde continuera à être interdite dans l'administration, l'enseignement et l'information. Cependant le pari de Turgut Özal est loin d'être gagné.

## **EN VISITE EN TURQUIE, GEORGE SOROS, LE CÉLEBRE FINANCIER MONDIAL CONSEILLE AUX TURCS DE RÉGLER LE PROBLÈME KURDE AVANT TOUT**

George Soros, un des plus grands financiers mondiaux, a déclaré, le 20 juin 1999, au cours d'une conférence à Istanbul à laquelle il était invité que " la Turquie doit résoudre la question kurde pour l'Europe ". Interrogé sur la raison pour laquelle la Turquie ne faisait pas partie comme les pays de l'Est des candidats sélectionnés pour l'entrée à l'Union européenne, M. Soros a indiqué que la Turquie se devait d'abord trouver une solution culturelle au problème kurde puis il a poursuivi en déclarant " Entre l'Union européenne et la Turquie il y a la question kurde qui pose problème. Si celle-ci ne trouve pas de solution dès maintenant, il semble qu'elle prendra des proportions plus importantes encore. Comme vous le savez, l'Union européenne a vécu une certaine expérience au Kosovo. Je ne suis pas désespéré de voir trouver une solution à la question. Je constate que des tentatives sont entreprises pour résoudre le problème. Le mouvement terroriste n'a pas été anéanti, mais a reçu un sérieux coup. Le leader du mouvement est aujourd'hui devant la justice. Cela peut créer une opportunité. Une situation permettant aux Kurdes de pouvoir vivre leur héritage culturel peut être une solution à la question. C'est en tout cas l'opinion d'une personne extérieure observant la Turquie ".

## **LE CHANTEUR KURDE AHMET KAYA RISQUE 13,5 ANS DE PRISON**

Poursuivi pour " propagande séparatiste ", le procès d'Ahmet Kaya, chanteur de la " musique authentique " qui risque 13,5 ans de prison, est le 16 juin 1999, revenu devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul. L'acte d'accusation établi par le parquet général indique que les poursuites sont ordonnées à la suite de deux discours d'Ahmet Kaya, l'un en Allemagne à Berlin en 1993 au cours d'un concert et l'autre le 10 février 1999 à l'occasion de la cérémonie de remise de prix organisée par l'Association des journalistes de magazines à l'hôtel Maslak Princess. Sur la base de l'article 169 du code pénal et l'article 5 de la loi 3713 de la loi anti-terreur, l'accusation requiert de 4,5 à 7,5 ans de prison pour " soutien à une organisation illégale " et de 2 à 6 ans de prison pour " incitation à la haine en ayant évoqué des différences religieuses, linguistiques et ethniques " en vertu de l'article 312 du code pénal turc.



**MOYEN-ORIENT** • Alors qu'Abdullah Öcalan doit connaître ce mardi sa sentence, un véritable printemps culturel kurde se déroule en Iran. Le président Khatami joue gros: le moindre dérapage séparatiste pourrait lui coûter le pouvoir

# En Iran, les Kurdes apprécient trop leurs nouvelles libertés pour suivre le PKK

**Serge Michel,  
Sanandaj (ouest de l'Iran)**

«Et Öcalan, vous l'avez?» Au lieu de répondre, le jeune marchand d'images du bazar de Sanandaj, la capitale du Kurdistan iranien, sourit jusqu'aux oreilles et plonge sous ses photos de chanteurs moustachus pour en extraire, très fier, une grande peinture sur verre du leader kurde, une colombe entre ses mains. «Je vous l'offre, c'est un héros.»

Tous les Kurdes d'Iran vous le diront, la main sur le cœur: Öcalan s'est battu pour une juste cause, sa place au paradis est réservée non loin du Prophète, le jour où il se balancera au bout d'une corde turque. Le chef du PKK s'en ira ainsi rejoindre la longue liste des héros kurdes qui ont connu la gloire de ne pas mourir dans leur lit: de Qazi Mohammad, président de l'éphémère République kurde de Mahabad pendu en 1947 à Abdul Rahman Ghassemlou, chef du Parti démocratique du Kurdistan

d'Iran, assassiné à Vienne en 1989 alors qu'il négociait avec des agents iraniens.

## Langue autorisée

Et pourtant, d'Oroumieh à Kermanshah, personne ne prête la moindre attention aux slogans du PKK: lutte armée et unification du Kurdistan divisé en quatre Etats. C'est que les Kurdes iraniens bénéficient depuis l'élection du président Khatami en mai 1997 d'une liberté jamais goûtée, qu'ils refusent de brocarder pour un séparatisme aventureux qui ne leur a jamais rien apporté.

«Depuis un siècle, le pouvoir central iranien ne regarde le Kurdistan qu'avec les yeux du nationalisme chauvin et de la répression. Il était normal que les Kurdes s'insurgent», explique Abdullah Ramazanzadeh, nouveau gouverneur de la province du Kurdistan, un Kurde pour la première fois dans l'histoire. Ce jeune politicien de 40 ans, auteur d'une thèse en Belgique sur les groupes ethniques, est un proche depuis quin-

ze ans de Mohammad Khatami. Durant la campagne présidentielle, il lui a soufflé quelques idées sur les minorités ethniques qui ont valu au candidat réformateur des scores allant jusqu'à 80% dans la région. Il a alors fallu tenir promesse. Depuis deux ans, la langue kurde est prudemment autorisée dans les journaux, les livres et les mosquées. Après des années de répression et de sous-développement, cela fait l'effet d'un véritable printemps kurde. Un premier film kurde est en production, les troupes de musique traditionnelle obtiennent des subventions et on ne compte plus les séminaires sur l'histoire et la culture kurde.

«D'ici peu, on enseignera même le kurde à l'école», lance le gouverneur. Cette nouveauté absolue figure depuis vingt ans dans la Constitution iranienne (art. 15) mais n'a jamais été mise en application. «Nous devons encore former des professeurs, imprimer des livres scolaires et choisir un dialecte kurde standard», précise Abdullah Ramazanzadeh. Pour l'heure il se charge de remplacer progressivement les cadres persans ou azéris par des autoch-

tones: déjà 65% des responsables publics sont kurdes. Du coup, l'habit traditionnel kurde autrefois banni a réapparu dans les bureaux de Sanandaj.

Pour couvrir ses arrières, le gouverneur invoque l'islam qui met tous les croyants à égalité, sans qu'une langue ou une culture domine les autres. Mais cela ne suffit pas à endormir les religieux conservateurs de Téhéran, qui fustigent cette bienveillance envers des populations toujours considérées comme dangereuses. De fait, c'est au Kurdistan que la «société civile» prônée par Khatami va subir l'une de ses épreuves les plus sérieuses. Si les libertés nouvelles devaient déraiper en revendication séparatiste, à l'exemple du scénario soviétique, le chapitre réformateur en Iran pourrait se refermer très vite.

Les élites locales en sont conscientes, qui formulent leurs exigences avec grande délicatesse. Le Conseil municipal, élu pour la première fois fin février, rassemble les descendants des tribus qui dominent depuis des siècles le Kurdistan iranien. Abdol Monem

Mardough est arrivé en première position, bien que sa candidature n'ait été acceptée que quarante-huit heures avant le scrutin. C'est le fils d'une famille célèbre depuis quatre cents ans dans la région. «On veut plus de libertés, pas l'indépendance. Nous sommes iraniens avant tout», assène ce bel homme à moustache et crinière blanche, déniché à 30 km de Sanandaj dans une demeure surplombant Navareh, village qui faisait partie autrefois des terres des Mardough et passe aujourd'hui pour produire le meilleur yoghourt de l'ouest iranien.

De quelles libertés parle-t-il? L'homme qui voudrait se présenter aux législatives du printemps 2000 doit rester vague. Après la libéralisation de la langue, les Kurdes désirent avant tout pouvoir pratiquer le sunnisme sans entrave. La République islamique qui a fait du chiisme sa religion d'Etat reconnaît aux juifs, aux chrétiens et aux zoroastriens plus de droits qu'aux autres branches de l'islam.

Soudain, Mardough évoque la notion d'autonomie régionale.



Des villageoises dans l'Ouest iranien. Pour la première fois dans l'histoire, le gouverneur de la province du Kurdistan est un Kurde.

ARCHIVES

Mais se reprend vite: certains à Téhéran ne font pas la différence entre autonomie et indépendance. Il vaut mieux entonner le refrain officiel: Kurdes et Persans partagent deux mille cinq cents ans

d'histoire, leurs langues sont très proches, jamais la situation ne sera comparable à la Turquie ou à l'Irak. Seule ombre au tableau: des manifestations début mars contre

l'arrestation d'Öcalan ont fait cinq morts à Sanandaj. Les conservateurs de Téhéran se sont écriés: «Voilà où mène la société civile!» Le gouverneur et l'élite kurde se sont tirés d'affaire en dénonçant

des provocations par des éléments turc et irakien infiltrés. La renaissance kurde en Iran est donc sauve, jusqu'au prochain incident. ■

# La peine de mort requise contre Abdullah Öcalan

La Cour de sûreté de l'Etat turc rend son verdict aujourd'hui.

Istanbul de notre correspondant

Sur les berges et au sommet de la colline, des soldats en faction tous les 50 mètres donnent à la petite île-prison d'Imrali, plantée de cyprès et d'oliviers, un air de camp retranché, avec ses nageurs de combat tournant autour de l'embarcadere en canot et ses frégates croisant au large. Là, dans la mer de Marmara, a été incarcéré le chef rebelle kurde, Abdullah Öcalan, après son arrestation au Kenya le 15 février dernier. Là, au terme d'une instruction rapide, s'est tenu son procès pour «trahison» et «séparatisme» devant la Cour de sûreté de l'Etat. Aujourd'hui, l'île vivra une dernière journée de fébrilité, la cour devant rendre un verdict peut-être lourd de conséquences pour la stabilité du pays. Sans surprise, la peine de mort a été requise par le ministère public, qui accuse le chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) d'être un «terroriste», responsable des quelque 29 000 victimes tuées en quinze ans par la rébellion dans le Sud-Est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes.

Devant la cour, Abdullah Öcalan a adopté pour ligne principale de défense l'offre d'un arrêt négocié des hostilités en échange de sa vie. «Si on m'en donne la permission, je dis que je suis en mesure de ramener d'ici à trois mois tous les hommes qui sont dans les montagnes», a-t-il déclaré à l'ouverture du procès, le 31 mai. Mais il a aussi menacé de plonger la Turquie dans un bain de sang affirmant que 5 000 combattants étaient prêts à mourir pour lui.

«Avant de prononcer la sentence,



Des Kurdes manifestent en faveur de la libération d'Abdullah Öcalan, le 31 mai en Allemagne.

le président de la cour demandera à l'accusé s'il veut prendre une dernière fois la parole. Cette intervention sera très courte. Notre client lancera un dernier appel à la paix», a indiqué M<sup>e</sup> Ercan Kanar, l'un des défenseurs du chef rebelle kurde, qui a rencontré lundi son client à Imrali pour la dernière fois avant la sentence.

Nombreux sont les observateurs qui s'attendent à ce que les juges prononcent une condamnation à mort. Si le juge Turgut Okyay créait la surprise en se montrant sensible aux arguments en faveur de la paix civile, l'opinion publique, notamment les parents des victimes du PKK, ne comprendrait pas que l'on épargne le «massacreur de bébés», comme il est présenté par la presse depuis des mois. Et les

*«Si on m'en donne la permission, je suis en mesure de ramener d'ici à trois mois tous les hommes qui sont dans les montagnes.» Öcalan, chef rebelle kurde*

milieux ultranationalistes, renforcés par leur présence dans la coalition gouvernementale depuis les élections d'avril, ne manqueraient pas de manifester leurs sentiments antikurdes. Les nombreux problèmes qu'ont connus les avocats d'Öcalan avant et pendant

le procès, en dehors du tribunal, en sont la preuve. Une fois tombé ce premier verdict, Öcalan aura encore la possibilité de faire appel. S'il est rejeté, la décision finale appartiendra au Parlement, qui devra approuver l'exécution. La Tur-

que n'a pas exécuté de condamné à mort depuis 1984, mais la composition du Parlement, dominé par les nationalistes, devrait logiquement entraîner une confirmation de la condamnation. Le seul recours

du chef du PKK serait alors de faire appel à la Cour européenne des droits de l'homme et de contester les conditions de son arrestation, en février dernier dans la résidence de l'ambassadeur de Grèce au Kenya, et l'équité de son procès. La durée d'une telle procédure est au minimum de six mois et peut dépasser un an.

Pour ce jugement à haut risque, la Turquie se retrouve donc partagée entre deux choix cruciaux. Au moins aura-t-elle réussi, en supprimant le juge militaire de la Cour de sûreté de l'Etat, à échapper aux critiques de l'Europe. Moindre mal, car cette réforme constitutionnelle opportuniste ne résout rien aux atteintes aux droits de l'homme et à la liberté d'expression qui ont fait sa réputation ●

JÉRÔME BASTION  
avec AFP, Reuter

LIBÉRATION  
MARDI 29 JUIN 1999

# Ocalan condannato a morte

*Monito dell'Europa alla Turchia: non eseguite la sentenza. Interviene anche Ciampi*

DAL NOSTRO INVIATO

MUDANYA — Caroselli, bandiere rosse con stella e mezzaluna, inno nazionale cantato fino all'ultima parola e tanti piccoli cappi agitati fin dentro l'aula bunker dell'isola di Imrali. La Turchia fa festa e rafforza le misure di sicurezza per prevenire una possibile ondata di attentati. Il processo lampo contro Abdullah Ocalan è finito: 9 udienze e 30 minuti di camera di consiglio per emettere una condanna di primo grado all'impiccagione. La sentenza, letta dal presidente della Corte per la sicurezza dello Stato, Turgut Okyay, è quella che tutti avevano pronosticato: «È stato stabilito che Ocalan... deve essere punito con la morte... Perché ha fondato e incoraggiato un'organizzazione terroristica separatista... E per il fatto che le azioni commesse abbiano indiscriminatamente ucciso migliaia di persone innocenti. Bambini, ragazzi, donne, anziani...».

L'imputato, impassibile, ha fatto un ultimo appello per una soluzione democratica nella guerra non dichiarata che da 15 anni provoca lutti tra i turchi e tra i curdi: «Mi rivolgo all'umanità, chiedo la collaborazione di tutti. Non sono un traditore della Patria e non debbo essere trattato come tale. Ho sempre lavorato per la pace e spero che le autorità tengano conto». Poi, a sentenza appena pronunciata, Ocalan ha alzato un braccio in segno di saluto regalando anche un timido sorriso: «La libertà vincerà», ha detto infine ai suoi avvocati che ora sperano solo in un ripensamento del Parlamento di Ankara cui spetta l'ultima parola sull'esecuzione della pena capitale. Ma i partiti di governo e di opposizione sono quasi tutti favorevoli all'impiccagione del leader del Partito dei lavoratori curdi. Avverte, però, il Consiglio presidenziale del Pkk: «La condanna a morte di Ocalan è una macchia sui diritti de-

mocratici del popolo curdo, una macchia sulla storia della Turchia, una macchia che non può essere perdonata». E questa, che suona anche come una minaccia, fortunatamente è mitigata da un appello a tutti i militanti curdi: solo proteste pacifiche, in questa fase. E tra le proteste, c'è stata quella di una ragazza di 17 anni che si è immolata a Istanbul, cospargendosi di profumo e poi dandosi fuoco. Soccorsa immediatamente è stata portata in ospedale dove le hanno diagnosticato ustioni di secondo grado.

Sono le 10.34 quando al porto di Mudanya (Mar di Marmara) esplode l'applauso dei parenti dei soldati turchi uccisi negli scontri con il Pkk. La televisione di Stato, l'unica autorizzata a trasmettere dall'isola bunker, dà l'annuncio e scatena l'entusiasmo di duemila nazionalisti assiepati sul molo: slogan («I caduti non muoiono, il Paese non si divide»), danze ritmate dal motivo che accompagnava i Giannizzeri in battaglia ai tempi dell'impero Ottomano, accuse durissime a chi ha accolto «Apo», lo «zio» dei curdi, prima della sua cattura in Kenia: «Il corpo di Ocalan deve essere sepolto nel cimitero del Paese di D'Alema, oppure in Grecia o in Siria», urla un vecchio con la bandiera turca appesa al collo. E nessuno vuole sentir parlare di clemenza, neanche il popolarissimo attore Cumeyt Arkin che si è precipitato a Mudanya per attendere la sentenza con i suoi fan. «Se guardate la foto di mio figlio ucciso nel '94 a soli 21 anni, vi accorgete che oggi finalmente sorride», dice Gulsum Gulcerce. Questa madre spiega che Ocalan non è stato sincero e per questo merita di morire: «Gli avrei creduto se avesse fatto i nomi dei suoi complici, in quel



**IMPICCAGIONE** I parenti dei militari uccisi dal Pkk mostrano cappi in segno di vittoria per la sentenza contro Ocalan. In alto, i sostenitori del leader curdo manifestano a Parigi



caso l'ergastolo sarebbe stata una soluzione».

Gli avvocati di Ocalan hanno sperato fino all'ultimo di far derubricare il reato (da tentativo di dividere lo Stato a banda armata) e di ottenere così una riduzione della pena all'ergastolo, che poi vuol dire 22 anni di carcere. Ma i tre giudici della Dgm hanno detto no, all'unanimità: «Al fine di garantire giustizia non c'è spazio per l'applicazione dell'articolo 59 del codice penale (attenuanti, n.d.r.)». Dunque, l'articolo applicato è il 125, quello che prevede l'impiccagione, anche se al termine dell'udienza il presidente Okyay si lascia sfuggire: «Personalmente sono contrario alla pena di morte, ma non si poteva fare diversamente». Alla fi-

ne, la «difesa politica» di Ocalan è sconfitta: l'unica richiesta accolta è quella che autorizza le guardie carcerarie a restituirgli gli occhiali Ray-Ban, l'orologio e una cintura (oggetto però vietato in tutte le prigioni del mondo).

Alle 12 — quando l'alicofa che riporta a terra i parenti delle vittime mette in scena un carosello nel porto di Mudanya, facendo ululare la sirena e sollevando schizzi d'acqua — «Apo» è di nuovo nella sua cella di Imrali dove incontra per novanta minuti il collegio difensivo. Racconta l'avvocato Mahmut Sakar: «Era più tranquillo di noi, più sereno del presidente Okyay che leggendo la sentenza ha mostrato una certa emozione». Va avanti il giovane legale curdo: «Non è stato un processo indipendente,

già si sapeva come sarebbe andata a finire perché l'opinione pubblica ha avuto un ruolo molto importante in questo dibattito».

Adesso ci sono la tappa della Corte suprema (l'unico grado di appello previsto, n.d.r) e quella della Corte europea per i diritti dell'uomo. Poi, la vera decisione sarà presa dal Parlamento».

Ad Ankara tutto si muove contro Ocalan. Il presidente della Repubblica, Suleyman Demirel: «La corte ha fatto il suo dovere». Devlet Bahçeli, leader della destra nazionalista (Lupi grigi): «Le sentenze si devono rispettare». E il suo vice, Ismail Kose: «I nostri 129 parlamentari voteranno per l'esecuzione». Pollice verso anche dalla signora Tansu Ciller (centro destra, partito

della Retta via), dal partito islamico di Recai Kutan e da quello della Madre Patria di Mesut Yilmaz. Il premier Bulent Ecevit (centro sinistra, partito della Sinistra democratica) si limita a dire che è troppo presto per parlare dell'orientamento del suo gruppo ma esclude che Ocalan possa ottenere i benefici di una futura legge sul pentitismo, al pari di un semplice militante. In Turchia, una delle poche voci che si levano per salvare la vita di «Apo» è quella di Nazimi Gur, presidente del Movimento per i diritti umani, che ha sostituito di recente Akin Birdal, finito in carcere ancora una volta per avere parlato in pubblico dei diritti del popolo curdo.

Dino Martirano

## «Giudizio sommario senza veri testimoni Alla sbarra un'idea»

di FABIO EVANGELISTI \*

Condannato alla pena di morte. Come da copione. Per questo Abdullah Ocalan non s'è nemmeno scomposto quando, ieri mattina poco dopo le 10 e 30, Turgut Okyay, presidente della Corte per la sicurezza dello Stato (Dmg), ha letto la sentenza che gli indicava il patibolo. In piedi, dietro il vetro blindato, cella nella cella, ha soltanto cercato di mostrare dignità, la dignità dello sconfitto. Del resto, fin da quando aveva messo piede sull'isola-prigione-teatro di Imrali, in mezzo al Mar del Marmara, sapeva che per lui non ci sarebbe stato altro finale. Così ha osservato in silenzio con le braccia raccolte dietro la schiena il sipario che calava e la fine della rappresentazione organizzata con i caratteri di un processo. Non una farsa, ma un'affaire maledettamente serio che non mancherà di code velenose, anche lontano da qui.

«Apo» Ocalan è stato dunque condannato alla forca, così come un mese fa aveva chiesto la pubblica accusa per terrorismo separatista e «tradimento della patria». Rischia quell'impiccagione che ogni giorno è stata invocata a

gran voce sul molo di Mudanya dai reduci, dagli amici e dalle madri dei giovani soldati dell'Anatolia mandati a morire nel Kurdistan. Ma, soprattutto, rischia di venir giustiziato perché questo è stato il refrain proposto durante la campagna elettorale di primavera dalle formazioni che oggi governano la Turchia: il Dsp (partito della sinistra) e del presidente Ecevit) e il Mhp (nazionalista).

Eppure, tornando qui sull'isola dopo tre settimane, m'era sembrato di avvertire un cambiamento di clima, una diminuzione della tensione. Non che immaginassi chissà quali sorprese ma che una più attenta valutazione delle ricadute internazionali della condanna fosse intervenuta nelle autorità turche: il ruolo della Nato, l'adesione all'Unione europea. Non a caso, pensavo, il giudice militare che affiancava il presidente della Dgm era stato sostituito con uno civile, con tanto di modifica costituzionale vo-

tata appena dieci giorni fa. Avevo poi notato che i controlli della gendarmeria, pur rimanendo severi, non erano più maniacali. E i giornali e le televisioni erano sembrati meno debordanti, rispetto ai primi giorni del processo, di immagini e di propaganda per i successi nella lotta al terrorismo o di sberleffi verso l'Ocalan che parlava di pacificazione nazionale.

Ma forse sono solo le sensazioni sbagliate dell'unico parlamentare italiano ammesso quale «osservatore» del Consiglio d'Europa qui nella *Dorusma Salonu* (aula giudiziaria) di Imrali. Parlamentare al quale, dopo il privilegio (?), toccherà ora riferire a Strasburgo sulle garanzie difensive offerte all'imputato dal tribunale di un Paese che è membro a tutti gli effetti di questo organismo sovranazionale che si propone insieme con la

Corte europea per i diritti dell'uomo come il «Tempio della democrazia e della tutela delle minoranze». Ci sarà tempo per riflettere e proporre una ben più ponderata relazione in quella sede. Tuttavia sento di aver percepito i limiti di un processo sommario. Un processo risoltosi in poche sedute (sei udienze all'inizio di giugno, due la scorsa settimana e la seduta di ieri solo per la sentenza), dove non c'è stato spazio per il contraddittorio, per il confronto dei testimoni, dove non si contestavano singoli crimini ma l'accusa riguardava il solo essere a capo di un movimento separatista (altri direbbero per l'indipendenza del Kurdistan). Ma veniamo al giorno della sentenza.

E martedì 29 giugno. Per giungere in tempo ho viaggiato l'intera notte in auto tra Istanbul e Mudanya. Alle 5 di mattina ho dovuto rifare tutti i controlli in gendarmeria e ripeterli, poi ancora, giù al porto. Mi hanno tolto persino la penna e gli occhiali da sole.

Arriviamo sull'isola alle 9.30. Tempo di prendere un *çay* (il tè locale) e si entra nel salone delle udienze. Si capisce subito che è il giorno decisivo: il giudice e gli avvocati indossano le toghe della festa. Alle 9.52 entra «Apo» e subito gli danno la parola.

Trenta secondi per ribadire di non essere un traditore della patria e per rilanciare il suo appello alla pacificazione nazionale. Il presidente sospende la seduta. Venti minuti di attesa e arriva la sentenza

prevista con una cosa che inquieta: «All'imputato siano riconsegnati i Ray-Ban, l'orologio e la cintura dei pantaloni». La cintura? Neanche il tempo di riprendersi dalla sorpresa e dall'aula si alza l'inno nazionale turco. È il tripudio degli avvocati di parte civile, delle mamme e delle sorelle delle vittime. «È la giornata — dirà poi una di loro — del sorriso sulle labbra della madre che hanno pianto». Si innalzano quadri e foto di giovani uccisi nella guerra con il Pkk. Sventolano le bandiere ma, soprattutto, si alzano le corde a cappio verso Ocalan. Lui, impassibile, concede un mesto sorriso

ai suoi avvocati, li saluta con un cenno e si infila nel cunicolo che lo riporta nella gabbia dove attenderà il processo di secondo grado. Fuori si fa festa. A questa si aggiungono anche i militari in servizio. Scene di giubilo si alternano a svenimenti. Un giovane viene portato via a forza, lo vorrebbe impiccare subito e con le sue mani.

Dal traghettone che salpa, getto un ultimo sguardo a questa splendida isola verde. Là in mezzo agli alberi, a fianco della cella di Apo, stanno già sorgendo nuove costruzioni. Sono altre celle. Dicono che siano per gli altri leader del Pkk che presto saranno catturati. Difficilmente rivedrò Imrali. Certamente sentirò ancora parlare di «Apo» Ocalan. Non so se come martire della causa curda o come «ostaggio» dell'incompiuta democrazia turca.

\*Deputato Ds, delegato al Consiglio d'Europa

Corriere della Sera

MERCOLEDÌ 30 GIUGNO 1999

# A Court in Turkey Sentences Kurdish Rebel Chief to Death

## Country Reported Calm Following Ocalan Verdict

By Stephen Kinzer  
*New York Times Service*

ISTANBUL — A Turkish security court on Tuesday sentenced the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan to death for his 15-year campaign against the Turkish armed forces, setting off concerns for security around the country and beyond.

There were no reports of violent reaction in Turkey, where the police were on high alert, or elsewhere.

Hundreds of Kurds marched to the Turkish Embassy in Athens to protest the sentence. The Kurds, carrying banners that said "Freedom to Ocalan, Freedom to Kurdistan," were stopped by police a short distance from the embassy building.

Kurds also staged peaceful protests in Bonn, Moscow, The Hague, Paris and other European cities. Others scuffled with police in Rome, Marseille and Nicosia.

Foreign governments appealed for calm and urged Turkey not to carry out the death sentence.

Mr. Ocalan's guerrilla group said it had no plans to order retaliation for the verdict because the Turkish state "still has the power to amend this."

The chief of the three-judge panel that pronounced the sentence, Turgut Okyay, said Mr. Ocalan's fighters had "murdered thousands of innocent people, among them babies, children, women and the elderly."

"Ocalan and the organization he ruled carried out terrorist actions aimed at dividing the state," Mr. Okyay said. "His activities constitute a serious, immediate and great danger to the country."

During his trial at the prison island of Imrali, Mr. Ocalan confessed his responsibility for killings but said he had changed his views and was ready to make peace. He said that if his life were spared and the government granted greater cultural freedom to Kurds, he would ask his followers to give up their guerrilla campaign.

Mr. Ocalan also warned that if he were hanged the conflict would intensify. He said 5,000 of his followers were ready to stage suicide attacks.

"I do not accept this charge of treason," he said in a brief statement before the judges pronounced their sentence. "I believe I have struggled for the unity of this land and for a free life."

Mr. Ocalan, 50, showed no reaction as he was sentenced. Relatives of war victims who were in the courtroom, together with their lawyers, whooped for joy and lustily began singing the national anthem.

Mr. Ocalan rose to his feet, smiled wanly and waved before shambling out

of the glass booth in which he has been seated throughout the trial and leaving the courtroom through an adjacent door.

Conviction of treason carries a mandatory death sentence in Turkey, so the verdict was widely expected. A lengthy appeals process may lie ahead.

The case will automatically go to a higher court for review, and if the sentence is upheld there, both Parliament and President Suleyman Demirel must approve it. Military commanders may be able to influence the final decision.

Mr. Ocalan is also expected to appeal to the European Court of Human Rights, whose jurisdiction Turkey has accepted in the past. Such appeals can take a year or longer.

The political wing of Mr. Ocalan's Kurdistan Workers Party issued a statement in Vienna after the verdict saying party leaders would "look at this new development from all sides, discuss it, and then implement the strategy and actions as soon as possible."

The Workers Party "has regarded this process as illegitimate from the beginning," the statement said. "With this ruling, the Turkish side has ignored the call by the Kurdish side for a peaceful settlement of the war and an end to the bloodshed."

Turkish leaders insist the Workers Party is a terrorist group without a political or social base, and that it has served as a tool for foreign powers seeking to divide Turkey. They have repeatedly refused to consider its cease-fire proposals.

At the end of last year, Mr. Demirel said that since the armed conflict began in 1984, it had cost the lives of 5,302 civilians, 5,555 soldiers and security officers, and 23,638 guerrillas.

In the days after Mr. Ocalan's capture in February in Kenya, where he had been living under the protection of Greek diplomats, Kurds in Turkey and in many European cities erupted in violent anger.

After his death sentence was pronounced on Tuesday, Interior Minister Otto Schily of Germany urged the 2 million Kurds living there "to remain calm and not to get swept up in ill-conceived actions."

Prime Minister Massimo D'Alema of Italy warned Turkey against "distancing itself from Europe" and said: "One cannot even think of carrying out this sentence." President Vaclav Havel of the Czech Republic also said he opposed executing Mr. Ocalan.

The Swiss government issued a statement saying that executing Mr. Ocalan "would promote a new spiral of violence in Turkey as well as in the rest of Europe, and would not contribute to a peaceful solution of the Kurdish question."

A spokesman for the Foreign Ministry in Russia said avoiding execution would show Turkey's adherence to "high prin-



Abdullah Ocalan looking down Tuesday after being sentenced.

ciples of humanity." A French government spokeswoman said a commutation "would be in keeping with Turkey's European calling."

The Council of Europe said none of its 41 member states had executed a prisoner in the last two years, and called upon Turkey, which is a member, to extend the unofficial moratorium on executions that has been in force here since 1984.

The council said Mr. Ocalan had been given a fair trial, but the private human rights group Amnesty International disagreed, saying the trial "violated both national law and international standards." The chief human rights officer of the United Nations, Mary Robinson, said "lack of due process" made the verdict "particularly disquieting."

Public opinion in Turkey still seems heavily favorable to carrying out the death sentence.

# Ocalan can only wait and hope

**President and parliament will make the final decision, writes Andrew Finkel on Imrali Island**

THERE were tears and scenes of jubilation in the island courtroom of Imrali yesterday as a three-judge tribunal passed a sentence of death against Abdullah Ocalan, leader of the Kurdish Workers' Party.

Turgut Okyay, the chief judge, said that Ocalan had been responsible for "the indiscriminate deaths of thousands of innocents — babies, children, women, elderly people — any one of which was worthy of a death penalty in its own right."

Ocalan was convicted of treason under Article 125 of the Turkish Penal Code, accused of trying to force the break-up of the Turkish state. He denied he had been guilty of treachery. "I didn't fight against the republic, I fought to make it democratic," he said in a final statement that lasted less than two minutes.

Bereaved families of soldiers who died in the 15-year conflict gasped when the verdict was announced and at a pre-arranged signal began a rendition of the national anthem. One young man snapped a pencil in two: a prerogative normally reserved for the judge passing a capital sentence.

Ocalan gave a cheery wave to his lawyers then slipped out of the door of the bullet-proof glass cubicle that has been his home throughout the nine-day trial. His fate is not certain. A court of appeal will review his sentence, which then has to be confirmed first by parliament and then by the Turkish President. Turkey must now decide whether to antagonise its European allies, some of which are nervous of the Kurdish conflict being played out on their own soil. The case could well go to the Strasbourg Court of Human Rights for review.

"The judicial process is finished; the political chapter has just opened," Fabio Evangelisti, an Italian deputy and unofficial observer at the trial, said. Such sentiments are red rags



**Gallows demand: relatives of those killed in the fight against the separatist Kurdistan party making their feelings clear as Ocalan was being sentenced yesterday**

to what have become known as the "martyrs' families", many of whom regard European interest in the trial as a means of cheating them of their prey. "If Europe is upset, so be it — let the bitch weep for the dog it spawned," recited one 17-year-old girl whose older brother died on the Iraqi border. She was reading her own poem on the hydrofoil back to the mainland. It continued: "Break the pencil, your honour. Tell the cur, he's for the gallows."

Many of the families' lawyers were not so much waving the flag as wearing them on their backs. One, sporting a

matching Turkish flag T-shirt, was hoarse with excitement as he urged that June 29 be declared a public holiday.

There were more dignified scenes as well. One woman sat by herself weeping as she

in a flag, approached its moorings to face a battery of cameras. Despite the drums and bands and scenes of jubilation greeting the boat as it returned to dock, there is a growing fear that perhaps the desire for retri-

tribution may have gone too far.

Although the judge's sentence was broadcast on television, Ocalan's own terse statement has not been shown. He had hoped that his trial would provide a

chance to set right problems aggravated by a history of errors. "The way ahead is peace, not war," he said.

**'The judicial process is finished; but the political chapter has just begun'**

clutched a photo of her brother in military uniform who died four years ago at the age of 21. "My mother still can't accept that he's gone," she said.

The hydrofoil, itself draped

# Kurds are 'ready to take revenge'

BY ANDREW FINKEL

HE NEVER openly made an offer during the course of his trial but the implication was there. "Spare me," Abdullah Ocalan appeared to be saying, "and I can get the PKK off the mountains." But he did tell the court that were he to be hanged the bloodshed would continue for another 100 years.

"There are 5,000 suicide bombers out there. These guys are crazy and I've done my best to control them," the guerrilla leader said at the start of his trial. The questions facing the authorities now are whether he can restrain his followers from his cell and whether his execution will become a rallying point to spur on the struggle for a Kurdish state.

Mizgin Sen, spokeswoman for the National Liberation Front for Kurdistan, an umbrella organisation, said: "The sentence was a very strong statement to the Kurdish people that the solution the Turkish State is interested in is military, not political."

She said that the PKK, the Kurdistan Workers' Party, was left with little option but to retaliate, this time in western parts of Turkey instead of in Kurd strongholds. It is a risk

that many Kurds in Turkey are ready to take although they regard Ocalan's capture as proof that the PKK is split. Ocalan told his trial that his followers were divided, and even accused his estranged wife of masterminding the murder of Olof Palme, the Swedish Prime Minister.

Turkish ministers will privately confess that Ocalan's execution will not lead to the demise of the PKK. He estimated that the group's annual revenue was £160 million, which suggests that it has the financial muscle for terrorism. Just the threat of a bombing campaign this summer has cost the Turkish tourist industry billions of pounds, with some resorts not even bothering to open their doors.

One consequence of the PKK's campaign is that the mainly Kurdish southeast of Turkey remains under some form of martial law. At the trial bereaved families of soldiers who died in the conflict with the PKK were in court, but there was no mention of the grief of Kurdish mothers who lost their sons, remarked Ms Sen. The slights continue to fuel Kurdish resentment.

# Europe urges Ankara to show mercy

FROM CHARLES BREMNER IN BRUSSELS

THE death sentence on Abdullah Ocalan was greeted with indignation across Europe yesterday. The European Union said that if Ankara carried out the hanging its chances of future membership would be damaged.

The EU Commission, the Council of Europe and EU Governments sought to bring pressure on the Turkish parliament to consider the political consequences before confirming the sentence.

The EU made no bones about the damage that Ocalan's execution would inflict on Turkey's long-stalled application to join.

Ankara's poor record on human rights was cited by the EU last year as one of the main obstacles for excluding Turkey from the 12 states invited to start

membership negotiations.

Germany and Finland, the outgoing and incoming holders of the EU presidency, said that Ocalan's execution would breach the criteria of EU membership.

The German presidency expressed "the hope that Turkey will follow what has invariably been the practice for the last 15 years and not carry out the death sentence".

Finland said there was "absolute unanimity" in the EU that the death sentence must not be carried out.

The United States, which worked for months to help Turkey to arrest Ocalan, declined immediate comment on the sentence but declared that he was an international terrorist.

The Council of Europe, the 41-nation assembly which upholds human rights, noted that Turkey had promised in 1997 to abolish the death penalty and to have no more executions in the meantime. No member state of the council had carried out a death sentence for two years, it said.

Pressure is growing in the council to start moves to expel Turkey if it carries out the sentence.

As news of the sentence spread, Kurds gathered for protests in cities across Europe.

## Ocalan verdict

The death sentence a Turkish court imposed yesterday on Kurdish rebel Abdullah Ocalan was entirely predictable. While he put up a political defence for the insurrection said to have cost 30,000 lives, Mr Ocalan pleaded guilty to the substance of the terrorism charges against him. Equally foreseeable was the stream of clemency appeals from western European countries.

Europe has diminished leverage on Turkey these days. Yet if these appeals are heeded, Turkey has a chance of opening a new chapter in relations with its Kurds and its neighbours.

During his trial Mr Ocalan pleaded that if his life were spared, he could rein in the PKK movement which he created and led. His testimony did not entirely support this claim; he partly blamed PKK attacks on the fact that the movement had begun to slip out of his control. But it is in Ankara's clear self-

interest not to make Mr Ocalan a martyr.

In fact, the month-long trial has seen a slight shift of Turkish opinion in favour of sparing Mr Ocalan's life. Some newspapers now argue that executing him would be bad for Turkey's image, and counterproductive in terms of wooing the hearts and minds of Turkey's Kurds. Some may have also seen the parallel between Kurds in Turkey and Albanians in Kosovo.

In addition, the new coalition government is divided on capital punishment, with Bulent Ecevit, prime minister, and his social democrats against it. He has ample procedural means for delay. Any death sentence in Turkey is automatically appealed, and even then has to get parliamentary and presidential approval. This helps explain why no one has actually been executed in Turkey since 1984.

If Turkey really wants to wean the Kurds away from the PKK, it must do more to help the former with economic aid and perhaps some autonomy. It is striking that Ankara has been quicker to find extra money for Kosovo refugees than for Kurds. But just as Turks should not use the PKK to demonise Kurds, so the west, and Europe in particular, should not exonerate the PKK just because it is Kurdish.

One European state, Greece, still has some explaining to do. The Ocalan case showed the extent to which Greece backed the PKK merely because it was anti-Turkish. Turkey has complained at Greece's failure to apologise for this. An ideal opportunity to remedy this failure comes later today when George Papandreou, the moderate Greek foreign minister brought to office by the fall-out from the Ocalan affair, meets his Turkish counterpart in New York.

FINANCIAL TIMES WEDNESDAY JUNE 30 1999

**DÉCRYPTAGE.** Le procès du chef du PKK s'est achevé. L'Europe, qui a ignoré le sort des Kurdes, va-t-elle laisser exécuter Öcalan au risque d'une guerre sans fin?

# TURQUIE ET KURDES L'EUROPE FACE À SES LÂCHETÉS

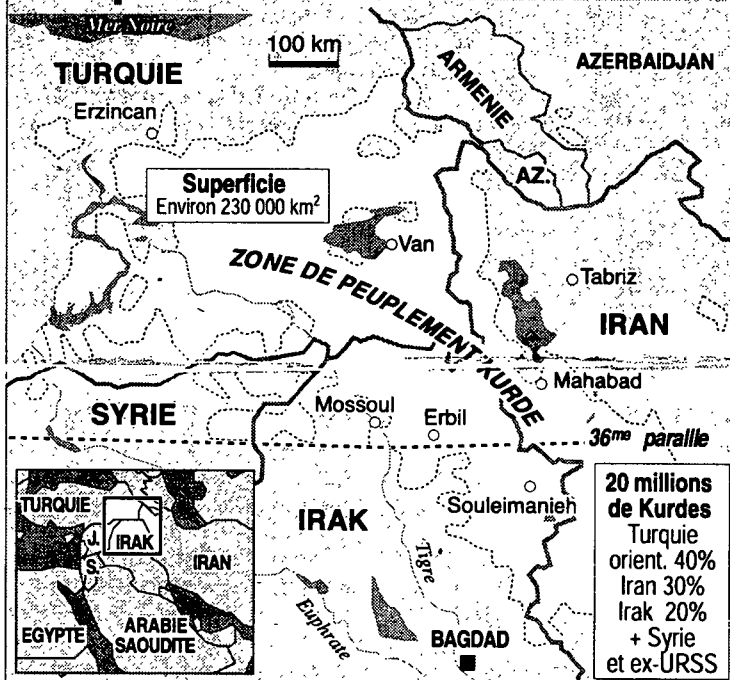
Les pays européens ont unanimement protesté, hier, contre la condamnation à mort du dirigeant kurde, et demandé à Ankara de ne pas l'exécuter. Un réveil qui cache mal les très lourdes responsabilités de l'Europe, une fois de plus tétanisée par les États-Unis, dans l'aggravation de la situation des Kurdes.

**L**a condamnation à mort d'Abdullah Öcalan a-t-elle réveillé les dirigeants européens? Ils se sont pourtant montrés d'une discrétion étonnante depuis tant de mois que dure la lamentable saga du chef du PKK. Une discrétion confinant à la lâcheté quand Öcalan, chassé de Damas par la pression des troupes turques à la frontière syrienne, errait d'un aéroport à l'autre, cherchant un pays d'accueil, acceptant, proposant même d'être traduit devant un tribunal pour les crimes qui lui sont reprochés en tant que chef d'une organisation considérée comme terroriste par la plupart des capitales européennes.

Il espérait qu'un procès devant une Cour européenne serait une occasion de trouver une solution pacifique au problème kurde. Seule l'Italie, qui l'a accueilli un temps, a tenté quelque chose, proposant d'organiser une conférence internationale sur la question kurde. Mais ses 14 partenaires de l'UE ont fait la sourde oreille, craignant de mettre à mal leurs intérêts avec la Turquie. L'Allemagne, qui avait pourtant lancé un mandat contre lui, a renoncé à le juger, officiellement par crainte d'une réaction de son importante communauté kurde!

**Même lâcheté pendant l'épisode lamentable de l'enlèvement d'Öcalan au Kenya**, de son transfert, ligoté et drogué, dans l'île prison d'Imrali, où il a été tenu au secret, sans contact avec ses avocats, quasiment jusqu'au procès. Silence également sur les conditions de ce procès bâclé où les droits de la défense ont été ouvertement bafoués, comme les avocats eux-mêmes, malmenés et insultés jusqu'à la salle d'audience. Pourtant, l'occasion était belle pour l'Union européenne d'aider la Tur-

## La question kurde et le PKK



**Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Öcalan, fondé en 1978, pr<sup>o</sup>met un "Grand Kurdistan"**

**Début de la lutte armée le 15 août 1984**

**Effectifs du PKK estimés en 1992 entre 5 000 et 10 000 membres**  
Moins de 5 000 aujourd'hui

**Branche politique : ERNK (Front de libération du Kurdistan)**

**Branche militaire : ARGK (Armée populaire de libération du Kurdistan)**

**300 000 militaires turcs déployés dans le sud-est anatolien**

**La rébellion et les opérations de l'armée ont fait au moins 31 000 morts**

que à remplir enfin les conditions pour le franchir. Depuis des années, le chœur des vierges européennes va répétant qu'Ankara doit adapter sa législation aux normes européennes : respecter les droits de l'homme, ceux des minorités, bannir la peine de mort et les délits d'opinion. Le

procès d'Öcalan aurait pu être l'occasion pour Ankara de faire un pas décisif dans ce sens. Et de mettre les Européens au pied du mur en leur ôtant tout prétexte de refuser la Turquie. Car la lâcheté des Quinze n'a d'égale que leur hypocrisie : peu d'entre eux souhaitent réellement

intégrer la Turquie, pays musulman à forte croissance démographique. Mais ils souhaitent continuer à y écouler leurs marchandises, et notamment leurs armes, ce qui suppose de ménager les autorités.

En agissant comme ils le font, ils rendent un très mauvais service aux Kurdes, à la Turquie, mais aussi à l'Europe. Car la question kurde n'est plus seulement un problème turc ou moyen-oriental. C'est devenu une question cruciale en Europe en raison des diasporas kurdes, de plus en plus importantes, chassées du Kurdistan par la politique de terre brûlée de l'armée turque. C'est peut-être un nouveau Kosovo qui se prépare : les dirigeants du PKK affirmaient hier qu'ils prenaient la condamnation d'Öcalan comme « une déclara-

tion de guerre contre le peuple kurde ». Ils espéraient encore un sursaut de l'Europe et « que le gouvernement turc prenne le temps de réfléchir avant de commettre l'irréparable ». Faute de quoi, affirmait leur représentant à Paris « ce sera le début d'une guerre sanglante, d'une guerre ethnique, qui n'apportera rien de bon ni aux Turcs ni aux Kurdes qui souhaitent, les uns et les autres, une solution pacifique ».

**L'Europe osera-t-elle, cette fois, se démarquer des États-Unis?** Les liens entre Washington et Ankara sont étroits. La plupart des généraux turcs – qui gouvernent le pays à travers le Conseil de sécurité national – ont été formés aux États-Unis. La Turquie est le pilier de l'OTAN au Moyen-Orient et coopère militairement, depuis deux ans, avec Israël. Alliée stratégique des États-Unis, elle met à leur disposition sa base d'Incirlik pour les bombardements contre l'Irak. D'ailleurs, la réaction de Washington, hier, était claire : pour eux « Öcalan est un chef terroriste » et ils ne voient pas d'objection à sa condamnation à mort. Quant aux Kurdes, ils n'intéressent la Maison-Blanche que lorsqu'elle peut les manipuler pour ses propres intérêts, comme en Irak. Jusqu'ici, la seule réaction ferme est venue du Conseil de l'Europe qui menaçait hier d'exclure la Turquie si Öcalan était exécuté. La Turquie a ratifié la Convention européenne des droits de l'homme et doit se plier aux arrêts de la Cour européenne, qui a été saisie par les avocats d'Öcalan. La procédure peut prendre des mois, ce qui laissera aux Européens et à Ankara le temps de réfléchir. Fait encourageant, la presse turque a déjà ouvert le débat : « Ne le pendons pas, car la Turquie sera isolée – un

pays démocratique n'agit pas par vengeance — et la terreur n'en finira jamais. La Turquie, pour rester membre du monde démocratique, doit réaliser que des Kurdes vivent sur son sol et respecter leur demande de protéger leur identité », écrivait l'éditorialiste de Radikal.

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

## KENDAL NEZAN «UNE OCCASION DE FAIRE LA PAIX A ÉTÉ MANQUÉE»

**P**résident de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan répond à nos questions sur la condamnation d'Abdullah Öcalan.

**Comment réagissez-vous au verdict ?**

**Kendal Nezan.** Je ne suis pas surpris que, dans un pays qui a

10 000 prisonniers politiques, où un intellectuel comme le professeur Ismail Besikci est condamné à deux cents ans de prison pour délit d'opinion et des députés à quinze ans d'emprisonnement, le chef d'une insurrection armée soit condamné à mort. Ce verdict était prévu et annoncé. Mais je suis extrêmement triste qu'une occasion de tourner la page de tant d'années de violences ait été manquée, et cela par manque de mobilisation internationale. Öcalan était vraiment en mesure de mettre fin à la lutte armée au Kurdistan contre une reconnaissance des droits culturels de la population kurde et l'enseignement du kurde dans les écoles. La communauté internationale aurait pu

faire pression pour éviter cette condamnation. C'était un prix modeste à payer quand on pense à tout ce qui a été fait pour l'autonomie de 1,8 million de Kosovars. En Turquie, 15 millions de Kurdes ne demandent rien d'autre que l'autonomie culturelle.

**Pourquoi, selon vous, la Turquie a-t-elle laissé passer cette chance ?**

**Kendal Nezan.** J'ai le sentiment

que l'armée turque a besoin de cette guerre avec le PKK pour maintenir sa mainmise sur le pays, continuer sa modernisation et ses achats d'armements, et achever la dispersion des Kurdes pour éradiquer le problème.

**L'Europe ne peut-elle pas encore réagir ?**

**Kendal Nezan.** Je crois que des voix s'élèvent en Europe contre ce verdict. Mais j'ai peur que ces voix ne soient ni assez unies ni assez fermes pour être entendues par la Turquie. L'Europe aurait pourtant intérêt à convaincre les États-Unis que ce conflit n'a que trop duré. D'autant plus qu'il pose de graves problèmes de paix intérieure en Europe même. À cela s'ajoute une décredibilisation de l'OTAN qui, pour ses cinquante ans, a inscrit dans sa nouvelle charte l'action pour le respect des minorités. Et on laisse la Turquie, membre de l'OTAN, se comporter comme elle le fait à l'égard des Kurdes !

PROPOS RECUEILLIS  
PAR F. G.-R.

# La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a condamné à mort le chef du PKK

## L'Europe demande la grâce d'Öcalan

*De nombreuses capitales européennes appellent la Turquie à ne pas exécuter le chef rebelle*

De nombreuses capitales européennes ont appelé hier Ankara à ne pas exécuter Abdullah Öcalan après la condamnation à mort du chef rebelle kurde, qui a déclenché une série de manifestations de Kurdes en Europe.

L'Union européenne, par la voie de sa présidence allemande, a appelé la Turquie à renoncer à appliquer la peine de mort contre Abdullah Öcalan en soulignant l'ambition de ce pays d'intégrer un jour l'UE. « La présidence espère que la Turquie restera fidèle à la pratique constante des quinze dernières années » de ne pas exécuter les condamnés à mort et « n'appliquera pas la condamnation à mort », a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères.

Du sommet de Rio, Jacques Chirac a déclaré que si Öcalan avait indéniablement mené « une action terroriste », il souhaitait que la

*kurde. La sentence a déclenché une série de manifestations dans le monde.*

condamnation à mort du leader kurde soit « commuée en une autre peine qu'il appartient à la justice de déterminer ».

L'Allemagne, où vit une forte communauté kurde, a, par la voix de son ministre de l'Intérieur, Otto Schily, souhaité que le jugement soit porté devant une « instance de révision ». Le gouvernement britannique a indiqué qu'il ferait pression sur la Turquie afin que cette condamnation à mort soit commuée en réclusion à perpétuité. A Washington, la Maison-Blanche s'est refusée à commenter la peine prononcée contre Öcalan tout en affirmant que le chef kurde était « un terroriste international ».

Les Kurdes ont également manifesté spontanément dans plusieurs villes européennes. A Londres, plus de 200 Kurdes se sont regroupés

dans le centre, après s'être d'abord massés devant l'ambassade des États-Unis. A Moscou, environ 300 Kurdes se sont rassemblés dans le centre-ville tandis que, à La Haye, environ 200 Kurdes manifestaient dans le calme. D'autres manifestations ont également été signalées à Amsterdam et à Rotterdam. A Strasbourg, siège du Parlement européen, 250 à 300 Kurdes se sont rassemblés au centre-ville.

Les mesures de sécurité ont été renforcées autour des représentations diplomatiques israéliennes dans des pays où vivent des communautés kurdes, comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie. Le Kenya, où avait été capturé Öcalan le 15 février, a renforcé la sécurité de ses ambassades.

Dès la sentence annoncée, le PKK



a appelé à des protestations « démocratiques et politiques » contre la condamnation à mort de son chef pour trahison et tentative de diviser la Turquie, soulignant dans un communiqué que ce verdict ne constitue pas

une décision finale.

La « guerre » que mènent les Kurdes contre le régime turc « reprendra et sera intensifiée », a toutefois affirmé le président du Parlement kurde en exil, Jasar Kaya, précisant

qu'il faudrait attendre encore « deux à trois mois » pour voir si la sentence prononcée contre Ocalan sera appliquée. (AFP.)

# « Quel bonheur de pouvoir se dire Turc »...

## *Pour venir à bout des séparatistes kurdes, Ankara n'a trouvé d'autre politique que celle de la terre brûlée.*

BITLIS (sud-est anatolien) :  
**Éric BIEGALA**

C'est des imposantes murailles du château de Bitlis qu'on a la meilleure vue sur l'antique bourgade. C'est aussi depuis cette éminence balayée par l'air des montagnes qu'on parle un peu plus librement, mais à peine : « Abdullah Ocalan ? je ne sais pas, je préfère ne rien dire. Vous savez, je ne veux pas faire de politique », s'excuse Kenan, un adolescent de 15 ans qui a déjà parfaitement intégré les règles de prudence locales.

Lovée dans une faille creusée par la rivière, la forteresse aurait été fondée par un lieutenant d'Alexandre le Grand, qui lui légua son nom : « Battis », devenu Bitlis avec le temps. Située au sud de l'immense lac de Van, la cité était une étape importante sur la route de la soie. Sa vieille médersa (école coranique); les vénérables minarets, quelques mausolées d'époque seldjoukide l'attestent encore.

Aujourd'hui, la ville se retrouve au beau milieu de ce Kurdistan de Turquie officiellement dénommé « sud-est anatolien » qui vit toujours sous état d'urgence, c'est-à-dire nanti d'une présence militaire et policière très importante.

« Personne ne vous dira ouvertement ce qu'il pense, prévient Murat, 25 ans, chômeur. Les gens se plaignent d'abord du manque de travail, mais celui-ci est lié aux événements ». Les « événements », c'est ainsi qu'on caractérise la lutte armée du PKK dans la région et les opérations de contre-guérilla de l'armée turque.

« C'est tout de même beaucoup plus calme aujourd'hui. En 1990, on entendait parfois les balles siffler au-dessus de nos têtes en pleine ville », se souvient un ami de Murat. En 1994, quatre instituteurs étaient assassinés par la guérilla à Yolla-

lan, un bourg des environs. Les rebelles d'Abdullah Ocalan ont souvent considéré que les écoles ne servaient qu'à « turquifier le Kurdistan ». Près d'une centaine d'instituteurs ou de professeurs ont été ainsi froidement assassinés depuis le début des « événements », en 1984.

Les forces de l'ordre elles aussi n'ont pas toujours fait dans le détail entre les combattants du-PKK et les Kurdes en général. A l'entrée de Bitlis, les imposants bâtiments de la « jandarma » affichent leur credo : « la patrie avant tout ». En face, c'est une colline entière qu'on a flanquée d'un énorme slogan : « quel bonheur de pouvoir se dire Turc ! ».

## Expulsions

Pour contrer les rebelles qui viennent souvent se ravitailler de gré ou de force dans les villages, les forces armées n'ont trouvé d'autre politique que celle de la terre brûlée. Selon un rapport parlementaire, publié fin 1997, l'armée a expulsé « 401 328 personnes de 905 villages et 2 523 hameaux ». Des expulsions « illégales », précise le rapport qui indique que, « après 1990, les pâturages ont été interdits dans de nombreuses provinces, ce qui a mis un terme à l'élevage, seule source de richesse dans la région ».

La plupart du temps, les hameaux sont purement et simplement détruits. « Ici, à Bitlis, il n'y a plus d'expulsion parce que tous les villages ont déjà été brûlés par les soldats », peste Murat. L'agglomération est passée de 38 000 habitants en 1990 à 54 000 aujourd'hui. Beaucoup, parmi les expulsés, ont choisi de tenter leur chance dans les grandes métropoles de l'ouest du pays, Istanbul, Ankara, Izmir. Les plus pauvres se sont arrêtés à Bitlis.

Selçuk, un restaurateur d'une quarantaine d'années, explique que les com-

merces de la ville sont également en perte de vitesse : « avant, les paysans descendaient des montagnes pour vendre leurs moutons ou les produits de la ferme. Ils achetaient ici tout ce qui leur manquait. Aujourd'hui, qu'ils n'ont rien à vendre, ils n'achètent rien non plus. Plus personne n'a de l'argent ».

Autour de la ville, quelques tentatives pour remettre certains villages en état sont autorisées... à condition qu'une partie des paysans s'enrôle dans la milice des « gardiens de village », forces supplétives de l'armée, souvent envoyées en première ligne.

Ailleurs, les expulsions se poursuivent. Muharem, 34 ans, vient d'arriver à Bostaniçi, une banlieue de Van, de l'autre côté du lac. Il y a encore quelques jours, il était l'heureux possesseur d'un troupeau de 150 moutons. « Cela faisait dix ans que les soldats nous empêchaient de pâturer ou nous avions l'habitude d'aller, dix ans qu'ils nous poussaient à vendre les bêtes pour devenir gardiens de village. Mon frère, ils l'ont tellement rossé qu'il est maintenant infirme et je dois m'occuper de ses huit enfants », raconte-t-il. Il y a une semaine, le commissariat d'Akçayli, le village de Muharem, a été transféré ailleurs. « Les soldats nous ont dit de partir. Il y avait environ 25 gardiens de village à Akçayli, ils ont dû partir aussi. Tout le monde a été expulsé », dit encore Muharem, qui aimerait bien récupérer au moins ses moutons.

Militairement parlant, cette politique de la terre brûlée s'est révélée efficace : depuis 1994, en effet, la guérilla ne semble plus capable que de coups de main sans grande importance tactique, même s'ils demeurent meurtriers. Mais, à terme, elle pourrait s'avérer désastreuse en s'aliénant une population qui, bien souvent, considère qu'elle n'est traitée ainsi que parce qu'elle est kurde. **E. B.**

## L'intérêt turc

LA condamnation à mort d'Abdullah Ocalan ne sera exemplaire que si elle reste théorique. Pour la Turquie et la rébellion kurde, c'est en effet l'occasion ou jamais de négocier la paix des Braves.

Pendant son procès, Ocalan s'est montré prêt à la discussion. Quinze ans après avoir relancé l'insurrection armée, il a avoué sa défaite. Le PKK, le parti des travailleurs kurdes, dont Ocalan croyait qu'il arra-

cherait l'indépendance à coups de fusil, est militairement battu.

Ses guérilleros, éclatés en petits groupes d'une dizaine de combattants, peuvent toujours lancer une grenade sur un marché. Mais, impitoyablement pourchassés par une armée efficace, ils sont désormais incapables de monter des offensives d'envergure.

De son côté, le gouvernement d'Ankara a toutes les raisons de choisir la générosité. Il est en position de force sur le terrain. Il sait qu'un geste d'apaisement convaincra l'Union européenne de se mon-

trer plus favorable à l'adhésion que la Turquie réclame depuis 1987.

Au Parlement, certains partis voudraient en profiter pour abolir la peine de mort, qui, de fait, a cessé d'être appliquée dès 1984. Dans la presse, les éditorialistes vont jusqu'à préconiser une réforme d'ensemble qui, en accélérant la démocratisation, serait le meilleur moyen de démontrer aux Quinze que la Turquie s'est suffisamment occidentalisée pour les rejoindre.

Bref, il s'agit d'en finir avec un problème qui date du rêve avorté d'un Kurdistan indépen-

dant que les vainqueurs de 1918 avaient inscrit dans le traité de Sévres. Kemal Atatürk, qui empêcha par les armes le dépeçage de la Turquie, refusa de reconnaître aux Kurdes une quelconque identité culturelle. Pour lui comme pour ses successeurs, une mesure à première vue aussi banale qu'un enseignement spécifique des langues de ces tribus d'Anatolie risquait de mettre en péril l'unité de la Turquie.

Les Européens, si exigeants à l'égard de la candidature turque, et les Américains, qui ont fait des droits de l'homme le fondement de leur « nouvel

ordre mondial », sont parfaitement incohérents. Les avions américains bombardent Saddam Hussein quand celui-ci martyrise les Kurdes et les appareils de l'Alliance atlantique frappent Slobodan Milosevic lorsque les Serbes liquident les Kosovars. Mais, à l'égard de la

Turquie, les représailles sont essentiellement verbales. Il est vrai qu'elle fait partie de l'Otan.

En réalité l'Occident se garde bien de souscrire à la revendication d'indépendance du PKK. Car c'est toute la région qui implorerait : aux douze mil-

lions de Kurdes de la Turquie, il faut en ajouter six en Iran, quatre en Irak, un autre en Syrie et même soixante mille en Arménie.

Ankara a tout à gagner en commuant la peine de mort d'Abdullah Öcalan en condam-

nation à perpétuité. Non contente d'apaiser l'opinion internationale, la Turquie rendrait un service à ses alliés. Elle obligerait l'Occident à avoir l'indignation moins sélective.

Charles LAMBROSCHINI

## Der Kurdenführer Öcalan zum Tod verurteilt

### Ankara unter grossem aussenpolitischem Druck

Der Kurdenführer Abdullah Öcalan ist am Dienstag wegen Hochverrats zum Tode verurteilt worden. Kurz vor der Urteilssprechung hatte Öcalan erneut für einen ehrenhaften Frieden zwischen Kurden und Türken appelliert. Ankara sieht sich einem starken aussenpolitischen Druck ausgesetzt, das gefällte Todesurteil nicht zu vollstrecken.

*it. Istanbul, 29. Juni*

Das türkische Staatssicherheitsgericht auf der Gefängnisinsel hat am Dienstag im Hochverratsprozess gegen den Kurdenführer Abdullah Öcalan das Todesurteil gesprochen. Öcalan habe den Kampf der illegalen Kurdischen Arbeiterpartei PKK mit dem Ziel geleitet, einen Teil des türkischen Territoriums abzuspalten, erklärte der Gerichtspräsident Turgut Okyay. Der Angeklagte werde deshalb auf Grund des Paragraphen 125 des türkischen Strafgesetzbuchs wegen Hochverrats verurteilt. Gnade in Form einer lebenslangen Haftstrafe komme nicht in Frage, weil Tausende von Kindern, Frauen und Männern dem Krieg zum Opfer gefallen seien. Der Richter Okyay, der in den vorangegangenen Verhandlungstagen mit einem betont liberalen Auftreten ausländische Beobachter positiv überrascht hatte, zerbrach nach der Urteilssprechung entgegen den Gewohnheiten der türkischen Justiz nicht seinen Bleistift. Diese Geste symbolisiert die Trauer eines Richters beim Fällen eines Todesurteils und markiert zugleich die Hoffnung, die Höchststrafe nie wieder aussprechen zu müssen. Offenbar wollte Okyay mit seiner Haltung dokumentieren, dass er in diesem Fall voll hinter der Todesstrafe stehe.

#### Ein emotionsbeladener Prozess

Das Urteil entspricht den Erwartungen eines Grossteils der türkischen Bevölkerung. Monatelang wurde die Öffentlichkeit von Medien und Politikern mit martialischen Berichten über den «Baby-Mörder» Öcalan und blutrünstige PKK-Terroristen sowie über Verschwörungspläne dunkler ausländischer Mächte bombardiert, bis am Ende auch gemässigte Bürger für eine Hinrichtung des Kurdenführers plädierten. Ausdruck dieser Stimmung gaben die im Gerichtssaal anwesenden Familienangehörigen von im Südosten gefallenen Soldaten, die nach der Verkündung der Todesstrafe die türkische Nationalhymne anstimmten. Öcalan machte beim Verlesen des Urteils einen gefassten Eindruck. Er hob die Hand zum Gruss und verliess den Saal.

Vor der Urteilssprechung hatte der Kurdenführer ein letztes Mal das Wort erhalten. Er sei kein Vaterlandsverräter, sagte er, und befürworte die Einheit einer demokratischen Republik Türkei. Weiter forderte er einen ehrenhaften Frieden zwischen Kurden und Türken und rief die Welt auf, dazu beizutragen. Seine Rede wurde am Fernsehen nicht ausgestrahlt. Dass er wie ein politischer Opponent und nicht wie ein Angeklagter aufgetreten ist, dürfte ihm unter Kurden grosse Popularität eintragen. Öcalan werde zu einem Helden stilisiert, schrieb am Dienstag alarmiert die nationalistische Tageszeitung «Türkiye».

#### Langes Verfahren

Öcalans Anwälte haben bereits Berufung gegen das Todesurteil eingelegt. Wenn das Appellationsgericht die Todesstrafe bestätigen sollte, muss das türkische Parlament deren Vollzug anordnen. Während der letzten zwei Jahrzehnte wurden 47 Personen zum Tode verurteilt. Das Parlament hat seit 1984 aber keine Hinrichtung mehr gebilligt. Sollte im Falle Öcalans eine Ausnahme gemacht werden, so müsste in letzter Instanz Präsident Demirel die Vollstreckung bewilligen. Laut Schätzungen der türkischen Presse wird der ganze Ablauf bis mindestens Ende des Jahres dauern. Demirel hatte letzte Woche mit einer Erklärung überrascht, wonach die Hinrichtung vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte gestoppt werden könne. Für den Grossteil der Presse war dies ein klares Zeichen dafür, dass hinter den Kulissen der aussenpolitische Druck auf Ankara wächst, die Todesstrafe nicht zu vollstrecken. Die türkische Regierung ist sich bewusst, dass sie mit Öcalans Hinrichtung ihre Beziehungen zur EU aufs Spiel setzt. Die Proteste der europäischen Staaten, die seit der Urteilssprechung laufend in Ankara eintreffen, zeugen davon. Zudem hat der Europarat Ankara im Falle einer Hinrichtung Öcalans mit dem Ausschluss gedroht. Die Türkei verbiete sich solche Empfehlungen aus dem Ausland, lautete die Antwort aus Ankara.

Sorgen bereitete der Regierung Ecevit allerdings die Haltung der USA. Nach dem EU-Gipfeltreffen von Luxemburg vor zwei Jahren dachte Ankara, die als arrogant empfundenen Europäer und ihre Empfindlichkeiten bezüglich der kurdischen Minderheit ignorieren zu können. Manche türkischen Politiker glaubten, sich einzig nach Washington orientieren zu können. Seit Öcalans Festnahme mehren sich nun auch in den USA gewichtige Stimmen, die auf einer politischen Lösung der Kurdenfrage in der ganzen Region bestehen. Bereits forderte die amerikanische Regierung Ankara diskret dazu auf, der kurdischen Bevölkerung kulturelle Rechte einzuräumen und ihre ethnische Identität zu anerkennen.

#### Ein Sicherheitsrisiko

Washingtons Haltung dürfte hauptsächlich auf Sicherheitsbedenken zurückgehen. Die PKK hat in den letzten Jahren herbe militärische Verluste hinnehmen müssen und ist aus den grossen kurdischen Städten verdrängt worden. Noch verfügt sie laut übereinstimmenden Berichten aus dem Südosten aber über eine intakte organisatorische Infrastruktur und eine Guerilla von mehreren tausend Mann. Untergekommen sind sie mehrheitlich in der von dem Kurdenführer Talabani kon-



trollierten Region im Nordirak und im nordirani- schen Gebirge. Aus amerikanischer Sicht stellen diese Kämpfer so lange ein Sicherheitsrisiko dar, als die türkisch-kurdischen Spannungen in der Türkei anhalten.

Die PKK-Führung hat das Todesurteil erwartungsgemäss kritisiert. Das Urteil von Imrali sei ein Festhalten an der Politik der Vernichtung und Leugnung des kurdischen Volkes, zitierte die in

Köln ansässige kurdische Nachrichtenagentur DEM die Parteiführung. Am Vortag hatte der PKK-Kommandant Cemil Bayik erneut vor einem Fortgang des Kriegs gewarnt, falls Öcalan hingerichtet werde. Kenner der Kurdenfrage vermuten, dass weder die PKK-Kommandanten noch die zivilen kurdischen Organisationen grosse Aktionen gegen die Türkei wagen, solange Öcalan noch am Leben ist.

## Öcalan und Europas Verantwortung

Im Prozess gegen den Kurdenführer Öcalan ist das erwartete Todesurteil gesprochen worden. Obwohl sich der Chef der Kurdischen Arbeiterpartei PKK in seiner Verteidigungsstrategie bis hin zur Selbstverleugnung erniedrigt hat, soll er sterben. Er soll am Strang büssen für das Leid der Angehörigen der rund 30 000 Opfer in dem seit 15 Jahren dauernden Krieg im Südosten Anatoliens. So wollen es die Richter, die am Dienstag auf der Gefängnisinsel Imrali ihr Urteil gefällt haben. So schreibt es auch die türkische Gesetzgebung vor, die für Hochverrat als einzige Strafe den Tod kennt. Noch stehen dem Verurteilten Appellationsmöglichkeiten offen. Niemand weiss heute zu sagen, wie lange Öcalans Leben noch dauert.

Ein in den Hauptstädten Europas befürchtetes Wiederaufflammen der kurdischen Proteste als Reaktion auf das Urteil ist bisher ausgeblieben. Dafür haben bereits einige europäische Regierungen Ankara aufgefordert, auf die Vollstreckung der Todesstrafe zu verzichten. Als Mitglied des Europarats wäre die Türkei dazu ohnehin verpflichtet. Das Bild von Öcalan am Galgen, dessen ist man sich in Ankara sehr wohl bewusst, würde die von zahlreichen Rückschlägen gezeichnete Annäherung der Türkei an die EU weiter behindern. Doch wer ist auf wen angewiesen? Die Türkei auf Europa oder Europa auf die Türkei?

Massgebende Kreise in der türkischen Wirtschaft und Politik tendieren, wenn auch nicht offen, zur ersten Annahme. Die türkische Armeeführung aber, die in Fragen von übergeordnetem Staatsinteresse alleine entscheidet, ist gegenteiliger Meinung. Und der bisherige Verlauf der Öcalan-Affäre gibt ihr recht. Nach der Verhaftung des Kurdenführers im November in Rom entwickelte sich ein die Uneinigkeit der EU widerspiegelndes Trauerspiel. Wegen der befürchteten Proteste in ihren eigenen Ländern liessen die Europäer Öcalan wie eine heisse Kartoffel fallen. Deutschland verzichtete gar gegenüber Italien auf eine Auslieferung des von Bonn wegen Mordes und Terrorismus gesuchten Kurden. Nach einer mehrwöchigen Odyssee durch Europa blieben Öcalan nur noch ein paar dubiose Athener Freunde, die ihn in Nairobi in der griechischen Botschaftsresidenz nächtigen liessen, wo er unter noch dubioseren Umständen Mitte Februar von türkischen Agenten gekidnappt wurde. Haben die türkischen Generäle gewonnen?

Öcalans Ergreifung hat in der Türkei einen beispiellosen national-chauvinistischen Propagandafeldzug ausgelöst, der Zweifel an der

politischen Mündigkeit des Landes am Bosphorus aufkommen liess. Im Triumphgebrüll ob der Ergreifung des «Kindermörders» gingen jene Stimmen unter, welche die Schuld am schmutzigen Krieg nicht allein in der Person des schnauzbärtigen Altstalinisten verkörpert sehen und auch nicht «ausländische Mächte» für das Aufbegehren der Kurden verantwortlich machen. Das Kurdenproblem der Türkei ist hausgemacht. Seine Ursachen sind vielfältig, im wesentlichen aber in der kemalistischen Doktrin der türkischen Willensnation begründet, die ethnische Abstammung ausklammert. Kurdische Türken bekleiden in der Türkei zwar längst höchste Staatsämter. Dennoch fühlen sich Millionen von Kurden vom türkischen Zentralstaat ausgegrenzt. Der blutige, von der PKK, der Armee und staatlichen Todesschwadronen geführte Konflikt hat den Graben vertieft. Zaghafte Ansätze zu Reformen, wie sie der kurdischstämmige ehemalige Präsident Özal eingeleitet hatte, ersticken in der Gewalt.

Ein staatlich verordneter Tod Öcalans wird aber unweigerlich neue Gewalt hervorrufen und jene Kräfte lähmen, die in der Türkei für Föderalismus eintreten. Dabei wäre gerade dies die Voraussetzung, um in der ungelösten Kurdenfrage einen Schritt weiter zu kommen – nicht nur in der Türkei, sondern auch in Syrien, im Irak und in Iran, wo ebenfalls kurdische Autonomieansprüche bestehen. Für die türkische Armeeführung, die sich als Hüterin des Kemalismus versteht, sind solche Ideen des Teufels. Im Verbund mit den erstarkten nationalistischen Parteien wurden bisher alle wohlmeinenden Ratschläge aus dem Ausland rüde abgelehnt oder gar als Verschwörung zur Spaltung der grossen türkischen Nation gewertet. Seit dem Niedergang des Osmanischen Reichs klammert sich türkisches Selbstbewusstsein an einen äusseren Feind. Europa wird von vielen Türken als ein solcher wahrgenommen.

Eine öffentliche europäische Massregelung Ankaras nach dem Urteil an Öcalan, etwa in Form einer Konferenz, würde in der Türkei nur das vorhandene Feindbild bestätigen. Gefragt hingegen ist diskrete und vor allem geeinte europäische Diplomatie. Wenn weitere Flüchtlingsströme aus Südostanatolien verhindert werden sollen und kurdische Protestaktionen die innere Sicherheit gefährden, besteht in der Sprache der Politiker Handlungsbedarf. Das Todesurteil gegen den Kurdenführer könnte in der Türkei einen Neubeginn markieren. Nicht grosse Töne, sondern kleine Schritte führten weiter.

Wok.

# Das Todesurteil als Chance

VON WOLFGANG KOYDL, ISTANBUL

Für Kurden war das Strafverfahren gegen Abdullah Öcalan der „Prozeß des Jahrhunderts“, und in einer seltenen Demonstration der Einmütigkeit schlossen sich viele Türken dieser Einschätzung an. Auch wenn der Prozeß weniger spektakulär als erwartet verlief, so haben sie letztlich doch recht behalten. Denn nach dem Urteil gegen den Führer der „Arbeiterpartei Kurdistans“ (PKK) wird nichts so bleiben wie bisher – egal, ob „Apo“ am Galgen endet oder nicht. Im ersten Fall würde der längste Krieg der türkischen Geschichte nur ein wenig verlängert, bevor es zu tiefgreifenden Umwälzungen kommt; im zweiten Fall würden Reformen schneller und vor allem unblutig auf den Weg gebracht.

Denn eigentlich geht es nur vordergründig um das Schicksal der Kurden. Tatsächlich entscheidet sich an ihrer Frage das Schicksal der ganzen türkischen Republik. Auf dem Prüfstand steht nichts Geringeres als das System des Kemalismus; es geht um die Rolle der Türkei im nächsten Jahrhundert: Wird sie eine xenophobische, mißtrauische Mittelmacht im Orient sein oder ein selbstbewußtes Mitglied der westlichen Wertegemeinschaft?

Denn was viele Kurden in der Türkei für sich fordern, unterscheidet sich nicht wesentlich von den Wünschen der anderen Einwohner des Landes. Sie alle wollen ein Leben ohne Krieg, Haß und Feindschaften. Sie sehnen sich nach einem Leben mit bescheidenem Wohlstand und mit Zukunftsaussichten für ihre Kinder; sie streben nach einem Leben ohne Angst und Willkür, nach einem Leben, in dem die Bürger selbst demokratisch über ihr Schicksal entscheiden dürfen.

Genau dies aber kann die kemalistische Nomenklatura in Ankara immer we-

niger bieten. Sie ist gefangen in einer Dogmatik, die hohle Rituale als Ersatz für einfallsreiche Politik anbietet. Immer höher schlagen die Wellen der Skandale, die kaum eine Institution zu verschonen scheinen. Der Staat ist an allen seinen Gliedern und bis hin ins Mark von Korruption zerfressen. Das Vertrauen in ihn ist zerstört. Vom Ideal einer modernen, einer zeitgenössischen Gesellschaft, wie sie Staatsgründer Mustafa Kemal Atatürk vorschwebte, ist seine Republik heute weiter entfernt denn je.

Es ist kein Zufall, daß der Umgang mit den Kurden im Lande deshalb so wichtig ist, schließlich hat dieses Problem die Türkei seit ihrer Gründung vor 75 Jahren begleitet. Eine besondere Ironie der Geschichte ist es, daß das Urteil gegen Öcalan auf den Tag genau 73 Jahre nach der Hinrichtung des Kurden-Führers Scheich Saït erging, der seinerzeit eine kurdische Rebellion gegen den Staat Atatürks angezettelt hatte. Doch auch Saits Gang auf das Schafott löste das Problem nicht. Wenige Jahre vor seinem Tod mußte Atatürk Mitte der dreißiger Jahre einen weiteren Aufstand der Kurden in Dersim niederschlagen. In dieser Stadt, die heute Tunceli heißt, ist noch immer kein Friede eingekehrt.

Natürlich stimmt es, daß viele Kurden in der türkischen Gesellschaft aufgegangen sind, daß sie – wie es in der Staatspropaganda heißt – „Bürger Erster Klasse“ wurden. Der frühere Parlamentspräsident Hikmet Cetin und Ex-Staatschef Turgut Özal werden hierfür gern als Beispiele herangezogen. Aber ebenso richtig ist, daß die Masse der Kurden im Südosten und in den ärmlichen Gecekondusiedlungen der Großstädte fast schon wie selbstverständlich von den Segnungen des türkischen Wirtschaftswunders

ausgeschlossen bleibt und daß die Niedrigsten unter ihnen, ungelernete Bauarbeiter etwa, stets Gegenstand ganz alltäglicher Demütigungen sind. Inzwischen werden sich immer mehr kurdischstämmige „Bürger Erster Klasse“ ihrer ethnischen Identität bewußt. Auch dies ist eine Folge des 15jährigen Kurden-Krieges.

So merkwürdig es klingt, aber das Todesurteil gegen Öcalan bietet die Chance für einen neuen Weg. Voraussetzung dafür ist, daß der PKK-Chef nicht gehängt wird. An einer Vollstreckung des Todesurteils scheint der türkische Staat selbst kein Interesse mehr zu haben, worauf Erklärungen seiner führenden Repräsentanten schließen lassen. Oder wer hätte je vom Richter des „Staatsfeindes Nummer eins“ erwartet, daß er sich als grundsätzlicher Gegner der Todesstrafe offenbart, dem leider der Gesetze wegen die Hände gebunden seien. Nichts anderes hat Turgut Okyay Reportern anvertraut, bevor er – sichtlich nervös – seinen Schuldspruch fällte.

Bemerkenswert ist, daß die Türkei Öcalans Schicksal in die Hände Europas legen will – ausgerechnet jenes Europas, das sich für alle sichtbar zum Komplizen der PKK-Terroristen und ihres Anführers gemacht hatte. Doch die Signale sind unüberhörbar: Als letzte Instanz, die Öcalan vor dem Strick bewahren könnte, beschworen Staatspräsident Süleyman Demirel und Regierungschef Bülent Ecevit den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte. Seinem Spruch würde man sich beugen.

Die Botschaft ist eindeutig, und Europa, das so viele Fehler begangen hat, sollte diesmal richtig handeln. Wenn Ankara einer europäischen Instanz das letzte Wort bei seinem größten Problem zugesteht, dann gibt es dafür nur eine Gegenleistung: die Erhebung der Türkei in den Stand eines Kandidaten für die Mitgliedschaft in der Europäischen Union. Dann wären die 30 000 Menschen, die ein Opfer des schmutzigen Krieges im Südosten wurden, nicht umsonst gestorben.

## Gnade für Öcalan

Von Gerd Höhler

Der Prozeß gegen den PKK-Chef Abdullah Öcalan ist so zu Ende gegangen, wie man erwarten mußte: mit dem Todesurteil. Der Beobachter des Europarats nannte es ein „faires Verfahren“, aber das war es nicht. Öcalan hatte erst spät und dann nur sporadisch Kontakt zu seinen Anwälten, nie ohne Aufsicht martialisch maskierter Bewacher. Unter solchen Bedingungen war eine ordentliche Verteidigung nicht möglich. Öcalans Entführung aus Kenia war rechtswidrig, und wie er von seinen Häschern vor den Kameras erniedrigt wurde, entsprach nicht dem Gebot der Humanität, die ein zivilisierter Staat selbst seinen ärgsten Feinden schuldet. Auch an dem Klima der Vorverurteilung, das sich in den türkischen Medien und, schlimmer noch, mit Duldung der Richter im Gerichtssaal ausbreitete, muß man Anstoß nehmen. So gese-

hen, gäbe es gewiß Gründe, das Urteil in der Revisionsinstanz zu kassieren. Wahrscheinlich aber ist das nicht. Letztlich werden die türkischen Politiker das Wort haben. Parlament und Staatspräsident müssen entscheiden, ob das Todesurteil vollstreckt werden soll.

An Öcalans Händen klebt viel Blut. Tausende Regierungssoldaten und PKK-Rebellen starben, seit er 1984 die bewaffnete Revolte ausrief. Auch kurdische Zivilisten ließ Öcalan umbringen, ihre Dörfer niederbrennen, wenn sie seiner Guerilla die Unterstützung verweigerten. Dissidenten, die gegen seinen despotischen Führungsanspruch aufbegehrt, wurden liquidiert. Öcalan, seit 1979 im komfortablen syrischen Exil, mag nie selbst abgedrückt haben, aber daß er sich nun als Vorkämpfer des Friedens brüstet, als ein Rebell wider Willen, wirkt wenig glaubwürdig.

Die große Mehrheit der Türken will

seine Hinrichtung. Dem öffentlichen Druck glauben sich auch viele Politiker nicht entziehen zu können. Der Staat, so die vorherrschende Meinung, müsse nun Stärke zeigen. In diese Richtung gehen auch jüngste Anregungen hoher Militärs. In der Türkei hat man gelernt, auf sie zu hören.

Aber kann es nicht auch einer richtig verstandenen Staatsräson entsprechen, Gnade walten zu lassen? Abgesehen von allen grundsätzlichen Argumenten gegen die Todesstrafe, gibt es im Fall Öcalan zusätzliche gute Gründe, auf eine Vollstreckung zu verzichten. Jenen „totalen Krieg“, den die PKK für den Fall einer Hinrichtung ihres Führers androht, wird sie sicher nicht entfachen können. Aber die Fanatisierung der PKK-Anhänger und das daraus resultierende Terrorpotential sind nicht zu unterschätzen. Die nach Öcalans Verschleppung in ganz Europa inszenierten Gewaltaktionen, die Selbst-

verbrennungen und die Selbstmordattentate waren nur ein kleiner Vorgeschmack auf das, was nach seiner Hinrichtung drohen könnte. Eine Exekution des PKK-Chefs würde überdies das Verhältnis der Türkei zu Europa auf lange Zeit schwer belasten. Wer all das abwägt, zeigt nicht Schwäche, sondern Besonnenheit.

Vor allem aber sollten die türkischen Politiker bedenken, ob sich mit einer Begnadigung Öcalans nicht doch noch die Tür zu einer Lösung der Kurdenfrage öffnen läßt. Daß es in der Türkei offiziell „kein Kurdenproblem gibt, sondern nur ein Terrorismusproblem“, kann man getrost vergessen. An diese Beschwörungsmel formul glauben nicht einmal mehr jene, die sie immer wieder gebetsmühlenartig vortragen. Ob Abdullah Öcalan noch über

die Autorität verfügt, die PKK-Rebellen zur Aufgabe ihres bewaffneten Kampfs zu bewegen, wie er selbst anbietet, ist fraglich. Aber selbst wenn es ein Strohalm ist, nach dem man greift: Nichts darf unversucht bleiben, diesen Krieg, der 30 000 Menschen das Leben kostete, die Kurdenprovinzen verwüstete, die türkischen Staatsfinanzen ruinierte und die Türkei Europa entfremdet hat, zu beenden.

Allerdings: Selbst wenn die PKK kapituliert, wäre damit das Kurdenproblem nicht gelöst. Es überschattet die Geschichte der türkischen Republik seit deren Gründung. Der Konflikt ist angelegt im Konzept des Nationalstaats, den Mustafa Kemal 1923 auf den Ruinen des Osmanenreichs proklamierte. Das war ein Vielvölkerstaat; die neue Republik hinge-

gen kannte nur noch stolze Türken. Die Methoden, mit denen man die Kurden zu „türkisieren“ versuchte, waren in den 76 Jahren seither immer dieselben: Sprachverbote, kulturelle Entmündigung, die gezielte wirtschaftliche Vernachlässigung der Kurdenregion, Zwangsumsiedlungen und, wann immer sich Widerstand gegen die Assimilierung regte, Bajonette, brennende Dörfer und Galgen.

Die PKK ist ein Produkt der türkischen Kurdenpolitik. Das entbindet Öcalan nicht von seiner Verantwortung für den Tod Tausender Menschen. Aber es sollte zu der Einsicht führen, daß mit seiner Hinrichtung dem Kurdenproblem nicht beizukommen ist.

# Europa exige a Turquía que no ejecute la sentencia a muerte contra el líder kurdo Öcalan

Viene de la primera página

En su última intervención ante la corte, el jefe rebelde kurdo instó al Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK) —que fundó hace 20 años y sobre el que reinaba de forma absoluta— a cambiar su línea política: «Nada, ninguna ideología puede justificar el terrorismo. El PKK no puede continuar como en el pasado».

Peró el presidente del tribunal, Turgut Ökçü, leyó el veredicto: «No hay circunstancias atenuantes por la actividad continua y determinada del acusado. No hay posibilidad de reducción de la pena por la crueldad de los miles de asesinatos indiscriminados de mujeres, niños y ancianos».

Los tres jueces civiles de la Corte de Seguridad del Estado de Ankara decidieron, por unanimidad, condenarlo a muerte. Se levantó la sesión. Apo, como un autómat, recogió su vaso de agua, hizo un gesto a su familia y desapareció por la puerta trasera de su cabina blindada.

La comunidad internacional dio la espalda a Turquía tras conocerse la condena. La UE, el Consejo de Europa, el Kremlin, Amnistía Internacional y la ONU exigieron a Ankara que no ejecute la condena.

Los jefes de Estado y de Gobierno de La Unión Europea difundieron un comunicado desde Río de Janiero en el que reiteraron su «oposición a la pena de muerte», aunque destacaron que los Quince condenan «todas las formas de terrorismo», según informa Marisa Cruz. La UE considera que el juicio de Öcalan se

produjo «en circunstancias especiales» pero estima que el procedimiento fue correcto y acorde con la legislación turca.

En el mismo sentido se pronunció el Consejo de Europa, que instó a Ankara a no ejecutar a Öcalan, recordando que el presidente turco, Suleiman Demirel, se comprometió a abolir la pena de muerte.

## Un nuevo juicio

Amnistía Internacional cuestionó la legalidad de la sentencia y pidió una revisión del proceso. En un comunicado, la organización aseguró que «la condena a muerte es la conclusión de un juicio que ha violado tanto las leyes nacionales como las internacionales en materia de justicia». «Abdulá Öcalan debería haber sido juzgado por un tribunal competente, independiente e imparcial», concluyó AI.

Un portavoz del Ministerio ruso de Asuntos Exteriores

expresó la reacción del Kremlin: «Esperamos que los grandes principios humanitarios no sean violados en el caso de Öcalan».

Estados Unidos, sin embargo, mantuvo una postura reservada. La Casa Blanca calificó a Öcalan de «terrorista internacional», pero no quiso comentar la pena. Mary Robinson, alta comisionada de la ONU para los Derechos Humanos, expresó su «preocupación» ante la condena y cuestionó el proceso.

Dentro de Turquía, ayer se recordaba una promesa realizada por el Gobierno cuando el ene-



El líder guerrillero kurdo Abdulá Öcalan escuchaba, ayer, el veredicto que lo condenó a muerte.

ANATOLIAN/REUTERS

migo número uno de Ankara fue acogido en Roma: Turquía se comprometió a no ejecutar a Abdulá Ocalan en el caso de que se dictara pena capital.

Dogan Erbas, abogado del líder kurdo, informó de que presentó al tribunal un documento del

entonces ministro de Justicia, exigiendo que Italia entregara a Ocalan y argumentando que en Turquía no se ha aplicado la pena capital desde 1984 y que, por esa razón, Ocalan no sería ejecutado.

Otras personalidades de los medios jurídicos turcos se han pronunciado sobre la cuestión,

según informa Zekine Turkeri. Ibrahim Kaboglu, catedrático de Derecho de la Universidad de Mármara y presidente del Colegio de Abogados de Estambul, dijo que se sumará a las campañas contra la ejecución.

Según otro catedrático, Bakir Çağlar, el caso Ocalan terminará

ante el Tribunal de Derechos Humanos de Estrasburgo, «donde Turquía perderá». En otros medios jurídicos y políticos se recordaba que, si Turquía ejecuta la sentencia, quedará aislada de Occidente.

EL MUNDO,

30 DE JUNIO DE 1999

MANUEL MARTORELL  
Especial para EL MUNDO

La condena a muerte de Abdulá Ocalan vuelve a colocar sobre la mesa, con toda su crudeza, la cuestión kurda de Turquía, el peligro de un estallido violento en este país de la OTAN y la implicación de la Alianza Atlántica en un problema político que es el mayor al que se enfrenta el Gobierno de Ankara.

El juicio a Ocalan no ha sido el juicio a una persona; ha sido el juicio a su organización, el Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK), y a todo el movimiento kurdo, que en las últimas elecciones municipales conquistó en las urnas las principales ciudades y pueblos kurdos.

Por eso, la condena e hipotética ejecución de Ocalan puede convertir al Kurdistan turco en un nuevo Kosovo, pero con unas magnitudes mucho mayores. Si Kosovo tiene 11.000 kilómetros cuadrados y dos millones de habitantes, esa región turca tiene más de 15 millones y unos 200.000 kilómetros cuadrados.

Ocho son las grandes similitudes entre un problema y otro:

► **1.- Nacionalismo radical.** Como el de Milosevic, el Estado turco está basado en un nacionalismo radical, el turco, que, desde su fundación, se niega a aceptar otra cultura que no sea la turca. Incluso, basándose en esta idea oficial, se ha negado la propia existencia del pueblo kurdo.

► **2.- Apariencia democrática.** En Yugoslavia se afirma que hay elecciones, que hay democracia; lo mismo se dice en Turquía, pero en ambos regímenes los partidos y asociaciones que cuestionan, aun desde posiciones democráticas, los fundamentos del sistema son prohibidos. En Turquía, por ejemplo, no puede haber partidos demócrata-cristianos, comunistas, kurdos o armenios.

► **3.- Violación de derechos humanos.** Sólo hay que reparar en las sentencias del Tribunal de Estrasbur-

go contra Turquía —violación de mujeres en comisarias, torturas, ejecuciones sumarias, destrucción de pueblos y detenciones ilegales— y en las denuncias de las organizaciones humanitarias. En 1998 se registraron 320 muertes, 29 desapariciones, 46.650 detenidos, 483 organizaciones y medios de comunicación prohibidos y había en la cárcel más de 100 personas por delitos de opinión.

► **4.- Intervención militar.** Se calcula que en el Kurdistan turco están desplazados unos 300.000 soldados, además de fuerzas irregulares cuyo número de componentes se desconoce. La presencia del Ejército en pueblos y ciudades ha terminado por crear un clima de terror en las provincias bajo estado de excepción, donde las Fuerzas Armadas tienen carta blanca para actuar.

► **5.- Limpieza étnica.** Los datos cantan. En Kosovo nos ha provocado consternación la quema de cientos de pueblos y la existencia de alrededor de un millón de desplazados. Un informe oficial del Parlamento turco reconoció en 1998 la quema de 3.824 pueblos y el desplazamiento forzoso de unos tres millones de personas en el Kurdistan. La cifras de la oposición kurda llegan a duplicar estos datos.

► **6.- La justificación terrorista.** Como Belgrado, el Gobierno de Ankara reduce el problema a un asunto de terrorismo. La realidad es que, desde que el PKK comenzó a actuar en 1984 y pese a haber sido apresado su máximo líder, el segundo Ejército de la OTAN no ha podido acabar con esta organización. Un general turco anun-

ció hace dos años que desde 1984 se había puesto fuera de combate a más de 20.000 terroristas; en 1998 la cifra facilitada fue de 1.843 guerrilleros muertos.

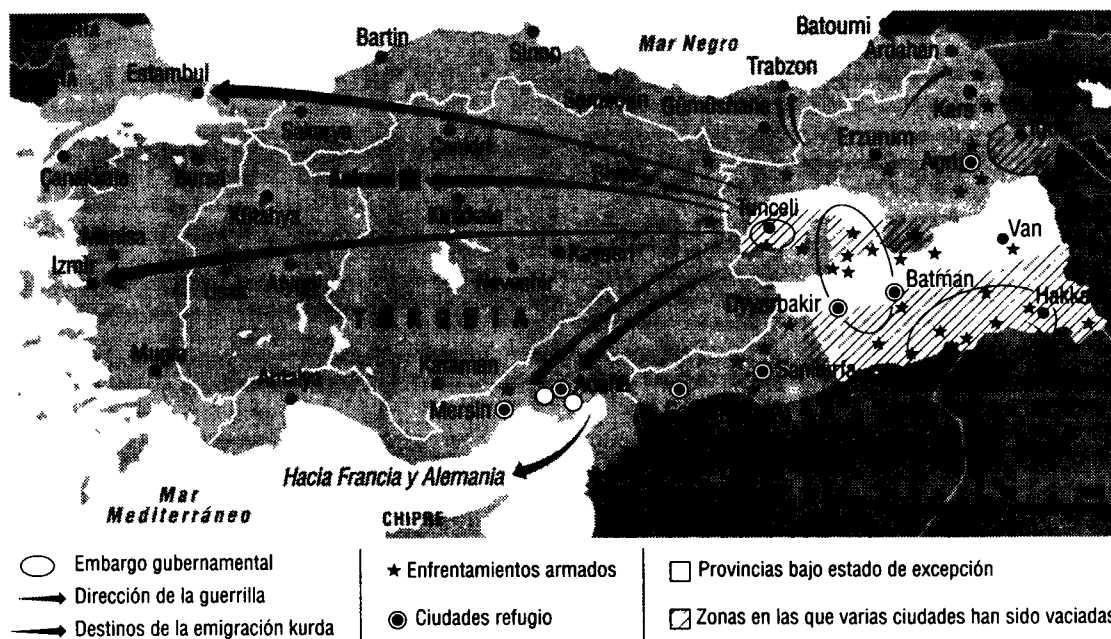
► **7.- Desequilibrio regional.** De la misma forma que las guerras de Milosevic han puesto en peligro el equilibrio internacional de toda la región balcánica, el agravamiento del problema kurdo y un hipotético estallido de violencia generalizada salpicaría a países clave para Occidente, como Siria, Irak e Irán, donde reside el resto de los 30 millones de personas que componen el pueblo kurdo.

► **8.- La amenaza de la guerra étnica.** Tal vez sea la peor consecuencia de la anterior situación, como se está comprobando en Kosovo. Lo que ahora es una lucha por uno

# El Kurdistan puede convertirse en una pesadilla peor que Kosovo

Un estallido de violencia en Turquía por la muerte de Ocalan pondría a la OTAN en un aprieto más serio que el de los Balcanes

## El éxodo de la población kurda y la extensión de la guerrilla



FUENTE: Le Monde Diplomatique

IGG / EL MUNDO

derechos políticos y culturales legítimos puede dar paso a un enfrentamiento entre dos pueblos —el turco y el kurdo— si se deja, por pasividad, germinar la semilla del odio.

Además de las similitudes, hay dos grandes diferencias entre Kosovo y Kurdistán. La primera

es que en este caso es la OTAN la que respalda una política étnica que nada tiene que envidiar a la de Milosevic; la segunda es que la Alianza, aun habiendo sido condenado a muerte Abdulá Ocalan, todavía está a tiempo de detener el desastre presionando a uno de

sus más antiguos miembros.

Ankara ni siquiera podría plantear el obstáculo de la injerencia en los asuntos internos de un país soberano. Turquía tiene que respetar los principios democráticos que se han convertido en la razón de ser de la OTAN.

Así de simple; a no ser que

todas las declaraciones realizadas en este sentido por las autoridades europeas para justificar la intervención contra Milosevic hayan sido la más descarada exhibición de hipocresía realizada nunca por una organización internacional.

## «¡Mi hijo ha vuelto a nacer!»

Segundos después de que Abdulá Ocalan fuera sentenciado a muerte, los padres de las víctimas del PKK que estaban en la sala donde se ha celebrado el juicio entonaron el himno nacional turco, lloraron de alegría e insultaron a los abogados del líder kurdo mientras blandían las fotos de sus hijos muertos.

Tras abandonar la sala, los padres se dirigieron hacia el muelle de Imrali para tomar el barco a Mudanya. «¡Hoy es nuestra fiesta!», gritó uno de los abogados de la parte civil, Can Ozbay, quien felicitó a los familiares

de las víctimas que se alejaban en la embarcación bajo fuertes medidas de seguridad.

Ya en el continente, se unieron a una muchedumbre enervada que celebró

la decisión entre gritos de alegría. Incluso hubo algunos desmayos de las madres de los muertos, que gritaban: «¡Mi hijo ha vuelto a nacer!».

«Soy muy feliz.



FATIH SARIBAS/REUTERS

Familiares de las víctimas del PKK celebrando la pena.

Nuestro sufrimiento ha sido enorme, igual que lo es ahora nuestra alegría», dijo Sidika Can, tía de un fallecido en la lucha contra el PKK en marzo de 1993, meses antes de licenciarse del Ejército. Sidika añadió: «Quiero que Ocalan sea ejecutado, lo espero con impaciencia. Llevamos seis años esperándolo. Hemos llorado mucho».

Guler Apalak, el padre de un soldado turco muerto en 1994, también se mostró eufórico con el veredicto y llegó más lejos: «Si Dios quiere, también vendré a ver como lo ahorcan».

## LA EJECUCION DE OCALAN CERRARIA TODAS LAS PUERTAS

La condena a muerte del líder kurdo Abdulá Ocalan por parte de un tribunal especial turco se daba por descontada, como esperados —y lógicos— eran los llamamientos llegados desde toda la Europa democrática para que esa sentencia no se cumpla. Pese a las profundas emociones y a la repulsa generalizada que Ocalan suscita en la opinión pública turca que lo considera como un mero terrorista, sería sorprendente que finalmente sea ejecutado. Desde luego esa ejecución cerraría todas las puertas para Turquía en la Europa democrática, como las cerraría durante largo tiempo a la paz civil entre los turcos y su minoría kurda.

Para que Ocalan sea ejecutado será necesario un voto favorable en el Parlamento turco, que desde 1984 ha conmutado todas las penas de muerte dictadas en su territorio. Por otra parte, la vía de los recursos judiciales puede

llegar al Tribunal Supremo de Ankara y hasta al Tribunal Europeo de Derechos Humanos, donde los graves defectos en la formación del tribunal especial y la falta de garantías para la defensa de Ocalan provocarían una sentencia probablemente desfavorable para el Estado turco.

En todo caso, lo urgente, lo perentorio ahora mismo es que esa sentencia no se cumpla. Con Ocalan vivo, las soluciones políticas, aunque siempre arduas, serán posibles. El momento es delicado, pero también ofrece oportunidades que ni Turquía, ni los kurdos, ni la comunidad internacional deben malbaratar.

Para el Gobierno de Ankara, la ejecución de la sentencia significaría un grave retroceso en el difícil proceso de integración europea de un régimen bajo permanente sospecha por su negativo historial en cuanto a derechos

humanos. La pertenencia de Turquía al Consejo de Europa, que hace dos años llamaba a la supresión de la pena de muerte, también condiciona al Gobierno de Ankara. Una salida política es lo que sin duda anhela, y ahora esa salida, con Ocalan preso, parece más factible. Las sorprendentes promesas de cooperación con Turquía del dirigente del PKK durante el juicio no fueron, quizá, más que una táctica defensiva. Pero en ellas reside una parte de la oportunidad, al menos a medio plazo, y siempre que las emociones se hayan enfriado y todas las partes sean conscientes de lo mucho por ganar.

Los manifestantes kurdos que desfilaron ayer en toda Europa para protestar contra la sentencia se mostraron significativamente más moderados —pacíficos, incluso— que en las ocasiones anteriores. Parece evidente que ellos también están más expectantes que desesperados.



# SENTENCE DE MORT POUR ABDULLAH ÖCALAN

*Le tribunal n'a accordé aucune circonstance atténuante au chef kurde.*

Istanbul interim

**D**ès les premières heures de l'aube, ils étaient arrivés par centaines dans des bus arborant de larges drapeaux rouges avec le croissant. Les forces de police de Mudanya avaient pourtant reçu la consigne de limiter les entrées dans la petite ville d'où ils ont rejoint l'île d'Imrali. Mais l'ambiance était à la fête et l'on a laissé les familles de victimes se regrouper, déambuler dans les rues parfois en jouant avec un nœud coulant au bout d'une corde, pour bien montrer ce que l'on attendait, sur la terre ferme, du tribunal d'Imrali. Une courte audience, trente-cinq minutes à peine, a suffi au président du tribunal pour refermer comme attendu le procès d'Abdullah Öcalan. Dans sa dernière adresse à la cour, le chef rebelle kurde a appelé le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) qu'il a fondé il y a vingt ans et sur lequel il régnait sans partage, à changer de ligne politique: «Rien, aucune idéologie, ne peut justifier le terrorisme. Le PKK ne peut continuer comme par le passé.» Mais Turgut Ökay lit les attendus de la Cour: «Pas de circonstances atténuantes, en raison de l'activité continue et déterminée de l'accusé.» Pas de possibilité de réduction de peine, au regard de la cruauté des «milliers d'assassinats» ayant touché indistinctement femmes, enfants, bébés, vieillards. La peine de mort a été décidée à l'unanimité des



Öcalan écoute le verdict. Hier dans l'île-prison d'Imrali. «Rien, aucune idéologie, ne peut justifier le terrorisme. Le PKK ne peut continuer comme par le passé», a-t-il déclaré.

trois juges, désormais tous civils, de la deuxième Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. La séance est levée. «Apo», comme un automate, ramasse son verre d'eau, fait un signe à sa famille et disparaît entre deux gendarmes, par la porte arrière de sa cage de verre. La soixantaine de membres de la partie civile entament aussitôt, dans la salle d'audience, l'hymne national turc. Le président du tribunal n'a pas cassé son stylo, comme c'est la coutume dans les cours «normales» turques, à l'énoncé d'une peine capitale pour

montrer que l'on est contre ce verdict, mais que les responsabilités du juge lui imposent une telle décision. Turgut Ökay, pourtant, a déclaré, qu'il est opposé par principe à la condamnation à mort. Sur le débarcadère de Mudanya, la foule est en liesse. Le portrait de leur fils serré contre la poitrine, plusieurs vieilles femmes pleurent. Beaucoup chantent et dansent, scandant «la nation ne meurt jamais», ou «les martyrs sont immortels». L'opinion publique turque a donc eu ce qu'elle attendait depuis des mois. Un défolement jubila-

toire qui vient couronner des mois de déchaînement nationaliste, exacerbés depuis le séjour d'«Apo» à Rome en novembre dernier. Mais il y a encore du temps d'ici à l'éventuelle exécution de cette sentence. Dans les quinze jours, normalement, la cour d'appel peut réviser ce jugement rendu à Imrali, c'est-à-dire le casser sur le fond, ou, comme c'est le cas habituellement, confirmer la sentence. Puis c'est la phase politique, qui peut prendre plus de temps, et notamment en raison de l'approche de la fin de la session parlementaire ●

JEROME BASTION

## La fuite en avant d'Ankara

*L'exécution du leader du PKK fermerait à la Turquie les portes de l'Europe.*

**L**a condamnation à la peine capitale a, sans surprise, conclu le procès expéditif d'Abdullah Öcalan. Les prévisibles protestations unanimes des Occidentaux n'ébranlent guère Ankara, qui se trouvera pourtant bientôt devant un choix difficile. Après le verdict d'appel, le Parlement devra voter cette exécution capitale, la pre-

mière depuis quinze ans. La majorité des députés, au diapason d'une grande partie de l'opinion turque, exige la pendaison de celui qui est présenté depuis des années comme «l'ennemi public numéro un». Mais les autorités turques savent que la pendaison du chef du PKK enterrerait pour longtemps, voire définitivement,

toute adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Elle impliquerait aussi sa suspension du Conseil de l'Europe.

**Nouvel état d'esprit.** «Nous n'accepterons ni ingérence ni conseil d'autres pays», a rappelé le ministère des Affaires étrangères après le verdict. L'UE a de moins en moins l'oreille des Turcs, lassés par trente-cinq ans

d'attente dans l'antichambre. La victoire aux élections du 18 avril des nationalistes de gauche du Premier ministre Bülent Ecevit et de l'extrême droite du MHP (mouvement d'action nationaliste), l'un et l'autre antieuropéens, le premier au nom d'une certaine idée de la souveraineté républicaine, le second au nom du rêve d'une grande union avec les «cousins» turcophones

«Nous n'accepterons ni ingérence ni conseil d'autres pays.»  
Le ministère turc des Affaires étrangères

d'Asie centrale ou du Caucase, a traduit ce nouvel état d'esprit.

**Unité nationale.** S'il n'est pas question de remettre en cause les relations économiques avec les Quinze, premier partenaire du pays, une partie de la clas-

se politique se montre hostile à l'abdication de souveraineté qu'impliquerait une future adhésion, souhaitant que le pays suive sa propre voie, et mise sur le soutien de Washington. C'est aussi le point de vue de l'armée, qui n'a jamais depuis des années été aussi présente dans la vie publique pour rappeler au respect de la laïcité et de l'unité nationale, héritées de la République jacobine fondée par Mustapha Kemal après la Première Guerre mondiale.

**Exigences européennes.** Mais Ankara sait aussi lâcher du lest. Par exemple en remplaçant au milieu du procès le juge militaire — l'un des trois magistrats des Cours de sûreté de l'Etat — par un juge civil pour satisfaire aux exigences de la Cour européenne des droits de l'homme. Le recours

déposé par les avocats d'Öcalan devant cette instance donnera un répit de plusieurs mois au Premier ministre, qui s'était déclaré hostile par principe à la peine de mort. En attendant, le débat sur le sort d'Öcalan est ouvert. Nombre d'intellectuels mais aussi d'hommes d'affaires soulignent que la question kurde n'est pas résolue avec son arrestation ni avec sa mise à mort, qui en ferait «un martyr». Un éditorial du quotidien libéral *Radikal* affirmait: «Pour rester membre du monde démocratique, la Turquie doit réaliser que des Kurdes existent sur son territoire et respecter leur désir de voir reconnue leur identité.» ● MARC SEMO

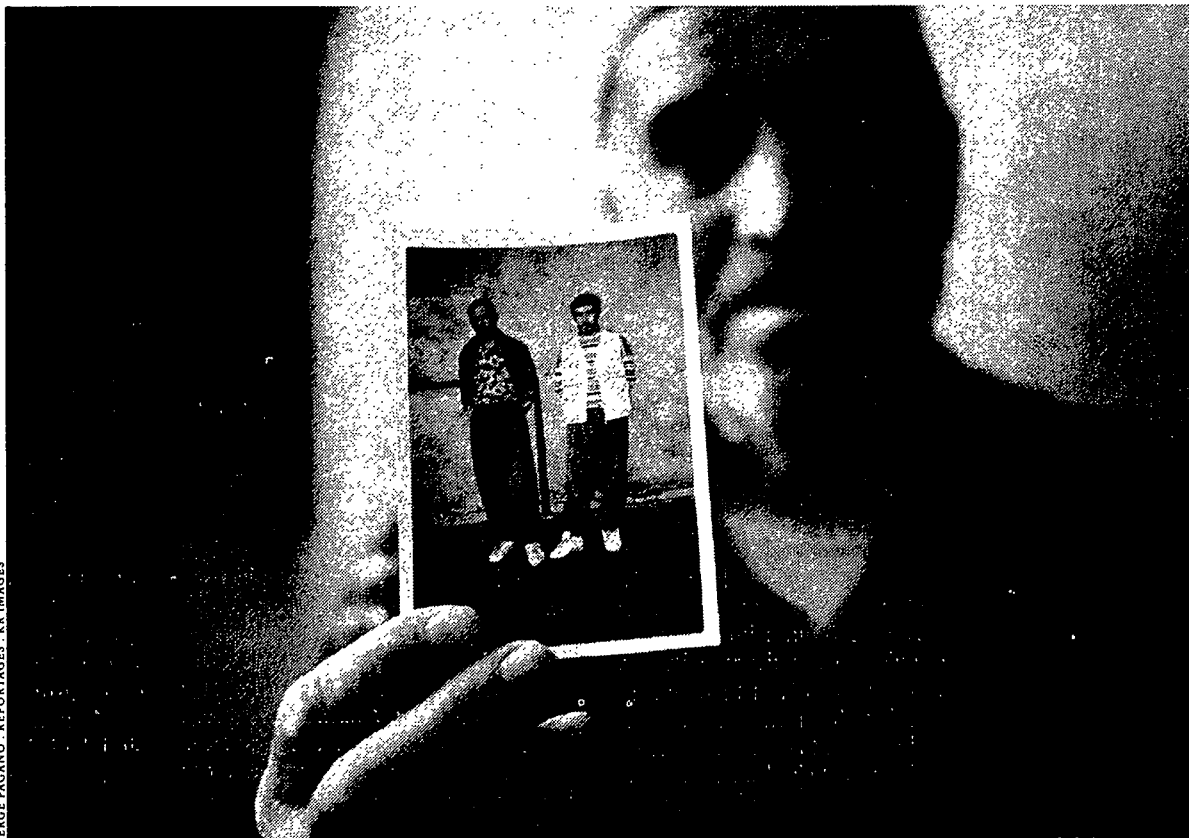
# Van, étranglé par la «sale guerre»

Dans cette ville du Sud-Est, les Kurdes rêvent de démocratie et de paix.

Van envoyé spécial

Villages abandonnés, chars semi-enterrés dans les virages, camps retranchés de l'armée à flanc de collines: sur la route qui mène de Diyarbakir à Van les réalités de «sale guerre» que mène l'armée turque contre les rebelles kurdes du PKK sont bien visibles. La circulation y est interdite après 16 heures. Il y a une semaine, une vaste opération de ratissage faisait plus d'une trentaine de morts des deux côtés.

A moins de 100 kilomètres de la frontière iranienne, la ville de Van vit de souvenirs amers et de fragiles espoirs. Il fut un temps pas si lointain où cette province, «front» nord de la région sous état d'urgence depuis quatorze ans, prospérait grâce au tourisme et à l'élevage. Ces deux mannes ont disparu. Les éleveurs qui subsistent doivent, au printemps, charger leur cheptel sur des camions pour les mener aux pâturages d'été à plusieurs dizaines de kilomètres de là. La



Un Kurde montre la photo de ses deux fils emprisonnés en tant que militants du Hadep (prokurde, 50% des voix à Van, en avril).

circulation hors des agglomérations et des grands axes est totalement interdite dans toute la zone. Sur les rives de l'immense lac de Van, les hôtels regrettent les visiteurs européens et ferment les uns après les autres. Les seuls «touristes» sont les villageois chassés par la «sale guerre». Van compte aujourd'hui au moins 500 000 habitants. Ils étaient 157 000 au début de la décennie. «Tout le monde sait qu'il y a dans notre région au moins deux millions de déplacés, mais on ferme volontairement les yeux sur ce problème», rumine-t-on à la mairie. Le maire, Sahabettin Özaslaner, nouvel élu du Parti de la démocratie du peuple (Hadep, prokurde) qui a triomphé dans tout le Sud-Est lors des municipales d'avril, reconnaît que sa tâche ne sera pas aisée. «Les premiers problèmes sont la distribution et la collecte d'eau, le logement, les routes et le trans-

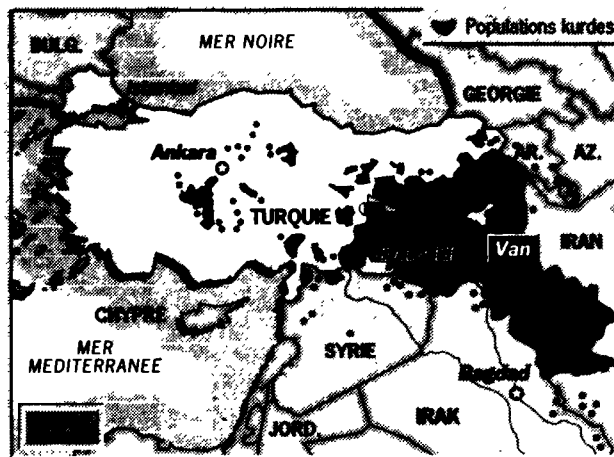
port, sans parler du chômage. Les recettes de la ville couvrent à peine les dépenses courantes, et nous ne recevons de l'Etat que 2,5 millions de francs, ce qui ne suffit pas à de tels investissements.»

**35 % de Kurdes.** Dans les quartiers de la périphérie, c'est le tiers monde. Des bâtisses en torchis où s'entassent des familles nombreuses sans eau courante. Dans les rues ou les chemins défoncés, peu de voitures; on marche à pied, parfois depuis l'autre bout de la ville, et on demande sa route parce qu'il n'y a aucun nom de rue. Mais, dès qu'il y a l'électricité, le toit se pare d'une antenne parabolique qui permet, même si c'est formellement interdit, de suivre les programmes en langue kurde de Cudi-TV qui émet depuis l'Angleterre. A Van, 35 % de la population est kurde. Voici pourquoi, quand ils avaient les papiers

leur permettant de voter, ces déshérités ont plébiscité le Hadep qui a obtenu dans le district en moyenne 50 % des suffrages pour les municipales comme pour les législatives. Mais, à l'échelle nationale, ce parti, menacé d'une prochaine interdiction, parce qu'accusé d'être la vitrine légale du PKK, n'a obtenu que 4 % et n'a pu franchir le seuil minimal pour être représenté à l'Assemblée.

**«Aucune liberté».** Dans les locaux du parti, un candidat député ainsi recalé mêt du temps à desserrer les dents, et refuse d'être cité. Puis il explique la raison de sa méfiance: lors de la dernière «fête du sacrifice» (1), il a été arrêté parce qu'il n'avait pas associé les peaux de mouton à des associations officielles, préférant les distribuer aux nécessiteux. Le lendemain, il était en photo dans un grand journal national, accusé d'être un «terroriste» du PKK faisant du trafic pour aider la rébellion. «Qu'on ne me parle pas de démocratie; ici, il n'y a aucune liberté pour les Kurdes, rage-t-il. Même dans nos mariages, porter les vêtements «nationaux», et danser et chanter notre patrimoine mène parfois en prison. Avant les élections, il y a eu des centaines d'arrestations, simplement parce que nous faisons partie du Hadep, comme des criminels.» Le maire, lui-même sorti de prison juste à temps pour se faire élire, tient d'abord à démarquer son parti de l'étiquette de mouvement «prokurde»: «Nous ne représentons pas une partie de la population, nous représentons avant tout le peuple, et nous sommes les seuls. C'est pour ça que la tentative d'interdiction de notre parti est purement politique. Mais nous sommes optimistes, la démocratisation du pays va encore s'améliorer.» Allusif sur le problème du PKK, le maire souligne tout de même que «la population de la région désire ardemment que ce procès soit juste et équitable, et notre souhait est que chacun affiche clai-

rement son soutien au message de paix lancé à Imrali». Allusion aux propositions lancées par Abdullah Öcalan lors de



rement son soutien au message de paix lancé à Imrali». Allusion aux propositions lancées par Abdullah Öcalan lors de

l'ouverture de son procès. En dire plus peut lui coûter cher. Pour avoir tenu des propos similaires, Murat Boslak, secrétaire général du Hadep, a été emprisonné et attend d'être jugé pour «propagande séparatiste». **«25 000 morts».** «La paix? Quelle paix peut donner l'Etat turc? S'il veut faire la paix il faut d'abord qu'il ait en face de lui un peuple!», affirme un chômeur que nous appellerons Ismet, arrivé il y a cinq ans dans les faubourgs de Van. Son histoire est terriblement banale: il a dû quitter son village de montagne après que l'armée est venue demander des volontaires pour former une milice progouvernementale pour lutter contre le PKK, «qu'on n'avait jamais vu jusque-là», précise-t-il. Les militaires ont abattu le bétail et poussé tout le monde dans la vallée. Depuis, Ismet a «rencontré» l'organisation séparatiste, et épousé ses positions les plus dures: «Ce n'est pas possible qu'Öcalan se soit dit prêt à faire descendre les rebelles des montagnes et faire arrêter la lutte armée! Les 25000 morts que nous avons eus dans ce combat ne l'ont pas été pour Öcalan mais pour la cause du peuple kurde» ●

JÉRÔME BASTION

(1) Ou fête du mouton, où l'on tue un mouton, rappelant celui immolé par Abraham à la place de son fils Israël. On offre ensuite la peau du mouton à des associations caritatives.

LIBÉRATION  
30 JUIN 1999

## Depuis des mois, Abdullah Öcalan avait pourtant négocié une courbe rentrante

La joie et la colère. La joie des Turcs qui, après vingt-cinq ans de traque, ont fini par mettre la main sur le «tueur de bébés» réfugié dans l'ambassade grecque de Nairobi. La colère des Kurdes par contre, qui viennent d'assister impuissants à la capture de leur «messie», l'homme auquel l'Europe démocratique a refusé l'asile. Des sentiments aussi violents que contradictoires ont explosé à l'annonce de la capture d'Abdullah Öcalan, le 15 février dernier.

Mais auparavant, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a tenu en haleine tous les médias de la planète et donné des cheveux blancs à bien des chefs d'Etat. L'aventure a com-

mencé en Syrie où, durant plusieurs années, Öcalan a trouvé refuge. Lorsqu'en octobre 1998, les Turcs menacent de faire la guerre si Damas ne retire pas son soutien au PKK, le leader kurde part pour la Russie. Sous la pression d'Israël et des Etats-Unis cette fois, les autorités russes lui demandent à leur tour de partir. Commence alors un séjour de deux mois en Italie qui voit la question nationale kurde atterrir dans le jardin européen. L'Allemagne, qui a autrefois lancé un mandat international contre Öcalan, ne réclame cependant pas son extradition pour le juger. Il doit néanmoins quitter l'Italie...

Dans les semaines qui vont suivre, Öcalan est partout. Ou du

moins croit-on le voir partout: en Irak, au Liban, aux Pays-Bas, en Grèce. Et même en Belgique où des F-16 de la force aérienne refoulent un petit jet privé qui se révélera transporter deux hommes d'affaires israéliens dépourvus de visa. Lorsqu'il est capturé le 15 février, le chef du PKK se trouve en fait depuis douze jours dans la résidence de l'ambassadeur grec, à Nairobi. C'est pourtant, affirme-t-on alors, l'ambassade de Grèce qui l'aurait livré aux autorités kényanes avant qu'il n'aboutisse entre les mains d'un commando turc. Le flou subsiste sur les circonstances exactes de cette «capture», à laquelle pourrait avoir été mêlé le Mossad (les services secrets is-

raéliens).

Il reste que, quelques heures plus tard, Öcalan se retrouve en Turquie où son arrestation est accueillie sous les vivats turcs. Les Kurdes, eux, se sentent lâchés: ils manifestent un peu partout en Europe et occupent des ambassades, retenant parfois le personnel en otage. Plusieurs d'entre eux s'immolent. Les images d'un Abdullah Öcalan ficelé et bâillonné dans l'avion qui l'emmène en Turquie ajoutent à ce climat explosif.

A l'histoire fantastique, décor irréel: Abdullah Öcalan est détenu dès son arrivée sur l'île-prison d'Imrali en mer de Marmara (ouest de la Turquie). Le 17 février, quatre Kurdes sont tués devant le consulat d'Israël à Berlin. Les esprits s'échauffent. Le 18, le PKK menace d'étendre et



d'intensifier la guerre avec la Turquie. Il n'en fera rien. Du moins jusqu'à ce jour. Manifestement, les sympathisants d'Oçalan ne veulent pas nuire à leur leader, comptant sur la pression internationale, sinon sur un geste de clémence de ses juges. Selon des sources kurdes, un millier de militants prokurdes auraient cependant été arrêtés en Turquie depuis l'arrestation.

Le 23 février, Abdullah Oçalan est formellement arrêté sur décision de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara au terme d'un premier interrogatoire. Un peu partout, des voix s'élèvent pour

dénoncer l'iniquité du procès à venir. Ankara refusera quelques semaines plus tard la présence d'observateurs internationaux au procès qu'avaient demandée les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne.

#### «TRAHISON»

Le procès Oçalan sera rondement mené. Le 28 avril, les trois procureurs de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara réclament la peine capitale. Le lendemain, la cour décide de réunir deux procédures en cours pour *trahison et atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie*. Et le

31 mai, le procès d'Abdullah Oçalan peut commencer sur l'île d'Imrali. Coup de théâtre: lors de la première audience, Oçalan appelle le PKK à abandonner la lutte armée.

Les audiences auront souvent la forme d'une courbe rentrante. Le chef rebelle kurde niera ainsi sa responsabilité dans les attaques du PKK contre les objectifs civils, la rejetant sur *des éléments rebelles incontrôlables* au sein de son organisation. Il pressera ensuite l'Etat turc de répondre à son *appel pour la paix* et d'ouvrir un dialogue avec son parti.

Rien n'y fait. Le 8 juin, le parquet réclame la peine de mort. Puis le procès est ajourné, pour laisser le temps aux avocats de préparer la défense. Oçalan change alors de tactique. Il avertit que la rébellion de son organisation durera *une centaine d'années* si la Turquie reste *insensible* à son appel à une solution pacifique.

Mardi 29 juin, Abdullah Oçalan est condamné à mort pour *trahison et tentative de diviser la Turquie*. Il annonce qu'il ira en appel.

PASCAL MARTIN

## Le verdict d'Imrali compliquera la relation avec l'Europe

### GAZIANTEP (Sud-Est anatolien)

De notre envoyée spéciale

Historiquement, géographiquement, naturellement, la Turquie fait partie de l'Europe. Dès lors, la Turquie doit devenir membre de l'Union européenne, conclut en substance Uluç Özülker, bras droit du directeur général du ministère turc des Affaires étrangères, en charge des relations avec l'adite Union européenne. CQFD? La condamnation à mort du leader kurde Abdullah Oçalan risque de démolir cette belle construction théorique.

Car ce sont précisément les violations des droits de l'homme que l'Union européenne a mises en avant jusqu'ici pour juger prématurés une adhésion de la Turquie et même le simple octroi du statut de candidat à l'adhésion. D'autres facteurs pèsent bien sûr dans la balance: rien que sur le plan agricole, une intégration de la Turquie, pays immense et en retard sur bien des points par rapport aux standards européens, provoquerait la faillite de la politique agricole commune.

Mais les obstacles d'ordre technique et financier sont surmontables à moyen ou long terme. C'est ce qu'a voulu prouver la Turquie en ouvrant les portes de Gaziantep pour accueillir, la semaine der-

nière, la neuvième conférence de journalistes Union européenne-Turquie. Gaziantep, grande ville du sud-est et l'un des centres économiques du pays. Par le passé déjà, la cité constituait une étape sur la route de la soie, au carrefour de l'Orient et de l'Occident. Aujourd'hui, la région fournit 70% des légumes secs produits dans le pays et une part importante des machines industrielles.

#### CRITIQUES INTERNES

C'est aussi le cœur du GAP, un immense programme de gestion de l'eau (barrages pour la production d'électricité, système d'irrigation qui a transformé une région aride en zone verdoyante) assorti de microprojets de développement et d'éducation. Avec ses immeubles qui poussent comme des champignons, Gaziantep respire la prospérité. Une image de ce que pourrait être demain l'ensemble de la Turquie. Prometteuse...

Ce qui est beaucoup moins prometteur, c'est le fossé en termes de démocratie, d'Etat de droit, de respect des droits de l'homme. Les arrestations arbitraires, la torture, les journalistes et écrivains condamnés et enfermés pour avoir simplement prôné une solution politique à la question kurde: autant d'éléments qui font de la Turquie un pays très éloigné de l'Union européenne et de ses valeurs.

A la conférence de Gaziantep, certains journalistes turcs ne se sont d'ailleurs pas privés de le snu-

ler. *La Turquie n'a pas réussi à adopter totalement la démocratie*, déclarait ainsi Murat Belge, de «Radikal». *Ankara sait que pour entrer dans l'Union européenne, elle doit améliorer la situation. Mais elle utilise pour cela des méthodes non démocratiques!* Un de ses confrères du quotidien «Hürriyet» reconnaissait lui aussi un *problème de violation des droits de l'homme lié à la question kurde*. Il ajoutait que, sur le plan économique et dans d'autres domaines, l'absence de lois et de transparence en Turquie était un lourd handicap — *et même quand des lois existent, poursuivait-il, elles ne sont pas toujours appliquées*.

Même sur le plan officiel, toutes les voix ne concordent pas. Certains esquissent une critique. Ainsi, le maire de Gaziantep, Celal Dogan, rappelait que *nos enfants [kurdes] ne peuvent pas porter le nom qu'ils veulent* — tout est turquise — *et qu'il faudra du temps pour que la Turquie atteigne vos standards européens et qu'elle soit totalement apte à intégrer l'Union*.

#### COLÈRE ET MENACES

C'est pourtant clairement le but que se sont fixé les autorités d'Ankara. Qui pestent contre les «prétextes» — *inflation, manque de stabilité économique, questions chypriote et kurde*, ainsi que les définit Mehmet Aslan, président de la Chambre de commerce de Gaziantep — invoqués par les Quinze pour refuser même de con-

sidérer la Turquie comme un candidat à l'adhésion, alors que ce statut est reconnu, avec des délais divers, à presque tous les pays d'Europe centrale et de l'Est. *Discrimination*, entend-on sans cesse du côté turc, où l'on accuse aussi l'Union européenne de torpiller l'union douanière conclue en 1996 en ne remplissant pas sa part du contrat alors que la Turquie a largement honoré ses engagements — interprétation libre de la réalité, même si les Quinze ne sont pas irréprochables.

Porte-voix du pouvoir central à Gaziantep, Uluç Özülker, adjoint du directeur général du ministère turc des Affaires étrangères, a ajouté la menace à la colère. Après avoir surpris les participants par des propos contradictoires — *La Turquie accepte l'acquis communautaire*, a-t-il déclaré, avant d'ajouter que l'Union européenne ne devait pas se mêler de la question kurde, que celle-ci *n'est pas négociable*, alors que la démocratie, les droits de l'homme et le respect des minorités font justement partie de l'acquis communautaire —, le haut fonctionnaire a averti: *Vous les Européens pouvez nous considérer comme un enfant naturel ou adoptif de l'Europe. C'est sans importance. Mais nous sommes prêts. Il dépend de l'Europe de faire de nous un membre de la famille ou un délinquant*. Sous-entendu: qui s'en prendra à vous. Après le verdict dans l'affaire Oçalan, nul doute que les plus chauds partisans de la Turquie au sein de l'Union, comme l'Allemagne, seront refroidis.

AGNÈS GORISSEN

# « Dans ce conflit, ce sont les femmes qui souffrent le plus »

C'est une séparation davantage qu'un divorce. Les femmes du PKK ont quitté le mouvement pour créer leur propre milice et, début 1999, leur propre parti: le PJKK. Objectif: le combat contre l'oppression turque, bien sûr, mais surtout la lutte pour le développement social de toute la société turque, traditionnellement empreinte de machisme.

Rencontre avec Mizgin Sen, représentante pour l'Europe du PJKK. A 31 ans, cette mère de famille, femme de combattant, basée à Bruxelles mais ne vivant nulle part, est bien déterminée à poursuivre le combat.

■ D'où vient ce besoin de dissociation du PKK?

□ Dans la société kurde, il a toujours été difficile de donner à la femme une place qui lui permette d'être active, d'avoir confiance en elle et de prendre part à différents aspects de la vie quotidienne. La position des femmes kurdes est fortement affectée par l'influence de l'islam. Ces femmes connaissent la double difficulté d'être à la fois femmes et kurdes. En même temps qu'elles sont victimes de la répression turque, elles subissent l'autorité masculine kurde. Dans ce conflit, ce sont les femmes qui

souffrent sans doute le plus. L'objectif de départ était donc de les éduquer (politiquement, socialement et diplomatiquement) pour favoriser leur participation au combat et leur permettre de devenir une réelle force politique.

■ S'agit-il réellement d'une scission avec le PKK?

□ Nous ne sommes évidemment pas devenus des ennemis. L'ennemi commun reste l'Etat turc et nous continuons donc à prendre les décisions ensemble. Idéologiquement, le PJKK est très proche du PKK, mais nous voulons également la justice sociale, la démocratie et un traitement égal pour tous. Nous cherchons à nous dissocier de l'image terroriste qui transparait à travers le PKK.

■ Quel combat privilégiez-vous?

□ Les deux sont liés. Si la question des femmes n'est pas envisagée, si leur sort n'est pas mieux considéré, notre combat risque de faire machine arrière. Pour combattre l'Etat turc, nous devons être capables de lutter contre nos peurs intérieures et d'acquiescer la force et la confiance nécessaires.

■ Quelle est la réaction des hommes du PKK vis-à-vis de cette émancipation?

□ Cette évolution a toujours été très

difficilement acceptée aussi bien à l'intérieur du mouvement qu'au sein de la société. Il a fallu passer outre les traditions, ce qui n'est pas évident dans une société aussi conservatrice que l'est le Kurdistan. Mais au sein du PKK, on commence à réaliser l'importance d'une telle démarche. Aujourd'hui, il y a 3.500 femmes guérilleros au Kurdistan.

■ Quel est l'avenir du PJKK à l'issue du procès d'Abdullah Öcalan?

□ Aujourd'hui, le PJKK existe au même titre que le PKK. Grâce au leadership d'Öcalan, chacun reconnaît son existence, indépendamment du PKK. Désormais, le parti féminin fait partie intégrante du combat.

■ Et quel est le futur du PKK, alors?

□ Depuis l'arrestation d'Öcalan, le mouvement est resté très uni. Les mouvements de guérilla ne sont pas affaiblis. Aussi longtemps que la question kurde ne sera pas résolue, rien ne changera et la lutte continuera sans son leader. Mais personnellement, je ne pense pas qu'il sera exécuté. Les Turcs savent que sa mise à mort risque d'enflammer encore la situation.

Propos recueillis par  
VALÉRIE MICHAUX

Le Soir du mercredi 30 juin 1999

## L'identité kurde est encore en construction

Le peuple kurde a des racines très anciennes mais peu connues. La Turquie ne pourra faire l'impasse sur la reconnaissance politique de cette identité fragmentée

Les Kurdes sont plus de 20 millions en Turquie, en Iran, en Irak, en Syrie et en Arménie. Plus quelque 500 000 immigrants en Europe, principalement en Allemagne. Pourtant, il n'existe pas d'Etat kurde. Ce hiatus a fait basculer de nombreux mouvements dans la lutte armée, depuis les années 60, en Turquie, en Iran et en Irak.

Abdullah Öcalan, qui a fondé le parti des travailleurs kurdes (PKK), mouvement d'inspiration marxiste-léniniste, en novembre 1978, n'a donc pas le monopole de la guérilla kurde au Proche-Orient.

En Turquie, le conflit remonte aux premières années de l'Etat turc. En 1920, le traité de Sèvres prévoit notamment, sur les dépouilles de l'Empire ottoman, la création d'un Etat kurde indépendant. Mais cette perspective est anéantie par la conquête de l'Anatolie par les

troupes de Mustapha Kemal Atatürk, aidé par de nombreuses tribus kurdes qui pensaient alors lutter pour le renforcement du califat.

Le traité de Lausanne, en 1923, tient compte de la nouvelle donne et entérine les frontières de la Turquie dans ses tracés actuels.

**Le cercle vicieux de la révolte et de la répression**

Très vite pourtant, la question kurde s'impose à Atatürk. Les révoltes se multiplient durant les années 20 et 30. La répression est féroce. La censure monte le label de « Turcs des montagnes » aux Kurdes. « Mustafa Kemal lui-même parlait des « Kurdes », souligne Joyce Blau, professeur de langue et de civilisation kurde à l'Institut national des langues et civilisations orientales, à Paris. Il mentionnait déjà le Kurdistan. En fait, il y avait des nations, des tribus kurdes, mais pas de vraie nationalité. Au-

jourd'hui, ce qui lie les Kurdes entre eux, c'est la langue (1). Mais avec la politique « linguicide » menée par l'Etat turc, une proportion très importante de Kurdes ne parle pas sa langue ».

Le peuple kurde est pourtant très ancien et certains font plonger ses racines jusqu'aux Mèdes, dont l'empire précéda celui des Perses. « La conscience nationale kurde est récente, explique Martin Van Bruinessen, professeur à l'Institut des langues et civilisations orientales de l'Université d'Utrecht (Pays-Bas). Mais elle possède des origines anciennes et obscures. Or, toute nation se cherche des symboles et des ancêtres prestigieux. Les Kurdes aiment à rappeler leur ancêtre Saladin (1137-1193), qui reprit Jérusalem aux croisés. Et si l'ascendance Mède des Kurdes est mythique, elle n'est pas improbable. En réalité, avant l'islamisation de ce peuple, on ne sait pas grand chose de lui. Mais

l'identité kurde, c'est d'abord le sentiment fort d'être kurde par rapport aux autres ».

Le gouvernement turc a gagné militairement, pas politiquement

Martin Van Bruinessen assure ainsi que « beaucoup de Kurdes sont hostiles au PKK, mais face à l'humiliation d'Öcalan, il y a un fort sentiment d'unité ». Ce qui augure d'une nouvelle donne politique en Turquie. « En effet, le gouvernement turc a gagné militairement, mais il doit maintenant gagner politiquement, ce qui sera autrement plus difficile. Désormais, la question devra vraiment être réglée. Et bien qu'une partie de la société turque soit anti-kurde, beaucoup de Turcs souhaitent un règlement pacifique et politique de la question. »

Guillaume SERINA

(1) Il existe en fait plusieurs langues kurdes

# Ocalan ruling ignites dangerous passions

## Turks' glee that the Kurds' leader could hang leaves little space for peace and reform to dawn

Chris Morris in Mudanya

Turks poured into the streets across the country honking car horns and breaking into rapturous applause as they watched Abdullah Ocalan, leader of the 15-year Kurdish insurgency, sentenced to death on the prison island of Imrali yesterday. They believe they have won a great victory.

In the port town of Mudanya, the mainland point nearest the prison island south of Istanbul, the feeling of relief in the air was palpable. "I don't think I cried this much at my own mother's funeral," said a shopkeeper, Huseyin Tekmal. "I don't know what Europe will say, but I say hang him."

The month-long trial offshore has galvanised Mudanya, a normally quiet seaside town populated by retired people. Red and white Turkish flags of all sizes hung from balconies for the verdict against the chief of the Kurdistan Workers Party (PKK). Municipal loudspeakers usually used to announce local births and deaths blared rhythmic Turkish pop tunes in celebration.

"I am very happy about this verdict. God willing, I will come to his hanging too," said

Guler Apalak, 59, whose son died in clashes springing from the Kurdish conflict, one week before he was due to return home from his military service in 1994.

Behind her, cars driving through the town honked their horns in support. A hovercraft ferrying observers back from the final court hearing was caught up in the hoopla, swooping up and down the quayside sounding its horns.

In Turkey any suggestion that the Ankara government secure long-term peace by producing a reform package to satisfy the aspirations of Kurds for language and other cultural rights is seen as compromising with terrorism and threatening state unity.

In a recent letter to Chancellor Gerhard Schröder of Germany, the Turkish prime minister, Bulent Ecevit, insisted there was no Kurdish problem. Ankara is willing to encourage economic investment in Kurdish areas in the south-east, but nothing more.

In response, Kurdish activists, who are not arguing from a position of strength, are trying to attract international sympathy by plotting a moderate course. Even Abdullah

Ocalan has renounced separatism, setting out at his trial what appeared to be a limited agenda of change, calling for Kurds to be allowed to broadcast and teach their children in Kurdish dialects, Turkey's

flat refusal to consider such proposals, from any quarter, has angered many left-leaning governments in Europe. They point to the overwhelming success of the pro-Kurdish party Hadep in recent elections in south-eastern Turkey.

Some European politicians are now drawing parallels between Kurds in Turkey and the ethnic Albanians of Kosovo province in Serbia, on whose behalf Nato was prepared to launch more than two months of aerial bombardment followed by long-term deployment of peacekeeping troops.

Such talk infuriates the Turks, who believe they are being discriminated against by a Christian Europe that feels threatened by Turkey as a large Muslim neighbour.

The Kosovo operation, however, does create some disturbing precedents for Ankara. Minority rights are now firmly on the international agenda, even if Turkey's strategic position in Nato means that only limited pressure is ever exerted on it.

The one country to which the Turkish establishment listens seriously is the United States. If pressure from Europe on the Kurdish question intensifies, relations could

grow more prickly soon.

The influential military sees no reason to compromise on the Kurdish issue. It believes it has the PKK on the ropes, confined to the remote mountains of the south-east and Kurdish controlled northern Iraq.

The PKK, however, has been making quiet threats throughout the Ocalan trial. It says it can hit strategic targets in Turkey's big cities. Europe fears that any violence could spill into other countries.

"Turkey has clearly and publicly declared that it wants a military solution," said Mizgen Sen, a spokeswoman for the PKK's political wing. "That is why many Kurds now believe they have no choice but to fight back."

The Turkish state has some difficult political decisions to make. If Ocalan were to be hung, he could easily become a Kurdish martyr. But keeping him alive in prison — Turkey has not carried out a hanging since 1984 — would leave Ankara having to deal with a constant focus for protest.

Pressure from abroad will certainly play a role in the decision, but against that there is countervailing pressure at home. Many ordinary Turks want Ocalan dead.

## Death sentence provokes angry protests

### across Europe

Ian Traynor in Berlin

Thousands of Kurds demonstrated in European capitals yesterday in protest at Turkey's death sentence on the guerrilla leader Abdullah Ocalan, and the European Union warned that his execution would gravely set back Ankara's ambition to join the EU.

The protests, staged from Moscow to London, were largely peaceful, in contrast to the riots in February when Ocalan was abducted and arrested in Nairobi by a Turkish snatch squad. But Kurdish guerrilla organisations and political activists threatened to step up their 14-year insurgency, declaring that greater violence was now inevitable.

Ocalan's banned Kurdistan Workers' Party (PKK) responded to his conviction and sentencing on charges of high treason and murder by accusing Turkey of wasting an opportunity for peace and dialogue.

"This verdict means that Ankara will now be unable to pursue the path of peace, democratisation and economic development," a PKK spokesman, Mehmet Balci, said in Geneva.

In Cologne, a main centre of the PKK's diaspora network, the guerrilla leadership called on all Kurds to voice their protests at a verdict which continued "the extermination and the denial of the Kurdish people".

In Vienna the political wing of the PKK, the Kurdistan National Liberation Front, said the verdict of

the three judges on the prison island of Imrali meant that the conflict would escalate, serving notice that the movement was pondering its next moves.

Western governments were unanimous in deploring the death sentence and alarmed, particularly in Germany, at the potential for violence in their midst. In one of the last acts of the German EU presidency, the foreign ministry issued a formal statement on behalf of the union declaring: "The presidency expresses its hope that Turkey does not carry out its death sentence against Abdullah Ocalan. In the light of Turkey's declared intention of wanting to become an EU member, it should be noted that the non-applica-

tion of the death sentence is one of the common values of the European Union."

At the EU summit in Cologne earlier this month Chancellor Gerhard Schröder, reversing years of German hostility to Ankara's EU ambitions, sought to have Turkey admitted to the list of countries seeking membership. He failed because of Greek resistance, and because of some members' reservations about Ankara's human rights record.

Yesterday's verdict seems certain to make Ankara's EU hopes even more remote, especially if the Turkish parliament passes enabling legislation for the

first judicial execution in 15 years.

Amnesty International

dismissed the Ocalan trial as a sham and called for a retrial. Similar views were expressed by politicians in France and Italy, while Britain called for the death sentence to be commuted to life imprisonment.

While western European governments declared the death sentence intolerable in a country which belongs to the Council of Europe, the verdict also raised uncomfortable questions for the west in the wake of Nato's bombing campaign against the Serbs.

Turkey is the key Nato member in the Balkans and

was a keen supporter of the air campaign, but anti-war activists in the west have been loudly pointing to the inconsistency of Nato waging a "humanitarian" war to safeguard human rights in Kosovo while not lifting a finger to punish Ankara's

repressive policies towards the Kurds.

Germany mounted security operations to nip in the bud any violent protests of the type that erupted in February, when four Kurds were shot dead at the Israeli consulate in Berlin.

Peaceful demonstrations were staged in half a dozen cities in Germany, which has 3m Turks and 500,000 Kurds, including an estimated 50,000 PKK sympathisers and 11,000 active members.

Kurds also protested in

Moscow, Athens, Nicosia, Rome, the Hague, Amsterdam, and London. Scuffles broke out in Rome and demonstrators pelted the US embassy in Nicosia with stones.

# State of denial

## Turkey must talk peace to the Kurds

The Kurdish leader, Abdullah Ocalan, was, as expected, found guilty of treason and separatism yesterday by a Turkish court and condemned to the gallows. A lengthy appeals process is now in prospect, involving higher courts, the Turkish parliament, President Suleyman Demirel, and ultimately, the European Court of Human Rights in Strasbourg. As boss of the Kurdish Workers Party (PKK), Ocalan is held personally responsible by the government in Ankara for the 15-year-old insurgency in south-east Turkey that has claimed the lives of more than 5,000 Turkish soldiers and police (as well as an estimated 25,000 Kurds). As an individual, Ocalan is a deeply unsavoury character with much blood on his hands, his last-minute courtroom renunciation of violence notwithstanding. All the same, Turkey - which has eschewed capital punishment since 1984 and as a member of the Council of Europe is committed to its abolition - should now make it clear that the sentence will be commuted. Ocalan must not hang.

That would be a good first step. It would effectively neutralise Ocalan as a symbol of oppression around which Kur-

dish extremists might build a new campaign of violence, as they threatened to do yesterday both inside and beyond Turkey. It would send a signal that the government of Bulent Ecevit wants to close this inglorious and damaging chapter of the country's recent history. But most importantly, a unilateral decision to show mercy would create the best possible launch-pad for a new (in fact, unprecedented) national dialogue with, and about, Turkey's 12.9 million Kurds. For this, more than ever, is what is needed now.

There can be no doubt that such a dialogue is greatly in Turkey's interest. The Kurdish question, the existence of which Ankara officially denies, continues in reality to disrupt its internal affairs. It bedevils its relations with well-disposed western countries. It has been exploited by others, principally Greece and Cyprus. It has hampered Turkey's ambition to join the EU; and raised concerns about its Nato membership. The constant stream of condemnation of Turkey's oppression of its Kurdish minority poisons daily its commerce with the world. For the Kurds, too, a cessation of violence

and a chance to talk is long overdue.

It will take courage and confidence to speak the language of reconciliation, as others from Timor to Bosnia to Belfast have found. It will take forgiveness (on both sides). It will not be easy. But this is what Ecevit and his government, in the national interest, should now do. First, end the offensive restrictions on the use of the Kurdish language and names, and on Kurdish-run education and media. Second, abolish the *de facto* and *de jure* legal prohibitions on Kurdish political activity and the holding of political office. Third, encourage rather than suppress, as now, a discussion of Turkey's national identity. Fourth, release those Kurds currently in jail for non-violent, political offences, and rein back the army. Fifth, create a forum to discuss some form of autonomy or self-government for the south-east region (which has a majority Kurdish population) within a unified Turkish state.

Turkey, it is said, suffers from a chronic fear of partition dating back to the 1920 Treaty of Sèvres; it is a country too unsure of itself to tolerate dissent or difference. Most often, we hear, Turkey is run secretly by generals who have no respect for democracy, let alone human rights. Modern Turkey need not and should not be like that. Now is the moment to end the state of denial and move forward.

The Guardian Wednesday June 30 1999

## Tuer le symptôme sans soigner la maladie

Net et sans bavures. Conformément à la législation turque, le verdict ne pouvait être que ce qu'il est: la mort. Après un procès qui a sauvegardé les apparences de la justice: une équipe d'avocats pour défendre Ocalan, une cour dont a été retiré le juge militaire, une sérénité des débats imposée par le président de la Cour de sûreté de l'Etat. Même s'il faut déplorer certaines entraves au travail des défenseurs du chef kurde, la procédure judiciaire fait «propre».

Elle laisse pourtant un goût amer. Celui d'une occasion ratée. Le procès Ocalan n'a pas abordé la question de fond: le sort des Kurdes en Turquie. Il n'y aurait pas eu d'Ocalan ou de PKK sans les milliers de villages kurdes détruits, sans la violence de l'armée turque, sans le dénuement économique entretenu dans le sud-est anatolien par Ankara, sans l'interdiction faite aux Kurdes d'exercer leurs droits lin-

guistiques et culturels, sans l'étouffement systématique des partis politiques kurdes modérés.

Les guérilleros marxistes du PKK ne sont pas des enfants de chœur. Ils ont tué, racketté et, selon certaines sources, trafiqué de la drogue. Mais c'est la politique de la Turquie, centraliste, jacobine, qui a tiré le PKK de son statut de groupuscule sans envergure pour en faire une sorte de défenseur de l'identité kurde, une formation soutenue par bien des Kurdes de Turquie, même très éloignés idéologiquement de l'extrême gauche.

Rien de tout cela n'a été abordé au procès. Outre les diplomates et journalistes, n'y assistaient que des familles touchées par les violences du PKK. Les victimes kurdes de l'armée turque, elles, n'ont pas eu voix au chapitre. Et Ankara a condamné Ocalan à mort. Comme on administre un remède radi-

cal pour étouffer un symptôme, mais sans prendre en charge la maladie qui a créé le symptôme.

Sous d'autres cieux aussi, il y a eu des «maladies». Et on a fait le pari de la guérison complète. Autrefois qualifiés de terroristes, le Palestinien Yasser Arafat et le Sud-Africain Nelson Mandela, défenseurs

de leur peuple, sont devenus des interlocuteurs sur le chemin de la réconciliation — et des Prix Nobel de la Paix. Or, lorsqu'ils ont choisi de négocier, l'Afrique du Sud de l'apartheid et Israël ne bénéficiaient pas d'un environnement géopolitique plus sûr que celui de la Turquie aujourd'hui.

Ocalan, au fil des années, avait modifié sa politique, décrétant à plusieurs reprises des cessez-le-feu unilatéraux, renonçant à l'indépendance au profit d'une autonomie dans le cadre de l'Etat turc, proposant (alors qu'il se trouvait

en sécurité à Rome) une conférence internationale pour régler pacifiquement la question kurde.

La Turquie vient de dire non, une fois de plus. Compromettant son propre avenir: à moins de ne pas exécuter le verdict, la condamnation d'Ocalan signifiera de nouvelles violences du PKK, un budget militaire toujours plus important pour y faire face, moins de touristes et une exclusion, pour long-temps, de tout avenir européen.

AGNÈS GORISSEN

Le Soir

du mercredi 30 juin 1999